

CRITIQUE COMMUNISTE

es contradictions
du reformisme
ouvrier



Sommaire

| | |
|---|----|
| Présentation | 3 |
| ● Denis Berger La forteresse lézardée (A propos du XXIII ^e Congrès du PCF) | 5 |
| ● Alain Brossat Coucou, le revoilà : l'Homme | 33 |
| ● Roland Lew La Chine aujourd'hui, les comptes ne sont pas apurés | 45 |

Documents

| | |
|--|----|
| ● Salut de la LCR au III ^e Congrès de l'OCT | 59 |
| ● Lettre à l'OCT | 69 |
| ● Réponse de l'OCT | 79 |

Débat : « L'emprise du réformisme »

| | |
|--|-----|
| ● Antoine Artous et François Ollivier A trop vouloir prouver... | 83 |
| ● Michel Lequenne A propos de l'influence réformiste | 101 |
| ● Henri Weber Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes | 108 |
| ● Pierre Frank Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ? | 121 |
| ● Jean-Pierre Garnier Lucien Sfez ou le purgatoire autogéré (A propos de « l'Enfer et le Paradis ») | 139 |
| ● Blandine Barret-Kriegel, Jean-Marie Vincent Débat sur « La formation de la théorie de l'Etat chez Karl Marx » | 157 |

Comité de rédaction

Denise Avenas, Alain Brossat, Jean Hallouze, Michel Lequenne, Gilles Poiron, Carlos Rossi, Frédérique Vinteuil, Jean-Marie Vincent.

Directeur de la publication : Henri Weber.

Numéros parus

| | | |
|--------|---|----------|
| 1. | Politique des blocs et révolution permanente — Le CERES — Sur le centrisme — L'althussérisme | 8 F |
| 2. | Trotsky et la vie quotidienne — Idéologie et psychanalyse — Sur un épouvantail nommé Désir — Interview d'Ariane Mnouchkine — Rétro et antirétro | 8 F |
| 3. | Le bonapartisme à notre époque — De De Gaulle à Giscard — Armée — MFA — La classe ouvrière soviétique | 8 F |
| 4. | Le féminisme | (épuisé) |
| 5. | Les partis communistes et le stalinisme | 10 F |
| 6. | Ligue et léninisme — Débats sur le PCF — Perversion, amour et révolution — La crise de l'armée française .. | 10 F |
| 7. | Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines ... | 10 F |
| | Stratégie révolutionnaire en Europe | 15 F |
| 8/9. | Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie | 10 F |
| 10. | Militantisme et vie quotidienne | 15 F |
| 11/12. | Les municipales — PSU — 1936 et 1978 | 10 F |
| 13. | Les révolutionnaires et l'Union de la gauche | 15 F |
| 14/15. | Les communistes, la transition socialiste et l'Etat | 10 F |
| 16. | Contrôle ouvrier — Nationalisation — Arme nucléaire — | |
| 17. | Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara | 10 F |
| 18/19. | L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Glucksman et démocratie — La Yougoslavie .. | 18 F |
| 20/21. | Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier | 20 F |
| 22. | Le PCF, la gauche et la crise | 15 F |
| 23. | Mai 68 — 1958-1968 — La bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme | 20 F |
| 24. | La rentrée politique — Nouveaux mouvements sociaux — Relations entre les sexes — A propos de « la Civilisation surréaliste » | 12 F |
| 25. | L'actualité de Léon Trotsky par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau. Documents : manifeste des trotskystes de Buchenwald | 20 F |
| 26. | L'année 1978 : un tournant ? — Perspectives du giscardisme — De l'emprise des « directions traîtres » — Grève générale, front unique, dualité de pouvoir — Les nouvelles alliances de classes — Voyage à l'intérieur de l'OCI. .. | 15 F |

Présentation

Dans ce numéro de *Critique communiste*, **Denis Berger** analyse le débat préparatoire au XXIII^e Congrès du PCF. **Pierre Frank** présente le livre important de Rudolf Bahro, *l'Alternative*, essai riche et stimulant qui nourrira sans doute dans nos prochains numéros un débat contradictoire.

Antoine Artous, **François Ollivier**, **Michel Lequenne** et **Henri Weber** interviennent (ou réinterviennent...) dans le débat ouvert dans *Critique communiste* n° 26 : Comment s'explique l'emprise des directions réformistes sur la classe ouvrière d'Europe occidentale ? Débat qui se poursuivra dans notre prochain numéro, avec notamment les contributions d'Ernest Mandel et de Jean-Marie Vincent.

Jean-Pierre Garnier s'en prend aux thèses de Lucien Sfez, nouvelle étoile de l'idéologie dominante. **Alain Brossat** analyse les causes et les fonctions de l'actuelle campagne sur « les droits de l'homme ». **Roland Lew** fait le point sur la « dé-bande-dé-quattrisation » en Chine.

Enfin, nous publions une discussion entre **Blandine Barret-Kriegel**, ex-dirigeante maoïste, aujourd'hui chargée de recherche au CNRS, spécialiste des théories de l'Etat, et **Jean-Marie Vincent** sur la formation de la théorie de l'Etat chez Karl Marx. En documents, figurent le salut adressé par la LCR au dernier congrès de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) ainsi que la réponse du bureau politique de cette organisation.



le parti communiste à l'avant-garde pour le succès du programme commun

La forteresse lézardée

(*A propos du XXIII^e Congrès du PCF*)

Remarquable suite dans les idées ! Etonnant aplomb ! Savoir-faire administratif digne d'éloges ! Les qualificatifs manquent pour dépeindre justement l'attitude des dirigeants du Parti communiste français.

Car enfin, depuis un an, bien des événements se sont succédés : la gauche a connu une défaite électorale qui a facilité l'offensive anti-ouvrière de la classe dominante ; il en est résulté dans le mouvement ouvrier un malaise profond qui n'épargne pas la majorité des militants communistes. Pourtant, la direction du parti n'a pas bougé d'un pouce dans ses analyses, pas modifié d'un iota son orientation politique : l'échec relève de la seule responsabilité du Parti socialiste et l'avenir sourira dans la stricte mesure où le PCF ne changera pas, si ce n'est pour gonfler ses effectifs. Bien plus, le bureau politique a refermé quelques-unes des portes qu'il avait entrouvertes au cours des dernières années.

Les critiques de l'Union soviétique, qu'un Kanapa lui-même avait su rendre virulentes, s'estompent dans la reconnaissance du « bilan globalement positif des pays socialistes ». Quant aux promesses, au demeurant vagues, de démocratisation interne, elles sont réduites à la portion congrue.

« Nous disions hier... » Il y a quelques siècles, en Espagne, un universitaire espagnol avait passé plusieurs années dans les prisons de l'Inquisition, pour cause d'impiété. Au lendemain de

sa libération, une foule nombreuse se pressait à son premier cours, dans l'espoir d'entendre des paroles de combat dans la bouche de celui qui était devenu un symbole de la liberté. Mais entre temps, le professeur s'était assagi et ne voulait plus affronter le pouvoir en place. Il fit donc comme si rien ne s'était passé. « Nous disions hier... ».

La direction du Parti communiste adopte une démarche identique. Il n'y a pas lieu de s'en étonner : elle aussi est assagie et entend avant tout écarter ce qui gêne le *statu quo* aux racines multiples grâce auquel elle se maintient en place. Mais il n'existe aucune raison pour que les révolutionnaires agissent de même. Le pesant conservatisme du PCF ne doit pas les inciter à la paresse d'esprit. Et, si les éditoriaux de *L'Humanité* ou les discours des responsables dégagent des effluves stalinienne, il ne suffit pas de les constater et de se référer à une théorie générale du stalinisme pour les expliquer. Il faut encore déterminer pourquoi une équipe dirigeante, dont l'opportunisme et le souci du « réalisme » le plus plat ne sont plus à démontrer, prend le risque de se figer dans l'immobilisme. En d'autres termes, quels objectifs à court et moyen terme poursuivent Marchais, Leroy et les autres.

Echec et tempêtes

La meilleure façon de répondre à ces questions est de se reporter à la résolution préparatoire au XXIII^e Congrès, en confrontant ses affirmations générales avec la pratique du parti. On aurait tort en effet de penser qu'un document de ce genre relève seulement du trompe-l'œil.

A coup sûr, ces thèses, pas plus qu'aucune de celles qui les ont précédées depuis plus de quarante ans, ne constituent un texte *d'orientation politique*, au sens que donnent à ce terme des militants normaux. Les analyses de la réalité dont elles procèdent sont délibérément approximatives, pour mieux permettre le flou des propositions pratiques : la direction se réserve ainsi la possibilité de décider au jour le jour, en fonction des rapports de forces, l'orientation effective du parti. La résolution politique d'un congrès du PCF a une valeur *idéologique* : elle cherche à exprimer en les déformant les réactions des secteurs essentiels du parti, de façon à les mettre au service de la ligne que seul le noyau dirigeant détient le privilège de

définir, en fonction de ses intérêts spécifiques. Dans cette mesure, tout texte officiel du PCF révèle les intentions de ses instances responsables, pour peu qu'on ne le prenne pas au pied de la lettre.

Soulignons rapidement, au passage, que c'est ainsi qu'il faut interpréter l'euro-communisme du Parti communiste français. Jean Elleinstein a eu tort d'affirmer, dans ses récents articles du *Monde*, que l'équipe dirigeante de son parti avait bradé l'euro-communisme. Il serait plus exact de dire qu'elle s'est, depuis dix-huit mois, écartée un peu plus de l'interprétation libérale et ultra-réformiste qu'elle avait elle-même forgée, en s'inspirant de l'Italie et de l'Espagne. L'euro-communisme n'a jamais constitué un ensemble théorique, mais l'expression politique d'une adaptation pratique de différents partis communistes aux structures de l'Etat national. Il n'est donc pas surprenant que la même démarche aboutisse à des comportements différents à Paris ou à Rome, compte tenu de la dissemblance des situations de chaque pays et des histoires de chaque parti.

Le PCF n'a pas rompu avec l'euro-communisme en prenant la responsabilité immédiate de casser l'Union de la gauche en 1977 ; il a estimé que l'évolution du *rapport des forces* à l'avantage du Parti socialiste compromettrait les chances d'appliquer sa politique de « réformes radicales », à savoir la référence à « l'approfondissement de la démocratie » comme voie au socialisme, perspective d'investissement graduel de l'Etat existant, perspective centrale de l'euro-communisme.

Il faut retenir la notion de maintien du rapport de forces car elle est décisive pour toute direction bureaucratique. L'appareil, auquel il est si commode de se référer en toute circonstance, possède une réalité sociale que consolide la réalité matérielle de ses immeubles, de ses investissements financiers, de la liaison de fait avec l'ordre existant qu'entretiennent les permanents perpétuels et les élus démultipliés.

Mais, lui-même n'a pu naître et se développer que dans la stricte mesure où les militants et, plus généralement, les travailleurs se sont trouvés hors d'état de participer consciemment à l'élaboration et au contrôle de la politique qui est faite en leur nom. Les membres de l'appareil cherchent à défendre, avant même les avantages matériels dont ils peuvent bénéficier, l'état de fait qui leur permet d'exister. Ils combattent, qu'elle vienne de leur droite ou de leur gauche, toute menace de rupture d'équilibre.

Le noyau dirigeant du PCF ne fait pas exception à une règle que son origine stalinienne lui a permis d'apprendre sur le bout des doigts. Il est capable d'un certain dynamisme dans l'action comme d'une acceptation des évolutions de la société s'il peut maintenir pour l'essentiel son contrôle sur le mouvement ouvrier, en limitant la progression des autres organisations et en réduisant au maximum l'autonomie de décision de la masse des travailleurs. S'il perd sur l'un ou l'autre de ces fronts, il n'a de cesse que de rétablir, autant que faire se peut, la situation antérieure. C'est ce qu'il a fait, avec la brutalité que l'on sait, face à la marée de 1968. C'est ce qu'il a fait et continue à faire, à un tout autre niveau, devant la montée du Parti socialiste.

Mais les militants ? Ils n'ont cessé de montrer, depuis des mois et des années, qu'ils n'étaient plus guère passifs, les militants du PCF ! Le temps des pré-noms, le temps où la seule évocation du nom de Maurice soulevait affection et confiance quasi aveugles, ce temps-là est passé. Pour un peu, Marchais n'aurait pas de prénom et la créance qui lui est accordée est fonction de ce qu'il propose. Lui-même le sait, ainsi que les autres membres du bureau politique. Et on aurait tort de croire qu'ils ne tiennent aucun compte de cette réalité nouvelle de leur parti lorsqu'ils préparent le XXIII^e Congrès. Leur comportement depuis mars 1978 a été édifiant : ils ont, dès le lendemain du 2^e tour, marqué qu'elle était la ligne, le cadre à ne pas dépasser. Puis ils ont laissé les cellules discuter, les militants exprimer leurs interrogations ou leurs critiques. Ils ont pu ainsi constater que, dans la majorité des cas, le débat était centré sur *la nature de l'alliance* de l'Union de la gauche. Non que beaucoup de voix se soient élevées au départ pour critiquer le contenu du programme commun ou remettre en question l'objectif d'une majorité parlementaire. Mais, à la base du parti, on déplorait très largement que l'activité électorale ait pour le moins atténué le développement des luttes de masse. Etant donné aussi la nature politique du Parti socialiste, ces critiques s'orientaient quasi naturellement vers des revendications confusément formulées : que l'union, pour nécessaire qu'elle soit, n'empêche pas le parti de mener son action propre ; que les distances soient respectées avec les socialistes, professionnels de la dissuasion opportuniste.

Une minorité importante de militants exprima des reproches plus cohérents, arrivant presque à exprimer une ligne différente

de celle de la direction. Mais les premiers et les plus nombreux à s'exprimer furent évidemment les intellectuels.

La direction du PCF laissa dire et laissa faire, jusqu'à un point de licence inouïe dans ce genre de parti (pétitions, articles dans la « presse bourgeoise », bref une activité purement « fractionnelle » du point de vue de la jurisprudence stalinienne). Mais elle organisa sa réponse : refusant d'ouvrir les colonnes de sa presse aux opposants, elle fit marcher d'abord l'artillerie anti-intellectuelle qui fait toujours mouche dans le parti. Puis elle passa à la contre-offensive : il s'agissait d'isoler, comme intellectuels ratiocineurs même s'ils étaient ouvriers ou employés, ceux qui étaient susceptibles d'aller jusqu'à constituer une opposition politique cohérente.

Dans le même temps, on acceptait le dialogue avec les plus raisonnables ou les moins susceptibles d'être réduits au silence, de par leur prestige ; et ce fut la rencontre d'Ivry entre le bureau politique et 400 intellectuels, les 9 et 10 décembre 1978 : on donnait l'impression d'ouvrir une discussion et on tentait de canaliser le mécontentement de beaucoup d'entre eux en leur offrant la perspective de s'intégrer à l'activité du parti, dans des commissions spécialisées, dans des activités de masse. Mais du fond politique des critiques formulées par certains intellectuels *en tant que militants communistes*, il ne fut pas question.

L'ensemble de ces opérations n'a pas diminué le mécontentement — et pas seulement des intellectuels. Mais l'expression d'oppositions cohérentes a été gênée, la chose est certaine. L'avenir dira si c'est pour longtemps. En tout état de cause, le souci du bureau politique n'est pas d'empêcher toute contestation ; il est de faire en sorte que l'esprit critique ne gagne, de façon organisée, la masse du parti et surtout qu'il ne gangrène pas durablement les 25 000 à 30 000 militants qui, permanents, journalistes, responsables d'organisation de masse, dirigeants fédéraux, membres des comités de section, constituent *les cadres décisifs* du parti.

La crise de 1978 avait, pour la première fois dans l'histoire du PCF, si l'on excepte le pacte germano-soviétique, atteint ce milieu déterminant pour la stabilité de l'organisation. C'est ce qui explique pour l'essentiel la prudence et la tolérance relatives de l'équipe dirigeante *qui ne pouvait se permettre une trop grande brutalité*. Mais l'attentisme forcé fut mis à profit pour préparer une riposte politique dont la résolution du XXIII^e Congrès exprime les axes essentiels.

La terre nationale sera le genre humain

Le bureau politique sur la défensive ? Dans une certaine mesure, oui et il serait étonnant qu'il en fut autrement, car aucune équipe bureaucratique n'est capable de maîtriser, à l'aide de ses procédés d'appareil, les conséquences directes et indirectes de l'évolution des rapports de force entre les classes. Toutefois, défensive n'a jamais signifié passivité et absence d'initiative.

Et, de ce point de vue, le document du XXIII^e Congrès exprime, avec une cohérence d'ensemble rarement atteinte dans ce genre de littérature, une orientation tactique qui met au service des visées réformistes déjà anciennes du PCF une reconnaissance réaliste de la situation dans le pays comme des mouvements au sein du parti. Il suffit de prendre les chapitres principaux des thèses pour s'en convaincre.

Première constatation : la direction communiste a tiré, à sa façon, les leçons des six années d'Union de la gauche. Il n'est plus question pour elle de limiter les luttes en prêchant l'attentisme (« Seul un gouvernement de gauche donnera satisfaction à vos revendications »). La réalité de l'après-78, c'est le plan Barre, c'est la restructuration industrielle par le chômage, c'est Longwy et Denain. Si on laisse faire ces agressions sans protester au moins avec une certaine véhémence, le mécontentement des travailleurs risque de se canaliser dans une autre direction que celle du PCF ; et chacun sait que le parti craint par-dessus tout un dépassement sur la gauche qu'en 1977 les succès remportés dans certains cas aux municipales par l'extrême gauche et les écologistes ont montré possible encore, en dépit de tous les discours d'enterrement de Mai-68.

Par ailleurs, après l'échec de l'année dernière, la crédibilité est mince d'une victoire électorale en 1981 ou 1983. L'expérience a d'ailleurs montré que les pavés de la voie parlementaire sont plus doux aux semelles du PS qu'à celles du PC qui, s'il ne réagit pas, risque de voir s'éroder peu à peu ses positions.

Un impératif — que l'on peut bien baptiser catégorique car il est l'expression d'une nécessité absolue pour les dirigeants du PCF — va guider la plume des rédacteurs de la résolution du XXIII^e Congrès : situer l'action du parti hors de la logique propre de la société politique parlementaire, manifester la présence des communistes à tous les moments du mécontentement populaire tout en se gardant bien d'aucune démarche qui pourrait aboutir à transformer cette colère, dont les sources

se renouvellent sans cesse, en un affrontement général avec le pouvoir. Le but de l'opération demeurant, bien entendu, de faire revenir le PC, avec un prestige et une audience accrus, lorsque le calendrier déclarera une nouvelle fois ouverte la pêche aux sièges dans l'aquarium du Palais Bourbon.

Si l'on veut bien y regarder de près, les thèmes principaux du XXIII^e Congrès s'expliquent sans mal en fonction de l'impératif — des impératifs — qui viennent d'être exposés. Le nationalisme d'abord (car on ne peut pas employer d'autres termes face à la partie *anti-allemande* de la campagne menée par le PCF pour les élections européennes). L'amour de Vercingétorix et de Jeanne d'Arc est chose ancienne dans le parti de Maurice Thorez qui, dès le congrès d'Arles, en 1937, avait retrouvé les couleurs de la France. Cette adaptation aux cadres de la *nation bourgeoise* était la conséquence logique de l'abandon de l'internationalisme qu'avait signifié la soumission au stalinisme et à sa théorie du socialisme dans un seul pays. Elle signifiait l'acceptation générale de *l'Etat bourgeois*, avec toute la pratique réformiste qui en découlait. Depuis le Front populaire, les choses n'ont fait qu'empirer en ce domaine. Et il est significatif qu'au milieu de toutes les innombrables variations de sa politique le Parti communiste soit demeuré impertubablement fidèle à sa conception de la « grandeur française ».

Aujourd'hui, toutefois, ce noyau structurel de l'idéologie du PCF trouve à s'actualiser dans des considérations tactiques. Lorsqu'un Paul Boccara, membre du comité central et penseur du « capitalisme monopoliste d'Etat », écrit dans *France nouvelle* : « La crise de la société française a des causes avant tout nationales », il nous dévoile la pensée profonde de son parti.

Passons sur le sérieux de l'analyse économique qui fait bon marché des causes générales de la crise du capitalisme. Voyons plutôt ce que signifie cette forte déclaration : la restructuration que mettent en pratique les bourgeoisies européennes (système monétaire européen, spécialisations industrielles, etc.) a des conséquences sur *toutes* les couches de la société, pas seulement sur les salariés. Le mécontentement des paysans, des petits commerçants, des industriels victimes de la concurrence peut être exploité. Il suffit pour cela de mettre l'accent sur ce qui est commun à l'ensemble des victimes des multinationales, sur leur attachement au *statu quo* ancien qu'exprime fort bien la fidélité à une France libre, forte et indépendante.

A coup sûr, l'opération « indépendance nationale » a quelques ambitions à court terme. Elle vise à toucher un électorat populaire qui, depuis 1958, s'est plus ou moins retrouvé en accord avec les thèmes gaullistes. A l'heure actuelle, le RPR connaît un recul certain et les éclats de voix de Chirac ne peuvent masquer totalement sa très grande gêne à rompre avec Giscard, malgré la politique « d'abandon national » que préconise ce dernier. Le PCF peut espérer que son discours empreint de mâle patriotisme lui gagnera quelques suffrages de gaullistes déçus.

Pourtant, aucun observateur, fut-il particulièrement myope, ne peut supposer que ce débauchage puisse obtenir un succès massif, de nature à compenser le tassement général des résultats électoraux du parti, pour ne pas parler des pertes qu'il connaît au profit des socialistes dans des secteurs où son hégémonie n'était pas discutée, comme la banlieue parisienne. Rien ne permet de croire que le bureau politique ignore complètement cette réalité. Aussi doit-on se demander quel objectif plus fondamental il poursuit en faisant vibrer la corde nationale.

Les initiatives qu'il a prises depuis quelques mois — et certains résultats qu'il a obtenus — permettent de répondre à cette question. On a vu le PCF s'emparer du thème « Vivre au pays » et se faire le champion du régionalisme : « le Nord doit vivre ; la Lorraine doit vivre ». Le résultat concrétisé par l'entrée de Maffre-Bauge, leader des vignerons du Languedoc, sur les listes du parti pour les élections européennes a été un élargissement de l'audience du PCF dans des couches sociales extrêmement diverses qu'inquiète au plus haut point l'élargissement du Marché commun. Et il est plus que probable que l'objectif visé en l'occurrence est de *renforcer le Parti communiste en faisant de lui l'épicentre d'un courant de protestation tous azimuts, courant qui, par l'hétérogénéité de ses demandes, ne pourrait s'exprimer par un mouvement de lutte aux mots d'ordre unifiés, mais qui peut fort bien être fédéré au plan électoral par une organisation politique dont le programme, aussi général que national, peut servir d'expression aux mécontentements les plus variés.*

La logique d'une telle orientation serait de constituer une vaste union nationale. Le PCF n'y répugnerait pas par principe (l'idée d'un rassemblement de la majorité des Français est toujours plus ou moins présente dans ses documents politiques). Mais ses dirigeants ne sont pas sans savoir qu'une telle perspective a très peu de chances de voir le jour, car aucune formation

politique bourgeoise n'est prête à faire alliance, encore moins à gouverner, avec les communistes. Ils n'en persistent pas moins dans leur politique nationale par laquelle ils escomptent s'enraciner dans la « France profonde », non sans quelques gains électoraux à l'appui.

Un sectarisme conscient et organisé

Dans la France de 1979, où les salariés représentent la majorité de la population, aucune politique ne peut s'avérer efficace si elle ne fournit d'abord une perspective aux travailleurs. Le PCF le sait bien, qui s'affirme avec ostentation « le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ». Dans ce domaine aussi, son orientation est sans ambiguïté : assurer d'abord la prééminence du parti. Mais laissons parler les textes :

« C'est en effet dans l'action quotidienne, dans les conquêtes démocratiques diverses qu'elle imposera, dans les modifications qu'elle apportera partout au rapport des forces en faveur des travailleurs que se construiront *pas à pas* les conditions de l'union, des changements nécessaires, des succès électoraux qu'ils impliquent... Cela implique que dans le développement du combat, les accords politiques nécessaires se fassent sur des bases et dans des formes qui s'opposent au jeu politicien du langage de gauche associé à la pratique de droite, favorisent la clarté sur ce qui unit et différencie les uns et les autres, nourrissent et non tarissent l'action des travailleurs... C'est à partir de « *l'action en bas* », qui a, et conservera toujours, un caractère désisif que mûriront de tels accords. C'est cet effort qui est à l'ordre du jour. Il est engagé. »

Voici pour la philosophie générale. Reportons-nous à *l'Humanité* pour sa mise en pratique quotidienne. Cédant à la « fascination giscardienne », le Parti socialiste a « conduit la gauche à une défaite électorale dont il porte l'entière responsabilité ».

« L'expérience acquise le confirme. C'est bien sur le Parti communiste que les travailleurs peuvent compter pour agir avec efficacité pour leurs revendications et leurs droits, pour l'indépendance de la France et pour construire, à la base, l'union indispensable pour que change vraiment le cours des choses. »

A lire ces lignes, on se demande ce qui l'emporte, de la grossièreté de l'analyse ou du sectarisme borné. Rejeter les responsabilités de l'échec sur le seul PS, c'est esquisser à bon compte le vrai débat qui doit porter sur la nature même de l'alliance réalisée autour du programme commun. Faire de Mitterrand l'âme damnée de l'Internationale socialiste et l'allié potentiel de Giscard, c'est privilégier l'absence de principes du personnage aux dépens d'une analyse sérieuse des rapports de forces politiques qui interdisent, le Congrès de Metz l'a montré, aux socialistes de passer à droite ouvertement sous peine de perdre une bonne part de leur influence. Préconiser l'unité à la base, c'est préférer le renforcement du PCF au développement des luttes de masses qui exige une réponse unifiée de toute la classe ouvrière.

On pourrait multiplier les commentaires, les rappels historiques à propos de cette orientation purement aberrante. Il vaut mieux analyser la fonction qu'elle remplit dans les desseins des dirigeants communistes. L'idée selon laquelle toute unité d'action globale ne viendra qu'au terme d'une série de luttes à la base, permet au PCF de participer aux luttes telles qu'elles se déroulent, sans prendre *aucune responsabilité* de les coordonner, de les hausser du niveau de la riposte au patronat à l'attaque générale contre le pouvoir : puisqu'il faut d'abord renforcer le parti, pour que demain la victoire soit assurée, *il suffit de montrer* la présence des communistes. Ainsi fut fait dès le début de la lutte des sidérurgistes, ce qui aboutit à la grande marche sur Paris du 23 mars, réduite à une démonstration de force sans suite immédiate, car le PCF n'a pas cherché une seconde à en faire un point de départ d'un mouvement d'ensemble de la branche, d'un mouvement de solidarité active de toutes les corporations : il suffisait que le parti apparaisse comme le meilleur défenseur des travailleurs en lutte ; la solution durable à leurs problèmes interviendra plus tard (en 1981 ? 1983 ?).

En même temps, dans cette situation statique du point de vue politique, la dénonciation du PS, de la CFDT, en l'occurrence basée sur des faits incontestables, permet au PCF d'apparaître comme investi d'une rigueur de « classe », d'autant plus discutable qu'elle ne s'exprime pas par des propositions d'action générale mais par des déclarations de principe appuyées d'opérations de solidarité ponctuelles.

Bref, le parti communiste fait de son propre renforcement la condition de tout succès futur, ce qui lui permet de ne pas poser le problème : comment susciter une vague de luttes contre

le gouvernement et l'Etat, incarnés par les affligeants duettistes Barre et Giscard. Politique absurde mais non dénuée d'efficacité pourtant — du moins du point de vue étroit du noyau dirigeant du PCF. Elle permet en effet *de satisfaire en partie les inquiétudes de nombreux militants.*

On a vu que l'échec électoral de 1978 avait suscité dans le parti un débat dont l'ampleur fut à l'échelle du choc ressenti. Comme toujours, le traumatisme de la défaite fit ressurgir des interrogations et des critiques, refoulées lorsque l'espoir était encore vivant. Le recrutement du parti depuis 1968 a fait naître une nouvelle génération de militants. Participants de toutes les formes du combat caractéristique des dernières années, en général bien intégrés dans leur milieu, débarrassés le plus souvent de bien des tabous mutilants du stalinisme, ces femmes et ces hommes sont à la fois persuadés que la « voie démocratique » de modèle euro-communiste est la seule possible et que le développement de la lutte des masses répond à une nécessité absolue. Ils se trouvent, par là-même, enfermés dans une permanente contradiction dont les manifestations se renouvellent au fur et à mesure de la situation. Ils ont approuvé dans leur majorité la signature du programme commun, mais vécu, plus ou moins obscurément, l'Union de la gauche comme un accord d'états-majors qui limitait les luttes à la base. Le désastre de mars a retiré à cette politique le masque de l'efficacité. C'est celle-ci qu'il faut retrouver. Tout naturellement, les adhérents du PCF se retournent alors vers leur parti qui, en toute circonstance, représente à leurs yeux cohérence et continuité.

Dans de telles conditions, la dénonciation de la social-démocratie et l'insistance sur le rôle historique du PCF peuvent faire mouche. Pour ceux qui sont attachés d'abord à l'action de masse, pour ceux qui ont pris au pied de la lettre le ralliement à l'autogestion parce qu'ils répondaient aux vœux nés de leur expérience, l'idée de l'unité à la base a le mérite de ne plus mettre l'accent sur les accords de sommets.

A ceux qui, par réflexe sectaire, ou parce qu'ils ont affaire couramment à des socialistes plus que droitiers, cultivent la méfiance à l'égard du PS, la mise en cause du « tournant à droite » de l'équipe Mitterrand apporte satisfaction, d'autant que, même dans ses formulations les plus aberrantes, elle renvoie toujours à une part au moins de la vérité politique du courant socialiste français. A tous, la volonté de privilégier l'action propre du parti apparaît comme un minimum nécessaire pour éviter de nouveaux enlacements opportunistes. Et

ceux-là mêmes qui ont des réserves à propos de tel ou tel aspect de la ligne ne peuvent ni ne veulent aller jusqu'au bout de leurs réticences.

Gramsci à la sauce blanche

Bonne opération à usage interne que l'orientation sectaire proposée au XXIII^e Congrès. Mais tous les problèmes ne sont pas résolus par ce constat : toute l'histoire du parti montre en effet que sa direction est fort capable d'aller à contre-courant de l'opinion de ses militants et de ses électeurs, si l'exige l'intérêt supérieur tel qu'elle le conçoit.

En tout état de cause, aujourd'hui, malgré les malaises et le bouillonnement à la base, l'ordre n'est pas immédiatement menacé dans le parti de Georges Marchais ; le bureau politique n'est pas contraint de se consacrer totalement à répondre aux critiques d'en-bas. Il convient donc de rechercher quelles sont ses autres motivations profondes.

Pour mieux les cerner, rappelons d'abord que ce n'est pas la première fois depuis 1972 que le PCF fait de la polémique aveugle avec le PS une orientation politique. En 1974 déjà, un congrès extraordinaire avait, pour quelques mois, réaffirmé la primauté du développement du parti. Toutes les informations recueillies sur cette période montrent qu'un certain nombre de dirigeants, dont Roland Leroy sans nulle doute, avaient entraîné une partie importante des cadres à protester contre le trop grand alignement sur le PS qui avait abouti entre autres à une première série de reculs du PC lors d'élections partielles.

Ce n'est pas extrapoler indûment que d'affirmer que les mêmes forces ont agi, en septembre 1977, pour la rupture de l'Union de la gauche et depuis pour la définition du cours actuel. Pour ce courant, la tâche première est de préserver *l'identité du parti*.

Il serait trop facile de ne voir là que simple conservatisme d'appareil. L'appareil constitue l'arbre de direction d'une organisation bureaucratique ; il n'en résume pas la réalité. Tout parti politique, principalement s'il est enraciné dans la réalité nationale, comme l'est le PCF, se définit par l'ensemble des liens qui le rattachent tant aux couches sociales qu'il veut représenter qu'aux organismes de la société politique et aux institutions de l'Etat. Les permanents les plus bornés savent que leur avenir

dépend de leur organisation, mais n'ignorent pas que celle-ci ne prospère qu'en élargissant ses zones d'influence.

Or en faisant sienne l'approche euro-communiste, en s'engageant sans esprit de retour sur la voie du « socialisme aux couleurs de la France », le Parti communiste a pris des risques énormes : il a abandonné les références qui, par leur éloignement dans l'espace (Union soviétique conçue comme modèle socialiste) et dans le temps (la société sans classes) expliquaient et justifiaient les retards éventuels de la progression du parti ; il est contraint d'obtenir des résultats à moyen sinon à court terme .

Du même coup, il est pris dans un étaiu : il lui faut obtenir une victoire qui, dans sa perspective réformiste, ne peut être qu'une participation au gouvernement et il est obligé de s'allier aux socialistes, ne serait-ce qu'en raison des contraintes qu'imposent la Constitution de 58 et l'élection du président de la République au suffrage universel. Mais, dans cette longue marche au travers des institutions, il est en position d'infériorité et s'expose en permanence à voir s'estomper les contours du courant qu'il représente.

Ceux qui assument la direction du parti sont obligés de maintenir en permanence un équilibre entre les nécessités de l'unité et les obligations de la sauvegarde du mouvement communiste. Equilibre forcément instable qui implique à chaque instant des choix difficiles, à propos desquels se partagent les cadres du PCF. Certains, que la grande presse appelle improprement les « durs », mettent en toute circonstance l'accent sur la priorité du maintien de l'influence du parti. Cette option tactique les différencie des partisans de l'unité avant tout (Elleinstein ou Rony parmi les opposants ; Paul Laurent, peut-être, dans la direction) avec lesquels ils ont en commun l'acceptation de l'orientation réformiste du XXIIe Congrès. En dehors des périodes où se fait sentir la pression des échéances, ces gens se montrent les plus efficaces dans les affrontements internes : ils défendent *un acquis et un principe* — la puissance organisée du parti et son rôle dirigeant dans toute lutte.

Un livre récent peut confirmer cette analyse : *le Parti communiste dans la société française* (son auteur, Jean Burles, ne figure sans doute pas parmi les esprits créateurs du parti. Mais il dirige l'Institut Maurice Thorez, c'est-à-dire un des endroits où, avec la collaboration d'une pléiade d'intellectuels, se forge l'idéologie qui sous-tend la ligne du PCF). Cet ouvrage résulte de la mise en forme d'une conférence faite à l'Ecole centrale. Il est

destiné à armer les cadres pour la prochaine période. C'est ce qui fait l'intérêt de certains de ses développements, en dépit de leur abstraction souvent confuse. On peut y lire le passage suivant :

« Désormais, le rapport aux masses et l'union à la base sur tous les aspects de la lutte des classes, afin de réaliser l'Union de la gauche sur des bases plus solides, sont des questions décisives. On peut se poser, naturellement, la question des formes de cette union à la base. Certains se sont empressés de répondre en proposant la mise en place de comités de base... Quand le PCF a parlé, à plusieurs époques de son histoire, de la nécessité des comités de base, il se référait à une stratégie qui, plus ou moins explicitement, se reportait à la théorie du « double pouvoir »... Ces comités pouvaient dans cette conception jouer tout à la fois un rôle de lutte pour le pouvoir, puis d'organisme de contrôle de l'Etat après la victoire. Mais cette conception d'une organisation para-étatique où s'affronteraient, pour la direction, des organisations politiques différentes s'éloigne, aujourd'hui, singulièrement de la voie démocratique, plus généralement de la démocratie comme but et comme moyen ainsi que du développement par le PCF de la notion d'autogestion... On peut penser aujourd'hui que les comités de base tournent en fait le dos à l'activité de masse du PCF et à la stratégie du XXIIe Congrès... On évite ainsi, de poser le vrai problème de fond : comment développer dans les conditions actuelles l'activité de masse propre, spécifique du PCF et celle-là avant tout ? »

Ces fières déclarations méritent d'être mises en regard des développements que les thèses du XXIIIe Congrès consacrent à la démocratisation de la vie sociale, à l'autogestion, à la vie associative... « La liberté guide nos pas » titrait le bureau politique le document qu'il envoyait aux directions syndicales à la fin de 1977. Mais les pas dont il s'agit — ceux du mouvement des masses — ne peuvent s'effectuer que sur une voie balisée, jalousement encadrée par le parti. Et la liberté en question est une liberté morcellée, surveillée même, puisqu'elle n'implique pour les travailleurs aucun droit à créer, dans la lutte, des organismes où ils régleraient eux-mêmes l'ensemble des problèmes économiques et politiques, locaux et nationaux, qui déterminent leur existence.

On ne saurait mieux tourner le dos aux leçons de l'histoire qui a vu, de 1917 à nos jours, de la Russie tsariste et de l'Al-

Allemagne de Weimar à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie ou au Portugal, toutes les grandes mobilisations de masse s'accompagnent, sous une forme ou sous une autre, du développement de ces comités de base si contraires à la « stratégie du XXIIe Congrès ». On ne saurait mieux non plus ignorer que la grande faiblesse d'un mouvement aussi ample que la grève de 1968 a résidé dans l'absence d'auto-organisation des travailleurs.

Rien d'étonnant dès lors que les comités d'ateliers, dont il avait été abondamment question lors de la rupture de l'Union de la gauche, aient disparu de la résolution du XXIIIe Congrès. Le PCF ne veut pas d'organismes qui puissent permettre aux salariés de créer leur propre mode de souveraineté. Le PCF veut développer, avant tout, son « activité spécifique ». Il n'entend tolérer qu'une multiplicité d'organismes diversifiés, aux objectifs limités et dont *il se réserve d'être la seule expression politique*. Ainsi en va-t-il du mouvement des femmes : le parti qui se veut « parti de la libération des femmes » refuse, dans son document politique, d'envisager seulement si l'oppression spécifique des femmes ne rend pas nécessaire des formes d'organisation autonome ; et, dans la pratique courante, il n'a qu'insultes et calomnies pour celles qui mènent un combat conséquent dans ce sens.

Derrière cette grande pensée de l'équipe dirigeante du PC, on peut retrouver deux préoccupations majeures. L'une est ancienne et pourrait être illustrée par dix rappels des pratiques passées du parti : aucun mouvement de masse n'est tolérable s'il n'est contrôlé dans ses moindres manifestations. L'autre est plus récente et traduit une volonté d'adapter Gramsci à la mode libérale-communiste française : puisque, dans les sociétés capitalistes développées, la société civile est fortement organisée, avant de se risquer à participer à un gouvernement de gauche, le PCF doit d'abord étendre ses tentacules dans tous les milieux ; c'est à ce prix qu'il créera un rapport de forces électoral en sa faveur.

Déjà fortement mise à mal par Togliatti et Berlinguer, la pensée révolutionnaire d'Antonio Gramsci ne méritait pas ce coup de pied de l'âne.

L'URSS et eux

Il est normal que, dans ce contexte de raidissement et de repliement sur soi, la question de l'Union soviétique vienne au

premier plan des débats. On sait comment y répond le document du XXIII^e Congrès : « Le bilan des pays socialistes est globalement positif ». Formule absurde qui permet d'évacuer toute analyse sérieuse de la réalité de l'URSS, de la Chine ou de tout autre Etat s'affirmant socialiste. Formule dangereuse aussi car elle permet de mettre sous la table les critiques de la répression interne ou de la politique extérieure de grandes puissance menée par Moscou comme par Pékin : d'avance ces critiques sont réduites à des bavures qui souillent sans le dénaturer le tableau grandiose de la croissance économique et de la lutte pour la paix.

La tentation est grande, face à cette palinodie, d'évoquer la mémoire de Vychinsky, procureur des procès de Moscou. Pour confondre un des accusés qui, dans un sursaut, avait nié en séance publique les accusations mensongères qu'on voulait lui faire reconnaître, le sinistre personnage avait demandé une suspension de séance (que s'était-il passé pendant ce temps ?) puis, à la reprise, avait sorti la kyrielle de faux témoins caractéristiques de la justice stalinienne – jusqu'à ce que l'accusé renonce à ses dénégations. Avec un sourire satisfait, Vychinsky avait alors proféré : « Le cercle est refermé ». Le cercle n'était-il pas refermé aussi à l'intérieur du PCF ? Après quelques années de critique ouverte, n'assiste-t-on pas à une régression, à un retour au stalinisme ?

La régression, nul ne le niera (sauf peut-être Francis Cohen ou Claude Frioux, co-auteurs embarrassés de *l'URSS et nous* que le préambule de thèses classe parmi les apports à l'élaboration du parti mais dont les jugements, pourtant tempérés, ne sont plus guère développés à titre officiel), mais le problème des rapports du PCF avec le stalinisme ne peut être résolu à partir de contestations superficielles. Stalinien, le parti de Maurice Thorez, Waldeck Rochet et Georges Marchais l'a été parce que sa pratique politique et sa stratégie étaient fondamentalement déterminées par l'obédience à la politique internationale de la bureaucratie soviétique. L'organisation interne du parti, ses rapports avec les masses et l'idéologie qui voilait l'ensemble étaient le produit de cette sujétion.

Au cours des années soixante, sous l'influence de l'éclatement du « mouvement communiste mondial », aussi bien que sous la pression des transformations de la société française, le PCF amorça une lente évolution. Celle-ci aboutit, après 1968, au passage de plusieurs seuils : une prise de distance avec l'URSS, dont la prudente condamnation de l'intervention en Tchécoslo-

vaquie marqua le point de départ ; l'élaboration d'un projet réformiste, déterminé et rythmé avant tout par les conditions spécifiques de la France (la signature du programme commun ; la conversion à l'euro-communisme ; le XXIIe Congrès en sont des témoignages).

Dès lors, la politique du Parti communiste français était déterminée prioritairement par le poids des conditions nationales. Ce qui signifiait une rupture de fait avec le stalinisme – rupture dont l'importance et les conséquences furent masquées aux yeux d'observateurs superficiels parce qu'elle s'effectuait sur une base nationale réformiste qui n'exigeait au départ qu'un minimum de transformation de la pratique du parti. Pour que l'on puisse parler sérieusement d'un retour au stalinisme (ou ce qui revient au même, d'une persistance de la « nature » stalinienne du parti), il faudrait démontrer que le PCF a renoncé à son projet réformiste spécifique, qu'il est *d'abord* soumis aux impératifs de la politique soviétique. Rien ne permet de trancher dans ce sens, à moins de faire appel à d'indémontrables pressions secrètes venues de Moscou ou d'accorder une importance décisive à des faits mineurs, comme le silence prolongé sur l'intervention soviétique en Erythrée.

En effet, si l'on va à l'essentiel, si l'on juge le parti par ses prises de position fondamentales et par son action, on est obligé de constater que le Parti communiste français, tout au long du document du XXIIIe Congrès, par exemple, réaffirme constamment son attachement à une voie française au socialisme, qu'il fait montre, dans la question de l'Europe entre autres, d'un nationalisme à toute épreuve :

« En premier lieu, nous avons définitivement rejeté l'idée dogmatique de reproduire en France un modèle venu d'ailleurs, ou ce qui revient au même, de prendre le contre-pied systématique de ce qui se fait ailleurs. Notre choix est original parce qu'en raison de son passé aussi bien que de sa réalité d'aujourd'hui les conditions de la France sont originales. Le socialisme en France se fera à la française, ou il ne se fera pas ».

Suit une « condamnation sans appel », encore que toute verbale, de « ce que l'on a pris l'habitude d'appeler le *stalinisme* ». Puis, vient la proclamation qu'il est de « notre devoir d'exprimer publiquement notre désaccord avec des mesures qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression ou de création, comme nous avons été amenés à le faire à propos de faits survenus dans les pays socialistes ».

Affirmations bien timides, à coup sûr, et contrebalancées par

la petite phrase sur le « bilan globalement positif », par un long développement sur la « nécessaire solidarité internationale ». La position du PCF est embarrassée et contradictoire. Pourtant, le rejet de « tout modèle » a une signification symbolique énorme dans l'univers bureaucratique où le socialisme a un visage blindé : il implique que le parti qui le formule suivra sa propre ligne, sans accepter que le modèle incarné intervienne de façon décisive. Aussi faut-il bien conclure, que « globalement », le Parti communiste français persiste dans la voie empruntée depuis une dizaine d'années. On ne peut parler en ce qui le concerne de retour au stalinisme, quand bien même les séquelles de son passé stalinien empuantissent encore l'atmosphère, avec une fragrance renouvelée depuis quelques mois.

Car une chose est certaine : le PCF a donné un coup d'arrêt à la déstalinisation à la française qu'il avait amorcée. On ne revient pas sur les critiques formulées mais on n'en avance guère de nouvelles. On se déclare prêts à protester contre la répression, mais lorsque l'occasion se présente de le faire, la discrétion la plus grande devient de mise ; et c'est Marchais refusant de recevoir le fils de Sabata.

Bref, tout se passe comme si la direction centrale du parti avait été frappée par le même magicien qui avait pétrifié le palais de *la Belle au bois dormant* : tous les gestes entrepris sont arrêtés en cours d'accomplissement : seuls quelques concierges ont échappé au sort ; à quatre pattes, ils cherchent à revenir en arrière.

Pourquoi ce gel avant même que le printemps ne soit apparu vraiment ? L'explication la plus couramment fournie renvoie à la résistance d'une fraction importante du parti, de son appareil surtout. Elle contient sans nul doute une bonne part de vérité. Confrontés à la remise en cause en chaîne des certitudes qui, pour les plus anciens d'entre eux, avaient constitué la raison d'être de leur activité, des militants sont saisis de malaise et éprouvent le besoin qu'au moins « on n'aille pas trop loin ».

Notons à ce propos, qu'une récente étude a montré qu'au sein du Parti communiste italien, un pourcentage non négligeable d'adhérents rejetaient plus ou moins les critiques à l'égard de l'Union soviétique. Malgré les différences dans le contexte politique et dans le mode de fonctionnement de l'organisation, on peut faire l'hypothèse que des réactions du même ordre existent, à l'état plus ou moins latent, dans le parti français. En tout cas, il paraît assuré que parmi les permanents,

la volonté de conserver le *statu quo* organisationnel du parti s'accompagne d'une fidélité générale au « camp socialiste ». Rien de plus normal d'ailleurs, car la reconnaissance du modèle soviétique a toujours constitué la pierre de touche du système clos hors duquel bon nombre de bureaucrates ne peuvent respirer.

Toutefois, ce constat ne permet pas de rendre compte des raisons politiques qui ont déterminé la prépondérance récente des éléments les plus conservateurs et le recul de ceux qui poussaient davantage à la critique de l'URSS. Il est certain que le grand débat suscité par l'échec électoral a constitué pour le noyau dirigeant du parti un motif essentiel pour ralentir le rythme des critiques.

En effet, malgré leur diversité et l'imprécision de la plupart d'entre elles, les remarques des militants tendaient à remettre en cause l'autorité de la direction et le bien-fondé de sa démarche politique. C'est ce que ne pouvait tolérer *l'ensemble* du bureau politique. Et il est aisé de comprendre qu'une mise en accusation trop généralisée de l'Union soviétique ouvrait la porte à des offensives contre tout le passé du « mouvement communiste », contre tout le passé du Parti communiste français. Dès lors que l'on commence à se demander si le socialisme existe vraiment à Moscou, on en vient rapidement à chercher les origines sociales du stalinisme, on est amené à passer au crible la stratégie et le système d'organisation du PCF lui-même. Non seulement on ne peut plus se contenter des « explications » selon lesquelles la seule faute du parti est d'avoir pris, en 1956 un retard dans l'analyse des « manquements à la démocratie » en URSS, mais on est susceptible de commencer à formuler une autre ligne. Là réside le danger principal pour Marchais et ses coéquipiers. Ce risque vaut bien, à leurs yeux, la mise en sourdine de critiques qui, au demeurant, n'étaient pas inspirées par des raisons de principe mais par des considérants tactiques.

C'est la contradiction fondamentale de l'orientation euro-communiste qui se trouve ainsi dévoilée. L'éloignement du modèle soviétique détermine *une crise d'identité* du PCF qui, chaque fois qu'il met en cause un aspect du stalinisme, ouvre une brèche dans le cadre de références grâce auxquelles se maintient sa stabilité interne. Il n'existe pas d'idéologie de remplacement à l'idéologie stalinienne. Seuls des succès pratiques dans la lutte peuvent justifier les abandons des vérités révélées. Mais de tels succès, pour une organisation fondamentalement

réformiste, ne peuvent être obtenus que par le biais d'une collaboration avec les socialistes.

Et ceux-ci profitent au maximum de l'alliance, alors que le Parti communiste stagne ou recule. Stagnation et recul qui ne peuvent qu'être accentués encore si la masse des travailleurs ne voit pas nettement ce qui sépare les deux partis : il est clair qu'il n'y a pas de place pour deux partis réformistes dans un pays et que, dans le cas contraire, les électeurs choisissent celui qui leur semble le plus efficace — le PS en l'occurrence. Le PCF est donc *condamné* à cultiver au maximum ses traits distinctifs, parmi lesquels l'appartenance, même relâchée, au « mouvement communiste international » est essentielle.

Nous touchons là aux aspects externes de la crise d'identité du PCF. Ils sont sans doute les plus importants et expliquent pourquoi a triomphé ces derniers mois dans la direction une ligne moyenne, ligne de compromis probablement, qui, sans renoncer à l'autonomie par rapport à l'URSS, gèle le processus de critiques à son égard.

L'efficacité de la confusion

A ce stade, il convient de faire le point :

— Le PCF a adopté, depuis 1977, une ligne sectaire par laquelle il tente de rétablir sa prééminence dans le mouvement ouvrier. Tout indique que cette orientation va durer. Les échéances électorales amèneront peut-être un assouplissement de la ligne, une certaine sourdine aux critiques sans mesure du PS, en vue d'aboutir au minimum d'accord que la constitution française rend nécessaire entre les partis qui veulent conquérir une majorité. Mais, aujourd'hui du moins, les plus grandes réticences s'expriment dans la direction communiste à propos de la signature d'un nouveau programme commun ; il n'est donc pas certain que l'alliance soit renouvelée sans sa forme de 1972.

Est-ce à dire que ce repliement sur soi contredit l'évolution amorcée il y a plus de dix ans, la transformation progressive du PCF en un parti réformiste désireux d'investir l'appareil d'Etat national pour y procéder à son changement graduel ? Le PCF aurait-il marqué une rupture dans ce que les trotskystes appellent son « processus de social-démocratisation ? »

Le croire serait méconnaître totalement ce qui détermine l'actuel cours sectaire du Parti communiste français. Ce dernier

cherche à renforcer son emprise sur les mouvements extra-parlementaires. Mais il est clair qu'il ne le fait pas pour passer ensuite à une offensive de masse ; au contraire, il explique sans ambiguïté dans tous ses textes programmatiques que tel n'est pas son objectif. Il veut être assez fort pour que la supériorité électorale des socialistes se limite à quelques points, et assez implanté dans tout le pays pour être en mesure, en cas de désaccord au sein d'un éventuel gouvernement de gauche, de faire un appel limité et contrôlé à « l'opinion des travailleurs ». Les contradictions inhérentes à son orientation lui imposent cette démarche d'écrevisse. Mais il continue à déterminer sa politique en fonction d'une accession au gouvernement *dans le cadre du régime et de ses institutions* — ce qui est la caractéristique première d'une politique réformiste, social-démocrate de type spécial.

— Dans la conjoncture actuelle, l'orientation de la direction du parti s'avère relativement efficace. Elle lui permet au moins de marquer quelques points dans les secteurs les plus touchés par la crise (il en a été ainsi en Lorraine lors des élections cantonales) et de maîtriser temporairement la situation interne de l'organisation : le XXIII^e Congrès, comme dix-huit de ceux qui l'ont précédé, aura été un congrès où les militants critiques n'auront pu être représentés. De ce dernier résultat, il faut bien entendu rendre responsables d'abord les structures et le fonctionnement antidémocratique du parti. Mais il est aussi nécessaire de comprendre que la ligne d'unité à la base contre les socialistes est accueillie favorablement par beaucoup de militants combattifs qui, déçus par la défaite, cherchent la voie d'une orientation de classe. L'ouverture plus grande des tribunes de discussion (qui jamais n'avaient accueilli tant de contributions) a pu donner l'espoir fallacieux qu'en tout état de cause le débat ferait avancer les choses. Et la confusion ainsi créée permet au *Berufsverboten* politique édicté par la direction de fonctionner efficacement.

Certes, la médaille a un revers : en dehors même des courants critiques plus ou moins délimités, les militants qui s'interrogent anxieusement sur l'avenir ou qui, plus simplement, sont désorientés ou dégoûtés sont légion. La chute du militantisme est considérable dans le PCF, beaucoup de réunions de cellules sont désertées et il est plus que probable qu'après le congrès les départs seront nombreux. Mais c'est là un prix que les dirigeants du parti sont prêts à payer. Leur conception même du « parti de masse », tendant vers le million d'adhérents, est significative :

pour eux, il importe d'abord d'élargir toujours les frontières du parti, en recrutant dans les fêtes, des femmes et des hommes que l'on mettra des mois à intégrer et qui peut-être ne resteront pas organisés ; ainsi peut s'étendre l'influence générale du PCF dont la continuité organisationnelle est assurée par quelques dizaines de milliers de militants seulement.

Est-il besoin de dire que cette conception, en apparence « large », impose à la fois l'étouffement dans l'œuf de tout centre d'opposition au sein du parti et l'élimination des éléments critiques de tous les organismes ayant, aux différents niveaux, une certaine importance dans la politique quotidienne (comités de section, comités fédéraux, en particulier) ?

Une opposition bien tempérée

Le succès provisoire de la ligne officielle a été facilitée par l'absence de combat sérieux mené par ceux que la presse appelle les contestataires. L'apparition d'opposants attaquant des pans entiers de la politique de leur parti jusque dans les colonnes de la grande presse a été le facteur marquant de l'après-mars 78. Et l'absence de sanctions contre eux a montré clairement que la crise du parti atteignait une grande ampleur, puisque les dirigeants étaient obligés à une modération, toute nouvelle de leur part. Mais des possibilités qui leur étaient offertes, la plupart des militants critiques n'ont profité ni pour mener une bataille politique de fond, ni pour donner à leur contestation une forme cohérente.

Sur le fond politique, seuls, en définitive, des opposants clairement situés à droite *et* à gauche de la ligne officielle ont tenté de proposer une orientation « alternative ». Jean Elleinstein symbolise bien les premiers : il se prononce nettement pour une alliance permanente avec les socialistes, sur la base d'un compromis, justifié théoriquement par la nécessité d'une « troisième voie » historique qui ne serait ni celle de la Révolution russe, ni celle de la social-démocratie. Cette politique a le mérite de poser, face au déchaînement de sectarisme, le problème de l'unité des travailleurs et de leurs organisations. Mais elle le fait dans des termes qui sont en fait plus proches de ceux des partis socialistes que de la tradition communiste. Et, malgré leur diffusion large grâce à une habile utilisation des *médias*, les propositions d'Elleinstein ne rencontrent qu'un écho limité dans le parti, dans la mesure même où elles ne répondent

pas aux questions de stratégie des luttes et d'affrontement avec l'Etat que se pose la majorité des militants.

Du côté de la gauche, ceux qui animent le bulletin *Luttes et Débats* ont développé des perspectives politiques souvent proches de celles des marxistes révolutionnaires, tant en ce qui concerne le combat en France que la critique du stalinisme. Mais leur écho semble dans l'immédiat relativement limité, ce qui n'a rien de surprenant dans l'état actuel du PCF.

En dehors de ces tentatives, la plupart des opposants n'ont guère fait œuvre de clarté. Tous, ou presque, ont fait leur le mythe du XXIIe Congrès. Ils n'ont retenu — ou voulu retenir — que certains aspects de ce congrès. A leurs yeux l'insistance sur la démocratie, la critique portée contre l'URSS ouvraient des voies nouvelles qu'il fallait approfondir. Mais ils n'ont pas vu — ou pas voulu voir — le contenu politique de ce relatif tournant de leurs dirigeants. La voie française au socialisme, c'est d'abord une stratégie réformiste qui ne rendait aux luttes qu'un hommage purement théorique. Accepter globalement le XXIIe Congrès, c'est se rendre incapable d'une réflexion politique constructive sur les perspectives politiques.

On l'a bien vu tout au long des deux dernières années. Le courant althussérien a su, par exemple, formuler des critiques souvent percutantes contre le régime intérieur du parti. Il a mené une bataille pleinement justifiée contre l'abandon de la dictature du prolétariat. Mais il s'est situé au niveau de la défense des principes sans relier dans la démonstration ce qui était relié dans la pratique — à savoir la révision d'un concept de base du marxisme et l'abandon définitif de toute politique révolutionnaire. Là où était nécessaire une attaque précise contre les conceptions développées par le PCF sur la nature de l'Etat, sur les moyens concrets de renverser le pouvoir de classe, sur la transition vers le socialisme ramenée au respect de l'économie de marché, on a procédé à coup d'allusions et de généralisations qui ne recoupaient guère l'expérience des militants. C'était par avance se condamner à un statut d'opposant littéraire.

Du côté des euro-communistes de gauche, la combativité n'a pas été beaucoup plus grande. Ces militants, qui se réclament en général de la méthode de Gramsci, acceptent la démarche de l'approfondissement de la démocratie. Mais ils mettent l'accent sur le contenu de classe de la démocratie et se prononcent pour le développement de l'auto-organisation ouvrière sous toutes ses formes.

Position ambiguë dans la mesure où elle laisse coexister l'acceptation d'une stratégie de réformes graduelles et l'idée de dualité de pouvoir. Au cours de la préparation du XXIII^e Congrès, l'ambiguïté a atteint son comble : aucun des euro-communistes de gauche n'a mené *systématiquement* l'attaque contre les conceptions purement réformistes de la direction et leur conséquence pratique, le rejet de toute forme de comités unitaires, plus généralement de toute politique d'unité ouvrière.

Que l'on s'entende bien : ni la détermination personnelle de la plupart des contestataires, ni l'intérêt très grand de leurs écrits ne sont en cause ici. Par contre, leur incapacité à passer de la critique théorique à la mise en cause des fondements de la ligne du parti et, par ce biais, à la définition d'une orientation politique concrète reste un problème. Les militants critiques — et ce n'est pas seulement parce qu'ils appartiennent en général aux milieux intellectuels — semblent admettre implicitement que la bataille d'idées peut suffire à réorienter le PCF.

Leur opposition au stalinisme ne s'est pas traduite par une compréhension de la stalinisation historique de leur parti. Attachés à leur organisation, ce qui est légitime, conscients de son indéniable impact de masse, ils ne remettent pas en question la formule magique qui fait du Parti communiste français « le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ». De ce fait, ils sous-estiment radicalement la nécessité de démanteler l'appareil bureaucratique qui, à l'intérieur de l'organisation de masse qu'est le parti, défend des intérêts qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière.

Cette incapacité à aborder l'ensemble des problèmes stratégiques fondamentaux, cette illusion sur le redressement du parti par la simple lutte d'idées amènent à un grave manque à gagner du point de vue des intérêts révolutionnaires. Il n'était pas possible, entre novembre 1977 et le XXIII^e Congrès, de battre la direction du parti. Il était possible par contre de jeter les bases d'un regroupement oppositionnel qui, en organisant un débat authentique, pose clairement les données du combat à mener dans le PCF.

La tâche reste à accomplir !

Un optimisme fondé

Au premier examen, le pessimisme semble de rigueur : la direction du PCF a les choses bien en main et il n'existe pas

dans l'immédiat d'obstacle majeur à ce qu'elle poursuive son aberrante politique. Cependant, une étude un peu plus approfondie commande un optimisme raisonnable.

En premier lieu, le délire sectaire de Georges Marchais et de ses camarades a l'inconvénient fondamental d'être en absolue contradiction avec ce qu'exige la situation : au moment où il faut contrer l'offensive gouvernementale par une action générale des travailleurs, l'organisation de la division est criminelle et risque d'avoir des conséquences catastrophiques. Aucun parti, aussi rusés et expérimentés en manœuvres bureaucratiques que soient ses dirigeants, ne peut impunément mener une telle politique sans que les conséquences ne s'en fassent ressentir sur les rapports qu'il entretient avec les masses.

Mais il faut surtout prendre en compte l'état réel du parti. Le noyau dirigeant a pu contrôler pour l'essentiel la préparation du XXIIIe Congrès. Mais il a été incapable d'empêcher un débat de se dérouler. Dans la tribune de discussion de *l'Humanité* et de *France nouvelle* (Staline sait pourtant que les contributions y sont soigneusement filtrées et présentées de façon à ce que chaque critique reçoive promptement réponse), plusieurs des thèmes essentiels de la stratégie révolutionnaire ont été abordés. Citons à titre d'exemple : le programme commun a-t-il constitué un obstacle aux luttes ? L'unité doit-elle se faire à la base seulement ? La « nature » du Parti socialiste exclut-elle l'unité d'action ? Est-il sensé de parler de « bilan globalement positif » de l'URSS ?, etc.

Bien entendu, les articles publiés reflétaient souvent une grande confusion politique et les prises de position en faveur d'une politique de classe étaient obscurcies par un sectarisme profond. Pouvait-il en être différemment, alors que toute réflexion qui ne confonde le Front unique ni avec l'alliance électorale sans principes, ni avec l'union à la base, toute compréhension du stalinisme exige une formation politique dont, par force, sont dépourvus les militants du PCF ?

L'important est que le débat ait commencé, non seulement dans les milieux intellectuels mais dans toutes les sphères du parti. L'important aussi est que l'esprit critique se généralise, qu'il soit devenu monnaie courante de ne pas tout accepter inconditionnellement de la direction, qu'au contraire il devienne normal de contredire celle-ci. Tout cela est révélateur d'une *crise profonde* du Parti communiste français. Crise d'orientation politique, crise des rapports entre militants et dirigeants.

Cette crise n'en est qu'à ses débuts et il convient de se garder

de toute évaluation simpliste de ses perspectives de développement. Dans son rythme comme dans les formes qu'elle revêtira, elle sera plus lente et plus complexe que ne pourrait le laisser supposer l'immensité des contradictions qui opposent la politique des dirigeants du PCF et les intérêts généraux des travailleurs.

Certes, en France et en Europe, la période se caractérise par une instabilité profonde des rapports entre les classes, par un ébranlement, dans beaucoup de pays, des institutions bourgeoises, par le maintien d'un grand potentiel de combativité ouvrière. On est donc enclin à faire un pronostic optimiste sur la possibilité générale d'aiguinement des contradictions sociales, d'affrontements majeurs entre les classes et donc, pour en revenir au PCF, d'ébranlement des organisations bureaucratiques qui ne peuvent maintenir leur hégémonie que dans les périodes de basses eaux de la combativité prolétarienne. Un tel diagnostic est pleinement justifié par la profondeur de la crise des sociétés européennes. Mais il constitue seulement une appréciation générale des perspectives de développement dans les années à venir. Il permet de comprendre la tendance générale de la période. Il n'implique pas directement une connaissance des *phases* précises de la lutte des classes, montées et reculs temporaires que détermine l'issue des heurts conjoncturels entre les forces sociales en présence.

Les révolutionnaires, s'ils veulent dépasser le stade des affirmations propagandistes, ne peuvent se limiter à constater les tendances générales de la période. Ils doivent aussi se montrer capables, non pas de faire des prévisions détaillées — toujours sujettes à caution — mais de prendre en compte *la totalité des facteurs qui favorisent ou retardent la prise de conscience politique des travailleurs les plus combattifs*. L'exemple des luttes récentes en France peut permettre d'éclairer ces propos généraux. Depuis mars 78, de nombreux mouvements se sont déroulés, atteignant une ampleur exceptionnelle dans la sidérurgie. Ils montrent que les travailleurs sont décidés à résister à l'attaque du patronat et de l'Etat, en utilisant, s'il le faut, la violence collective.

Mais, pour faire reculer la classe dominante, une offensive générale aboutissant à une remise en cause de l'existence de l'actuel pouvoir est absolument nécessaire. L'ampleur de cet enjeu détermine chez les travailleurs une hésitation devant une action d'ampleur nationale, hésitation d'autant plus grande que PS et PC combattent, chacun à sa manière, toute idée d'une lutte de masse contre le gouvernement.

Les conséquences de cette situation doivent être analysées clairement. Les dirigeants réformistes des syndicats et des partis tirent profit de la marge qui, dans le temps, sépare la combativité spontanée des travailleurs, victimes des plans de restructuration capitaliste, et la conscience de la nécessité immédiate d'un mouvement d'ensemble contre le pouvoir, avec tout ce qu'il impliquerait d'auto-organisation ouvrière (comités unitaires, coordinations élues par branche ou par région, conférences de délégués à l'échelon national, etc.). Ce faisant, les Marchais et les Mitterrand, les Séguy et les Maire donnent à la bourgeoisie une marge d'initiative plus grande que ne l'autoriserait sa situation effective. Ils renforcent du même coup l'influence négative qu'ont sur les salariés le cadre contraignant des institutions de l'Etat et le poids d'années de légalisme électoraliste.

On ne peut donc tabler, comme sur l'hypothèse la plus probable, sur une explosion sociale du type Mai-68, qui aboutirait cette fois-ci à un divorce généralisé entre le PS, le PCF et la masse des travailleurs. Il semble plus vraisemblable que les prochaines années seront marquées par *une série* de luttes de grande ampleur (voire même de mouvements de grève prolongée, à l'échelle nationale, déclenchées en dehors des directions en place) suivis de reculs temporaires. La division du front ouvrier, voulue par les états-majors, ne joue pas seulement comme un frein au développement des combats de classe. Elle permet aussi à chacun des partis rivaux de se livrer chaque fois que possible, à une démagogie qui lui permet d'apparaître plus « à gauche » que son concurrent. C'est, par exemple, ce que fait le PCF, à l'heure actuelle, avec sa politique d'union à la base, rythmée de couplets contre la social-démocratie. Il serait vain de croire que ce genre d'attitude est sans conséquences.

Nous sommes, de fait, dans une période où la crise du régime détermine l'apparition d'une avant-garde de travailleurs que leur expérience amène à se différencier dans les luttes de la politique des réformistes. De plus en plus nombreux, des militants de la CGT et du PCF prennent part aux expériences de cette avant-garde, comme le montrent aussi bien les mouvements sociaux récents que la nature des débats préparatoires au XXIIIe Congrès. Un problème demeure posé : le passage de ces travailleurs avancés de l'opposition spontanée, et par là même limitée, à l'opposition politique consciente.

Les révolutionnaires peuvent jouer un rôle considérable dans ce processus de rupture. Dans des conditions différentes de

l'immédiat après-Mai-68, ils peuvent nouer des liens directs avec l'avant-garde, tirer avec elle les leçons collectives de toutes les luttes, même dans les moments de recul relatif. Ils ont la possibilité d'être les coordonateurs et les organisateurs des expériences nécessairement éparses au départ, des divers secteurs de la classe ouvrière.

Mais il faut comprendre aussi que, dans la mesure où les différenciations au sein du mouvement ouvrier s'étaleront sur plusieurs années elles prendront nécessairement la forme de luttes au sein des grandes organisations, du PCF tout particulièrement.

Attachés à leur parti, les militants communistes auront tendance à y poser d'abord les problèmes qui se posent à eux. Le combat qu'ils mèneront, facilité par la permanence des contradictions sociales, aidé par le « libéralisme » forcé de la direction, retardé par l'absence de clarté politique des débats, a une extrême importance pour la prise de conscience des travailleurs les plus avancés. *Les révolutionnaires ont donc un intérêt primordial à aider, par tous les moyens à leur disposition, à la naissance des courants de gauche, clairement orientés sur les questions fondamentales de la stratégie, à l'intérieur du PCF.*

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'escamoter les problèmes politiques, de pratiquer des accommodements programmatiques. Au contraire. Par le débat et l'action commune, on poussera les militants les plus valables du Parti communiste à se prononcer nettement sur les grands thèmes de la politique révolutionnaire : nature de l'Etat et voie révolutionnaire au socialisme, stratégie des luttes ouvrières, auto-organisation des travailleurs, lutte autonome des femmes, analyse du stalinisme, etc. On les amènera ainsi à comprendre que le PCF n'est pas le parti de la classe ouvrière que l'on peut redresser à bon compte mais qu'il faut construire un authentique parti révolutionnaire.

C'est une raison sérieuse d'optimisme que de pouvoir poser, pour la première fois depuis des décennies, une telle perspective en termes réalistes, à partir du constat que la direction du Parti communiste français, malgré son apparente maîtrise de la situation, est plongée dans des contradictions inextricables qui marquent le déclin de son hégémonie sur le mouvement ouvrier.

Denis Berger
avril 1979

Coucou, le revoilà : l'Homme

Avons-nous, depuis cinq ans, assisté à un développement spectaculaire de la barbarie dans ce monde, au sens notamment des violations massives des droits de l'homme, du déni des libertés et de la démocratie ? Torture-t-on en Iran aujourd'hui davantage qu'il y a une décennie ? La situation au Vietnam est-elle, en termes humanitaires, plus préoccupante aujourd'hui qu'au moment du plan Phœnix ?

Il ne semble pas : et pourtant, la bataille pour les droits de l'homme se présente aujourd'hui comme une « idée neuve », lestée de messianisme. Sous « l'évidence » objective de cette bataille, il y a donc quelque chose qui se joue dans la subjectivité historique, dans la conjoncture idéologique; mais quoi ?

Bien sûr, le thème des droits de l'homme, tel qu'il se trouve aujourd'hui revitalisé, revalorisé, réactualisé, est le point de convergence d'innombrables confusions et contradictions. De cette situation, nous avons tous, un jour ou l'autre, mesuré les paradoxes souvent poussés jusqu'à l'absurde et au dérisoire : lorsqu'un Sakharov salue la bataille pour les droits de l'homme d'un Carter lequel, de son propre aveu, se fait desdits droits la même conception que le Shah d'Iran ; lorsque la *Literatournaia Gazeta* présente Jones et ses adeptes « suicidés » en Guyana comme des « dissidents » américains épris de ces mêmes droits bafoués aux Etats-Unis...

La farce est énorme. Mais il ne suffit pas d'en rire. Nécessairement, nous nous posons la question : de quelle matière

idéologique et historique sont faits ces paradoxes et ces confusions, ce spectaculaire *brouillage* sur la question des droits de l'homme ? Qu'est-ce qui rend possibles d'aussi colossales impostures ?

Voici une hypothèse : il y a des moments où quelque chose se brise et se reforme différemment dans les visions du monde, la conscience collective, la subjectivité historique. Ces fractures ne se réduisent pas, ne s'éclairent pas immédiatement en termes de classe : c'est un effet de l'unité de notre monde malgré les camps, les blocs, l'antagonisme des classes. Ce qui se passe aujourd'hui est de cet ordre.

Pendant des décennies, la subjectivité historique (du mouvement ouvrier comme de la classe dominante) a été régie par des principes d'ordre simples, fondés sur des oppositions simples, avec tout le manichéisme dans la vision du monde que cela implique : fascisme-antifascisme, par exemple. Ou plus tard, dans les termes de l'impérialisme : monde libre-totalitarisme stalinien. Le reste s'ordonnait à la suite de ces oppositions tranchées qui effaçaient les contradictions. Ce sont les fameuses morale et politique du « au nom de »... Au nom de la défense du camp ouvrier, des millions d'ouvriers peuvent et doivent « comprendre » que les chars russes écrasent la commune de Budapest. Au nom de la défense du monde libre, les démocrates peuvent et doivent comprendre que la Maison-Blanche soutiennent quelques dizaines de dictatures sanglantes. Limpidité de ces visions du monde, dont la rançon est nécessairement la large part laissée aux pertes et profits de l'histoire, à l'écume sanglante de cette histoire.

Depuis de nombreuses années, le sol historique se dérobe sous ces visions manichéennes du monde : montée de la Chine comme « terrible troisième », déstalinisation, défaites de l'impérialisme, chute des vieilles dictatures d'avant-guerre, décolonisation, poussées révolutionnaires, etc. Les vieilles lignes de partage ne fonctionnent plus dans la subjectivité historique. Et voici revenu le temps de l'opacité, de la démultiplication des paradoxes, des brouillages, des contradictions qui jettent cette subjectivité dans le vertige de la perte des principes d'ordre, des points de repère. Point culminant de ce vertige pour nous, pour tout le mouvement ouvrier, l'affaire cambodgienne, encore brûlante : deux grands États ouvriers s'affrontent par le truchement de deux vassaux dans le fracas des armes ; l'impérialisme prend fait et cause pour la dictature « socialiste » des Khmers rouges sous laquelle, précisément, socialisme et barbarie font

si bon ménage ; à cette occasion, la Roumanie « change de camp » : démultiplication des paradoxes et contradictions à l'infini, évaporation des points de repère traditionnels.

Le temps de l'ambiguïté

En elle-même, bien sûr, cette nouvelle opacité n'est qu'un signe : la marque, dans la subjectivité historique, d'un retour en force de « l'illogisme » de notre histoire « à l'envers ». Retour de ce trait fondamental de notre histoire qu'avaient successivement refoulé, et la lutte contre le fascisme et la lutte contre le colonialisme et la lutte contre l'impérialisme et les mobilisations anticapitalistes autour de 1968. Autant de barrages dressés, dans l'histoire réelle comme dans la subjectivité historique, contre cet « illogisme » profond de notre histoire. Barrages tous pétris d'ambiguïté — à des titres divers — remarquons-le.

Tout se passe maintenant comme si nous entrions dans une phase historique où *cet illogisme de l'histoire se trouvait mis à nu*, une de ces phases où, pour paraphraser Merleau-Ponty, les révolutions naguère « vraies comme mouvements » devenaient « fausses comme régimes », où la claire perception de l'histoire s'embourbe dans « l'équivoque » (Merleau, toujours), où la dialectique cède le pas à l'ambiguïté. Fin de la transparence d'un mouvement historique qui se noie dans les brumes d'un mouvement incertain qui divague entre l'aléatoire et le monstrueux.

Qu'au cœur d'une semblable conjoncture ressurgisse la figure cent fois mise à mort de l'Homme, cela n'est pas fait pour nous surprendre : l'idéologie *aussi* a horreur du vide. L'histoire est nue, comme vidée de toute téléologie, de toute utopie ; impossible d'échapper à la présentation de ses nouvelles évidences et pour commencer celle de *l'indistinction de la barbarie capitaliste et de la barbarie socialiste réelle* ; effondrement des vieilles tables dont les principes et commandements vertébraient naguère encore la subjectivité historique ; retour sauvage d'un concret inassimilable : rien qui ne puisse empêcher Billancourt de désespérer de Phnom-Penh. Effondrement des vieilles catégories de l'intelligibilité historique, trop usées à force de servir les causes douteuses (défense de la coexistence pacifique, des « acquis » de la révolution chinoise etc.). Perte du fil d'une histoire qui bégaye, au fil de laquelle en

viennent à se dissoudre, dans la conscience historique du prolétariat, les critères de classe eux-mêmes.

En effet, si l'on peut échanger un Corvalan contre un Boukovsky, c'est qu'il n'y a pas si loin d'un Brejnev à un Pinochet, de l'URSS au Chili ; c'est que l'unité de mesure de la civilisation et de la barbarie n'est pas tant le fondement bourgeois ou prolétarien de tel régime mais bien l'Homme, ses libertés et ses droits. Nouveau principe d'ordre, nouveau point de repère dans la subjectivité historique, y compris du prolétariat : *la position des droits de l'Homme, l'état de la Démocratie.*

Pas de doute, cette cassure dans la subjectivité historique a un point d'ancrage très précis : la mise à nu de l'effondrement de l'utopie socialiste par ses tenants mêmes, c'est-à-dire l'état réel du « socialisme réel » dans les Etats ouvriers. Pas de doute, c'est là que se jouent de façon emblématique le renversement non dialectique de notre histoire et le retour en majesté de l'Homme et la Démocratie pourvus de tous leurs artifices. C'est à l'examen de cette réalité que s'inversent tous les signes et valeurs de l'intelligibilité historique portée jusqu'alors, bon an, mal an, par le mouvement ouvrier. La preuve s'en énonce autour du paradoxe vietnamien : tant qu'il s'agissait de dénoncer la barbarie de l'intervention américaine, c'est d'exactions de l'impérialisme que l'on parlait, au-delà même des frontières du mouvement ouvrier. A l'évidence, cette expression (exactions de l'impérialisme) renvoie à un concept de l'intelligibilité historique. Maintenant qu'il s'agit de désigner la répression exercée par l'Etat ouvrier vietnamien, essentiellement à l'encontre des artisans de ces exactions, c'est de droits de l'homme qu'il s'agit : évaporation des concepts de l'intelligibilité historique.

C'est donc bien là, dans ce défaut du socialisme réel à remplir le programme de son utopie que se joue le spectaculaire renversement des signes et valeurs de l'intelligibilité historique. Lorsque « soviétique » en vient à figurer, dans la conscience collective, comme l'équivalent strict de « dictatorial », ou « démocratie populaire » comme une autre façon de désigner l'état de non-démocratie, tous les brouillages sont évidemment possibles. Lorsque Alexandre Zinoniev, qui n'est pas un agent de la CIA mais un visionnaire cynique de la société soviétique déclare que « L'homme est menacé par la mort, plus exactement, il est menacé de devenir un *homme nouveau* (je souligne), c'est-à-dire (...) un rat », ce sarcasme sonne comme un coup de grâce porté à l'utopie socialiste dans son meilleur sens — celui qui

précisément place au centre de ses préoccupations l'homme nouveau.

Le faux concret de l'homme peut alors, dans un climat de restauration idéologique, remplacer le programme historique de l'homme nouveau.

Un pari de civilisation

Au reste, la méchante saillie de Zinoviev nous renvoie bien à la racine du problème. Dans les années vingt, sur la base de l'expérience historique des crises révolutionnaires et de la victoire d'Octobre, Lénine, Trotsky, Gramsci et quelques autres ont développé et approfondi une idée qui devait être la boussole du siècle : que la démocratie socialiste n'est ni le couronnement, ni le prolongement de la démocratie parlementaire bourgeoise, mais une figure historique nouvelle, plus avant dans le développement de l'humanité, *structurellement différente* de la démocratie bourgeoise. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque il s'agit et d'une idée polémique (contre Kautsky entre autres) et de la sanction d'un débat qui a traversé la II^e Internationale dans les premières décennies du siècle.

Essentiel nous paraît dans cette idée le *pari de civilisation* qu'elle implique : la conviction que la démocratie bourgeoise, comme forme historique, ne peut être dépassée qu'au prix de la suppression de la sphère du politique comme sphère séparée dans le champ social et historique, au prix de l'auto-activité politique permanente des masses, en rapport avec la réorganisation consciente de toutes les formes de l'activité sociale. Auto-gouvernement des masses, tel est le contenu réellement novateur de cette idée et de ce pari, de cette *seule grande utopie de ce siècle*.

Ce qui détermine le cours illogique de notre histoire, c'est que ce pari a été perdu. Non pas partiellement, pour autant qu'il postulait une continuité historique, mais *intégralement* : au sens où il n'en reste rien dans la conscience des masses, au sens où, lorsque les masses renouent dans leur pratique avec cette utopie, elles le font sans mémoire historique et, le plus souvent, en payent le prix.

Insistons sur ce point : ce n'est pas un avatar de la Révolution russe que le pari des soviets, que prenait Lénine, ait été perdu, c'est un coup terrible porté à la seule grande utopie du siècle. Dans la réflexion de Lénine sur la société de transition, l'électri-

fication et les soviets étaient indissociables. Ce couple a été brisé au point qu'aujourd'hui, le socialisme réel se présente dans la conscience historique des masses comme « l'électrification » (l'accession aux formes de la production moderne) d'une société plus ou moins arriérée sous le fouet et le joug. Pour le reste, non seulement le programme des soviets n'a pas été rempli mais, dans son renversement historique (c'est-à-dire sa « réalisation » concrète, pour paraphraser Alexandre Zinoviev), il en vient à représenter banalement son antithèse même : la dictature la plus brutale et la plus obtuse, l'absolue séparation des individus et de la classe « dominante » d'avec la sphère où se trame la politique, et l'aliénation du producteur, individuel comme collectif, à sa production. Ce n'est pas seulement que le concept d'une démocratie socialiste réelle, comme alternative historique à la démocratie bourgeoise, demeure une énigme pour l'immense majorité des exploités, ce n'est pas seulement cette perte d'utopie et d'alternative historique, mais c'est aussi que ce trop plein de « démocratie socialiste », de « socialisme réellement existant » harnaché et botté se dresse comme un immense obstacle, un gigantesque repoussoir face à l'aspiration des masses à une alternative historique.

C'est ainsi que la démocratie bourgeoise criblée d'artifices, historiquement fourbue, en vient à figurer, malgré tout, un horizon indépassable. Ce n'est pas la santé florissante de la barbarie capitaliste, mais bien cette involution de l'alternative socialiste qui constitue le terreau de la restauration de l'Homme. C'est elle seule qui fait que s'étende sur l'histoire cette opacité, cette nuit où tous les pouvoirs sont dictatoriaux par définition, où peut à nouveau se trafiquer la vieille camelote de l'humanisme bourgeois, où s'enhardit à nouveau l'idéalisme moralisant qui célèbre le règne des valeurs éternelles et la chute de l'histoire concrète, où se redressent les décors brisés du vieux libéralisme, où se célèbre, en bref, le misérable miracle du retour de l'Homme. Sans cette mise à nu de la perte de l'utopie socialiste, la nouvelle Iliade des droits de l'Homme ne serait *rien*.

Le retour de la morale et de la métaphysique est la musique d'accompagnement obligatoire du cafouillage de l'histoire. Prenez le Camus des années cinquante : sa morale de quatre sous est le produit direct de la révélation de l'existence des camps soviétiques. Cette histoire se répète aujourd'hui en farce avec les nouveaux philosophes, dont Deleuze disait à bon escient : « Ils procèdent par gros concepts, aussi gros que les dents

creuses, *la Loi, le Pouvoir, le Maître, le Monde, la Rébellion, la Foi*, etc. » Ajoutons l'Homme en pensant aux homélies de Glucksmann et des Broyelle sur le Vietnam, par exemple.

Chacun connaît cette expérience sur la perception qui consiste à faire porter à un sujet des lunettes à travers lesquelles le monde se présente à l'envers : dans les premières minutes, il se cogne aux murs, mais si l'on poursuit l'expérience au-delà de quelques dizaines d'heures, la vision se redresse et le sujet peut déambuler normalement... Faut-il, aujourd'hui, que l'humanité soit accoutumée aux lunettes du cours inversé de l'histoire pour adopter comme une idée neuve l'antienne immémoriale des droits de l'Homme, élimée jusqu'à la corde par deux siècles de barbarie capitaliste ! faut-il qu'il soit grand, le vertige de notre histoire pour que puisse encore se jouer la farce de cette restauration, de cette résurrection qui, sous prétexte de « retour au concret » (du style : « est-ce ainsi que les hommes vivent »...) bricole pour l'an 2000 les vieilles guimbardes métaphysiques que l'on croyait crevées à la tâche, du genre : totalitarisme du Concept, perversion intrinsèque du Pouvoir, du Collectif, de l'Utopie historique et, pour tout ersatz, retour de l'Universel singulier vide de l'Homme et surtout, mise au ban de l'histoire, de tout concept positif d'un mouvement historique.

Le retour en force de cette métaphysique de l'Homme a pour effet immédiat l'organisation de la méfiance systématique vis-à-vis de l'histoire et la mise au rencart de tout concept de l'intelligibilité historique. Il ne s'agit pas que des nouveaux philosophes qui, ici comme en toute chose, ne sont que des bouffons ; au fond, la matrice de discours comme celui d'Amnesty International (dont le combat dans sa dimension pratique, politique, en fait, est infiniment respectable) n'est pas si différente : si un ancien officier de l'armée de Thieu, détenu dans une prison vietnamienne, et un militant du MIR, détenu dans les geôles de la DINA chilienne, sont deux entités strictement équivalentes — c'est-à-dire deux détenus politiques, deux hommes dont les droits sont molestés —, alors l'histoire n'est pas grand-chose, elle n'est pas un principe d'intelligibilité de notre monde et qu'importe le jeu antagonique des forces sociales et politiques, l'histoire qui les a l'un et l'autre, ces emprisonnés, conduits à cette situation de non-respect de leurs droits !

Voici donc comment l'indistinction de la barbarie ambiante induit un redoublement d'indistinction dans la perception des processus historiques et de leurs effets, à la restauration d'une universalité vide, au retour en force du *faux concret* ; un faux

concret qui évoque irrésistiblement celui de Feuerbach ou de Stirner.

La perte de la dialectique historique, l'effondrement de tout point de vue de la totalité historique concrète et la restauration des dogmatismes creux débouchent alors sur l'entrechoquement des discours clos, de solipsismes obstinés d'où ne jaillit aucune lumière. Rappelons-nous par exemple cette passe d'armes récente entre Pliouchtch et Juquin à propos des droits de l'homme au Vietnam, que l'on peut résumer ainsi :

Pliouchtch — Ras-le-bol de la double morale qui fait passer les exactions du socialisme réel aux pertes et profits de l'histoire, ras-le-bol de ceux qui se cachent derrière les « conditions objectives » pour amnistier les crimes commis contre les droits de l'homme. Il faut appeler un chat un chat et le Vietnam une dictature !

Juquin — Il faut tenir compte des conditions objectives, sauf à vouloir faire oublier les crimes de l'impérialisme américain. Ceux qui en rajoutent sur les violations des droits de l'homme au Vietnam sont les mêmes qui n'en parlent pas lorsqu'il s'agit de l'Iran, de la Tunisie ou du Nicaragua. Ils font le choix délibéré de prendre le socialisme comme adversaire...

Pliouchtch — Il n'y a pas de violation de droits de l'homme, de torture de droite ou de gauche ; la barbarie est une, le fascisme est dans ces méthodes. Ceux qui couvrent les tortionnaires ne valent pas mieux qu'eux...

Juquin — Les outrances de ces attaques à sens unique dévoilent un anticommunisme forcé...

Etc. !

Aussi choquante que soit la chose, il faut bien admettre que chacune de ces argumentations inconciliables comporte, sinon sa « part » de vérité, du moins son *point de vue* de vérité — indépendamment des pesanteurs tactiques qui les lestent. Il y a là un indice flagrant du déchirement de l'intelligibilité historique, la marque d'une plaie béante au flanc de l'histoire même. Chacune de ces argumentations comporte sa part de paralogisme et de pertinence. Impossible de se débarrasser simplement de celle de Pliouchtch, avec toutes ses outrances (lorsqu'il parle, par exemple des « Videla vietnamiens ») en diagnostiquant qu'il « passe dans l'autre camp ». Impossible de rejeter en bloc celle de Juquin, quand bien même il couvre avec

cynisme l'intégralité de la politique de la direction vietnamienne, en le désignant comme un pur stalinien. Si notre boussole historique nous incline, dans l'empoignade, à prendre *plutôt* le parti de Pliouchtch que celui de Juquin, c'est, au fond davantage selon ce qu'ils *représentent* l'un et l'autre que selon ce qu'ils disent. Mais combien est étroit, en l'occurrence, le défilé où doivent cheminer ceux qui, comme nous, ne veulent pas renoncer à l'intelligibilité historique, qui s'efforcent de se déterminer et d'analyser selon la dialectique de l'histoire concrète ! Moins étroit, il est vrai, que pour un Merleau-Ponty acharné, dans les années cinquante, à trouver semblable chemin entre camps soviétiques et fauteurs de guerre froide et, n'y parvenant pas, logiquement entraîné à révoquer en doute le marxisme lui-même (cf. le dernier chapitre des *Aventures de la dialectique*, à mettre en rapport avec les articles sur les camps soviétiques rassemblés dans *Signes*). Mais tout de même...

Comme Victor Serge ?

Le plus tragique de l'affaire, c'est que l'histoire se répète lourdement et que, dans la sphère de l'idéologie, les restaurations semblent obéir au principe de l'éternel retour. Il suffit pour s'en convaincre de feuilleter aujourd'hui *Leur morale et la nôtre* de Trotsky. Au fond, j'aurai pu m'épargner la peine d'écrire cet article, en collant bout-à-bout quelques pages de citations de ce pamphlet ; l'essentiel y figure, contre les valeurs éternelles, la morale et la métaphysique ; tout au plus suffirait-il de substituer quelques noms plus récents à ceux de Boris Souvarine ou de Victor Serge... Avec cette nuance, cependant, qui est notre petite fenêtre ouverte sur l'avenir : comme nous l'avons dit plus haut, notre époque et notre monde se partagent selon des lignes de fractures plus sinueuses et multiples que celui de 1938. Dans *leur morale et la nôtre*, Trotsky peut, sans excès de plume, reprocher aux nouveaux moralistes et métaphysiciens de capituler devant l'offensive de la réaction ; lorsqu'il écrit, par exemple : « Le moralisme de Victor Serge et de ses pairs et un pont menant de la révolution à la réaction ». Que les prises de position d'un Pliouchtch, à propos du Vietnam, soient lestées de davantage d'indignation morale que de clairvoyance ou d'esprit de finesse politique, c'est assez évident. Mais qui, parmi nous, songerait pour autant à lui reprocher de marcher sur ce « pont » dont parle Trotsky ?

Tous ces paradoxes que nous avons évoqués, nous devons bien les accepter comme des sinuosités de la dialectique historique. S'il est un « milieu » où l'idéologie des droits de l'homme est florissante, c'est bien la dissidence, l'opposition dans les pays de l'Est. C'est au point que cette référence constitue, en fait, le seul ciment, le seul trait d'union de cette opposition multiple : un terrain suffisamment solide pour que puissent se serrer les coudes, dans un mouvement comme la Charte 77, des chrétiens, des socialistes dont la référence est la social-démocratie ouest-européenne, d'anciens cadres du PC, des marxistes révolutionnaires, par exemple. Un terrain suffisamment fertile pour que s'y nourrissent en permanence, durablement, l'ingéniosité et le courage des militants des divers courants de l'opposition polonaise ou des combattants de première ligne des groupes de surveillance des Accords d'Helsinki, en URSS. Dominique Lecourt a donc raison lorsque dans *Dissidence et Révolution*, il distingue fermement cette dissidence de « l'idéologie occidentale » de la dissidence qui, sous couvert d'antimarxisme radical, exprime une idéologie de la démission politique des intellectuels.

Dans un très beau texte écrit à l'occasion du dixième anniversaire du Printemps de Prague, le Hongrois Miklos Haraszti (auteur du *Salair aux pièces*) exprime lumineusement dans quel mouvement de la conscience historique s'est dessinée cette prééminence de la bataille pour les droits de l'homme dans les pays de l'Est :

« (...) Il n'y a donc plus d'espoir. Depuis 1968, plus rien ne peut ressusciter la foi en la société officielle. Cette situation de sans-espoir a cependant engendré quelque chose de bien plus solidement fondamental que n'importe quelle indulgence du pouvoir dans le sens d'une éventuelle et future évolution démocratique.

« Dans toute l'Europe de l'Est est apparu l'homme démailloté de la culture de l'Etat : *le dissident*. Il rompt avec la recette de progrès qui prescrivait jusqu'alors de s'insérer dans l'appareil afin que là, chacun « à sa place » s'active, demande et attende. Attende quoi ? que cet appareil change de cap. Maintenant, en voulant le changement tout de suite, cet homme-là réalise sa liberté. Il parle et agit sans autocensure, car il s'est rendu compte que si la liberté est quelque part, elle est dans les hommes ou nulle part. Autant qu'à l'oppression, sa résistance s'adresse aux utopies. Il renonce aux scénarios sophistiqués de

l'histoire pour ne plus reconnaître qu'un seul projet : toute la dignité de l'Homme.

« Le simple fait de son existence attaque dans ses fondements la dictature du Bien public. Une vive terreur répond à sa naissance, mais, pour la première fois, cette terreur ne s'abat pas sur des innocents mais sur des gens qui réellement et résolument violent sa loi (...) Ne pleurons donc pas sur la fin de l'espoir en un progrès de ce socialisme d'Etat qu'août 1968 a emporté avec lui. Cet espoir était la maladie de l'Europe de l'Est.

« Avec tout ce que sa lutte semble avoir d'«illusoire», c'est pourtant le mouvement des droits de l'homme qui, aujourd'hui, présente les meilleurs signes de bonne santé. »

Ce qui est remarquable dans ce texte, comme dans beaucoup d'autres des dissidents, c'est la formulation d'aspirations authentiquement révolutionnaires dans des concepts d'emprunt. Le changement de cap des opposants que mentionne Haraszti (et qu'évoque aussi de façon très pertinente le livre de Marc Rakovski : *le Marxisme face au pays de l'Est*) est en effet fondamental. L'enjeu en est beaucoup plus qu'une réorientation politique : un renversement d'espérances, une nouvelle inspiration, un nouvel enracinement du combat contre la bureaucratie. Ce qu'exprime au fond le mouvement de la pensée qu'évoque Haraszti, c'est la conviction (qui succède à l'ère des réformes avortées) que l'opposition n'a rien à discuter ou à négocier avec la bureaucratie, parce qu'elle se situe *sur un tout autre terrain* que cette dernière, parce qu'elles ne partagent rien, en termes d'utopie historique ou de projet de société. Parce que, confrontée au « réalisme » souple ou brutal de la caste au pouvoir, l'opposition se situe résolument *ailleurs*, dans un autre système de valeurs, dans un autre horizon de l'histoire réelle. A sa racine, l'aspiration que Haraszti formule dans la terminologie de l'universalisme jacobin est authentiquement révolutionnaire ; elle prolonge celles qui, pendant le Printemps de Prague, ont grandi sous la bannière du « socialisme à visage humain ».

Il est parfaitement exact et avéré qu'au nom de l'Homme et de ses droits imprescriptibles, on peut aussi bien, comme les Communards, partir à l'assaut du ciel que les exterminer sous la mitraille. Il est vrai aussi que, pour la plupart des dissidents des pays de l'Est, la démocratie bourgeoise parlementaire, comme *forme*, se présente comme un idéal de démocratie absolue pour lequel il vaut la peine de se mobiliser et com-

battre : comme si la monstrueuse involution de l'histoire et de la conscience historique qu'a signifié le stalinisme faisait tourner les calendriers à l'envers et désignait pour 1979 : « 1848 ».

Mais cette aspiration indistincte et souvent confuse des dissidents à la démocratie, au respect de l'homme et de ses droits, à sa liberté, n'a rien à voir avec l'aspiration à une restauration du capitalisme, de l'économie de marché. Sa confusion est d'abord la rançon de l'absence de système de référence positif à la démocratie socialiste. Ce qui se cherche et tâtonne dans cette semi-obscurité du post-stalinisme, dans l'aspiration à une société « humaine », c'est bien la même exigence, la même utopie que celle du Lénine de *l'Etat et la Révolution* : une société autogouvernée par les travailleurs. Dans tous les pays où ces aspirations, qui s'avancent aujourd'hui vêtues des oripeaux de l'humanisme radical, entrent en conjonction avec des luttes sociales de quelque ampleur — en Pologne, par exemple — il apparaît assez clairement quel vent de l'histoire les pousse.

Sans doute, ces seuls habits d'emprunt de l'humanisme radical ne peuvent-ils tenir lieu de conscience révolutionnaire jusqu'au bout. Mais il ne faut jamais perdre de vue ce que désigne, dans l'immense dégoût du stalinisme, la revendication de la reconnaissance de la dignité de l'homme. En termes concrets, cette revendication signifie la liberté de penser, de s'exprimer, la liberté de la presse, le pluralisme politique, la liberté de circuler, de s'organiser, etc. Un programme révolutionnaire et non simplement « démocratique » pour les pays de l'Est. Sans doute, tous ceux qui aujourd'hui, luttent dans ces pays pour la démocratie et la dignité de l'homme ne seront-ils pas prêts à remplir ce programme lorsque se dessineront, dans l'affrontement frontal entre les masses et la bureaucratie, les alternatives historiques : démocratie socialiste ou dictature bureaucratique, ou restauration bourgeoise. Alors se déchirera le manteau de l'humanisme radical, et l'affrontement des projets historiques et des projets de société se déroulera à terrain découvert : comme pouvait se dérouler, dans l'histoire ouverte des années vingt, l'affrontement entre Lénine et Kautsky.

Alors, la métaphysique de l'Homme ne sera qu'un souvenir.

Alain Brossat

février 1979

La Chine aujourd'hui : les comptes ne sont pas apurés

La Chine continue à bouger rapidement. Et les changements en Chine, aussi considérables soient-ils, sont peu de chose en comparaison des bouleversements de l'image de la Chine maoïste dans le monde : le mythe révolutionnaire s'est effondré, au moins en Occident. Comment aborder cela ?

Ne pas hésiter, me semble-t-il, à aller aux tréfonds de la mystification. Et donc d'apurer les comptes ici. Car la Chine commence en Occident, et pour maints ex-thuriféraires dépités, ce pays grand comme toute l'Europe s'arrête tout près d'eux, se loge en entier dans l'espace de leur petit délire intellectuel et de leur grande ambition. On pourrait glisser, avec juste un petit mot méprisant, ironique ou rageur, selon les tempéraments. Mais non, il faudra y revenir, et même s'y appesantir, car toute l'extrême gauche est concernée par ce bilan.

Il faut le dire, quarante années après *la Révolution trahie* et ce constat lucide de l'écrivain, mais aussi grand bourgeois, Gide (*Retour d'URSS*), sans parler de bien d'autres analyses acérées sur le pays des soviets, l'aveuglement, la bêtise pour ne pas dire plus platement la prostitution des idées ont fonctionné à nouveau, cette fois-ci en faveur de la Chine. Une mystification que la Chine a tout mis en œuvre pour propager, mais que nombre d'intellectuels peu scrupuleux ou naïfs ont colportée sinon amplifiée.

Plus encore une certaine confusion s'est introduite dans nos têtes, à nous antistaliniens, héritiers d'un courant qui a pourtant

dénoncé, dès 1923 le processus de bureaucratisation en URSS. Nous aussi sommes contraints de revoir quelques-unes de nos belles certitudes. Il est en effet indispensable d'avoir le courage de réfléchir sur les explications données et de penser les points faibles des analyses, sans hésiter à creuser jusqu'à la racine de l'erreur ; racine qui est quelque part en nous, dans nos idées, dans nos pratiques, dans notre être social ou dans la réalité ambiante et pas, chez... Platon, ni même dans la propagande chinoise trop aveuglément acceptée.

La rapidité, la virulence même, des événements qui se sont succédés depuis le décès de Mao (septembre 1976) permet de répondre à plusieurs interrogations posées en 1976. Bien plus, autant la prudence était nécessaire devant les incertitudes, autant maintenant les évidences se bousculent.

La disparitions de la « gauche » bureaucratique : les limites du maoïsme

Un mois à peine après la mort du père fondateur, la « gauche » (les maoïstes de la dernière période) est brutalement anéantie. Et avec quelle facilité ! Un coup de filet et les principaux animateurs — au tout premier plan Chiang Ching, la femme du défunt — se sont retrouvés en prison. On aurait pu malaisément faire un parricide mieux réussi, tant la « gauche » (la « bande des quatre ») s'était identifiée au timonier (le peuple chinois dit d'ailleurs la « bande des cinq »).

Et ce n'était que le début d'un ample mouvement de démaoïsation. En peu de temps s'effondrait, à l'extérieur, toute une maolâtrie occidentale. Quel triste lecture alors que les productions récentes des ex-dévots désabusés. Les derniers livres de Daubier et de Bettelheim font irrésistiblement penser au poème de Brecht au sujet de cette bureaucratie mécontente du peuple en révolte (l'insurrection de 1953 à Berlin-Est) qui décide de dissoudre le peuple et d'en élire un autre. Ici les amoureux transis dissolvent la Chine du réel, se détournent d'un pays indigne et veulent ériger une Chine différente : mieux vaut excommunier 900 millions de Chinois plutôt que de se remettre en question...

Le bilan effectif de cette « gauche » en Chine est aujourd'hui accablant. Ainsi Chiang Ching, figure de proue de ce courant, ce n'est rien d'autre que le Jdanov chinois, et par ailleurs une

intrigante haïe et crainte plus encore par le peuple que par ses nombreux ennemis dans le parti. En bon disciple de ce maître soviétique, elle avait développé tout ce qu'on pouvait trouver de plus opposé à l'épanouissement culturel, dans la lignée d'un réalisme socialiste borné et intolérant qui puise ses références et sa légitimité dans les « Causeries sur la littérature » prononcées par Mao à Yenan en 1942.

Une présentation exagérée ? Malheureusement non. Chiang Ching a dressé d'elle-même un portrait plus atroce, plus caricatural que celui que pourrait lui tracer le plus farouche de ses adversaires, dans les longs entretiens autobiographiques recueillis (en partie secrètement) par l'oreille (trop) complaisante de l'historienne américaine Roxanne Witke¹. On voit surgir au fur et à mesure des confidences choisies le tableau d'une bureaucratie isolée, tirant son pouvoir de ses liens avec Mao, vivant en outre au milieu de privilèges matériels incroyables, tellement naturels à ses yeux qu'il ne lui vient même pas à l'esprit de les cacher devant sa biographe étrangère. Pire encore : ces centaines de pages de témoignage reflètent un monde de paranoïa bureaucratique, de mesquines revanches, d'ambition sans frein, d'étroitesse intellectuelle et de mensonges outrés, où l'on chercherait en vain le bout d'une idée ou d'une réflexion un peu consistante sur les problèmes de la révolution et de la société chinoises. Bettelheim obligé de constater, entre autres, l'évidence des privilèges matériels n'a qu'une seule réplique : les autres — Teng Hsiao-ping notamment — en ont autant, sinon plus. Sans doute, mais alors une seule conclusion honnête est possible : on ne sort pas plus avec la « gauche » qu'avec les autres fractions du parti de l'univers bureaucratique.

Pour le peuple chinois la « gauche » incarnait d'abord l'arbitraire bureaucratique, sinon la terreur policière d'un groupe très minoritaire, ne survivant que grâce à Mao, et qu'autant que ce dernier restait en vie. En fait, mise à l'épreuve, cette « gauche » ne méritait guère cette qualification, et encore moins celle d'antibureaucratique. A moins que les mots seuls suffisent... C'est elle, en effet, qui avait aidé ou s'était résigné à l'écrasement de l'extrême gauche de la Révolution culturelle et, plus généralement, de toute opposition et avait, de surcroît, accepté la restauration du parti, assurant ainsi sa survie et sa provisoire prospérité politique. Plus encore, elle avait tout fait pour prendre la tête du parti. Mais le lourd contentieux de la Révolution culturelle, le passé de radicalisme de la « gauche », largement illusoire et ne conduisant à aucun projet praticable, l'hostilité

de nombre de cadres brimés, humiliés même (on raconte, par exemple, que Ho Long l'un des plus prestigieux maréchaux de la Révolution chinoise est pratiquement mort de faim), et réapparus pourtant en force déjà avant 1976, tout cela laissait peu d'espoir aux ambitieux prétendants.

Mais il y a plus essentiel. Vivant à l'ombre du président, n'existant que par lui, la « gauche » est à la fois partie prenante et aussi victime de la contradiction essentielle du maoïsme : son impossibilité de concevoir (ce qui ressort très nettement de l'autobiographie de Chiang Ching) et d'imposer les conditions d'avènement, même progressive, d'une démocratie des travailleurs, qui soit autre chose qu'une caricature. Avec Mao, c'est la pesanteur de l'appareil — et souvent le gourdin ou le fusil de la répression — qui finissait par avoir le dernier mot. Et ce qui est un discours et une pratique ambiguë chez Mao (un antibureaucratisme bureaucratique) est devenu chez ses disciples un bureaucratisme d'autant plus violent et incontrôlé qu'il est minoritaire dans l'appareil et isolé du peuple. Et l'incantation d'une minorité, sûre de son bon droit de prescrire sa « juste lignée », débouche facilement sur l'oppression : il suffit de demander au peuple cambodgien...

Il se confirme (c'est la sinologie ango-saxonne qui avait mis cela en lumière) que non seulement la « gauche » n'avait pas de base de masse, mais plus encore, qu'elle était le secteur de l'appareil le plus détesté du peuple (depuis la disparition de Lin Piao), contribuant par contre-coup à rendre populaire Chou En-lai et ce bureaucrate à poigne qu'est Teng Hsiao-ping. Il n'est pas étonnant alors, et d'ailleurs attesté par tous les témoignages, qu'on assiste depuis plusieurs années à une très large dépolitisation de la population surtout de la jeunesse urbaine (la campagne chinoise n'ayant jamais été très politisée, en dehors de la réforme agraire). L'espoir de la jeunesse, des « jeunes éduqués » en particulier, l'infanterie de la Révolution culturelle, que le monde change avec les événements de 1966-67, s'est mué en une profonde désillusion devant le constat d'une société restée intangible, où la « gauche » soutenue par le président n'utilisait qu'un verbiage sans conséquence et n'hésitait pas à faire fonctionner une répression systématique (ne reculant pas devant la torture) ; où la « droite », c'est-à-dire la majorité de l'appareil, ne semble guère plus attirante pour les jeunes, mais apparaît comme moins dangereuse. N'oublions pas, en effet, que Kang Sheng, le chef de la sécurité et du système concentrationnaire pendant plusieurs décennies, était un des animateurs

de la « gauche » (sans être vraiment apparenté aux « quatre »), et qu'il en est partiellement de même de son successeur à la tête de la police, Hua Kuo-feng, devenu l'actuel président du parti.

Que l'évidence soit donc dite : une bureaucratie au discours (peut-être) de gauche n'est rien d'autre qu'une bureaucratie, ennemie du socialisme. Une leçon qu'il ne faut pas oublier, partout dans le monde.

Une droite seulement droitière ?

La succession de Mao, de la promotion rapide et mystérieuse de Hua Kuo-feng à la remontée de Teng, et son arrivée au premier poste *de facto*, mais troisième en titre, dans le parti, n'a point été expliquée aux masses. On en est resté aux règles d'une bureaucratie secrète, méprisante et sourdement craintive à l'égard des masses, inlassablement invoquées par ailleurs. Et pourtant Teng, comme le défunt Chou En-lai, bénéficie d'une indéniable popularité, immense même, disent certains. Ce à quoi on assiste en effet ouvertement depuis 1976 c'est à un très large consensus entre la bureaucratie (tous les courants confondus à l'exception de la « gauche ») et les masses pour liquider les séquelles de la Révolution culturelle, cette grande espérance pour beaucoup qui s'est transformée en un cauchemar. Les raisons diffèrent mais sont néanmoins convergentes.

Pour la bureaucratie, il s'agit avant tout d'une volonté d'ordre, de stabilité, de protection contre les aléas de bouleversements qui n'ont certes pas remis en question le pouvoir bureaucratique, mais sont pleins de risques pour l'homme bureaucrate. On trouve aussi une réelle prise de conscience des difficultés croissantes de la société et de l'économie chinoises, très sous-estimées longtemps en Chine et ailleurs (encore que reconnues par certains Occidentaux plutôt à droite, à vrai dire) et qui, faute de solutions, pourrait plonger le pays dans de nouveaux soubresauts incontrôlables.

Pour le reste, des tensions sont perceptibles dans l'appareil chinois. Et si Teng est le vrai numéro un, les rivalités sont loin d'être éteintes. Chacun guette l'autre : à la première erreur... Pour certains, essentiellement autour de Teng et au niveau central, c'est le désir pressant de sortir le pays de l'arriération, de le développer rapidement, de répondre aux impasses de la société chinoise et d'en faire une grande puissance à part entière. C'est sans doute pour cette dernière raison que le

« modéré » Teng s'est lancé dans une mini-aventure militaire au Vietnam qui n'est pas sans risques divers.

Mais, l'essentiel pour Teng et son équipe, c'est d'obtenir la discipline sociale, de mieux contrôler la population, de reprendre en main l'appareil économique, singulièrement malmené depuis quelque temps, avec peut-être une certaine conscience de la nécessité d'une relative initiative des masses, favorable aussi à un dégel culturel après un long vide jdanovien. Il n'est pas exclu que Teng soit sensible à la nécessité d'une élévation du niveau de vie, précondition à une plus grande participation des masses à la vie économique (après des années de stagnation, commençant avant la Révolution culturelle mais maintenue après par la « gauche »). Toutefois la logique de ce courant, c'est globalement le renforcement des inégalités et des privilèges, ou peut-être tout simplement moins d'hypocrisie à cet égard (une franchise qui inquiète bien des bureaucrates). Car les témoignages actuels sur l'ampleur des privilèges avant comme après la Révolution culturelle, sont effarants.

La bureaucratie provinciale, pour sa part, plus près des réalités locales, subissant l'inertie paysanne qui déteint sur elle, semble mieux se reconnaître dans Hua Kuo-feng, lui-même cadre provincial qui est monté et a réussi à Pékin. Elle est très réticente à se précipiter dans de nouvelles aventures, fussent-elles celles qu'entraînerait un mouvement trop rapide en faveur des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, science, armée). Et de l'armée qui joua un rôle essentiel, et souvent policier, dans le dénouement de l'imbroglio de la Révolution culturelle, et de façon continue dans la vie chinoise — sa présence au bureau politique est aujourd'hui presque aussi massive qu'au congrès de 1969, à la fin de la Révolution culturelle — on ne peut dire qu'une seule chose certaine : elle est tout particulièrement attachée à l'ordre, à la discipline rigoureuse du pays. Les cadres de l'armée sont de plus ce qu'on peut trouver de plus privilégié en Chine.

Quant aux masses, ce qu'elles veulent est simple : l'arrêt ou la limitation de l'arbitraire (un réel despotisme en fait), et l'élévation matérielle et culturelle (pour les urbains), culturelle (pour les ruraux) au lieu de la vie trop longtemps stagnante qu'elles ont connue. Elles exigent, de plus en plus hautement, des règles appliquées, une bureaucratie moins tatillonne et moins arrogante, et la cessation de la répression. En un mot une *légalité*. C'est là un aspect dédaigné par la « gauche », et par les maolâtres dans le monde, et trop sous-estimé (pendant trop

longtemps en tout cas) par la gauche antistalinienne (y compris le MR). Le peuple peut certes accepter le pouvoir bureaucratique — il est là, puissant. Qu'y faire ? — mais pas le despotisme sans limites qui s'abat sur toutes les couches de la population. Au-delà de clivages considérables entre les classes sociales, c'est une exigence minimum, qui rappelle la pression des citoyens soviétiques après la mort de Staline. Ce qui explique l'accord général pour en finir avec 10 ans de Révolution culturelle (1966-1976), une période perçue comme un épisode sanglant, sans effets bénéfiques, tragique en regard des espoirs engagés au départ par la jeunesse, et qui est ressenti comme responsable des désordres et d'une répression intenses et prolongés (on parle des 400 000 morts pendant la Révolution culturelle).

La conviction que l'équipe Teng peut et veut répondre à ces impératifs explique sa popularité, mais aussi la pression qui s'exerce sur elle et le risque si elle est incapable de faire face à ses engagements.

En attendant, et pour quelque temps, Teng a une bonne marge de manœuvre. La conséquence est pour le moins peu rassurante. On assiste en effet à la résurrection complète du parti d'avant 1966. Pire, ce sont les dirigeants de cette époque, aujourd'hui très vieux, qui occupent les premières places. Au point que le bureau politique chinois est une étonnante gérontocratie, une galerie de vieillards, où l'on a placé tout ce que l'on pouvait trouver d'anciens encore en vie, dont les quatre vénérables maréchaux encore de ce monde, la femme de Chou En-lai, pour symboliser la continuité, etc.

Mieux encore, les responsables récemment mis sur la touche par le renforcement du pouvoir de Teng sont de « jeunes » sexagénaires. Il est bien possible que l'autorité effective soit exercée par des cadres plus jeunes. Il n'empêche : comme renouvellement de la Chine, c'est peu démonstratif. Une certaine mise à l'écart de la jeunesse est d'ailleurs sensible à bien des niveaux : là aussi les comptes de la Révolution culturelle se règlent ; peut-être aussi qu'une Chine traditionnelle, sensible au prestige des « aînés », revendique ses droits...

L'insistance est placée sur le « bon » parti d'avant 1966, et même d'avant 1958 : le parti antérieur à la « folie » de la Révolution culturelle, d'avant l'irresponsable grand bond en avant ; un parti, une société et une économie qui ressemblaient fortement à ce que l'on trouvait dans l'Union soviétique stalinienne (en moins répressif, bien que...). Les incertitudes sont encore

trop grandes (y compris semble-t-il dans la tête de bien des dirigeants chinois) pour se lancer dans une aléatoire « tien annémologie »².

Contentons-nous en ce moment de quelques questions et réflexions. Et d'abord cette interrogation centrale. Est-ce que le Liu Chao-chi de 1979 (le grand vainqueur posthume), qu'il s'appelle Teng, Hua ou un autre, a une situation lui permettant de stabiliser le pouvoir bureaucratique, situation que le Liu de 1966 n'avait pas ? Est-ce que la société chinoise, modelée pendant 30 ans par le PCC, peut être ramenée aux espoirs rassis et à la gourmandise de l'appareil, ou aux prétentions des planificateurs guère plus favorables aux masses ?

Pour une large part la réponse renvoie à l'exploration de la réalité chinoise d'aujourd'hui. Or des années de dissimulation de la part des Chinois, et de servilité des « amis de la Chine » ne facilitent pas la constitution d'un dossier honnête. Maintenant qu'une libération des esprits se manifeste, un constat objectif de la situation chinoise est envisageable (qui confirmera très vraisemblablement beaucoup d'éléments laborieusement recueillis par la sinologie anglo-saxonne, longtemps si honnie par toute l'extrême gauche). En attendant cet indispensable dossier, prenons quelques exemples.

Que peut-il y avoir derrière la frénésie d'achats technologiques et une ouverture du commerce qui va jusqu'à prendre des risques d'un lourd endettement ? Les délires d'une bureaucratie avide de puissance ? Peut-être. Une certaine logique qui rompt avec le projet maoïste d'autarcie économique ? Sûrement. Et pour cause. Car il y a d'abord un constat et une contrainte. La Chine ne peut se passer, sans grave risque, de la technologie des pays capitalistes développés, indispensable pour rattraper un retard qui avait plutôt tendance à s'accroître ; nécessaire aussi, par exemple, pour atteindre le volume d'engrais devant permettre une croissance agricole, trop limitée jusqu'à présent. Et comme la pratique économique montre que l'élévation de la production d'engrais à partir des nombreuses usines autochtones, à faible technologie, est insuffisante (sans parler des problèmes de qualité), il a fallu importer des usines « clé en main » pour faire l'appoint. Et vite. Et cher. Il se confirme d'ailleurs que l'agriculture est un très grave problème : des autorités chinoises ont admis récemment que les rendements agricoles s'échinent à suivre la progression démographique, et ne la dépassent que de peu (certaines sources chinoises vont jusqu'à prétendre que le niveau d'alimentation ne s'est pas amélio-

ré depuis 1955, mais c'est là peut-être une exagération due à des réglemets de compte). Cela aussi confirme les avis des experts anglo-saxons : rendons donc à César...

Je pense qu'il est difficile de mesurer en Occident ce que ces informations impliquent. D'abord un niveau nutritif médiocre (300kg de céréales par habitants, contre plus d'une tonne aux USA ; mais il est vrai tout au plus 200 kg au Indes). Mais surtout on est en présence d'un monde chinois qui reste désespérément à dominante campagnarde arriérée. L'enjeu est décisif. La séparation ville-campagne est en effet plus grave que ce que l'on croyait : c'est vraiment deux univers séparés qui ne s'apprécient guère. Le rejet des jeunes citadins éduqués, obligés par millions de croupir (il n'y a pas d'autres mots) à la campagne, est proportionnel à la méfiance sinon l'hostilité déclarée des paysans à l'égard de ces citadins, peu dégourdis manuellement, inassimilables à la vie rurale. Là aussi il ne reste rien des illusions sur l'harmonie ville-campagne si fréquentes pendant la Révolution culturelle, on ne trouve plus que le désarroi de millions d'éduqués qui veulent à tout prix fuir la campagne, rentrer en ville. Ces éduqués manifestent une haine contre les campagnes ressenties comme rétrogrades, comme un monde éternisé, sans avenir. Des millions qui ont en majorité rejeté le maoïsme, mais qui sont probablement plus marxistes que Marx dans leur opposition méprisante à l'égard de ce qu'ils perçoivent, eux aussi, comme un idiotisme campagnard.

Plus grave encore : autant les initiatives du courant Teng sont nombreuses concernant l'industrialisation, les villes, l'éducation, autant celles relatives à l'agriculture sont prudentes, incertaines. Ainsi, le devenir de l'agriculture chinoise et le sort des ruraux (encore près de 80 % de la population totale) reste le grand défi pour tout projet bureaucratique comme pour toute tentative socialiste authentique.

Rompre la séparation ville-campagne, c'est une conception juste, qui a même enthousiasmé des millions de jeunes Chinois, jusqu'à ce qu'ils se rendent compte qu'en fait de rapprochement, c'était plutôt d'une ruralisation de la Chine qu'il s'agissait ; que la Chine retardataire saisisait la Chine avancée pour la freiner, sinon la bloquer...

Prenons encore le problème de l'enseignement. On ne peut nier que la remise en question du système scolaire traditionnel par Mao se fonde sur des considérations justifiées et même de bon sens, en insistant notamment sur le risque élitaire et le dan-

ger de la séparation du travail manuel et intellectuel. Sa critique était tout aussi pertinente lorsqu'elle mettait en évidence les aspects sclérosés de l'enseignement dans la pire continuité mandarinale. Et pourtant, est-ce seulement, ainsi que le pense Bettelheim, en vue de consolider la nouvelle « bourgeoisie rouge », que l'on en revient au système traditionnel, sélectif, élitaire, terroriste (surtout maintenant que des enseignants humiliés peuvent exercer leur revanche) et que l'on veut 800 000 « savants » (experts) d'ici 1985. Sans doute, pour une bonne part. Mais en grande partie aussi cela découle de l'échec de la réforme précédente, où l'on assistait à une grave déqualification des études et à la formation d'étudiants plus « rouges » (travaillant plus les textes politiques, moins d'ailleurs par conviction que par conformisme obligé) qu'« experts ». De ce fait il manque des cadres compétents, ouverts, capables de s'adapter et de maîtriser des situations variées (y compris assimiler la technologie étrangère pour lever le plus rapidement possible l'hypothèque de la dépendance). Dans ce cas aussi, il y a rencontre entre les aspirations de la bureaucratie (qui n'aura aucune peine à placer ses enfants parmi les étudiants sélectionnés) et les contraintes de la société chinoise. Moins d'ailleurs les contraintes en soi, que celles qui découlent de l'incapacité du maoïsme à concrétiser son projet, à en faire autre chose qu'un bavardage creux, laissant intacts et même accentuant les problèmes.

Mao et Teng : les deux Krouchtchev chinois

Il me semble que l'histoire chinoise contemporaine a produit deux Krouchtchev : Mao et Teng. Le Krouchtchev russe, celui du réel, pas celui des fantasmes chinois, n'est en rien un restaurateur du capitalisme : c'est un bureaucrate problématisé par la bureaucratie et le passé stalinien sanglant, c'est-à-dire qui prend conscience des blocages de la société. Et qui essaye de débureaucratiser par des mesures d'en haut, donc une débureaucratization bureaucratique. C'est un dirigeant qui, au grand effroi de ses pairs, rue dans les brancards, sans se donner les moyens d'une lutte antibureaucratique efficace, qui serait sa propre négation. Et de ce fait échoue. Les successeurs tentent de stabiliser le pouvoir sans réussir à enrayer les maux d'une société percluse de bureaucratisme.

Pour la Chine, au-delà de différences importantes, rien n'est

plus frappant que de comparer Mao et Teng. L'un et l'autre se sont précipités au même âge, à 73 ans (Mao en 1966, Teng en 1977), dans une énergique remise en cause du passé. L'un et l'autre sont des hommes pressés qui agissent avec la même énergie tranchante, la même volonté de tout bousculer, le même désir de marquer de leur empreinte le devenir chinois, et qui manifestent le même franc-parler truculent, sans équivalent dans une bureaucratie habituée à un langage de bois codé. L'un et l'autre répandent du poste central des directives que tout le monde se doit d'appliquer mais qui, en fait, ne sont que partiellement mises en œuvre, largement détournées dans le cas de Mao, et l'avenir dira ce qu'il en sera pour Teng (déjà certains de ses appels visant à favoriser une initiative des populations restent lettres mortes) ? Tout cela n'est pas sans rappeler aussi le défunt dirigeant soviétique.

Ce qui limite toutefois la possibilité de stabilisation bureaucratique, et fait le contraste entre Teng et Mao, est que ce dernier a laissé en héritage, je crois volontairement, une fois qu'il avait compris que son projet allait échouer, — une société trop complexe, trop contradictoire, pour pouvoir être ramenée facilement dans le cadre médiocre et autoritaire des nouveaux patrons de la bureaucratie. Le projet *antibureaucratique bureaucratique* de Mao a avorté, son legs sera peut-être d'empêcher que le dessein bureaucratique de Teng ne puisse réussir...

La réhabilitation posthume de Chen Tu-hsiu

Les événements récents sont une consécration, non reconnue, d'un personnage important de la Chine du XX^e siècle célèbre en son temps, oublié ou vilipendé aujourd'hui : Chen Tu-hsiu. Lui qui fut le plus prestigieux intellectuel chinois du premier quart du siècle, le fondateur du Parti communiste chinois et un des créateurs du trotskysme dans ce pays. Ce qui caractérise son œuvre de démocrate radical avant 1920, pour une part son activité de dirigeant du PCC entre 1921 et 1927, dans une large mesure son action de « trotskyste » chinois de 1929 à 1933 (après il est en prison), et très certainement ses réflexions de démocrate socialiste à la fin de sa vie (après sa libération de prison et son éloignement du trotskysme, il meurt dans la solitude et l'indifférence en 1942), et le distingue de tous les grands animateurs du mouvement communiste chinois, c'est sa conviction que le socialisme ne présuppose pas seulement une indus-

trialisante puissante, mais implique aussi et surtout une société civile active, des classes dynamiques, au moins au niveau urbain. Plus encore, surtout après 1929, il rejetait l'idée d'une substitution sociale (comme l'est sur une très grande échelle l'action du PCC) présentée comme contrainte objective en Chine pour accéder au socialisme. Cette vérité d'évidence, refoulée en Chine jusqu'à présent, laborieusement acquise par le marxisme en Occident, est justement le cri et même le défi que lancent en Chine actuellement des secteurs de la jeunesse urbaine. Même si cette révolte, cet appel à la légalité est pour une part manipulé par des intérêts bureaucratiques (et notamment, dit-on, par Teng qui s'en sert comme moyen de pression sur ses adversaires), pour l'essentiel c'est la revendication juvénile, féroce et sans illusion d'une nouvelle poussée d'auto-activité de secteurs urbains, comme cet autre jaillissement, il y a tout juste 60 ans (les événements du 4 mai 1919) qui sert à la fois de point de départ nouveau à l'histoire chinoise, de prémices à la création du Parti communiste, et qui a aussi contribué à populariser les idées et la personnalité de Chen Tu-hsiu.

A l'époque, comme de nos jours, la ville se bat comme une force d'avant-garde qui rejette l'arbitraire ; mais c'est aussi, il faut le dire, le désir de ne pas subir l'arriération chinoise, de profiter au plus vite d'avantages qui ne peuvent être octroyés dès maintenant à la majorité chinoise, compte tenu de la pauvreté du pays.

De ce point de vue, à l'instar de toutes les revendications urbaines en Chine, c'est un mélange de radicalisme qui prend en compte les revendications de toute la population (la légalité), et un appel à des privilèges (limités mais réels) pour les secteurs urbains déjà favorisés. Dans ce cas-là aussi un discours proclamant l'harmonie naturelle de toutes les couches de la population exploitée doit être abandonné au profit d'un regard plus lucide sur les ambiguïtés des revendications des groupes sociaux (surtout si on allait plus en profondeur en observant les réalités de la classe ouvrière, y compris la présence indéniable d'une aristocratie ouvrière passablement égoïste, si les informations reçues se confirment).

Victoire et défaite de Trotsky

Il me semble que l'on n'a pas assez insisté dans nos milieux sur le fait évident que les événements depuis trois ans en Chine

représentent une éclatante revanche posthume pour Trotsky, autant qu'un défi à ses convictions internationalistes qui sont toujours les nôtres. Il se trouve en effet un aspect massif dans le rejet du projet maoïste : c'est l'aveu implicite mais net qu'il est impossible de construire le « socialisme dans un seul pays », que l'autarcie économique et sociale est une illusion dérisoire. Tout le débat sur l'ouverture des échanges économiques, sur l'achat de technologie, sur l'envoi d'étudiants à l'étranger, etc. a cet arrière-fond manifeste : le pays le plus peuplé du monde, et l'un des plus pauvres, ne peut pas, je ne dirais même pas devenir socialiste, mais même connaître un développement continu, prolongé, efficace, en autarcie économique. Quel sera le prix économique, social et politique de ce constat reculé seulement par le poids passager de la « gauche » bureaucratique, c'est là un enjeu essentiel sur lequel il faudra revenir longuement, et de façon argumentée, si l'on veut dépasser les appréciations à l'emporte-pièce. On ne tardera pas à être au courant des grandes options de la direction Teng. D'ores et déjà, tout ce qu'elle est obligée de changer dans le projet maoïste est une confirmation frappante des arguments longuement détaillés par Trotsky il y a plus d'un demi-siècle (notamment dans *l'Internationale communiste après Lénine*, 1928) sur l'impossibilité du socialisme en un pays disposant pourtant d'un potentiel économique plus favorable que celui de la Chine (qui avait en 1952-1953 une capacité industrielle à peu près égale à celle de l'URSS en 1927-1928, mais avec quatre fois plus d'habitants ; la plus basse récolte de céréales de toute l'histoire de l'URSS donne encore une quantité de céréales par habitant plus élevée — d'au moins un tiers — que le résultat le plus spectaculaire obtenu en Chine populaire).

Mais derrière cette consécration éclatante (bien entendu non reconnue) gît une défaite non moins significative, ou pour le moins d'inquiétantes questions. Car si il y a bien un aspect que Trotsky craignait et combattait, mais dont il ne prévoyait pas la force persistante et même croissante, c'est la logique du nationalisme révolutionnaire : la combinaison entre un processus de rupture anticapitaliste et de nationalisme exacerbé, se revendiquant de la tradition marxiste et bolchévique. Des nationalismes révolutionnaires (de plus en plus nationalistes, de moins en moins révolutionnaires) qui ne pouvaient finir que par se heurter entre eux. Nous avons effectivement assisté, en 1978-1979 aux deux premières guerres de cette nature.

Disons-le très platement : les révolutions agissantes qui se développent et maintenant se heurtent entre elles, ce sont des nationalismes révolutionnaires, et non pas des processus dégénérés ; mais au contraire des produits vivaces, en pleine expansion, de la plus étriquée des inventions de l'Occident moderne : le nationalisme de masse. Car si le maintien trop prolongé d'une arriération à la campagne « ruralise » la ville, la force du nationalisme révolutionnaire réduit, gangrène le processus internationaliste.

De ce point de vue, tout le courant internationaliste doit balayer devant sa porte et réfléchir sans complaisance sur les réalités inattendues qui questionnent rudement ses convictions de base. Là aussi les comptes ne sont pas apurés, et la libération des esprits et la vérité révolutionnaire décapante doivent manifester leurs exigences.

Roland LEW

Post-scriptum (avril 1979)

Il semble se confirmer que la période « libérale » de Teng, celle de l'expression publique d'une opposition ou de réserves à l'égard du régime, est en voie de se terminer ; et aussi que l'incertitude reste grande sur les options économiques. Peu de grands contrats avec l'étranger sont réellement signés actuellement. Et si la tentation de revenir à une économie agricole partiellement familiale est grande, elle se heurte à la résistance de nombreux cadres locaux. De façon générale les directives impulsives de Teng rencontrent un barrage croissant de la part de maints petits et moyens cadres, peu désireux de se faire bousculer, ou incapables d'appliquer les nouvelles directives qui tombent dru du Ciel de Pékin.

NOTES

1. Roxanne Witke, *Camarade Chiang Ch'ing*, éd. Laffont, 1978.

2. Tienanmen : le Kremlin chinois.

Voir aussi :

– Bettelheim, *Question sur la Chine après la mort de Mao*, éd. Maspero, 1978.

– Daubier, *les Nouveaux Maîtres de la Chine*, éd. Grasset, 1978.

Salut de la LCR au III e Congrès de l'OCT

De 1968 à 1978, le mouvement ouvrier français a connu une expérience qui, de la grève générale trahie à la trahison électorale, forme un tout. Une page est désormais tournée.

Le terme de crise revient dans de nombreux textes et de nombreuses interventions. Ce dont il s'agit avant tout, c'est d'une crise d'orientation politique et non d'une crise du militantisme. Il est normal qu'une réappréciation des rythmes du processus révolutionnaire en Europe entraîne le rejet d'un certain activisme. Il est aussi normal que le refus du stalinisme et la crise généralisée des rapports sociaux entraînent le rejet d'un centralisme formel au sein des organisations révolutionnaires, et le souci d'une démocratie réelle dans les mouvements de masse.

Ces questions sont à traiter en tant que telles. Mais elles ne doivent pas servir à esquiver les problèmes centraux d'orientation.

Une nouvelle situation politique s'est incontestablement ouverte depuis mars 1978. Mais les rapports de forces entre les classes en ont-ils été pour autant qualitativement modifiés ? Tout montre à l'évidence que non.

Nulle part en Europe, depuis la crise de 1974, la bourgeoisie n'a réussi à imposer l'austérité et à faire reculer le pouvoir d'achat dans les proportions nécessaires à la restauration des profits et à la relance de l'accumulation capitaliste. Nulle part

elle n'est parvenue à mener à bien une attaque frontale. En Grande-Bretagne, elle a reperdu face à la contre-offensive des travailleurs une partie des pourcentages péniblement grignotés sur les salaires grâce à la collaboration ouverte des directions social-démocrates. En Espagne, les directions réformistes, confrontées à la naissance d'une opposition syndicale massive, n'ont pas osé reconduire le pacte de la Moncloa.

Le chômage pèse. C'est vrai. Et plus lourdement sur certaines régions ou catégories que sur d'autres. Mais la protection sociale de la majorité des chômeurs demeure incomparable à ce qu'elle a pu être pendant l'entre-deux guerres. Le Plan Barre III constitue bien l'attaque la plus violente depuis 1958, mais la bourgeoisie ne peut encore faire mieux que de louvoyer devant les verrous dans le rapport de forces actuel. Elle diffère l'attaque frontale contre la Sécurité sociale et l'indemnisation du chômage.

C'est qu'elle doit compter avec les forces et l'expérience accumulées depuis trente ans, sans défaite significative, par la classe ouvrière. Elle sera cependant obligée d'accentuer ses attaques pour tenter de surmonter les effets de la nouvelle récession qui s'annonce dans les deux ans qui viennent.

C'est pourquoi nous affirmons que les batailles les plus importantes sont toujours devant nous. Il ne s'agira pas d'une marche triomphale, mais d'un combat prolongé, avec avancées et reculs, victoires et défaites partielles. D'ores et déjà, 1979 marquera, à n'en point douter, un nouveau palier en ce qui concerne le nombre de grève et l'auto-activité ouvrière par rapport aux années 1974/1978.

Il est d'ailleurs significatif que la bataille se soit engagée à partir d'un secteur, celui de la sidérurgie, que la plupart d'entre nous le croyait démoralisé et anesthésié par une série de coups encaissés sans combattre, au fil des divers plans de restructuration. Il est également significatif que, malgré la division, chaque élection partielle et les élections cantonales aient confirmé le maintien d'une aspiration unitaire. Il est significatif que la « dynamique Rocard » au sein du PS ait marqué le pas au congrès de Metz.

Le choix de Mitterrand n'est pas un choix de gauche, mais simplement la compréhension du fait que la marche forcée au recentrage, dans un contexte de luttes et non de reflux avec stabilisation du régime, laisserait le terrain libre au PC et laisserait les partis réformistes sans solution politique de rechange en cas de crise ouverte du régime.

Il est significatif enfin que l'image de stabilité giscardienne, affichée après mars 1978, n'ait toujours pas trouvé d'assises sociales et électorales suffisantes pour se mettre à l'abri des tensions internes à la majorité présidentielle : les premières escarmouches sociales trouvent leur écho immédiat dans la relance de la polémique au sein de la coalition majoritaire et dans l'aggravation des contradictions inhérentes aux institutions de la Ve République.

Une analyse détaillée et nuancée de la situation, des plans de la bourgeoisie, de ses projets concrets dans l'organisation du travail et dans les conditions de mobilisation de la classe ouvrière est bien sûr nécessaire. Il faut suivre dans le détail le déroulement des luttes, critiquer minutieusement les initiatives patronales, les effets de division objective des travailleurs portés par la politique néo-libérale, l'interaction entre la situation nationale et les échéances européennes... Mais l'analyse n'est pas la photographie. Elle ne se contente pas d'enregistrer les pour et les contre, de soupeser les contradictions. Il s'agit de dégager les tendances fondamentales pour déterminer une ligne d'action, pour définir, malgré les limites de nos forces, dans quel sens elles peuvent peser.

Notre intervention doit, selon nous, s'ordonner autour de quatre idées clefs :

1) la défense intangible des revendications unifiantes, contre leur révision en baisse par les directions réformistes, au dam de recentrage et des politiques contractuelles ;

2) la défense de l'unité d'action des organisations ouvrières, politiques et syndicales, contre la politique systématique de collaboration et de division des directions ;

3) préparer par branches et régions la centralisation des luttes, dans la perspective de la grève générale pour les revendications et pour chasser le gouvernement ;

4) expliquer inlassablement à tous ceux et toutes celles qui hésitent à entrer dans l'action parce qu'une épreuve de force impliquerait une solution politique de rechange (c'est aussi l'argument des directions syndicales pour se dérober), qu'il ne dépend que des dirigeants du PC et du PS qu'une telle solution existe. Ils n'ont pas le droit, sous prétexte d'un échec électoral de 1 pour cent, de s'installer dans la division et de faire obstacle à la centralisation des luttes, au nom de l'absence d'un débouché politique qu'ils ne cessent eux-mêmes d'escamoter. En ce sens, la nécessité d'un débouché politique central

n'est pas seulement le couronnement d'un mouvement d'ensemble déjà engagé. Elle est aussi l'une des conditions de son engagement. Si les directions n'en veulent pas, il faudra le leur imposer par la mobilisation.

Venons-en à présent aux questions qui sont centrales dans le débat de votre congrès et dans le rapport entre nos deux organisations : celle du front unique et celle de la construction du parti.

Il y a dans ce congrès trois tendances ou courants qui rejettent le découpage en deux camps, un camp réformiste et un camp révolutionnaire, et qui considèrent la différenciation des niveaux de conscience, ou l'apparition de « courants de rupture », comme des « produits différenciés d'un même phénomène global de radicalisation ».

A partir de là, les uns parlent de tactique de front unique, les autres de tactique d'unité/lutte avec les réformistes. La question terminologique ne nous paraît pas sans importance. Parler de front unique, c'est situer notre orientation dans la continuité des premiers congrès de l'Internationale communiste. C'est poser les garde-fous et délimiter le terrain commun au sein duquel peuvent se traiter les divergences tactiques inévitables entre organisations ou au sein d'une même organisation. Il serait donc plus intéressant de savoir pourquoi certains camarades refusent encore de poser le problème en ces termes. Est-ce que la question du front unique ne pourrait être traitée qu'à partir d'un certain seuil de croissance du parti révolutionnaire ? Mais alors que se passe-t-il en-deçà ? N'est-ce pas précisément théoriser là le pilotage à vue, le coup par coup, en un mot le tacticisme que vous vous reprochez à vous-mêmes ?

Il nous semble infiniment plus fécond de nous situer carrément dans la problématique du front unique, de le prendre comme fil à plomb d'une politique qui s'oppose aussi bien aux alliances interclassistes qu'aux isolements sectaires, entre lesquels les PC oscillent depuis près d'un demi siècle. Ceci établi, il reste à répondre aux objections que vous soulevez au cours du débat. *Notre but stratégique est bien l'unification et l'indépendance de la classe, et la tactique de front unique n'est qu'un moyen pour atteindre ce but.* La seule preuve que nous pouvons donner de cette affirmation est pratique : menons-nous une bataille systématique pour l'auto-organisation et pour la souveraineté des organes démocratiques et unitaires d'auto-organisa-

tion (comités de grève, conseils, délégués élus et révocables, assemblées souveraines...).

« *Il ne peut être question de réaliser la révolution socialiste au moyen du front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du parti révolutionnaire consiste à affranchir la classe ouvrière de l'influence des réformistes.* » Nous n'avons jamais pensé que les partis réformistes soient redressables. Il faut en tirer les conséquences : nous ne pensons pas qu'ils puissent être entraînés en tant que tels et malgré eux dans la voie de la révolution. Ils seront au contraire en dernière analyse des obstacles. Mais la tactique de front unique constitue le moyen le plus sûr dont nous disposions pour arracher dans les meilleurs conditions les masses aux directions.

Nous ne nous contentons jamais de prêcher l'unité pour l'unité. L'unité n'est d'ailleurs solide qu'en fonction de son contenu et de ses buts : « Le besoin instinctif d'unité est très souvent un besoin spécifique des masses, mais la bataille consciente pour l'unité sur une base révolutionnaire est spécifique à l'avant-garde du prolétariat. »

Certains camarades ont dit qu'il était dangereux de parler de démarche systématique ou permanente de front unique. Il faut tout de même regarder les choses en face. *Si les révolutionnaires sont trop faibles, comme le disent ces mêmes camarades, pour appliquer une tactique de front unique, à plus forte raison sont-ils trop faibles pour œuvrer directement à l'unification de la classe, en sautant par-dessus les organisations majoritaires existantes.*

Aussi longtemps que la classe ouvrière reste majoritairement organisée par des partis réformistes, la tactique de front unique est la colonne vertébrale de la lutte pour l'unification de la classe. Il serait incohérent de reconnaître que l'hégémonie réformiste est une donnée incontournable de la situation, et de ne pas voir que la tactique de front unique est le principal levier dont nous disposons, sur la base des luttes, pour nous y attaquer. Autre chose serait de souligner que dans la crise révolutionnaire des organes unitaires des masses peuvent apparaître en dépit de la division des partis. Mais il serait faux de nous détourner des tâches du jour sous prétexte qu'elles peuvent se poser autrement le lendemain ou le surlendemain. Et il serait faux d'oublier que, même dans une situation révolutionnaire, la lutte pour l'auto-organisation et la lutte pour l'unité des organisations ouvrières peuvent être (et sont la plupart du temps) des tâches combinées.

Malgré les conditions du rapport de forces entre les réformistes et les révolutionnaires, notre problème est de prendre place dans le front unique, de nous y insérer. Non nécessairement par un accord entre organisations, mais par les propositions d'action que nous pouvons avancer de façon indépendante ou dans le cadre des organisations de masses, par les initiatives autonomes que nous pouvons prendre quand elles correspondent à la situation et aux besoins des travailleurs. Nous menons bataille pour que ces tâches soient prises en charge unitairement, mais nous ne subordonnons pas leur réalisation à l'accord préalable des organisations réformistes. C'est ce que nous avons essayé de faire, depuis le procès de Burgos et le soutien à l'Indochine jusqu'aux manifestations sur le Larzac et le nucléaire, en passant par la marche sur Lip, la manif Juan-Carlos ou les manif Croissant.

Il y a bien un danger dont nous sommes conscients dans les rapports de forces actuels : celui de faire de l'unité un but en soi et de s'adapter de l'extérieur à l'unité bureaucratique entre organisations réformistes. C'est pourquoi la bataille sur les revendications, sur l'auto-organisation sont une nécessité permanente pour féconder le front unique d'un contenu révolutionnaire. Nous nous appuyons pour l'engager sur le fait qu'il existe en permanence une contradiction tendancielle entre les aspirations des masses et la politique de leurs directions. Nous disons bien contradiction tendancielle, ce qui exclut deux idées symétriquement fausses. Celle selon laquelle les masses seraient en permanence en conflit ouvert et spontané avec leurs directions (dans cette hypothèse nos problèmes seraient depuis longtemps résolus). Celle selon laquelle les directions ne seraient que le reflet adéquat de l'état d'esprit des masses (dans ce cas, nous rendrions les travailleurs responsables du réformisme et nous aurions plus qu'à attendre qu'ils veuillent bien changer : la construction d'un parti révolutionnaire indépendant deviendrait une entreprise purement inutile). Nous pensons que les directions se nourrissent du trade-unionisme spontané de la classe ouvrière, mais elles font en même temps barrage aux aspirations les plus profondes. Selon les développements de la lutte des classes, cette contradiction latente peut devenir plus ou moins explosive. La tactique de front unique œuvre dans ce sens.

Voici en quelque sorte résumée en six thèses la question clé du moment entre nos organisations. Celle qui commande l'appréciation des erreurs commises face à l'Union de la gauche,

celle qui sert de fil conducteur à notre orientation dans les organisations de masse. Ajoutons pour en terminer sur ce point que parler d'unité/lutte avec les réformistes permet de faire l'économie d'une définition précise du mouvement ouvrier. La notion de réformiste peut ainsi s'appliquer de proche en proche au PC, puis au PS, puis aux radicaux. Dès lors, la lutte pour l'indépendance de classe perd une de ses dimensions, proprement politique. Comment lutter pour l'indépendance de classe sans opposer l'unité ouvrière à tous les pactes de collaboration de classe, avec tel groupuscule bourgeois ou l'engagement au respect des institutions, dont les réformistes tirent alibi pour s'opposer aux revendications de la classe ouvrière ? La tactique de front unique implique au contraire une définition précise des composantes de ce front en terme de classe. C'est d'ailleurs pourquoi nous accordons une telle importance dans ce débat à la définition du PS. De-là découleraient en effet des conséquences très pratiques sur la position à adopter face à la polémique PC/PS ou face à une résurgence éventuelle, sous une forme ou sous une autre, de l'Union de la gauche.

Nous avons relevé dans la première partie de notre lettre à l'OCT l'importance des points de convergence. Sous réserve de vérification à travers la discussion, nous estimons que le point d'évolution auquel vous êtes parvenus marque le seuil à partir duquel la question d'une organisation commune est à l'ordre du jour. Si tel est bien le cas, deux écueils sont à éviter :

1) Celui qui consisterait à multiplier les obstacles sur des points de tactique, certes importants, mais secondaires. En procédant ainsi nous ne parviendrions jamais à construire un parti révolutionnaire implanté.

2) Celui de l'unification dans la confusion, qui ne déboucherait que sur des querelles paralysantes, au lieu de nous permettre de nous atteler efficacement à la tâche de l'heure : intervenir dans la lutte de classe, agir sur les différenciations et la politisation d'une couche de militants avancés du mouvement ouvrier organisé. Nous vous avons demandé que l'on distingue bien deux choses. Ce qui relève de l'unité d'action (aussi fréquente que nécessaire), et ce qui relève de la construction du Parti.

Pour ce qui est de l'unité d'action, elle s'inscrit plus globalement dans notre tactique de front unique. Elle s'adresse sur des propositions concrètes d'action ou de campagne, à l'ensemble des organisations ouvrières, même si elle se réalise le plus souvent et plus facilement entre organisations révolutionnaires.

Il est nécessaire de poursuivre dans cette voie. Mais ce n'est de toute évidence pas la question qui est réellement posée ici.

Le problème qui est posé à travers vos débats est bien celui de la construction du parti révolutionnaire. La tendance 2 y répond en perspective de fusion à court terme avec la LCR. La minorité du CC parle « d'alliance » entre organisations communistes « diversifiées mais centralisées dans l'action. » Le courant 3 parle de front des révolutionnaires. Alors, Alliance ? Front des révolutionnaires ? Fusion ?

Alliance ? C'est trop ou trop peu. Si l'action centralisée est possible, s'il s'agit d'organisations communistes, si leur diversité est de tactique et non de questions programmatiques centrales, alors il faut concevoir que cette diversité est du type de celle qui existe nécessairement au sein d'une organisation démocratiquement unifiée. Il faut assigner ce but explicitement à la systématisation des pratiques unitaires au cours d'une période probatoire avec les échéances à la clé. Si au contraire la diversité est l'expression de divergences programmatiques essentielles pour l'intervention, pourquoi ne pas en rester à l'unité d'action aussi fréquente que possible et à la confrontation des idées la plus poussée en toute clarté. Pourquoi introduire un niveau d'organisation intermédiaire qui n'ajouterait rien à l'unité d'action et obscurcirait la confrontation d'idées.

Front des révolutionnaires et comités ? Soit encore il s'agit d'un regroupement sur la base du plus petit dénominateur commun, et il sera incapable de se tourner efficacement, avec des réponses précises, vers la grande masse des travailleurs organisés. Soit il s'agit d'un regroupement sur la base de critères programmatiques rigoureux (notamment en ce qui concerne le rapport avec les réformistes). Mais dans ce cas l'objectif est en-deçà des possibilités. Il faut être plus ambitieux et dire que l'unification organique aurait un impact plus grand sur les hésitants qu'une démarche qui resterait à mi-chemin.

Donc, si demeurent entre nous les divergences de principe, il faut les définir, les cerner, agir ensemble aussi souvent que possible, agir ensemble dans les organisations de masse et les tendances de lutte de classe, et continuer parallèlement à développer chacun de son côté dans la plus grande clarté sa propre ligne pour la soumettre à l'épreuve de la pratique. Si en revanche il existe sur le fond un accord substantiel, inutile de tourner autour du pot. Le temps aussi compte en politique. Si le problème d'une organisation commune est posé, il faut en définir l'objectif, les moyens pour l'atteindre et les rythmes.

Les camarades du courant 3 craignent ce qu'ils appellent « une fusion sans combat ». Nous avons pour notre part essayé de cerner les questions en litige, de les mettre sur le tapis. Nous attendons une réponse précise : qu'on nous dise « combat sur quoi », et discutons. Personne ne souhaite d'accommodements sur les problèmes d'orientation décisifs. Mettons donc la politique au poste de commande et non la tactique organisationnelle.

Nous avons défini pour notre part trois critères dans nos rapports avec les organisations révolutionnaires :

— un accord programmatique fondamental ; — la possibilité d'une pratique commune ; — l'acceptation d'un centralisme réellement démocratique.

Le troisième point ne devrait pas faire problème entre nous, dès lors que l'on accepte le droit de tendance et rejette un fonctionnement fédéraliste. Sur le second point : nous agissons depuis longtemps souvent en commun avec une part de divergences que nous connaissons mais qu'il serait facile de réduire ou de maîtriser, dès lors que serait confirmée la possibilité d'un accord sur les principales définitions programmatiques.

Nous voulons en outre vous poser en toute franchise et clarté la question de la IVe Internationale qui concentre également une question programmatique essentielle : celle du rappel entre construction du parti et construction de l'Internationale. Tous les grands développements de la lutte des classes au niveau international ces dernières années nous ont confirmé le bien fondé du choix fait en 1969 par le congrès de fondation de la LC : celui de l'affiliation à la IVe Internationale. De même que nous a conforté dans ce choix l'évolution en Europe des organisations révolutionnaires issues de la radicalisation des années soixante. A l'époque, les camarades hésitaient et pouvaient discuter sur les forces réelles de la IVe, sur le fait qu'elle serait ou non un obstacle au rassemblement des militants révolutionnaires de la nouvelle génération. Nous partions quant à nous de questions de principe, sur la nécessité permanente de s'atteler à la construction d'une internationale, sur les acquis programmatiques incarnés par la IVe dans la lutte contre la dégénérescence chauvine de la social-démocratie et du stalinisme.

La IVe Internationale a maintenant une section plus ou moins forte dans la totalité des pays européens. Elle est la seule internationale révolutionnaire présente sur les cinq continents. Nous ne pensons pas que ce résultat soit fortuit et nous pouvons aujourd'hui nous risquer à un pronostic : l'évolution des

directions chinoise et vietnamienne, comme la trajectoire de la révolution cubaine, l'actualité des questions stratégiques clés en Europe, font de la défense de l'Internationalisme une tâche centrale qui ne saurait être dissociée de la construction d'une internationale révolutionnaire et, à nos yeux, de la IV^e Internationale. Moins que jamais il est possible de repartir à zéro ou de définir un courant international qui ne se situe pas par rapport aux grands courants théoriques et historiques du mouvement ouvrier.

Il s'agira là de la question clé dans la recomposition des forces révolutionnaires. C'est pourquoi il n'est pas question pour nous de transiger sur le sujet. Dans les conditions présentes nous poserions donc deux conditions à une organisation commune :

- l'accord politique sur les questions clés que nous avons soulevées dans la lettre et dans ce salut ;
- l'acceptation du fait que l'organisation unifiée soit section de l'Internationale et se conforme à ses statuts.

Personne ne peut prétendre que les désaccords soient résolus à 100 pourcent comme précondition à une fusion. La IV^e Internationale prépare aujourd'hui son XI^e Congrès mondial. Elle connaît un débat largement ouvert sur les questions à l'ordre du jour : l'Europe, le stalinisme et la crise des PC, le mouvement des femmes, la Chine et l'Indochine, démocratie socialiste et dictature du prolétariat. Son fonctionnement offre toutes les garanties pour que le débat se poursuive sur des questions continuant à faire divergence.

Voici, résumée à l'intention du III^e Congrès de l'OCT, notre façon de voir les choses.

LCR

Lettre à la direction de l'OCT à propos de son congrès

Camarades, nous avons lu attentivement les documents préparatoires à votre prochain congrès. Nous en avons discuté et tenons, à titre de contribution au débat entre nous, à faire connaître notre point de vue.

Dans les 1^{re} et 3^e parties (les plans de la bourgeoisie et les contradictions de la société française), nous relevons les bases d'un accord substantiel sur des questions clés :

- sur l'appréciation et les tendances générales de la période ;
- sur une ferme défense de la souveraineté des organes d'auto-organisation contre toute tentative euro-communiste ou rocardienne d'articulation entre démocratie directe et démocratie parlementaire (ce qui renvoie à une analyse principielle de l'Etat) ;
- sur la claire affirmation de l'axe du contrôle ouvrier opposée aux ambiguïtés et confusions de l'expérimentation sociale ;
- sur la priorité donnée à l'unification et à l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à une éventuelle politique d'alliance.

Ce n'est pas peu

Ainsi viendrons-nous directement aux points sur lesquels les divergences subsistent ou peuvent subister.

Le 1^{er} dans le plan du texte, mais pas forcément dans l'ordre d'importance, concerne ce que vous appelez la « Phase ». Ici

votre texte nous semble contradictoire ou carrément faux. En tout cas, après un coup de chapeau aux grands traits maintenus de la période, il opère un indiscutable décrochage.

Vous affirmez l'ouverture après Mars 78 d'une « nouvelle phase de lutte de classes » (nous disons une nouvelle situation ou une nouvelle conjoncture), dans laquelle la bourgeoisie aurait l'offensive ; nous préférons dire : « où la bourgeoisie a pris l'initiative, en grande partie grâce à la légitimité que lui ont reconnue, dès les résultats électoraux, les organisations ouvrières traditionnelles et grâce à la politique de division qu'elles ont poursuivie depuis.

Ces nuances de terminologie indiquent une appréciation réellement différente sur le fond. Vous caractérisez en effet cette phase comme « une phase de recul temporaire » et de « recul des capacités de lutte », tout en indiquant, pour nuancer, que nous « ne nous trouvons pas dans une phase réellement défensive » et que « la combativité ouvrière se développe pourtant ».

De même, vous indiquez que « l'offensive bourgeoise est trop forte pour permettre l'intégration du mouvement populaire » mais vous concluez néanmoins au « renforcement de la stabilisation de l'Etat fort ».

Qu'il y ait des éléments contradictoires dans la situation elle-même, que tout ne soit pas joué est indéniable, mais vous semblez dans votre document vous contenter de reproduire ces contradictions sans les mettre en perspective pour définir nos possibilités d'agir. Ainsi, trois caractéristiques ne sont pas soulignées correctement :

1. Le paradoxe d'une offensive bourgeoise ou d'une initiative qui ne part pas d'une modification substantielle du rapport de forces, mais au contraire, d'une situation de fragilité du régime, et qui n'est possible que grâce à la politique de collaboration active et de division des directions réformistes (qui reproduit et perpétue bien entendu les germes de division présents dans les rapports de production eux-mêmes, hommes-femmes, immigrés-nationaux, division du travail et hiérarchie, etc.).

2. La forte combativité maintenue de la classe ouvrière, dont les revers n'ont pas entamé sérieusement les forces accumulées pendant toute la période d'expansion capitaliste ; il en résulte, à notre sens, une forte probabilité d'explosions sociales qui sont le résultat de l'impasse des luttes revendicatives et de l'absence immédiate de débouché électoral.

3. Enfin le fait que les directions réformistes sont contraintes, dans ce contexte à recentrer leur politique de collaboration de classe et à monter en première ligne. Corrélativement à l'ouverture d'une nouvelle phase de recomposition du mouvement ouvrier sur la base de la double expérience 68-78 et de la résistance aux plans d'austérité et de restructuration capitaliste.

Cette discussion n'est pas gratuite, dans la mesure où elle se solde dans la pratique par la nécessité de mettre ou non à l'ordre du jour la centralisation des luttes, la préparation de la grève générale, des mots d'ordre politiques centraux posant la question gouvernementale, et pas seulement une plate-forme revendicative unifiante, au demeurant nécessaire.

Les développements récents de la lutte des classes nous semblent confirmer à la fois la fragilité relative du régime et l'explosion sociale. Ils confirment également la nécessité, non seulement d'avancer à chaud des mots d'ordre politiques et de centralisation des luttes, mais le bien-fondé d'avoir tenté depuis la rentrée d'armer les militants et les cadres syndicaux autour de ces questions et de la bataille pour l'unité.

La question du front unique*

Le second problème majeur tourne autour des questions du front unique ou de ce que vous appelez la « tactique d'unité et de lutte ». Ici la question initiale de votre document confirme un possible rapprochement de nos positions :

Vous analysez les liens contradictoires des réformistes à la classe ouvrière et non l'extériorité des appareils par rapport aux masses, ce qui est le fondement même de la nécessité d'une politique de front unique, même si vous employez un autre terme (ce qui n'est pas tout à fait gratuit et la discussion gagnerait à notre avis en clarté si elle se situait dans le cadre de l'héritage conceptuel légué par les premiers congrès de l'Internationale communiste qui nous sont une référence commune).

Vous rejetez le découpage entre un camp réformiste et un camp révolutionnaire avec son corrélat, le dégageant de la « gauche ouvrière ». Depuis plusieurs années, la radicalisation sociale a sa traduction au sein de la zone directe d'influence réformiste. Nous sommes en présence non de deux grands blocs adverses, mais d'une chaîne ininterrompue entre les deux, avec de multiples chaînons intermédiaires, cristallisant par

rapport aux réformistes des niveaux d'autonomie, d'initiative, des degrés de rupture pratique qui sont très différenciés et très spécifiques aux secteurs qui les ont vu naître. Vous parlez maintenant de « courants de rupture » comme des « produits différenciés d'un même phénomène global de radicalisation ». Vous en concluez que les communistes « n'ont pas en vue le dégagement d'une gauche qui entamerait progressivement l'hégémonie du réformisme en s'élargissant : ils visent les masses influencées par le réformisme et les secteurs qu'il organise directement ». Enfin, vous enregistrez que votre organisation « a pris du retard dans la mise en œuvre de cette tactique d'unité et de lutte trop souvent ramenée à la simple affirmation de la capacité d'action des courants de rupture, sous-estimant la nécessité d'une tactique articulée pour imposer l'unité d'action aux réformistes, voire même à l'occasion, l'utilité même d'une telle unité ».

Il y a les bases d'une convergence. Toutefois, trois questions subsistent à propos de cette question du front unique. Notre intention n'est pas d'enregistrer les avancées et de laisser dans l'ombre ce qui pourrait nous gêner, mais de faire la clarté. Ainsi nous tenons à soulever ces problèmes qui sont autant de discussions entre nous.

1. La pratique apparaît encore en retrait par rapport à la méthode comme l'a encore enregistré le vote de votre conférence ouvrière sur l'unité à la base et au sommet tel que l'a rapporté *l'Etincelle*. Mais le projet de thèse lui-même demeure sinueux, parlant de la nécessité d'action commune des travailleurs révolutionnaires, des travailleurs réformistes et organisés par le « réformisme ». Si nous sommes d'accord avec vous pour dire que « l'unité ouvrière ne s'identifie nullement à l'unité avec les réformistes » ou à l'unité réformiste entre eux indépendamment des objectifs de la lutte, il faut dire sans biaiser que cette unité peut être, au moment où la classe est dominée de façon écrasante par les réformistes, un élément central dans la bataille pour l'unification de la classe, à condition que nous défendions simultanément sans concession notre propre programme, et que nous disions ce que sont les buts véritables des directions majoritaires.

Mais il faut alors ne pas se contenter d'appeler ouvertement à l'unité des organismes sur des objectifs, sur des tâches parfois limitées, mais à l'ordre du jour dans la situation, ce que nulle part vous ne dites clairement.

En ce sens, votre démarche politique n'est pas poussée à son terme. Vous avez appelé à voter pour les partis ouvriers (et les radicaux de gauche...) donc pour leur donner la majorité vous vous prononcez pour la grève générale aujourd'hui, mais vous restez muets sur le débouché politique en refusant de poser la question du gouvernement c'est-à-dire concrètement, vu le rapport de forces existant dans la classe ouvrière, du gouvernement du PC et du PS.

De même, enfin, que vous n'abordez qu'à reculons l'unité d'action de la base au sommet en parlant d'unité à la base et d'unité ponctuelle dans l'action « qui n'empêche pas certains accords de sommets ». A part sur la question syndicale où il y a vraisemblablement un débat de fond, les autres formulations nous semblent plutôt que des désaccords principaux, le signe d'une réticence de votre part à tirer toutes les conséquences de vos réajustements.

2. Plus sérieux et plus lourd de conséquences possibles à nos yeux est le flou dans lequel vous laissez la caractérisation des organisations réformistes. Vous parlez d'unité et d'indépendance de la classe. Vous tendez à inclure les organisations dans cette bataille pour l'unité. Mais il devient dès lors important de savoir quelles organisations sont concernées. Lors de vos précédents congrès, vous avez défini le PC comme un parti ouvrier bourgeois. Nous pouvons penser la définition incomplète, car il faudrait poursuivre le débat que nous connaissons dans nos propres rangs sur la crise du stalinisme, de l'euro-communisme, etc. En tout cas, c'était une délimitation. Toute la rédaction de vos thèses tend maintenant à inclure le PS dans une définition analogue, même si les liens qu'il entretient avec le mouvement syndical et la classe ouvrière sont – nous en sommes d'accord – différents. Si telle est aujourd'hui votre position, il faut le dire. C'est pour nous très important. Car il devrait alors en découler un réexamen critique de votre politique vis-à-vis de l'Union de gauche, du vote pour les radicaux, de l'attitude face à la division du PC et du PS, de la position sur le désistement. De tout cela, il n'y a aucun bilan dans votre document. Or il s'agit d'un test pour l'avenir, de la possibilité d'accord sur les tâches concrètes, de la cohérence d'une orientation.

3. Enfin, il y a le problème des conséquences de la tactique de front unique dans le travail de masse. Nous constatons à ce sujet des convergences possibles que seule une discussion appro-

fondie permettrait de confirmer. Du moins permettrait-elle de départager ce qui peut relever de divergences tactiques normales au sein même d'une organisation et ce qui pourrait relever de divergences programmatiques fondamentales. Ce problème se dédouble en deux questions à nos yeux :

— Celle de l'intervention syndicale d'abord. Vous dites : « Il nous faut rompre avec une vision étroitement tacticienne de notre activité de masse, en particulier dans les courants de rupture ». C'est nous semble-t-il la conclusion logique et nécessaire de votre changement de position sur la gauche ouvrière et la radicalisation. Vous vous fixez en conséquence pour tâche la construction de courants de « lutte de classe », qui doivent être intérieurs au mouvement de masse et trouver leur raison d'être dans la capacité de proposer une ligne de développement pour tout le mouvement ou non (sauf exception) de rupture avec celui-ci ». Nous voyons là le fondement méthodologique d'un travail de tendance dans les organisations syndicales. A partir de là, reste à discuter nos conceptions réciproques de la démocratie syndicale (fédéralisme) et en conséquence, de la nature de ces tendances « lutte de classe », ainsi que les bases qui sont dans votre texte trop générales pour que nous puissions avoir une idée précise de l'ampleur de nos accords possibles.

— Celle de l'intervention dans les mouvements de masse de catégories sociales, spécifiques ou interclassistes. C'est une question à laquelle nous nous sommes tous heurtés de longue date, à commencer par l'expérience du mouvement étudiant et celui des femmes.

Vous écrivez à ce propos : « ... Nous avons eu tendance à opposer dans la pratique dans cette dernière période une intervention dans les franges les plus radicales (ou parfois les plus actives simplement) des mouvements interclassistes, et la nécessité d'y bâtir une hégémonie prolétarienne. Cette opposition (particulièrement nette en ce qui concerne le mouvement des femmes et les mouvements écologiques, antinucléaires) ne peut renaître en permanence dans une extrême-gauche encore très peu implantée dans la classe ouvrière. Vous dites enfin n'avoir évité aucun des écueils de substitutisme avant-gardiste et de suivisme par rapport aux aspirations de ces mouvements. Ces oscillations renvoient encore à notre sens à la question de la cadre tactique global de la bataille pour l'unification de la classe. Il est possible, sur la base de votre appréciation actuelle d'engager un débat fructueux à partir de la confrontation des

expériences concrètes, notamment dans la jeunesse et le mouvement des femmes.

Enfin il y a un troisième problème entre nous qui n'est pas abordé dans vos projets de thèses, celui des positions internationalistes. Nous avons dans la dernière période, adopté des positions voisines sur la Chine et l'Indochine. Nous avons suivi attentivement vos textes et votre conférence sur la Chine. Nous avons dit publiquement quels désaccords nous avons à ce sujet.

Il faut poursuivre la discussion à ce sujet, notamment sur le bilan de la Révolution culturelle et sur le compromis de 1967. Mais aujourd'hui, vous ne soutenez pas la direction chinoise et votre position sur son intervention au Vietnam en est une preuve pratique. Nous conservons des divergences, pour nous importantes, sur la caractérisation de l'URSS, des pays de l'Est, de la Chine, nous parlons, vous le savez, d'Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés. Il ne s'agit nullement de valoriser des gouvernements et directions de ces pays qui jouent un rôle contre-révolutionnaire, mais de rendre compte de rapports sociaux non capitalistes et surtout de tâches qui en découlent.

Quels accords ?

Nous ne pensons pas que l'accord sur des définitions soit la condition de possibilité d'une organisation commune. En revanche, l'accord sur les tâches fondamentales, oui :

1. Non seulement des tâches de soutien démocratique aux dissidents mais les tâches de ce que nous appelons la révolution politique : rétablissement ou établissement d'organes souverains de démocratie prolétarienne, indépendance des syndicats, pluri-partisme, abolition de la police politique... Ce sont dans les grandes lignes les revendications qui ont émergé lors des grandes explosions antibureaucratique en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, conjointement à des revendications démocratie ouvrière et de la dictature du prolétariat, votre défense du pluri-partisme dans le cadre de la démocratie socialiste, peuvent créer les conditions d'un accord sur ces tâches et sur la nécessité d'œuvrer dans ces pays à un regroupement des militants révolutionnaires luttant dans cette perspective.

2. Plus problématique nous semble la possibilité d'accord sur la nécessité de défendre l'URSS (et non la bureaucratie au pouvoir) ou la Chine en cas de conflit éventuel entre ces pays et l'impérialisme américain.

Trois sortes de divergences

Pour nous résumer, nous avons relevé trois groupes de questions dans lesquelles se condensent les divergences qui séparent encore nos organisations :

1. L'analyse de la conjoncture et des tâches qui y sont liées, mais par définition, ce type de divergences peut évoluer et être surmonté rapidement.

2. La question du front unique qui se concrétise à l'étape actuelle par le débat autour du problème de la caractérisation du PS et du contenu concret de l'unité ouvrière, de l'unité syndicale, du débat à poursuivre sur la conception du travail de tendance dans les syndicats et mouvements de masse. A propos de ces points, les divergences peuvent être pour partie tactiques, pour partie stratégiques, et seule la discussion peut le faire apparaître.

3. La question de la révolution politique.

La construction du parti et la IV^e Internationale

Au-delà, nous rencontrons inévitablement la question qui condense les autres, celle de la construction du Parti, conformément aux réajustements d'orientation présents dans votre document, vous amorcez également une rectification à ce sujet : « Si les courants de rupture demeurent un ensemble de forces objectivement disponibles à une alternative révolutionnaire, et donc occupent une place centrale dans notre tactique politique générale, seule une fraction minoritaire peut dans la phase actuelle être gagnée à la concrétisation subjective de cette potentialité, à la construction d'un parti révolutionnaire. »

Voilà le point qu'il faudrait approfondir. Pour nous, il y a en effet deux choses bien distinctes :

1. L'unité d'action (ou le front unique) sur les tâches de l'heure qui concerne toutes les organisations ouvrières, même

si elle se concrétise plus fréquemment entre les organisations révolutionnaires ou centristes, qu'avec les réformistes : les bases de l'unité ne sont pas définies en fonction des participants, mais en fonction des besoins de la lutte et de son efficacité pour les masses.

Votre analyse actuelle de la radicalisation et des différenciations dans la conscience de classe peut vous en convaincre.

2. Autre chose est l'organisation de l'avant-garde et la construction du parti, sans stabilisation de forces intermédiaires, comités unitaires ou cartels permanents de l'extrême gauche. A partir d'un certain seuil d'accords fondamentaux, ce qui est en jeu c'est la possibilité ou non d'une organisation commune sur une base programmatique solide.

Une double préoccupation doit nous guider en la matière : la rigueur contre les fusions bâclées qui ne durent pas, et la responsabilité pour ne pas mêler à l'infini divergences principielles et divergences tactiques qui multiplient et perpétuent les divisions.

Aucune de nos deux organisations, quelles que soient les divergences et leur appréciation, ne sont des organisations réformistes avec une bureaucratie cristallisée, soit autour d'un appareil d'Etat (URSS, Chine, Cuba) soit autour de positions dans le mouvement ouvrier et dans l'appareil d'Etat national. Certains de vous nous ont quittés il y a huit ans, d'autres sont venus d'ailleurs. Les divergences entre nos organisations ont été à certains moments considérables : travail syndical, caractérisation des partis ouvriers réformistes, tactique de front unique, Chine, entre autres. Ce qui nous importe c'est le sens de l'évolution.

Aujourd'hui, les trajectoires nous rapprochent. Les divergences importantes, que nous ne voulons pas minimiser, sont plus réduites et peuvent être surmontables. C'est ce que la discussion doit permettre de vérifier. D'autant plus que nos conceptions du centralisme démocratique au sein même de l'organisation se sont également rapprochées. Vous ne codifiez pas le droit de tendance et de fraction, mais vous tolérez les « courants » et, de fait, les tendances. C'est pourquoi, nous avons tenu à vous présenter un état des problèmes qui font obstacle (encore ?) à une organisation commune.

Il y a un dernier obstacle qui ne saurait être éludé si nous voulons discuter dans la franchise et la clarté : celui de la IV^e Internationale.

A nos yeux, toute l'évolution de ces dernières années dans les grandes questions internationales (Chine, Vietnam, Amérique latine, etc.) nous ont confirmé la nécessité du choix fait en 1969 par le Congrès de fondation de la Ligue. De même que nous l'a confirmé l'évolution des organisations d'avant-garde en Europe. Les forces, les capacités, les activités de l'Internationale ont considérablement évolué au cours de ces dix années. Elle a maintenant une section plus ou moins forte dans la totalité des pays européens, (ce qui était loin d'être le cas à l'époque). Mais nous pouvons nous risquer aujourd'hui à un pronostic : l'évolution des révolutions chinoise et indochinoise comme la trajectoire de la direction cubaine, l'actualité des questions stratégiques en Europe, font de la défense de l'internationalisme une tâche centrale qui ne saurait être séparée de la construction d'une Internationale révolutionnaire et, pour nous, de la IVe.

Il est donc hors de question pour nous de transiger sur cette question. D'où une contradiction : pouvons-nous envisager des fusions ou regroupements nationaux qui ne soient en même temps internationaux ? La question n'est pas formelle mais pratique et se traite cas par cas. Dans la discussion présente, nous ne faisons pas une précondition du ralliement à l'Internationale, nous posons deux conditions à une organisation commune :

- l'accord politique sur les fondements programmatiques ;
- l'acceptation que l'organisation unifiée soit section de l'Internationale et se conforme à ses statuts, quitte à garder des réserves quant à cette affiliation (comme c'était d'ailleurs le cas pour la minorité de la LC de 1969 à 1971).

Nous avons la conviction que c'est l'accord sur la ligne qui est déterminant. Un tel accord impliquerait naturellement un accord sur l'organisation qui en est porteuse. Si nous arrivons à un accord réel sur les questions clefs d'orientation et du programme (dont le parti et l'Internationale sont une composante même), nous avons la conviction que les camarades qui doute de l'utilité de l'Internationale s'en convaincront à l'expérience et à l'épreuve de la pratique, tant la phase de recomposition du mouvement ouvrier, dans laquelle nous entrons, rend brûlante son actualité.

BP de la LCR

* Les intertitres sont de la rédaction.

Réponse de l'OCT à la LCR

Le bureau politique de la LCR a envoyé à l'OCT, à l'occasion de notre III^e Congrès, deux textes sur les principales questions de fond qui, à ses yeux, rapprochent ou divisent nos organisations.

La confrontation entre deux des principaux courants de l'extrême gauche française ne peut qu'être utile, et nous souhaitons qu'elle se développe. C'est pourquoi, au-delà de cette réponse, forcément très courte faute de temps, nous développerons nos positions dans un prochain numéro de Critique communiste.

Encore faut-il qu'il s'agisse bien d'une confrontation entre la LCR et l'OCT. Or le BP de la LCR ne s'est adressé jusqu'ici, à l'évidence, qu'à une partie des courants de l'OCT, ceux qui ont été minoritaires en définitive. Dans ces conditions, les propositions de fusion qui nous sont faites relèvent plus d'une vulgaire tentative de débauchage que d'une volonté réelle de recomposition de l'extrême gauche. Au moment où chacun critique le tacticisme, où des milliers de révolutionnaires mettent en cause certains aspects du fonctionnement des organisations d'extrême gauche, ces procédés nous semblent superflus.

Une situation politique toute rose ?

La LCR affirme que, malgré l'échec de mars 78, les combats décisifs sont toujours devant nous. Nous le pensons aussi.

Mais ce ne serait pas préparer sérieusement ces combats que de ne pas tenir compte des éléments négatifs apparus depuis plusieurs années et accentués depuis un an. Pour n'en citer que quelques-uns : l'isolement de certaines catégories (immigrés, chômeurs), la progression des réflexes corporatistes, l'évolution de toutes les directions syndicales vers une adaptation à la crise, le recul d'une partie des courants de gauche du mouvement ouvrier...

Mars 78 a accentué ces tendances, en permettant à la bourgeoisie de prendre nettement l'initiative. Mais, et c'est là une contradiction au plein sens du terme, le pouvoir n'est parvenu ni à briser la combativité ouvrière, ni à juguler la radicalisation de la société française en rétablissant un véritable consensus social.

Nous devons donc travailler à reconstruire, à partir du bas, l'unité et la capacité de lutte des travailleurs, pour préparer autrement qu'en paroles un affrontement d'ensemble. Mais la LCR nous paraît suivre une démarche inverse : rien n'aurait changé, malgré quelques précautions de langage, et il suffirait de faire sauter le verrou instauré par les directions réformistes pour que les masses se lancent à l'assaut du régime !

La rapidité avec laquelle la LCR est revenue, après un congrès où cette position avait été critiquée, à la logique de l'appel aux partis de gauche pour qu'ils prennent leurs responsabilités et se portent candidats au pouvoir, montre à quel point une analyse erronée de la situation sert de justification à une démarche de plus en plus propagandiste.

A propos du front unique

Le texte adressé à notre congrès précise que, pour la LCR, « le but stratégique est bien l'unification et l'indépendance de la classe et la tactique de front unique n'est qu'un moyen ». Pourtant, le même texte fait de la référence au front unique, désormais pierre de touche des positions de la LCR, un moyen de se situer dans « la continuité des premiers congrès de l'Internationale communiste ». C'est même le principal critère dont use la LCR pour distinguer les véritables révolutionnaires et démasquer les « centristes ».

Le minimum consisterait pourtant, si l'on en croit la première affirmation, à rechercher ce que la politique fixée en 1921 par la III^e Internationale comportait de réponse concrète (et

jamais pratiquée) à une conjoncture précise, et de problématique plus générale. A moins de se contenter de répéter les mots en se moquant du contenu et, par exemple, d'invoquer l'unité entre communistes et social-démocrates prônée par l'IC pour justifier le front unique par procuration, les appels de la LCR à l'unité des réformistes entre eux.

A nos yeux, non seulement l'unité des directions réformistes n'est pas un gage suffisant d'une véritable unité ouvrière, mais, tant que les révolutionnaires sont très minoritaires, ce type d'unité est loin de susciter par lui-même un progrès de l'indépendance de classe du prolétariat. Ainsi, aujourd'hui, les travailleurs sont divisés, notamment par la division du PC et du PS, mais d'abord par la politique de conciliation, d'attentisme, de collaboration de classe que ceux-ci pratiquent séparément après l'avoir pratiquée ensemble au temps du Programme commun.

C'est pourquoi, comme nous l'avons voté à notre congrès : « Nous recherchons la convergence avec les réformistes, à condition qu'elle soit favorable à l'action de masse (...) Nous menons bataille pour leur imposer les exigences de la mobilisation, ce qui peut inclure une bataille à l'unité entre les organisations de masse concernées... » Mais nous œuvrons en même temps à la construction d'une alternative indépendante, en agissant avec les courants de rupture, en nous efforçant « de reconstituer, même à une échelle limitée, les capacités sociales à agir frontalement contre le pouvoir et sa politique ».

Nous sommes loin d'une position qui consiste à proclamer ce que les réformistes devraient faire, et à répéter qu'ils devraient le faire ensemble.

Et l'Internationale ?

Nous sommes, quant à nous, partisans de la construction d'une internationale révolutionnaire implantée de façon significative. Mais identifier cela à une quelconque croissance de la IV^e Internationale, conçue comme noyau initial, relève, à nos yeux, d'une forme bizarre de mysticisme.

Nous œuvrons actuellement, dans le cadre de la campagne contre l'Europe du capital, pour l'unité des travailleurs, à la coordination et à la confrontation de la plupart des principales forces révolutionnaires européennes. La IV^e Internationale, de son côté, s'est montrée fort discrète dans la dénonciation

effective des institutions européennes, clé de toute campagne véritablement internationaliste. Et si les « acquis programmatiques de la IV^e » sont si décisifs, à quoi donc pensait la LCR en signant, en France, l'accord qu'elle a passé avec *Lutte ouvrière* ?

Pour le bureau politique de l'OCT
Dominique Gréoux

Et l'internationalisme ?

Nous sommes, quant à nous, partisans de la construction d'une internationale révolutionnaire implantée de façon stable. Mais identifier cela à une quelconque existence de la IV^e internationale, conçue comme noyau initial, relève à nos yeux d'une forme de mysticisme.

Nous aurons soigneusement, dans le cadre de la campagne contre l'Europe du capital, pour l'unité des travailleurs à la coordination et à la constitution de la plupart des principales forces révolutionnaires européennes. La IV^e internationale, de son côté, s'est montrée fort désintéressée dans la discussion

DEBAT

L'emprise du réformisme. . .

Comment s'explique l'emprise des directions réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ? A quelles conditions peut-elle être refoulée, battue en brèche ?

Dans le numéro 26 de Critique communiste (janvier-février 1979), Henri Weber ouvrait ce débat lourd d'implications.

Nous publions dans ce numéro les contributions de Antoine Artous et François Ollivier, d'une part, de Michel Lequenne de l'autre, et une réponse de Henri Weber. La discussion se poursuivra dans les numéros suivants.

Antoine ARTOUS
et François OLLIVIER

A trop vouloir prouver...

*A propos de l'article de Henri Weber :
« De l'influence des directions traîtres »*

Dans un article du dernier *Critique communiste*, Henri Weber part en guerre contre une vision trop simplifiée des rapports entre masses et appareils. Les besoins de la polémique font d'ailleurs qu'il prend pour modèle un interlocuteur quelque peu imaginaire et bien caricatural... pour montrer que la réalité est plus complexe : procédé littéraire bien connu.

Mais la question n'est pas là. Elle est que, pour réfuter cette vision « simplificatrice », le camarade développe, à côté d'arguments assez traditionnels, un système d'explications qui, au sens strict, nous semble glissant ; ce qui donne à l'article des aspects contradictoires. Nous avons choisi dans ce qui suit, non pas de rappeler chaque fois notre accord sur tel ou tel point, mais de souligner ce qui, par contre, nous semblait fort discutable. En ne prétendant pas traiter les rapports entre masses et appareils au travers d'une analyse concrète de la conjoncture actuelle, mais au niveau de la méthode générale d'approche de la question. C'est d'ailleurs de la même façon que procède Weber.

I. Une nouvelle période historique ?

Posant une première question, « Comment s'explique l'emprise des réformistes sur le mouvement ouvrier européen ? », Weber explique : « *A vrai dire, pour aborder ces questions, nous ne sommes pas tout à fait démunis : le problème a mobilisé les principaux théoriciens marxistes révolutionnaires du XX^e siècle. Par-delà leurs nuances et leurs divergences, tous admettent que l'emprise réformiste « n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique », celle du long développement pacifique du capitalisme entre 1880 et 1914* ».

Effectivement, il est de tradition pour les marxistes révolutionnaires de distinguer deux périodes historiques (pour ne pas remonter plus loin) dans le développement du capitalisme : celle qui se clôt en 1914 et celle qui s'ouvre en 1917-1918.

La période d'avant 1914, c'est celle d'une croissance « harmonieuse » du capitalisme et d'un développement organique du mouvement ouvrier : le réformisme trouve ses racines dans les conquêtes sociales et politiques permises par cette phase d'expansion historique du capitalisme. Comme le dit Weber : « *La condition ouvrière s'améliore en même temps que s'accroît le poids de la classe ouvrière dans la société et dans l'Etat. Prolongée sur plusieurs décennies (avec des hauts et des bas), cette pratique accrédite l'idée d'une transformation graduelle du système (...)* »

Le problème commence lorsque Weber, pour expliquer l'influence persistante du réformisme en 1979, fait une analogie explicite avec la période d'avant 1914 : « *L'expansion a été de tous points de vue nettement plus vigoureuse que celle des années 1880-1914 (...). Cette expansion s'est effectuée au prix de gaspillage, de distorsions, de contradictions qui rendent compte de la montée de la combativité populaire au milieu des années soixante culminant en Mai 68 et se maintenant depuis. Il n'en demeure pas moins que dans les centres impérialistes s'est reconstituée cette conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat bourgeois, propice à l'épanouissement du réformisme ouvrier.* »

Il ne s'agit donc pas là simplement, pour Weber, de souligner, comme cela a déjà été souvent fait, à juste titre d'ailleurs, que l'expansion conjoncturelle du Capital dans l'après-guerre a

été un des facteurs importants dans la stabilisation temporaire de la domination bourgeoise dans les centres impérialistes.

Il s'agit, comme il l'indique lui-même, de raisonner en terme de nouvelle période historique, semblable à celle de 1880-1914 ; le camarade reprend même l'expression de Lénine : le poids actuel du réformisme est « le produit social de toute une époque historique ». Et dans ce cadre, la montée de la combativité populaire de ces dernières années est expliquée, non par une crise générale du système, mais par les « gaspillages distorsions, contradictions » accompagnant cette expansion.

Pourtant, une page plus loin, H. Weber se contredit en faisant référence aux analyses de Mandel dans les années 1964. Car la force de ces analyses n'a pas été de montrer simplement que le capitalisme n'avait pas résolu toutes ses contradictions, mais que sa crise historique, ouverte par la Première Guerre mondiale, n'était pas résolue. Même si les *formes* d'expression de cette crise n'étaient pas tout à fait les mêmes que, par exemple, celles des années trente. « *L'ère du troisième âge du capitalisme n'est pas une époque nouvelle du développement du capitalisme, mais la poursuite du développement de l'époque impérialiste, du capitalisme des monopoles. Ceci implique que les caractéristiques de l'époque impérialiste d'écrites par Lénine conservent toute leur validité pour le troisième âge du capitalisme.* »¹

Le débat n'est pas académique car Lénine caractérisait cette phase historique, celle de l'impérialisme, comme celle « du capitalisme agonisant » et de l'actualité des révolutions prolétariennes. La date de la Première Guerre mondiale signifiait donc, pour lui, une rupture historique par rapport à la période précédant 1914. Toute une série de conséquences politiques découle de cette caractérisation : notamment l'appréciation du réformisme, de ses marges de manœuvre, de son rôle politique. Nous y reviendrons.

Pour l'instant, signalons que cette appréciation de la phase historique ouverte par la Première Guerre mondiale ne veut pas dire que le capitalisme est en permanence au bord de l'abîme : il peut, sur la base des défaites de la classe ouvrière, trouver non seulement un sursis, mais une expansion conjoncturelle. Sauf que cette expansion n'est pas le produit d'un quelconque ressort interne au capitalisme – comme avant 1914 – mais des échecs de la classe ouvrière, de la politique de ses directions.

« *La phase d'équilibre instable, ouverte par la combinaison de la victoire de la révolution d'Octobre et la défaite de la*

révolution allemande, s'acheva en 1929. Par la faute de l'incapacité de sa direction, le prolétariat européen ne fut pas en mesure de résoudre à son avantage la crise sociale aiguë. Le fascisme et la Seconde Guerre mondiale créèrent les conditions d'une solution temporaire de la crise au profit du Capital. La page aurait pu être tournée encore une fois, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en France, en Italie et en Grande-Bretagne. A nouveau, les partis ouvriers traditionnels non seulement se montrèrent incapables de remplir leur devoir historique mais, bien plus, se comportèrent même comme les meilleurs auxiliaires du grand capital européen dans la stabilisation temporaire de l'économie et de l'Etat du capitalisme déclinant.

« Voilà la base historique de la troisième révolution technologique, de la troisième « onde longue à tendance expansive », du troisième âge du capitalisme. Il n'est pas un « pur » produit du développement économique, une preuve quelconque d'une vitalité nouvelle ou de la justification du mode de production capitaliste. Il constitue seulement la preuve que, dans les pays impérialistes, sur la base de la technique et des forces productives existantes, il n'y a pas de « situation absolument sans issue » pour le Capital et que l'absence à long terme d'une révolution socialiste peut y créer, en dernier ressort, un nouveau sursis pour le mode de production capitaliste. »²

Polémiquant contre une vision simpliste des « directions traitres », Weber dit qu'« elle est intellectuellement confortable : tous les échecs du mouvement ouvrier, les petits comme les grands, sont ramenés à une cause simple : la trahison des appareils. Point n'est besoin d'analyses fouillées, de connaissances approfondies de l'évolution historique ». Peut-être, mais il n'empêche qu'en dernière analyse, comme vient de le montrer Mandel, la survie du capitalisme depuis la Première Guerre mondiale est à chercher, non du côté des conditions objectives, mais des conditions subjectives : c'est-à-dire de la préparation politique du prolétariat aux crises qui éclatent depuis 1917. Les trahisons des appareils sont donc l'explication fondamentale de la situation. C'est là le sens de la formule ramassée de Trotsky : « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

II. Les racines du réformisme

Weber explique que ce n'est pas du jour au lendemain que les masses abandonnent leurs vieilles organisations pour nous

rejoindre. Là n'est bien sûr pas le problème ; il se situe dans les explications avancées de ce phénomène : deux types d'analyses se chevauchent systématiquement dans son article.

L'une est classique dans la tradition marxiste révolutionnaire, et nous n'allons pas ici reprendre toute une série d'arguments avec lesquels nous sommes d'accord : poids des traditions légalistes produites par l'insertion quotidienne des organisations traditionnelles dans la société bourgeoise ; renforcement d'illusions démocratiques par la phase d'expansion conjoncturelle dans l'après-Deuxième Guerre mondiale (il faut noter, de plus, que le stalinisme a aussi été un facteur de renforcement de ces illusions tout aussi important que cette expansion).

Mais, l'autre niveau d'analyse fait systématiquement référence à la comparaison avec la période d'avant 1914. Non pas simplement pour faire quelques analogies, mais pour fonder un système d'explication : comme dans la période d'avant 1914 « *dans les centres impérialistes s'est reconstituée cette conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat bourgeois propice à l'épanouissement du réformisme ouvrier* ». Comme s'il y avait une nouvelle base matérielle substantielle qui s'était développée dans « cette nouvelle phase historique » d'après la Deuxième Guerre mondiale, et qui soit le terrain d'un renouveau historique du réformisme. Ainsi s'expliquerait-il que, dans la situation actuelle et dans un proche avenir, les contradictions entre base et appareils ne prennent pas un tour suraigu.

Nous ne croyons pas – comme nous l'avons vu – que l'on puisse confondre l'expansion conjoncturelle de l'après-guerre avec une nouvelle phase historique dans le développement du capitalisme permettant, comme avant 1914, l'enracinement solide d'une politique réformiste. C'est d'ailleurs ce qui est en train d'être démontré par l'évolution de la situation, depuis plusieurs années.

Cette expansion conjoncturelle est bien sûr un facteur expliquant la stabilité politique du système ; il y a longtemps que ces choses ont été dites et redites. Mais l'on ne peut, en toute rigueur, décrire l'évolution du mouvement ouvrier en termes de parallélisme : période d'expansion économique et lent développement organique du mouvement ouvrier nourri par les miettes accordées par la bourgeoisie.

En analysant concrètement chaque pays, il apparaîtrait des nuances³. Mais en tout cas, pour les pays dont parle Weber (Italie, France, Espagne), la chose est claire. A partir des années

cinquante environ, l'on assiste, sur la base des défaites qui ont suivi la Libération, à un recul du mouvement ouvrier organisé. Le renforcement numérique des organisations traditionnelles se fait en fonction de la remontée des luttes de classe. Au moment où, justement, les contradictions du système qui éclatent limitent les concessions que peut faire la bourgeoisie.

Ce renforcement se situe donc dans une conjoncture de forte montée des luttes de classes, alors que les contradictions du système réduisent de plus en plus la possibilité de mise en œuvre d'une politique réformiste. Pour expliquer ce phénomène, il ne faut pas aller chercher des explications du côté de la reconstitution historique d'une conjonction « entre expansion économique et puissance de l'Etat, favorable à l'épanouissement du réformisme ouvrier », mais principalement dans les processus de développement de la conscience de classe.

Lors d'une période de montée, le prolétariat n'accède pas de façon linéaire et quasi spontanée à la conscience révolutionnaire : la conscience de classe se développe de façon inégale⁴. Dans l'action, les masses peuvent — de façon plus ou moins forte, selon les circonstances — dépasser le cadre dans lequel les directions veulent les enfermer, sans pour autant remettre en cause leur politique d'ensemble : au contraire l'on assiste au renforcement des organisations traditionnelles vers lesquelles se tourne la masse des travailleurs qui n'ont pas d'autres instruments pour lutter.

Il est important de faire ces rappels, car ils permettent de comprendre *l'aspect contradictoire* du mouvement qui renforce les organisations traditionnelles, de comprendre *la contradiction tendancielle* qui se met ainsi en place entre ce mouvement de la classe ouvrière et la politique des directions. Justement, parce que nous ne sommes pas avant 1914 et qu'il n'y a pas de place objective pour le développement linéaire, progressif, du réformisme, pour l'enracinement d'une politique réformiste.

La méthode traditionnelle (et toujours opératoire) des marxistes révolutionnaires pour comprendre le maintien ou le développement des organisations traditionnelles dans la période du « capitalisme agonisant » est donc *l'inverse* de celle que propose Weber. L'inverse, car il ne s'agit pas de chercher ce qui est introuvable (une nouvelle phase historique d'expansion du réformisme), mais de faire apparaître l'aspect contradictoire du renforcement conjoncturel des organisations traditionnelles, l'inadéquation de leur politique, des marges de manœuvre qu'elles ont par rapport aux mouvements de la lutte des classes.

Cela ne veut pas dire que cette contradiction soit à tout moment explosive. Signalons tout de même, sans vouloir discuter de cette question en détail, comment cette erreur de méthode dans l'analyse, ce « mode d'interprétation de la réalité politique », pour reprendre son langage, amène Weber à se planter magistralement sur la conjoncture.

Lorsqu'il écrit, par exemple : « *Mais le caractère rampant, graduel de la crise maintient la contradiction entre masses et réformistes dans les limites qui laissent aux appareils de confortables marges de manœuvre.* » Ou bien, « *Ceci explique en partie la faible résistance à laquelle s'est heurtée jusqu'à ce jour la politique du PCI et de la CGIL en Italie, du Pacte de la Moncloa en Espagne, les divers plans Barre en France, la relative facilité avec laquelle s'opère le recentrage de la CFDT, la poussée rocardienne, etc.* »

Entre le fait que la contradiction entre base et appareils n'est pas explosive et l'affirmation que ces derniers ont de confortables marges de manœuvre, il y a une différence. Celle qui explique, par exemple, que certes Carillo n'a pas perdu son poste lorsqu'il a signé le Pacte de Moncloa, mais qu'il n'a pu le signer une deuxième fois, parce que ses marges de manœuvre sont étroites. De même, Weber a dû remarquer que le PCI, dans sa mise en œuvre du compromis historique n'a pas des marges de manœuvre grandioses ; quant à la résistance à laquelle se heurtent les divers plans Barre... Nous ne voulons pas insister trop lourdement sur la situation actuelle en France. Et si Maire peut développer aussi cyniquement son « réalisme », ce n'est pas parce que Giscard dispose de marges de manœuvre économiques pour lui accorder des miettes. C'est pour des raisons politiques : l'absence de débouché politique après l'échec de l'UG qui pèse dans certains secteurs syndicaux, le repoussoir qu'est la politique du PC, etc.

III. Les contradictions entre masses et appareils

Conséquent avec ses méthodes d'analyse, Weber affirme donc que ce sont les limites de la crise économique actuelle qui expliquent que les contradictions entre base et appareils soient elles-mêmes limitées. C'est, dit-il, lorsque nous aurons une crise de l'ampleur de celles des années vingt ou trente que ces contradictions deviendront alors explosives.

Bien sûr, les mouvements de la lutte des classes ne sont pas

indépendants des contradictions objectives du système. Mais, outre que Weber semble sous-estimer la crise présente, il est faux d'établir un lien aussi mécanique entre degré de la crise économique et degré de conscience révolutionnaire. Une forte crise économique peut entraîner le désarroi, la chute de combativité, s'il n'existe pas *des conditions subjectives* (état du mouvement ouvrier, etc.) qui permettent d'organiser la riposte. L'on doit se garder de toute corrélation mécanique entre réalité économique et conscience politique : suivant les conditions politiques, le développement du chômage peut désorganiser la classe ouvrière où, au contraire, être un facteur de lutte et de radicalisation.

Et si l'on veut faire des références historiques, qu'elles soient précises. Ainsi, dans les années vingt, l'ampleur de la montée du mouvement des masses était, certes, liée à la situation objective du capitalisme au sortir de la Première Guerre mondiale, mais le degré d'explosivité atteint par les luttes de classe, l'expression politique de cette montée s'explique aussi par l'existence de parti communiste révolutionnaire de masse, par le facteur subjectif.

Pour la période actuelle, point n'est besoin d'attendre une hypothétique crise d'effondrement du capitalisme pour prévoir des montées révolutionnaires : elles ont déjà eu lieu dans plusieurs pays depuis 1968.

Les possibilités d'explosions révolutionnaires ne sont pas à lier automatiquement au développement de la misère. C'est la contradiction entre les besoins produits par les développements des forces productives et les limites qu'imposent à la satisfaction de ces besoins les rapports de production capitalistes qui explique la montée des luttes de classe. C'est comme le note d'ailleurs Weber, la remise en cause par la bourgeoisie d'acquis concédés aux travailleurs dans la conjoncture d'expansion de l'après-guerre qui peut nourrir (et nourrit déjà) des explosions sociales d'ampleur, « susceptibles de briser les équilibres politiques actuels et d'ouvrir la voie à une contre-offensive des masses débouchant sur la question du pouvoir ».

Une fois ce constat établi, l'on ne peut principalement rendre compte, au risque de tomber dans une *analyse objectiviste*, des marges de manœuvre dont disposent les réformistes, par les limites de la crise économique.

Reprenons l'exemple de l'Italie. Les marges de manœuvre (au demeurant réduites) du PC tiennent-elles aux limites de la

crise économique et sociale ? visiblement non. Du point de vue de la crise économique, sociale, politique, etc. en Italie l'on pourrait même dire que les conditions objectives, à force de mûrir, ont commencé à pourrir.

Par contre, si l'on veut aller chercher des explications concrètes, c'est du côté de l'analyse *des conditions subjectives* qu'il faut se tourner. Depuis de multiples années (et dernièrement encore pour ceux qui commençaient à dire que la conjoncture avait commencé à tourner), ce n'est pas la contestation semi-consciente de la politique du PC, de la part de larges secteurs de masse, qui a été absente. Que l'on se contente de relever, simplement depuis un an, l'ensemble des congrès syndicaux, des assemblées d'usine, etc., où les propositions de la direction du PCI et de la CGIL ne se sont pas fait seulement siffler, mais se sont heurtées à une opposition très forte, parfois majoritaire. Le problème c'est que les différents groupes centristes, pourtant implantés, n'ont pas été politiquement capables d'organiser de façon conséquente cette contestation.

C'est donc concrètement la non-existence d'une direction révolutionnaire (même minoritaire) qui permet de comprendre, en Italie, le fait que les contradictions entre des secteurs très importants de la base et la direction du PCI ne s'expriment pas de façon beaucoup plus explosive.

Mais, va répondre Weber, l'inexistence d'une direction révolutionnaire en Italie s'explique justement pas les conditions objectives, découle justement du fait que la crise n'est pas assez forte. Sans revenir sur le fait qu'il n'y a pas corrélation mécanique entre crise et conscience révolutionnaire, l'on s'aperçoit que ce type de raisonnement ne peut conduire qu'à une analyse objectiviste : car c'est dans l'histoire politique du mouvement ouvrier italien, du développement de l'extrême gauche, dans l'analyse actuelle de la politique des courants centristes qu'il faut aller chercher les raisons de la non-existence d'une direction révolutionnaire implantée.

IV. Sur la maturité du mouvement de masse

Cette méthode d'approche de la réalité socio-politique est décisive lorsque l'on veut définir une politique révolutionnaire. Emporté par sa polémique contre ceux qui ramènent tous les échecs du mouvement ouvrier à la trahison, Weber ne l'admet

pourtant que du bout des lèvres : « *d'autant que ces explications sont le plus souvent irréfutables, parce qu'indémontrables : on peut toujours affirmer qu'avec une autre politique du mouvement ouvrier, tel ou tel résultat aurait été atteint. Comme de toute façon, cette autre politique n'a pas été appliquée, ce que l'on peut dire de sa praticabilité comme de ses effets réels éventuels, reste éminemment hypothétique : c'est indémontrable donc irréfutable (la contre-partie, c'est que ça n'est pas, non plus, très convaincant parce que la thèse inverse est indémontrable aussi). Je ne dis pas qu'on ne doit pas recourir à ce type de raisonnement. Au contraire, on ne peut s'en passer sous peine de sombrer dans le fatalisme et l'objectivisme (...)* »

Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'un type de raisonnement parmi d'autres (histoire de jouer avec les hypothèses de façon quelque peu académique), mais de la base même de notre méthode d'analyse. Les marxistes révolutionnaires ne se contentent pas de photographier une situation ou, simplement, de faire apparaître les tendances générales d'évolution. Ils intègrent ce qu'il était possible de faire, ils analysent en détail les diverses expressions de la lutte de classe, de la radicalisation, pour en déduire la politique révolutionnaire qu'il était – ou qu'il est – possible de mettre en œuvre.

Cette méthode n'est d'ailleurs que le produit d'une période historique – le « capitalisme agonisant » – où l'ensemble des conditions objectives sont mûres pour la révolution prolétarienne, et où ce qui fait défaut, c'est le facteur subjectif.

Non pas, bien sûr, qu'à tout moment existent des potentialités révolutionnaires dans le prolétariat ; non pas, bien sûr, qu'à tout moment la prise du pouvoir soit possible. Dans la période historique de « l'actualité de la révolution » existent des cycles de la lutte des classes. Une telle méthode n'évite donc pas une analyse concrète de la situation et des tendances qui s'expriment dans les luttes de classe quotidiennes.

Polémiquant en 1953 contre J.-P. Sartre qui attribuait aux trotskystes une vision quasi mystique de la spontanéité de la classe ouvrière, Mandel écrivait : « *En réalité, ce n'est pas de votre mystérieuse « impétuosité inobservable », invisible pour le commun des mortels, qu'il s'agit. Ce genre de spontanéité », vous l'avez simplement inventée et mise dans la bouche d'un trotskyste imaginaire, pour marquer des points faciles dans votre polémique. Il s'agit de la volonté de combat des masses*

qui n'est nullement invisible ou imaginée, mais qui est perceptible dans ses multiples manifestations. Quand les ouvriers affluent vers les syndicats ; quand les voix ouvrières augmentent aux élections ; quand les référendums donnent des majorités énormes en faveur de la grève ; quand les masses participent aux grèves lancées, même pour des motifs obscurs, en majorité compacte, sinon à l'unanimité ; quand la moindre provocation d'un contremaître à l'usine ou d'un porion dans la mine provoque un arrêt de travail ; quand la moindre provocation de la bourgeoisie contre une organisation ouvrière provoque une large démonstration dans la rue, quand les orateurs ouvriers aux assemblées générales exigent qu'on déclenche des actions d'ensemble ; quand les délégations ouvrières se succèdent aux centrales syndicales et à la direction du parti pour exiger « qu'on y aille »... alors, il nous semble qu'il existe suffisamment de manifestations concrètes de la volonté de combat de la classe, pour qu'on puisse dire que celle-ci est réelle. »⁵

C'est avec cette méthode que Trotsky fait le bilan de mai 1937 en Catalogne : « Tous les faits, toutes les données, tous les témoignages tendent à la même conclusion : la conquête du pouvoir était possible, était assurée, autant que l'issue de la lutte peut être, en général, assurée par avance. »⁶ Et à ceux qui parlent, à cette occasion, de la « non-maturité du mouvement des masses », il répond vertement que ce sont là des phrases en l'air, que l'on ne peut parler de la maturité en soi du prolétariat. Mais qu'il y a d'une part l'analyse de la volonté des masses qui se traduit par de multiples indices et trace la voie d'une politique possible et, d'autre part, la politique des directions. En mai 1937, tous les témoignages concordent qui montrent la volonté fortement exprimée des masses de se frayer un chemin vers le pouvoir ; mais la politique des directions (y compris celle du POUM) est allée contre cette volonté.

« Il faut se garder de concevoir « la maturité du prolétariat comme un phénomène purement statique ». D'abord parce que cette maturité est elle-même le produit des traditions politiques de la classe ouvrière. Ensuite parce que la victoire n'est pas du tout le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il est nécessaire d'utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire afin de mobiliser les masses, en prenant comme point de départ le niveau donné de leur « maturité » ; il est nécessaire de les pousser à aller de l'avant (...). »⁷

V. Attendre une crise « d'effondrement de l'Etat » ?

« L'emprise presque séculaire des réformistes sur la classe ouvrière occidentale a, à son tour, profondément marqué la lutte des classes et modelé la classe ouvrière. La désagrégation de cette emprise, la recomposition à gauche du mouvement ouvrier sera, elle aussi, « le fruit de toute l'époque historique ». Elle implique une crise objective du système sans commune mesure avec celle qu'il connaît aujourd'hui ; une crise de l'ampleur de celle des années vingt et trente, inculquant à la majorité des travailleurs l'inanité de leurs espoirs réformistes. La théorie marxiste prévoit la cristallisation de telles crises sans en déterminer précisément aujourd'hui le moment. »

Ainsi se conclut l'article de Weber. Nous avons déjà critiqué l'équivalence mécanique faite entre crise économique et développement de la conscience révolutionnaire. L'étonnant c'est, par ailleurs, cette vision quelque peu mythique des années vingt et trente comme étant le modèle des conditions propices aux développements de crises révolutionnaires. Conditions réduites, d'ailleurs, à un facteur : « l'effondrement de l'Etat » pour des raisons économiques et militaires. Plus précisément, Weber justifie le fait que des crises de l'ampleur de celles des années vingt ou trente ne sont pas à l'ordre du jour parce que « ni au plan économique, ni au plan militaire, on ne doit s'attendre à des commotions susceptibles de produire des crises d'effondrement de l'Etat ».

Nous ne voulons pas faire de faux procès, mais cette réduction des possibilités de crises révolutionnaires à des situations d'effondrement de l'Etat est, depuis plusieurs années, la base idéologique du discours de tous ceux qui ressassent que nous avons une vision passéiste de la prise du pouvoir marquée par les années vingt, que les conditions ont changé dans les sociétés modernes etc.

Ce n'est pas ce que dit Weber, mais, restant enfermé dans cette fausse vision, il ne peut que dire : il faut attendre une telle crise d'effondrement sans pouvoir aujourd'hui en déterminer précisément le moment. Outre le fait que c'est se désarmer face à ceux qui insistent sur la différence entre la situation actuelle et celle des années vingt pour remettre en cause toute stratégie révolutionnaire, c'est donner une vision réductrice des explosions révolutionnaires dans le passé (même si, effectivement, la variante de crise d'effondrement de l'Etat a fortement marqué l'entre-deux guerres et la Libération).

Au lieu de s'enfermer dans cette fausse alternative, H. Weber aurait dû développer ce que lui-même indique dans son article : les marxistes révolutionnaires « savent que les périodes d'expansion et de stabilité relative n'ont qu'un temps, qu'elles portent l'irrationalité du système vers de nouveaux sommets, que, loin de ranger au magasin des accessoires toute perspective révolutionnaire, elles débouchent au contraire sur une nouvelle ère de révolutions, même si ces dernières ne se déroulent pas nécessairement selon les modalités de l'ère précédente (...) »

Si l'on fait l'énumération des situations qui ont vu naître des crises révolutionnaires où pré-révolutionnaires depuis mai 1968, l'éventail est large : grève générale en France à partir de l'explosion sociale dans un secteur ; enclenchement d'un processus révolutionnaire au Chili à partir d'une victoire électorale des partis ouvriers ; ou bien à partir d'une « crise d'effondrement de l'Etat » au sortir d'une dictature, comme au Portugal. L'avenir nous réserve sûrement d'autres variantes.

L'important d'ailleurs ne nous semble pas de s'émerveiller de cette diversité, mais de souligner la tendance qui, chaque fois, réapparaît : développement plus ou moins fort d'un processus de double pouvoir, réactualisation du schéma, vieux comme Lénine et Trotsky, de la révolution prolétarienne. Par contre cette référence mystifiée aux années vingt et trente comme modèle de la crise conduit Weber non seulement à attendre de façon un peu passive la reproduction de ce type de crise, mais risque de le faire passer à côté des caractéristiques propres de la crise du système telle qu'elle s'est développée depuis le tournant de Mai 68.

Mandel explique que la crise que nous connaissons est la combinaison de trois crises économiques « *crise de surproduction limitée, combinaison de la crise classique de surproduction avec le retournement de « l'onde longue » qui, depuis les années soixante, a cessé de jouer dans un sens expansif, nouvelle phase de la crise du système impérialiste, une crise sociale et politique aggravée dans les pays impérialistes, qui résulte d'une part de la conjonction entre la dépression économique et un cycle spécifique ascendant des luttes ouvrières (...) et d'autre part des réactions provoquées par la tentative de la bourgeoisie impérialiste d'imposer aux travailleurs le fardeau de la crise et de la redistribution mondiale de la plus-value* »⁸.

Enfin, « *la conjonction de ces quatre crises avec la crise structurelle de la société bourgeoise qui agit en profondeur depuis plus d'une décennie accentue la crise de tous les rapports*

sociaux bourgeois et, plus particulièrement, la crise des rapports de production capitalistes ».

A vrai dire, du point de vue objectif, les conditions sont plus favorables « au camp de la révolution » que dans les années vingt. Témoin, la durée de la montée des luttes de classe dans les pays européens (dix ans depuis 1968) et le fait que, au-delà des hauts et des bas conjoncturels, la bourgeoisie n'arrive pas à stabiliser sa domination, qu'au contraire ce qui est devant nous, ce sont des luttes d'ampleur et non une lente dégradation des rapports de force. Dans aucun pays d'Europe des années vingt, la durée d'un processus de montée des luttes de classe n'avait été aussi long !

Si l'on avait le goût du paradoxe, on pourrait dire que les formes du « néo-réformisme » qui s'exprime depuis 1968 ne sont pas le produit des limites de la crise du système mais, au contraire, le produit de son ampleur et de sa durée.

Ainsi les théorisations sur la possibilité de transformation de l'intérieur d'un certain nombre d'institutions bourgeoises, sur la possibilité d'une transformation socio-culturelle de la société avant la prise du pouvoir par le prolétariat (à l'image de la révolution des Lumières qui, au XVIII^e siècle, a précédé la prise du pouvoir proprement politique de la bourgeoisie) ; la croyance en un développement linéaire des processus d'auto-organisation, en liaison avec un lent grignotage de la majorité parlementaire ; l'illusion d'un processus linéaire de recombinaison du mouvement ouvrier « sans déchirure », comme l'explique *el Manifesto* ; tout cela, au-delà des bavardages idéologiques et des resucées réformistes, trouve son noyau rationnel dans cette crise prolongée de l'ensemble des rapports et institutions bourgeois qui prend parfois l'aspect — faute de capacité du prolétariat à s'affirmer clairement comme candidat au pouvoir — d'un processus de décomposition.

VI. « Le processus de recombinaison du mouvement ouvrier »

Parler d'une montée des luttes depuis 68 ne veut pas dire en avoir une vision linéaire. Weber a l'air soucieux de lutter contre toutes les illusions qui laisseraient croire qu'à court terme, les travailleurs laisseront les directions traditionnelles sur le bord du chemin. Après 68, nous avons développé une vision quelque peu catastrophiste de la crise du système et du débordement des appareils par les masses. Il ne faudrait pas, à

présent, faire le contraire : concevoir « le processus de recomposition du mouvement » tout aussi linéairement que nous envisageons « le processus de débordement » : avec la même méthode d'explication mécaniste : cette fois les limites de la crise expliquant les limites des débordements.

Il faut donc analyser plus en détail la période ouverte par Mai 68. La première inflexion qu'il faut signaler dans cette longue période, concerne les effets de la récession ouverte en 1974-1975. Dans les années qui suivirent — et cela se poursuit — la bourgeoisie des divers pays lança, à des degrés divers, des attaques directes contre les acquis obtenus par les travailleurs dans les décennies précédentes. Sauf que, cela se fait dans une conjoncture de montée de la combativité et que, jusqu'à présent, les résultats de cette politique n'aboutissent qu'à approfondir la riposte ouvrière. Et ce qui est devant nous, ce n'est pas la possibilité pour la bourgeoisie, vu les rapports de force, de marquer des points significatifs lui permettant d'assurer la relance par un renforcement important de l'exploitation. Mais c'est le développement des luttes et la participation de plus en plus forte des réformistes à la gestion — directe ou indirecte — de l'austérité. Pour autant, doit-on croire que ces luttes massives peuvent déboucher à court terme sur des situations (pré)révolutionnaires ? Il est toujours dangereux de faire des pronostics, mais l'on peut indiquer les facteurs qui freinent une telle dynamique.

De Mai 68 en France au Portugal de 1975, l'on a assisté à une première montée marquée d'explosions débouchant, par un processus de boule de neige « spontané », sur des situations prérévolutionnaires. La situation présente est toujours lourde d'explosions sociales (voir la France), mais leur dynamique conduisant à un processus révolutionnaire ne sera pas forcément aussi « spontanée » que dans la phase précédente. Car, depuis dix ans, bon nombre de travailleurs ont accumulé une double expérience : celle des luttes directes et celle de « l'impasse » des solutions réformistes.

Du coup, ce qui se passe c'est, parallèlement au développement des luttes, un processus de maturation politique. La compréhension plus ou moins consciente que lors des prochains affrontements centraux avec la bourgeoisie, il faudra qu'il existe une alternative politique, et pas seulement une volonté de lutte directe. Ainsi, en France, chez de nombreux travailleurs avancés, la leçon de Mai 68 reste intacte, mais elle se double aussi de la nécessité ressentie qu'existe une alternative

politique crédible pour pouvoir « remettre ça », mais cette fois avec des chances de succès ; sauf qu'entre temps il faut digérer l'échec électoral de l'Union de la gauche et en tirer les leçons politiques. Ainsi, ce sont des facteurs de maturation politique dans la classe ouvrière (et non les limites de la crise économique car, au contraire, c'est une conjoncture où les attaques sont fortes) qui permettent de comprendre comment des luttes massives, voire des explosions sociales, ne conduiront pas automatiquement vers un nouveau Mai 68 si des garanties politiques ne semblent pas exister.

Ainsi, comme nous avons rapidement essayé de l'indiquer, cette « recomposition politique du mouvement ouvrier » n'est pas le produit mécanique d'une situation économique, mais d'une phase particulière dans la maturation de la conscience de classe. La « désagrégation » de l'emprise des réformistes sera, certes, un travail de longue haleine, mais il ne faut pas la concevoir comme un processus quasi linéaire dans son développement, encore moins comme le « fruit de toute une époque historique »⁹. La capacité d'arracher lors de prochaines échéances importantes les masses à l'emprise réformiste dépend de la façon dont nous serons capables, dans les années qui viennent, de mettre à profit cette conjoncture, liant développement des luttes *et* maturation politique au sein de la classe ouvrière pour avancer de façon significative dans la construction d'un parti révolutionnaire.

VII. « Un mode d'interprétation de la réalité politique » ?

Si nous avons dit dans les premières lignes de notre article que nous trouvions glissants certains arguments de Weber, ce n'était pas par souci polémique. Car visiblement, il ne s'agissait pas pour lui de critiquer son interlocuteur imaginaire et un peu caricatural ou bien d'analyser de façon concrète telle orientation politique¹⁰ mais d'explicitier « un mode d'interprétation de la réalité politique et des normes de comportement face à cette réalité ».

La dominante de son article n'est pas principalement (parce que, d'ailleurs, ce n'est pas son objet) de produire une analyse de la conjoncture du niveau de combativité de la classe ouvrière, de la crise de la bourgeoisie, etc., que l'on pourrait discuter avec telles nuances, tels points de désaccord. Elle est de produire

une analyse générale des rapports entre masses et appareils. Et certains aspects de cette analyse nous semblent non seulement sous-estimer les contradictions actuelles des réformistes, mais jeter les bases d'une remise en cause de l'appréciation que nous faisons de la période et de l'ensemble des éléments qui la caractérisent. Quand on connaît, au moins pour un article du type de celui-ci qu'a écrit Weber, la rigueur des mots, ce n'est pas impunément que l'on parle systématiquement de nouvelle période historique pour caractériser le développement d'après-guerre du capitalisme. Ce n'est pas sans conséquence (du point de vue de l'orientation politique, par exemple) que l'on peut, sans cesse, faire référence aux conditions économiques objectives qui expliqueraient, actuellement, les marges de manœuvre des réformistes. Ou bien expliquer que, en attendant une crise d'effondrement du système qui n'est pas pour demain, la question posée réside dans « ces illusions, cette mentalité (réformiste) qu'il faut combattre au sein des masses, réformistes elles-mêmes, comme précondition à une lutte efficace contre la politique des appareils ». Comme si cette mentalité était le produit de la situation objective actuelle et qu'il faille d'abord la dissiper, pour qu'après un long processus historique, la « désagrégation » de l'emprise des appareils soit possible.

Certes, « toute l'histoire du mouvement ouvrier européen atteste du profond attachement des travailleurs avancés à leurs organisations traditionnelles, leur réticence – pour parler par euphémisme – à abandonner leur « vieille maison » et à s'engager dans l'édification d'un nouveau parti ». Mais pas pour les raisons que donne Weber qui nous semble tomber dans « Le fatalisme et l'objectivisme » que lui-même dénonce dans son article.

Antoine Artous & François Ollivier

NOTES

1. Mandel, *le Troisième Age du capitalisme*, p. 17.
2. Mandel, *op. cit.* p. 433. Signalons que si H. Weber peut faire une analogie superficielle entre la période d'avant 1914, c'est aussi parce qu'il n'intègre pas l'analyse de la phase d'expansion conjoncturelle après la Seconde Guerre mondiale dans les centres impérialistes, dans une analyse d'ensemble du système impérialiste au niveau mondial.
3. Voir, par exemple, comment des social-démocraties comme celle de l'Allemagne ont pu profiter de cette phase d'expansion conjoncturelle de l'après-guerre, mais dans des conditions politiques et sociales totalement différentes de celles d'avant 1914. Pour plus de détails se reporter au texte « L'évolution de la social-démocratie en Europe », in *IV^e Internationale*, mai-août 1973, p. 55.

4. Nous ne voulons pas, ici, traiter de l'ensemble des questions politiques qui en découlent : place des revendications transitoires, tactique de front unique, etc.
5. Mandel, « Lettre à Jean-Paul Sartre », in *la Longue Marche de la Révolution*, éd. Galilée, p. 97.
6. « Sur le calendrier révolutionnaire », in *la Révolution espagnole*, éd. de Minuit, p. 459.
7. « Classe, parti et direction », *ibid.* p. 555.
8. Mandel, « L'explication marxiste du cycle 1972-1978 », in *la Crise de 1974-1978*, éd. Flammarion, p. 196.
9. L'on pourrait d'ailleurs poser, à ce propos, une question un peu « malicieuse » à H. Weber. Son texte est construit à partir d'une comparaison avec la période d'avant 1914. Comme il explique que nous n'avons pas encore connu des périodes comme celles des années 20 ou 30, l'on peut légitimement lui poser la question : si l'on veut pousser l'analogie de façon stricte, à quel moment nous trouvons-nous dans cette phase historique d'expansion du capitalisme de l'après-guerre ? Nous voulons dire : nous trouvons-nous avant ou après la rupture qu'a marqué la Première Guerre mondiale, pour reprendre la période avec laquelle H. Weber fait des comparaisons ? Car avant 1914, les processus de « recomposition » était à l'œuvre dans la III^e Internationale ; mais ce n'est qu'après la trahison de 1914, que Lénine se fixa comme objectif de construire des partis révolutionnaires et une internationale indépendante de la III^e Internationale. Avant, il œuvrait simplement à regrouper les courants marxistes révolutionnaires au sein de la II^e Internationale.
11. Par exemple celle de l'OCI. Pour une critique de la vision « catastrophiste » des rapports entre le mouvement des masses et les appareils de cette organisation, voir la brochure *Ce qu'est l'OCI*, éd. La Brèche.

A propos de l'influence réformiste

Chaque tempête de la lutte de classes modifie les structures du mouvement ouvrier, fait apparaître une nouvelle avant-garde et amène à l'organisation primaire (syndicats, organisations réformistes) des couches jusqu'alors inorganisées, les deux mouvements modifiant la composition interne des organisations antérieurement existantes. Seule une situation révolutionnaire peut accélérer le processus et vider les organisations réformistes du gros de leurs forces, et surtout de leurs forces vives, et transformer les organisations d'avant-garde en organisations révolutionnaires de masse.

En dehors de telles situations, après la tempête le flot redevient étale, et il peut sembler aux nouvelles couches militantes que rien n'a changé. De ce fait, les espoirs nés dans la crise peuvent se tourner en dépit, voire en désespoir. Seule une conscience « historique » peut dépasser l'impressionnisme de la conscience individuelle qui est toujours un Fabrice del Dongo ne voyant rien de la stratégie de la bataille dans le chaos de laquelle il est plongé. L'horizon limité entraîne quasi spontanément une conscience qui se meut dans une contradiction : d'une part l'idée de la permanence de ce que l'on a sous les yeux, organisations et forces politiques, ce qui se traduit, en général, théoriquement, en leur donnant une véritable stabilité d'essence. Le cas typique pour les organisations d'extrême gauche d'aujourd'hui consiste à traiter du « stalinisme » comme d'une entité métaphysique, impliquant que les PC sont des blocs où les

opposants sont, au même titre que les dirigeants, des contre-révolutionnaires — avec peut-être plus de ruse pour les premiers que pour les seconds ; et d'autre part, une idée apocalyptique des crises sociales, dont le parti révolutionnaire sortirait par une mutation brusque de la classe travailleuse.

De tels systèmes de pensée mécanicistes ne préparent pas aux périodes — longues — de gestation, et pas davantage, d'ailleurs, aux véritables sauts brusques de la période — 68 le prouve — mais démoralise et aigrit, devant les résistances du réel comme devant ses ouvertures originales, tous ceux qui sont incapables d'apprendre à la fois des faits et de l'histoire.

La justification « historique » souvent donnée au schématisme que nous venons de décrire est le « modèle » de la révolution d'Octobre : totale faillite réformiste et croissance massive de l'organisation d'avant-garde en huit mois. Ce schéma oublie :

a) que la Russie tsariste ne connaissait ni syndicats ni organisation réformiste enracinée et structurée dans de longues périodes de légalité ; b) que si l'état-major bolchevik était isolé dans l'exil pendant la Seconde Guerre mondiale (un « groupuscule » dit Deutscher), la social-démocratie (révolutionnaire) russe, comme tout, dont les tendances avaient été longtemps fluctuantes, avait, elle, des racines nombreuses et vives sous la neige ; c) la base de masse des mencheviks comme celle des socialistes-révolutionnaires n'était pas « réformiste » au sens où le sont aujourd'hui celles du PS et du PCF, ni même où l'était celle des PS français et allemands de l'époque.

Aussi bien par son article « De l'influence des directions traitres », dans le dernier numéro de cette revue, que dans son livre, en collaboration avec Olivier Duhamel, *Changer le PC ?*, Henri Weber a eu le mérite de s'attaquer à ces bases d'une conception mécaniste métaphysique de l'autorité des organisations réformistes.

S'il semble avoir été *souvent* mal compris, à en juger par les réactions d'un certain nombre de ses lecteurs, il est, sans doute, bon de creuser encore le terrain qu'il a travaillé, et cela en amont comme en aval des points qu'il a traités. D'abord en amont. La norme de toute structure sociale — et même de toute structure vivante — est le conservatisme et non l'évolution. Etre révolutionnaire est l'exception, non la règle. La crainte du changement ne peut être retournée que par l'insupportable ; personne ne se bat quand il peut négocier ; personne ne remet en cause ses acquis s'il ne peut envisager de les aug-

menter. Ceci est l'infrastructure vivante *des conditions sociales* du réformisme.

Et cela exige qu'en aval de la démonstration classique représentée par Weber et fondant le réformisme du prolétariat des grands pays impérialistes par le bénéfice des miettes de la sur-exploitation du monde colonial, il faille creuser les causes objectives qui, au-delà de la radicalisation générale et durable du prolétariat de ces pays de par les conséquences de la Première Guerre mondiale et dans le sillage de la Révolution russe, ont redonné base au réformisme.

Il faut, sans doute, distinguer deux temps dans ce processus, mais aussi *l'apparition d'une nouvelle « constante »*.

Le premier temps est celui que Trotsky pointe de façon fort claire (en particulier dans les tomes déjà parus de ses *Œuvres*, à partir de 1933). La chaîne des grandes défaites prolétariennes, *comme toujours*, ne favorise pas l'avant-garde révolutionnaire. Selon sa leçon constante : quand la classe subit une défaite, l'avant-garde la subit aussi ; que la classe recule et l'avant-garde recule en conséquence. Et si les organisations réformistes, en tant qu'organisations ouvrières, subissent elles aussi les effets des reculs et échecs — et d'autant plus que leur responsabilité dans celles-ci apparaît aux yeux des masses — la structuration du mouvement ouvrier, par elles, subsiste et connaît de ce fait, dans le premier temps des remontées, un regain qui n'est paradoxal qu'en apparence.

Mais un second temps a favorisé le réformisme après la Seconde Guerre mondiale. L'avortement de la montée révolutionnaire à la fin de la guerre a permis l'essor d'un troisième âge du capitalisme. Les dogmatiques incurables se sont d'abord efforcés de nier carrément cette phase imprévue : « Non les forces productives n'ont pas repris leur croissance ; elles ont définitivement cessé de croître, *puisque* Trotsky constatait une telle cessation en 1938 », puis d'inventer un système conciliant l'inconciliable : la croissance des forces productives et la théorie de la non-croissance à la faveur d'un jeu de mots, les forces productives étant prises en leur sens économique tandis qu'on leur opposait des « forces destructives » dont le sens est politique et social.

Or cette croissance très réelle des forces productives s'est accompagnée d'une élévation prodigieuse du niveau de vie du prolétariat des pays avancés, base matérielle du renouveau et du renouvellement — y compris théorique — du réformisme. Nier

une telle base matérielle ne peut conduire qu'à deux attitudes également stériles : soit désespérer de la perspective révolutionnaire ou la renvoyer aux calendes grecques, soit le repli aveugle dans un dogmatisme messianique tous les jours contredit par le réel.

Mais sur ces bases matérielles qui s'effritent maintenant, il faut faire jouer le phénomène issu de la dégénérescence monstrueuse du premier Etat ouvrier : le stalinisme. Celui-ci n'est obstinément regardé par la plupart que sous l'une de ses faces, celle qui domine, de sa victoire définitive en URSS en 1934 à la mort de Staline en 1956, à savoir la subordination à la politique de la bureaucratie de l'URSS dans sa généralité contre-révolutionnaire. L'indigence de pensée de ceux qui ne sont que des épigones de Trotsky ne sait qu'annoncer des textes en négligeant leur richesse complexe ; sans parler de leur méthode inassimilable, par essence, par les dogmatiques. Pourtant, très tôt, Trotsky pointait l'instabilité du mouvement stalinien international et la fatalité de sa destruction en multiples chauvinismes réformistes d'un type spécial.

Et dans le processus de la Seconde Guerre mondiale, les deux aspects de politique contre-révolutionnaire et de dissolution¹ en chauvinismes réformistes manifestèrent leurs traits à la fois mêlés et distincts. Ainsi, le rôle contre-révolutionnaire joué par le PC de la fin 1944 à 1947 n'a été possible que par l'application d'une politique réformiste (symptomatique, d'ailleurs, dans une liaison poussée avec la social-démocratie). Au-delà se noue le phénomène que nous avons appelé des « étoiles jumelles », qui a permis un renouvellement souple du fonctionnement du réformisme en général, dans les pays où les montées révolutionnaires de l'entre-deux-guerres avaient enraciné puissamment des PC de masse.

Dans de tels pays, un seul parti réformiste aurait été incapable de juguler une masse prolétarienne croissante et de tradition radicale, même dans les conditions d'un boom économique ; d'une part parce que celui-ci était traversé par l'élément contradictoire des guerres coloniales, et d'autre part parce que les conditions économiques favorables à l'arrachement de revendications avaient de quoi nourrir une escalade et une confiance en soi considérable de la classe travailleuse. Au contraire, deux grandes forces réformistes mondiales, se servant mutuellement de repoussoir et de faire-valoir, combinant en un véritable damier les défenses parcellaires d'intérêts ouvriers et les positions réactionnaires, réalisaient un *palier* de survie et de

renouvellement du réformisme dont il vaudrait d'étudier tout au long le mécanisme, dans son détail institutionnel et historique.

Mais la crise est venue qui sape avec de plus en plus de violence toutes les conquêtes obtenues pendant les décennies d'essor du troisième âge du capitalisme. Et les explosions dont 1968 est la date de référence ont donné un coup de boutoir au réformisme... aux réformismes. Sa (leur) survie l'(les)oblige à répondre en s'installant sur de nouveaux « paliers », en retraite par rapport aux précédents.

En France, le PC, du fait de sa profonde artériosclérose stalinienne, a manqué sa social-démocratisation à l'heure où la SFIO s'effondrait. Il a ainsi laissé la place à la naissance d'un nouveau PS social-technocrate, relativement bien adapté au réformisme de la période. Inutile de revenir sur l'analyse que nous avons très bien faite de l'obligation où s'est trouvé le PCF de se jeter dans l'Union de la gauche, seul moyen pour lui de donner aux travailleurs une perspective politique de pouvoir en alternative à la tension vers une issue révolutionnaire ouverte par 1968.

Mais, dans le phénomène des « étoiles jumelles », l'identité des fins menace celle des deux qui perd de sa masse d'une destruction pure et simple (ce qui était en train d'arriver à la SFIO) ou par absorption. Mais un autre danger menace les organisations réformistes jumelles si disparaissent ou même seulement s'atténuent, pour l'essentiel, l'opposition de leurs « vides » et « pleins », autrement dit de leurs points forts et faibles. C'est ce que nous attendions d'une victoire de l'Union de la gauche : à savoir un débordement de masse à gauche d'un PCF obligé de se démasquer en prenant la responsabilité conjointe avec le PS d'une politique de sauvegarde de la bourgeoisie, en particulier par une politique « gauche » d'austérité. Mais c'est ce risque qui l'a entraîné à la rupture pour se sauver comme appareil en sauvant son rapport mystifié aux forces principales de la classe ouvrière.

Ce dernier « palier » en date reconstitue le phénomène d'étoiles jumelles où les deux partis réformistes recommencent à s'opposer, la matière de chacun d'eux face à l'antimatière de l'autre (cosmopolitisme pro-impérialisme contre chauvinisme ; social-technocratisme contre revendications parcellisées et démagogie soigneusement dépourvue des moyens de ses fins, etc.)

De fait, la division sanctionnée par mars 1978 joue un double

rôle dans les rapports des partis réformistes aux masses : en ruinant les chances de leur arrivée légale au gouvernement, elle démoralise les travailleurs et réduit quelque peu l'assise de masse des uns et des autres, mais la vérité partielle de leur critique mutuelle conforte le noyau solide de leurs partisans et le rallie aux options nouvelles d'un côté social-technocratisme ouvert de Rocard, de l'autre pseudo-radicalisme stalino-nationalo-lébéien).

Bien entendu, tous ces paliers sont des paliers de descente aux enfers. Le rocardisme appliqué arriverait trop tard pour répéter en français le « miracle allemand », l'avenir du social-technocratisme ne peut en aucun cas avoir la durée de la vieille social-démocratie. Mais peut-on exclure qu'il puisse faire illusion un moment s'il parvient à se dresser sur les épaules de la restructuration impérialiste européenne ?

Quant au sectarisme de la ligne Leroy-Marchais, elle est plus menacée encore et à plus court terme, car elle ne peut déboucher sur rien d'autre que des échecs accumulés, d'autant plus rapidement que le rythme et la violence de la lutte des classes s'accroissent. Le PC est condamné à la fois à perdre sa crédibilité réformiste et le mythe de sa nature révolutionnaire.

Théoriquement, une relève est possible de deux côtés, sous le signe de l'« eurocommunisme ». Si l'on suppose — comme le font les constataires-philosophes interrogés par Henri Weber et Olivier Duhamel — le redressement eurocommuniste « gramscien » du PCF réalisé (et il est clair qu'un des points les plus faibles du système de pensée de ses tenants, c'est la béance quant aux moyens de faire passer le PCF sur ces positions), la réalisation de l'eurocommunisme ne serait pas leur rêve centriste, mais elle serait le véritable « eurocommunisme », de droite, celui de Berlinguer et Carillo, sa face authentique, un autre type de social-technocratisme, moins acceptable par la bourgeoisie (à moins qu'il ne s'identifie complètement à celui de la social-démocratie), donc moins réaliste, donc voué, en cas d'accès au pouvoir, à une faillite encore plus rapide.

Ainsi donc Weber a raison de marquer à la fois l'affaiblissement historique du réformisme, les possibilités plus larges qu'autrefois de le désagréger, mais aussi le caractère de longue haleine de cette lutte du fait, tant du conservatisme social et politique du prolétariat traditionnel, ce à quoi il faut ajouter les retards de conscience de ses nouvelles couches² que des ressources que conserve la bourgeoisie impérialiste du fait des acquis du troisième âge du capitalisme.

Ceci ne veut pas dire que la période ne permet pas et ne permettra pas de crises violentes des partis réformistes du fait des sursauts de la lutte de classes, et que le parti révolutionnaire ne peut pas connaître, lui aussi, des mutations en « paliers », pour lui ascendants. La plus évidente de ces occasions, dans la période actuelle, tient à la crise sans précédent du PCF qui ne s'exprime pas seulement par des oppositions d'intellectuels dont les interviews de *Changer le PC ?* montrent bien les limites, passé un certain seuil qui est celui de la timidité petite-bourgeoise. Ne pas manquer de telles occasions exige précisément une claire compréhension de ce que sont actuellement les réformismes, de ce qui est la base sociale de leur autorité et de la mesure exacte de leurs vieilles structures historiquement inadaptées mais non encore dépourvues de moyens.

Michel Lequenne

NOTES

1. La dissolution du Komintern, au sens organisationnel de dissolution, entraîne dissolution au sens physique, de ses composantes.
2. Voir à ce propos notre préface au tome II des *Ecrits politiques* d'Ernest Mandel, éd. La Brèche.

Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes

La réponse des camarades Antoine Artous et François Ollivier à mon article de *Critique communiste*¹ me laisse perplexe.

Cet article visait à ouvrir le débat sur une question clé que nous avons, il me semble, quelque peu tendance à éluder : Comment s'explique l'emprise persistante des directions réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ? A quelles conditions, à travers quels processus cette emprise peut-elle être brisée ?

Mon article ne prétendait pas donner une réponse exhaustive, ni même développée, à ces questions, mais entendait poser le problème, indiquer une méthode et des directions de recherche.

Résumé des chapitres précédents

Deux types « d'explications » sont d'emblée écartés :

– l'« *explication* » *démonologique* : l'emprise des directions traîtres tient principalement à leur virtuosité dans l'art de tromper et de manipuler les travailleurs ;

– l'« *explication* » *objectiviste* : les appareils réformistes expriment de façon adéquate les aspirations réformatrices d'une classe ouvrière embourgeoisée...

Une *méthode d'analyse* est retenue : celle des classiques du marxisme confrontés à la dégénérescence bureaucratique de la IIe Internationale ; un phénomène aussi complexe que le développement du réformisme ouvrier ne saurait être ramené à un

facteur d'explication unique, il renvoie à une pluralité de déterminations : économique (l'expansion impérialiste...), sociale (l'émergence d'une aristocratie et d'une bureaucratie ouvrière...), politique (l'effort systématique d'intégration des « élites ouvrières » à la société et à l'Etat bourgeois, en particulier au moyen du parlementarisme...), idéologique et culturelle (l'importance croissante des « appareils d'hégémonie », producteurs du « consensus social », notamment l'Ecole, les medias, etc.).

Déterminations multiples, mais articulées et hiérarchisées : c'est l'expansion économique qui dégage les moyens et crée les conditions d'une politique complexe d'intégration du mouvement ouvrier. Le rapport entre expansion économique et conscience ouvrière n'est pas « mécanique », direct, mais médié par la pratique historique de lutte que connaissent les travailleurs. Cette pratique n'est pas rigoureusement déterminée par les « conditions objectives ». Elle dépend pour une large part de l'activité des organisations ouvrières.

Mais la conjonction entre expansion capitaliste prolongée et un Etat bourgeois puissant crée des conditions plutôt favorables à l'essor d'une pratique de lutte réformiste au sein du mouvement ouvrier. Pratique qui engendre une mentalité, des illusions, des aspirations réformistes dans les larges couches du prolétariat. La conjonction entre une dépression économique prolongée et une crise de l'Etat crée des conditions plutôt favorables à l'essor d'une pratique de lutte radicale du mouvement ouvrier, propice au développement d'une conscience de classe révolutionnaire. Développement d'autant plus ample et profond qu'un parti ouvrier révolutionnaire s'en fait l'agent actif. Le caractère contradictoire, anarchique, irrationnel du développement capitaliste explique que les phases d'expansion prolongée débouchent sur des phases de stagnation et de crise, propices à l'érosion du réformisme et à la recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Cette méthode étant rappelée, je l'appliquais brièvement au problème posé en introduction : Comment s'explique l'emprise du réformisme aujourd'hui ?

1917-1980 : période du « capitalisme agonisant » ?

A. Artous et F. Ollivier se déclarent d'accord avec plusieurs points de mon argumentation, mais très réservés sur certains

autres. Ce qui les choque, en tout premier lieu, c'est le parallèle que je fais entre la période de développement capitaliste relativement soutenu et prolongé de 1880 à 1914 — la « Belle Epoque » — et la période de développement encore plus soutenu et à peine moins prolongé de l'après-Second Guerre mondiale (1945-1975). Dans le second comme dans le premier cas, on constate « *une conjonction entre expansion capitaliste et puissance de l'Etat bourgeois, propice au développement du réformisme ouvrier* ».

Procéder à un tel parallèle, assurent Artous et Ollivier, c'est oublier que depuis 1917 nous vivons la période du « *capitalisme agonisant* » ; c'est affirmer au contraire qu'une nouvelle période historique de développement, analogue à celle de 1880-1914, a suivi la période ouverte par la Révolution russe ; c'est peut-être douter de l'actualité des révolutions prolétariennes... Cette caractérisation de la période est lourde d'implications, remarquent Artous et Ollivier, « *notamment en ce qui concerne l'appréciation du réformisme, de ses marges de manœuvre, de son rôle politique* ». Celui-ci est fort différent, comme on sait, sous le capitalisme ascendant et à l'époque de l'agonie du capitalisme... Or c'est bien dans la seconde que nous sommes. « *L'expansion conjoncturelle (sic) du capital dans l'après-guerre ne saurait en aucun cas être considérée comme une nouvelle période historique de développement du capitalisme.* »

Cette première critique appelle trois remarques :

La notion de « capitalisme agonisant » a valeur essentiellement descriptive. Elle vise à caractériser la période ouverte par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, non l'état du capitalisme de 1917 à la proclamation de la République universelle des conseils ouvriers.

Elle signifie que le niveau atteint par les antagonismes et la lutte de classe au lendemain de la Première Guerre mondiale — compte-tenu des rapports de force existants — interdit tout développement pacifique et harmonieux du capitalisme, et va plonger nécessairement le monde bourgeois dans des convulsions sans précédent dont l'issue ne peut plus être que la révolution socialiste ou la barbarie fasciste. Elle ne signifie pas que le capitalisme est désormais définitivement voué à la stagnation et à la mort lente.

Souvenons-nous du fameux rapport de Léon Trotsky au III^e Congrès de l'Internationale communiste (1921) : Si la classe ouvrière se révèle incapable de s'emparer du pouvoir dans les centres impérialistes et laisse la bourgeoisie diriger pendant deux

ou trois décennies les destinées du monde, la barbarie va se déchaîner sous toutes ses formes. Mais, « *dès qu'une nouvelle division du travail se sera instaurée dans le monde sur ce chemin de souffrance au cours de quinze, vingt, vingt-cinq ans, une nouvelle époque d'essor capitaliste pourrait peut-être commencer* »².

Léon Trotsky était convaincu que cette « *nouvelle époque d'essor capitaliste* » ne verrait pas le jour, resterait une hypothèse d'école, car le prolétariat mondial dirigé par l'Internationale communiste ne laisserait pas l'initiative à la bourgeoisie impérialiste et s'emparerait du pouvoir. C'est pourquoi il caractérise la période des années vingt et trente comme agonie du capitalisme. Mais, il n'est pas pour lui dans la nature du capitalisme d'après 17 d'agoniser quoiqu'il advienne jusqu'à ce que mort s'ensuive.

« L'agonie du capitalisme », si la lutte des classes tourne au désavantage des travailleurs, peut fort bien laisser place à une « *nouvelle époque d'essor* ». Ce sont les dogmatiques — staliens — mais pas seulement — qui ont érigé cette notion descriptive, caractérisant une phase historique précise, en attribut éternel du capitalisme contemporain, dans le cadre d'une conception catastrophiste et économiste de l'évolution sociale. L'avatar la plus grotesque de cette démarche est bien sûr la théorie lambertiste de la stagnation des forces productives depuis 1914.

Pour les marxistes révolutionnaires, il n'y a pas une date fatidique qui coupe l'histoire du capitalisme en deux : avant, la jeunesse et la vigueur, après, la décrépitude et l'agonie. C'est là une périodisation à coup de serpe qui exclut les effets de la lutte des classes sur l'évolution du capitalisme.

Ce n'est donc pas sans surprise (ni appréhension) que je lis sous la plume de Artous et Ollivier : « *Effectivement, il est de tradition pour les marxistes révolutionnaires de distinguer deux périodes historiques dans le développement du capitalisme : celle qui se clôt en 1914 et celle qui s'ouvre en 1917-1918 (...)* caractérisée par Lénine comme celle du « *capitalisme agonisant* » (...) »

1945-1975 : une « conjoncture expansive » ?

Seconde remarque : Pour bien respecter cette périodisation et souligner que la fin de la Seconde Guerre mondiale n'ouvre pas de nouvelle période historique — distincte de la période 1917-1943 — dans le développement du capitalisme, Artous et

Ollivier caractérisent à plusieurs reprises la période d'expansion longue de 1945-1975 comme une simple « *expansion conjoncturelle* » dans la période d'agonie du capitalisme ! Curieuse « conjoncture » !, qui s'étale sur trois décennies et, au cours de laquelle, la réalité économique et sociale des *centres impérialistes* s'est davantage modifiée qu'au cours du siècle précédent³.

En réalité, comme nous le soutenons depuis longtemps, il ne s'agit nullement d'une « expansion conjoncturelle », mais d'une nouvelle période d'expansion prolongée, d'une « *onde longue à tendance expansive* », comme dit Ernest Mandel, d'un « *troisième âge du capitalisme...* » Le pronostic de Léon Trotsky s'est malheureusement vérifié : les défaites subies par la classe ouvrière sous le « capitalisme agonisant » ont créé les conditions économiques et politiques d'une « nouvelle époque d'essor capitaliste ». L'analyse de cette période nouvelle, de ses ressorts, de ses contradictions, de ses lendemains constitue précisément un des apports essentiels du mouvement trotskyste (principalement d'Ernest Mandel) au développement de la théorie marxiste et à la connaissance du capitalisme contemporain. C'est cet apport qui nous vaut l'accusation de « révisionnistes liquidateurs » de la part des dogmatiques dont la montre s'est définitivement arrêtée en 1938.

Je ne vois pas comment on peut citer à tout propos *le Troisième Âge du capitalisme*, se référer à la « troisième révolution technologique » et prétendre que le capitalisme avancé vient de connaître une simple « conjoncture expansive » semblable à celles de 1921-1929 ou 1932-1938 !

Troisième remarque (et la plus importante) : Constaté que le capitalisme a connu, dans les *centres impérialistes*, une période d'expansion économique prolongée sans précédent, *comparable dans ses effets politiques sur le mouvement ouvrier* à la période 1880-1914, ce n'est nullement tracer un trait d'égalité entre des deux périodes.

Les « ondes longues à tendance expansive » se suivent (en alternance) mais ne se ressemblent pas : l'expansion capitaliste de 1945-1975 s'inscrit dans un contexte mondial marqué par la destruction du mode de production capitaliste sur un tiers du globe, habité par plus d'un milliard d'hommes. Elle s'est accompagnée d'un déferlement de la révolution coloniale désagrégant les empires occidentaux ; du renforcement numérique, social, politique de la classe ouvrière au sein des métropoles impérialistes et des Etats collectivistes bureaucratiques de l'Est.

Elle ne constitue donc pas une phase d'expansion et de consolidation du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale, comme la période d'expansion impérialiste de 1880-1914.

Dans mon article, je compare les deux périodes *sous un rapport* et un seul : les conditions favorables créées dans l'un et l'autre cas à l'essor d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière. Par une lecture abusive, qui se reproduit au moins trois fois dans leur texte, *Artous et Ollivier assimilent cette comparaison sous un rapport, à une identification sous tous les rapports !*

Que Artous et Ollivier se rassurent. Je ne crois pas du tout que nous vivons une nouvelle phase ascendante du capitalisme au niveau mondial... Mon propos était d'étudier les causes de l'emprise persistante du réformisme sur la classe ouvrière d'Occident. J'ai la fraîcheur de croire que, *dans ces pays*, l'expansion sans précédent des trente dernières années, par ses effets directs et induits (politiques, sociaux, idéologiques), a quelque peu contribué à réactiver les croyances en une réforme « graduelle, pacifique, démocratique et légale » de la société.

La vertu dormitive de l'opium

On ne réfute bien que ce que l'on remplace. Quelle réponse Artous et Ollivier donnent-ils à la question posée par mon article ? Comment expliquent-ils l'emprise des appareils réformistes sur les travailleurs d'Europe occidentale ?

« Pour expliquer ce phénomène, écrivent-ils, il ne faut pas aller chercher des explications du côté de la reconstitution historique d'une conjonction entre expansion économique et puissance de l'Etat favorable à l'épanouissement du réformiste ouvrier, mais principalement dans le processus de développement de la conscience de classe. Lors d'une période de montée, le prolétariat n'accède pas de façon linéaire et quasi spontanée à la conscience révolutionnaire : la conscience de classe se développe de façon inégale ».

Dans un premier temps, les masses radicalisées viennent grossir les organisations traditionnelles, contrôlées par les bureaucrates réformistes. Voilà pourquoi on constate le développement (d'ailleurs contradictoire) ou la résurgence de l'emprise réformiste sur les travailleurs.

Cette « explication » n'est même pas fausse. Elle est inconsistante. C'est au sens strict une tautologie : Il y a une emprise

réformiste sur le mouvement ouvrier, nous disent Artous et Ollivier, parce que, la conscience de classe se développant de manière inégale, les travailleurs se portent d'abord vers les partis ouvriers traditionnels... contrôlés par les réformistes. Et voilà pourquoi votre fille est muette !

On appréciera la richesse du propos. Une constatation tient lieu d'explication. Du processus de développement de la conscience de classe, désigné pourtant comme la clé du problème, tout ce que disent Artous et Ollivier, c'est qu'il est inégal. Ils ne se donnent pas la peine d'indiquer ses déterminations objectives. Comme si la conscience de classe se développait dans le vide, selon des lois purement internes.

Les camarades n'ignorent pourtant pas que *c'est l'être social qui détermine la conscience*, et qu'on ne peut étudier le processus de développement de la conscience ouvrière, sans tenir le plus grand compte des réalités économiques, sociales, politiques, idéologiques qui conditionnent la pratique historique de lutte des travailleurs.

Non seulement, dans leur article, Artous et Ollivier négligent cette préoccupation, mais ils la présentent comme inutile, voire suspecte : *« Justement parce que nous ne sommes pas avant 14, écrivent-ils, il n'y a pas de place objective pour l'enracinement d'une politique réformiste »* ! La confiance, plus ou moins conflictuelle, que la majorité des travailleurs conserve envers les directions réformistes ne relève donc que de l'immatunité...

C'est parce que je sais que ce genre de raisonnement existe, que j'ai pris la peine d'évoquer longuement, dans mon article, la méthode d'analyse du réformisme mise en œuvre par Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky... Aucun ne se contente d'observer que le *« développement de la conscience de classe est inégal et, qu'en période de montée, les travailleurs se portent d'abord vers les organisations traditionnelles »*. Tous s'efforcent de donner un contenu concret à ces considérations formelles et ahistoriques, en recherchant dans les conditions objectives et subjectives de la lutte des classes les racines et les contradictions de l'emprise réformiste...

A propos du confort des marges

Selon Artous et Ollivier, ma méthode d'approche erronée du réformisme se sanctionne immédiatement par tout un chapelet de conséquences.

En premier lieu, elle m'amènerait à me « *planter magistralement sur la conjoncture* ». Dans mon article, je prétends que le « *caractère rampant, graduel de la crise, maintient la contradiction entre masses et appareils réformistes dans les limites qui laissent aux appareils de confortables marges de manœuvre* ».

Artous et Ollivier estiment, quant à eux, que « *cette contradiction n'est pas explosive en permanence* ». Question de définition. Tout dépend de ce qu'on entend par « *marges de manœuvre confortables* ». Je n'ai aucun goût pour les querelles de vocabulaire. Pour moi, un appareil réformiste dispose de marges de manœuvre confortables dans la maîtrise de sa contradiction avec les secteurs combatifs de la classe, lorsqu'il peut imposer une politique anti-ouvrière, sans le payer à court terme par des débordements massifs, une désaffection militante et électorale sensible et durable, une forte différenciation interne profilant le risque de scission.

J'admets volontiers que les marges de manœuvre des directions réformistes, surtout en Europe méridionale, se sont considérablement réduites par rapport à ce qu'elles étaient dans les années cinquante-soixante, et qu'elles se réduiront encore. Mais, je prétends qu'elles restent néanmoins confortables, dans la mesure où le capital de confiance, d'autorité dont jouissent les appareils est loin d'être épuisé ; qu'il existe encore un espace pour une politique réformiste : un réformisme certes en retrait, fondé sur l'union sacrée contre la crise, en vue de conserver au pays son rang et à la classe ouvrière son statut de prolétariat de nation économiquement développée. Bref, je suis totalement en désaccord avec Artous et Ollivier lorsqu'ils écrivent : « *Justement parce que nous ne sommes pas avant 14, il n'y a pas de place objective... pour l'enracinement d'une politique réformiste* ».

A l'appui de leur argumentation, Artous et Ollivier invoquent les difficultés du PCI, du PCE, des partis et syndicats réformistes français face à la résistance ouvrière au plan Barre.

Précisément : confronté au mouvement social le plus puissant et le plus avancé de l'après-guerre, le PCI est parvenu à imposer une politique d'austérité à la classe ouvrière italienne, de soutien au gouvernement démocrate-chrétien, sans se heurter à une vague de débordements ouvriers, comme celles de 1968-1969 et 1975. Certes, il n'a pu imposer, loin de là, tout ce qu'il souhaitait ; il a dû tenir compte du haut niveau de combativité et d'organisation de larges secteurs. Ses marges de manœuvre

vre ne sont pas illimitées, ni même comparables à ce qu'elles étaient avant 1968. Mais, elles sont loin d'être nulles.

La résistance ouvrière à la stratégie du compromis historique a été réelle, mais limitée par rapport à ce à quoi on pouvait s'attendre, compte tenu du niveau exceptionnellement élevé du mouvement de masse en Italie. Il faudrait en faire le bilan précis dans ces colonnes. En tous les cas, elle a été insuffisante pour empêcher le PCI de monter en première ligne dans la défense du capitalisme italien. L'opposition de masse au bloc PCI-DCI est venue de la jeunesse étudiante et sans emploi, au printemps 1977, c'est-à-dire d'une couche de la population dont les appareils réformistes ont perdu le contrôle depuis au moins 1968.

Tous les sondages donnent le PCI en recul aux prochaines élections législatives, mais principalement dans le Sud, où il avait gagné près de dix points en 1976, et non dans le « triangle industriel » (Turin-Gênes-Milan). La « gauche syndicale », au sein de la CGIL, est déliquescente, de même que la « gauche eurocommuniste », au sein du PCI.

« C'est la non-existence d'une direction révolutionnaire (même minoritaire) qui permet de comprendre en Italie le fait que les contradictions entre des secteurs très importants de la base et la direction du PCI ne s'expriment pas de façon beaucoup plus explosive », écrivent Artous et Ollivier. Certes. Mais la direction révolutionnaires n'existait pas d'avantage en 1968-69, quand la politique des appareils réformistes a été activement désavouée par des millions de travailleurs s'organisant en conseils d'usine pour imposer leurs revendications. Elle n'existait pas davantage en 1975. Le problème est d'expliquer pourquoi des débordements massifs et durables ont eu lieu alors, et pas en 1976-78, lorsque le PCI prêchait l'ascétisme aux ouvrier et le soutien à l'Etat démocrate-chrétien, armée et police incluses !

« Quant à la résistance aux 3 plans Barre... nous ne voulons pas insister trop lourdement sur la situation actuelle en France », disent charitablement Artous et Ollivier. Ils ont tort, ils devraient. Ils constatent que malgré une offensive anti-ouvrière sans précédent ; malgré l'existence d'une extrême gauche à dominante trotskyste rompue aux subtilités du front unique ouvrier ; malgré un rapport de forces entre les classes nettement plus favorable que celui qui prévalait avant 68 ; malgré la présence d'un PC et d'une CGT en perte de vitesse, contraints à la surenchère face à la social-démocratie montante ; les directions

réformistes parviennent à conserver le contrôle du mouvement, à le diviser, le morceller, le canaliser vers l'échéance des élections présidentielles.

Certes, les rapports entre masse et appareils se sont modifiés, les contradictions se sont exacerbées. Nous l'avons souvent souligné dans cette revue⁴. Des situations de débordements partiels et généralisés se sont déjà produits et se reproduiront encore à plus grand échelle.

Mais gardons-nous de sous-estimer les capacités de manœuvre que conservent les directions réformistes, comme nous n'avons traditionnellement que trop tendance à le faire. Si notre objectif est bien d'aider au débordement des appareils, de promouvoir une pratique anticapitaliste de lutte, rien ne sert de se masquer les difficultés à vaincre sur cette voie. Il faut au contraire tenter d'en prendre la mesure, aussi lucidement que possible.

De la lecture « sur-interprétative ! »

Autre critique d'Artous et d'Ollivier :

J'érigerais les crises des années vingt et trente en « *modèle de la crise révolutionnaire* » et je les réduirais à « *des crises d'effondrement de l'Etat* ». Tout le dernier tiers de leur réponse est consacré à réfuter ces prétendues assertions.

Il s'agit intégralement d'un faux procès, comme on peut s'en assurer non seulement à la lecture de l'article incriminé, mais de tous ceux que j'ai publiés dans cette revue, en particulier dans le débat avec les eurocommunistes⁵.

Je me serais dispensé d'en débattre — pas plus que je ne veux discuter l'absurde accusation de « mécanisme » qu'avancent Artous et Ollivier — si ce procès ne révélait une méthode de lecture éminemment subjective qui se manifeste à plusieurs reprises dans la réponse des camarades.

Dans mon article, j'écris : « *La désagrégation de l'emprise réformiste... implique une crise objective du système sans commune mesure avec celle qu'il connaît aujourd'hui ; une crise de l'ampleur de celle des années vingt et trente, inculquant aux travailleurs l'inanité de leurs espoirs réformistes* ». Je fais donc clairement référence à l'ampleur des crises de l'entre-deux-guerres, à leur intensité, nullement à leur type. On ne peut en aucun cas déduire de cette citation que j'érige les crises de 1917-1923, ou 1929-1933 en « modèle » des crises révolutionnaires à venir. C'est pourtant ce que font Artous et Ollivier,

de même qu'ils déduisent de mon parallèle entre les « ondes longues à tendance expansive » de 1880-1914 et 1945-1975 que je défends la thèse du « capitalisme ascendant » ; de même qu'ils décèlent dans mon intérêt pour les conditions objectives du réformisme une conception « objectiviste » du développement de la conscience de classe, « *liant mécaniquement niveau de conscience et misère ouvrière* »⁶. Lecture orientée, « surinterprétative », d'autant plus inquiétante qu'elle est sans doute de bonne foi.

Ne pas désespérer Guéménée !

Qu'est-ce qui dans mon article choque tant Artous et Ollivier, et leur commande de faire flèche de tout bois ?

Sans doute le sentiment que je surestime la profondeur de l'emprise réformiste sur les travailleurs d'Europe occidentale, que j'en sous-estime les contradictions et, partant, nos possibilités de battre en brèche cette emprise dans un avenir prévisible, bref que je succombe au pessimisme, voir au défaitisme. Que mes propos risquent de « désespérer Guéménée »...

Je ne vois pas ce qui dans mon article peut justifier de telles appréhensions. J'ai dit — et je maintiens — que l'emprise réformiste sur la classe ouvrière occidentale est profonde ; qu'elle ne repose pas seulement sur la virtuosité manipulatrice des appareils (au demeurant indéniable), ni sur l'immaturité des masses, mais sur une mentalité réformiste positive, une conscience ouvrière réformiste, confortée au sein de larges secteurs des masses par trente années de pratique réformiste des luttes. Les « marges de manœuvre » dont disposent les appareils réformistes s'expliquent largement par l'existence de cette mentalité. Ce ne sont pas seulement les appareils qui craignent l'épreuve de force avec la bourgeoisie, souhaitent faire l'économie d'une guerre civile, prétendent atteindre les objectifs par une voie lente mais sûre. Ce sont de larges secteurs des masses, et de l'avant-garde ouvrière, elles-mêmes.

Seule une longue période de crise approfondie du système, acculant les travailleurs à une pratique de lutte anticapitaliste prolongée et de grande envergure peut battre en brèche cette mentalité réformiste aujourd'hui majoritaire, et porter la contradiction entre masses et appareils à incandescence. A condition que les marxistes révolutionnaires soient à même

de promouvoir une pratique de lutte révolutionnaire, alternative à celle des directions réformistes.

Tout indique que, depuis le retournement de tendance des années soixante-dix, nous sommes engagés dans une telle période. Quelle que soit l'issue des mobilisations de printemps contre le plan Barre III, de nouvelles luttes de plus vaste ampleur encore ne manqueront pas d'éclater dans les mois et les années à venir, en riposte aux offensives bourgeoises de toute nature visant à reconstituer le taux de profit. Comme je le souligne longuement dans mon article du numéro 26, la rationalisation capitaliste partielle réalisée sous l'égide des Etats nationaux au cours des trente dernières années, débouche comme toujours sur un désordre accru au niveau du marché mondial, amenant peu à peu des dérèglements majeurs (crise du système monétaire, vulnérabilité croissante du système de crédit, inefficacité croissante des techniques anticycles, etc.).

Nous sommes entrés dans une « *période de croissance lente, voire de stagnation, entrecoupée de récessions graves et de reprises hésitantes... Les crises économiques, sociales, politiques, militaires, se succéderont. Sur chacune d'entre elles flottera en permanence le nuage sombre d'un risque de panique bancaire et d'effondrement du système international de crédit* »⁷.

Période de luttes de classe intenses, néfaste aux illusions réformistes et propice au développement d'une conscience de classe révolutionnaire parmi les travailleurs, d'un pôle marxiste révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier.

Je ne vois pas ce que ces considérations ont de défaitiste. Sauf à considérer comme « défaitiste » toute analyse qui n'érige pas nos désirs en réalités : Moi aussi, je préférerais que l'emprise des appareils réformistes sur les travailleurs d'Occident ne soit qu'un effet passager du développement inégal de la conscience de classe...

Les marxistes révolutionnaires traversent aujourd'hui une phase difficile. Certains de leurs pronostics de l'immédiat après-Mai ne se sont pas vérifiés, ou très imparfaitement : une « large avant-garde ouvrière à caractère de masse », défiante vis-à-vis des partis réformistes traditionnels, ne s'est pas stabilisée dans un cadre autonome sur la gauche des PC. De nouvelles crises prérévolutionnaires n'ont pas éclaté au milieu des années soixante-dix dans les vieilles démocraties d'Europe occidentale...

La tentation est grande, dès lors, au lieu d'examiner sérieusement les raisons de ces infirmités, de donner tort à la

réalité et de réfugier dans la belle cohérence de constructions dogmatiques. La résurgence de thèmes comme le « capitalisme agonisant », la réduction de la période 1945-1975 à une simple « conjoncture expansive », me semblent être des symptômes inquiétants de cette attitude. Il n'y a pas pour nous de danger plus grand.

La nouvelle période historique dans laquelle nous sommes engagés requiert des marxistes révolutionnaires un effort d'élaboration réellement original, non l'adaptation au goût du jour des formules des années trente (quand bien même il faut les connaître et s'en inspirer). Ce qui a fait la force de notre mouvement jusqu'à ce jour, c'est précisément sa relative fécondité théorique. C'est aussi ce qui lui a valu la haine et le mépris des sectes dogmatiques. Puisse cette fécondité demeurer et s'accroître en fonction des problèmes nouveaux que nous pose le dernier quart du XXe siècle — siècle, comme on sait des guerres et des révolutions !.

Henri Weber

NOTES

1. « De l'emprise des directions traîtres », *Critique communiste*, no 26, p. 39 à 52.
2. Léon Trotsky : « Rapport au IIIe Congrès de l'IC » in *Les Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste* éd. Maspero, cité et commenté par Ernest Mandel in *Le Troisième Age du capitalisme*, 10/18, T. 1, p. 430.
3. De 1938 à 1975 en France (INSEE), la productivité du travail a été multipliée par 3, 6 ; le produit national brut par 4 ; le revenu national réel moyen par tête par 3...
4. Et je le rappelle d'ailleurs dans mon article, page 47 : « *Le désenchantement à l'égard des directions réformistes s'est nourri des expériences de Mai-68 et de mars 78* », etc.
5. Cf. le dernier en date : « Mai 68, une répétition générale ? », in *Critique communiste*, no 23, juin 1978, p. 26-27 : « *Il semble toujours exclu que les crises pré-révolutionnaires à venir soient des crises d'effondrement de l'économie et/ou de l'Etat. Ce seront des crises du type 1936 ou 1968, non du type 1918, 1929 ou 1945... Parler de typologie des crises révolutionnaires, c'est admettre encore qu'il n'existe pas un modèle universel de conquête du pouvoir, mais divers types de processus révolutionnaires, réellement distincts...* ».
6. Alors que dans mon article, j'insiste longuement sur le fait que « *l'expansion impérialiste renforce l'efficacité des divers mécanismes intégrateurs de la société bourgeoise... elle accroît le rendement des divers appareils d'hégémonie, en particulier des appareils idéologiques, producteurs du « consensus », Par ce biais, elle renforce l'adhésion de larges couches populaires au système (pas seulement, voir même pas principalement, les couches supérieures du prolétariat)...* » p. 43.
7. Ernest Mandel : « Récession aux USA ou nouvelle récession internationale ? » *Inprecor*, no 41-42, 30 décembre 1978.

Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ?

(A propos de « l'Alternative » de Rudolf Bahro)

Si l'on croyait les autorités de la DDR, la condamnation de Rudolf Bahro à huit ans de travaux forcés ne concernerait pas son livre — dont la publication n'est pas autorisée dans cet Etat — mais des activités d'espionnage. Le livre qui a certainement demandé bien du temps pour être pensé et écrit ne serait donc qu'une activité de diversion, une façon jusqu'alors inconnue pour des espions de dissimuler leur activité essentielle en consacrant de longues heures, et d'énormes efforts de réflexion dans les domaines de la sociologie, de l'histoire, de l'économie, de la politique. La lourde condamnation de Bahro montre en réalité combien les autorités de la DDR craignent le réquisitoire que constitue *Die Alternative* et, surtout, le programme qui s'y trouve préconisé d'une « révolution culturelle » contre le « socialisme réellement existant », c'est-à-dire contre les privilégiés de ce prétendu socialisme. Car, selon nous, la partie la plus essentielle de ce livre est celle qui concerne le programme, les mesures à prendre pour passer du « socialisme réellement existant » à la construction d'une société réellement socialiste.

La description et l'analyse que fait Bahro des sociétés du « socialisme réellement existant » sont généralement plus minutieuses, plus approfondies que celles qu'on peut lire chez d'autres auteurs qui se sont surtout attachés à souligner les iniquités, les contraintes policières et autres, le faux langage, etc. ; cependant il apporte peu de choses qu'on ne sache déjà.

Par contre, en partant de cette analyse, il aboutit à un programme où il ne renie pas Marx et le socialisme, mais au contraire renoue avec ce qu'il y a de plus profond dans Marx. Un programme — et ceci doit être particulièrement souligné — qui n'est en aucune façon un programme de réformes acceptables par les courants les plus « progressistes », les plus éclairés, de la bureaucratie. Car il y a désormais des différenciations politiques dans la bureaucratie, jusque dans ses sommets les plus élevés.

Il y a un vieux communiste d'un pays de l'Europe de l'Est, toujours communiste mais qui n'est plus membre du parti, me disait en substance : « Il existe dans chaque comité central, y compris en Union soviétique, des Dubcek en potentiel, parce qu'on ne peut plus diriger ces pays comme on l'a fait jusqu'alors ; nombreux sont ceux qui le voient mais ils n'osent affronter leurs propres pensées ou ne savent que faire. Le changement n'a pas réussi en Tchécoslovaquie ; mais cela se reproduira et un jour, quelque part, cela réussira. C'est à ce moment-là que tous les vrais problèmes se poseront et que des programmes différents naîtront. »

Alors les uns voudront s'en tenir à quelques réformes pour que la machine étatique tourne un peu mieux ou un peu moins mal ; d'autres voudront aller plus loin, beaucoup plus loin, en direction du socialisme. C'est dans ce sens qu'est conçu le programme élaboré par Bahro. Nous n'entendons pas en discuter les détails ; il nécessitera certainement des rectifications, des mises au point, des compléments que l'expérience fera connaître. N'oublions pas que le livre de Bahro est le livre d'un homme seul, disposant certainement d'une documentation insuffisante en raison des conditions en DDR. Il est vraisemblable que Bahro a eu des discussions avec des amis, des compagnons de travail et, en ce sens, son livre reflète avec beaucoup de relief des sentiments, des tendances répandus en DDR ; mais c'est seul que Bahro a dû procéder, pour ne pas courir le risque d'être arrêté avant d'avoir achevé son livre, aux généralisations, aux théorisations qui montrent sa puissance de penseur.

Bahro ne se contente pas de soulever des questions comme la suppression des privilèges, des nombreux avantages que se sont accordés les bureaucrates, ainsi qu'à leurs familles, en ce qui concerne notamment les facilités assurées à leur progéniture pour l'avenir. Il ne pose pas seulement la question des droits démocratiques qui font défaut et aussi celle de la suppression du travail aux pièces, revendication pour laquelle le mouvement

ouvrier a lutté des décennies durant dans le régime capitaliste. Il constate que, s'il n'y a plus de patron, de capitaliste à l'entreprise, il y subsiste des relations hiérarchiques, de supérieur à subalterne, qui n'ont pas changé par rapport à celle des entreprises capitalistes ; le travailleur est fixé à son poste de travail et ne doit pas et ne peut pas dominer son activité : il est seulement une pièce de la machine. Et c'est à cela, dit-il, qu'il faut commencer à s'attaquer pour sortir du « socialisme réellement existant ». Pour y parvenir, il met en avant un certain nombre de revendications précises. Il souligne la nécessité d'une réduction vigoureuse de la semaine de travail et une extension à tous de l'enseignement supérieur, s'appuyant entre autre sur les déclarations suivantes du physicien soviétique de renommée mondiale, Kapitza :

« Les économistes pensent que, dans l'état actuel de la productivité du travail, un tiers ou même un quart de la force de travail d'un pays peut assurer de façon suffisante toutes les nécessités vitales de la population en aliments, vêtements, logements, moyens de communication, etc. » (p. 265).

« Dans un pays économiquement bien développé, il n'y a à présent aucune raison d'ordre économique qui pourrait interdire d'accorder à toute sa jeunesse non seulement une éducation secondaire complète jusqu'à 16 ou 18 ans, mais même une éducation supérieure jusqu'à 20 ou 23 ans... L'Etat doit probablement offrir à tous les membres de la population la possibilité d'acquérir une éducation supérieure indépendamment du fait qu'ils en auront besoin ou non pour exercer une profession. » (p. 266).

Bahro précise ses positions en la matière :

« Les conditions de la liberté ne se mesurent en aucun cas en dollars ou en roubles par tête. Dans les pays développés, les êtres humains n'ont pas besoin d'une extension de leurs besoins actuels, mais de la possibilité de jouir de leur propre activité individuelle dans des actions, dans leurs relations, dans la vie concrète au sens le plus large du terme. » (p. 382).

« Abstraction faite de quelques cas difficiles relativement rares, une semaine moyenne de travail de 5 fois 6 heures par exemple ne constituerait plus, d'un point de vue purement quantitatif, une limite au développement des individus. » (p. 388).

En ce qui concerne le travail dans les entreprises, il déclare :

« La démocratie à l'intérieur de l'entreprise est quasiment impossible sans disposer d'une réserve de force de travail par rapport au plan. » (p. 395).

et il revendique :

« plusieurs individus pour chaque emploi, plusieurs emplois pour chaque individu. » (p. 399).

Dans l'orientation générale de son programme, on retrouve notamment les idées exprimées par Marx dans les *Grundrisse*, mais il ne s'agit pas d'une simple reproduction : c'est une sorte de mise à jour, compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis Marx et des enseignements qu'on peut tirer du « socialisme réellement existant ». Un tel programme ne saurait être ignoré des marxistes révolutionnaires de la Quatrième Internationale pour enrichir leur programme de lutte en ce qui concerne les Etats ouvriers bureaucratés, et aussi leur programme de transition dans les pays capitalistes avancés où il s'agit de s'attaquer non seulement à la propriété capitaliste mais aussi, comme on le voit désormais fort bien, à toute une série de rapports sociaux (famille, éducation, environnement, etc.) — questions qui ne furent longtemps envisagées que de façon abstraite, relevant d'un futur indéfini.

Nous nous en tiendrons là sur ce sujet du programme, si ce n'est pour dire qu'il est rare de trouver un livre écrit dans des conditions aussi difficiles qui soit aussi riche d'idées. Mais ce livre contient aussi des points de vue que nous considérons faux et que nous voulons discuter. Nous laisserons de côté certaines différences qui sont plutôt d'ordre terminologique ou bien, si elles ne sont pas sans signification, qui renvoient à des divergences plus substantielles.

Par exemple, Bahro est hostile à l'expression « société de transition » et n'emploie pas l'expression « Etat ouvrier dégénéré » pour désigner ces sociétés où le capitalisme a été éliminé et où la bureaucratie règne de façon despotique. Cette différence nous paraît relativement minime. Bahro n'est, en effet, nullement proche des théories du « capitalisme d'Etat » ou d'une « nouvelle classe » quand il écrit :

« Malgré des expériences accidentelles, on ne produit pas dans les pays du socialisme réellement existant pour obtenir un quelconque profit d'Etat. Il s'agit en premier lieu de surproduit, non de plus-value. » (p. 91).

Production non de *plus-value* mais d'un surproduit social par rapport aux besoins des producteurs proprement dits. Il ne s'agit pas là de subtilités théoriques, car cet état de chose a de grandes conséquences au niveau des entreprises. Voici ce qu'en dit Bahro :

« Notre Etat – et cela est vrai aussi pour l'Union soviétique en dépit de ses dispositions législatives plus draconniennes et plus martiales – n'est pas, par sa place dans l'histoire, fondamentalement capable d'imposer la même intensité de travail que le capitalisme. En raison des prémisses de son existence et des conditions élémentaires de sa permanence dans les relations intérieures et internationales, il ne faut pas que la contradiction entre lui et les producteurs directs éclate. D'un point de vue économique-politique, les ouvriers ont, dans le socialisme réellement existant, une plus grande possibilité de faire pression sur « toute la société » que les syndicats l'ont dans le régime capitaliste. Contrairement à toute apparence première, ils l'utilisent effectivement aussi, mais ils ne peuvent le faire que d'une manière stérile, à savoir en limitant la production. » (p. 195).

Ainsi, en dépit du caractère despotique du pouvoir et en l'absence d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, les ouvriers ont dans le « socialisme réellement existant » plus de poids sur la société que les syndicats dans la plus démocratique des sociétés capitalistes en ce qui concerne l'intensité du travail. Ce n'est pas là une affirmation gratuite de Bahro, nombre de militants syndicaux de la RDA ont pu le constater lors de voyages en DDR. On voit combien l'omnipotence bureaucratique est de nature différente de l'implacabilité de la loi de la valeur dans la société capitaliste.

L'internationalisme de Bahro s'exprime nettement dans divers passages de son livre, notamment quand il propose de :

« ne pas mettre en vigueur la loi de la valeur dans les rapports avec les pays moins développés... La solution

doit consister dans l'échange selon des dépenses nationales égales en temps de travail. » (p. 405).

Mais son estimation des rapports internationaux, de leur développement au cours du XXe siècle, est à notre avis profondément erronée et le conduit à des conclusions également erronées. Ecoutons-le :

« Il faut comprendre la tragédie soviétique. Elle réside dans le fait que le mouvement socialiste russe du début du siècle avait à remplir objectivement une autre tâche que celle qu'il se croyait appelé à accomplir. Aussi longtemps qu'il n'y avait que l'Union soviétique (avec ou sans une périphérie occidentale), on ne pouvait considérer l'amer détour de l'idée socialiste par la Russie que comme un accident européen de degré excessif. Mais, depuis qu'il existe aussi la République populaire de Chine et toujours pas de révolution prolétarienne à l'Ouest, toute la perspective sous laquelle nous avons vu jusqu'alors le passage au communisme doit être corrigée et certes pas seulement du point de vue du facteur temps. L'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'émancipation générale du genre humain sont séparées par toute une époque. » (p. 22-23).

« Il n'y a pas eu de révolution prolétarienne en Europe et sa venue sous la forme attendue jusqu'à présent devient de plus en plus invraisemblable. La Révolution russe a été d'un tout autre type. L'essence et le caractère d'une révolution ont été déterminés seulement par le programme et l'héroïsme de l'avant-garde qui combat dans sa première étape. Les soviets de 1905 et de 1917 ont continué la Commune de Paris, mais après eux cette continuité s'est rompue. Conserver aujourd'hui l'espoir d'une révolution socialiste classique à l'Ouest doit précisément mener à un pessimisme qui est par ailleurs à peine fondé. Les révolutions en Russie, en Chine, dans les Balkans et à Cuba ont probablement contribué au progrès général non pas moins mais au contraire davantage qu'auraient pu le faire les révolutions prolétariennes espérées à l'Ouest. » (p. 81).

« Après les révolutions en Russie et en Chine, avec le processus révolutionnaire en Amérique latine, en Afrique et en Inde, l'humanité suit la voie la plus courte au socialisme... Le rôle de la classe ouvrière qui fut la troupe de

choc décisive des révolutions russes et qui a évidemment aussi une tâche à remplir en Europe occidentale doit être revu dans ce contexte. » (p. 57-58).

« La prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie ne pouvait conduire à aucune autre structure sociale donnée que celle qui existe aujourd'hui. Plus on reconsidère les phases de l'histoire russe — ce qui nous conduirait ici trop loin, plus il devient difficile de fixer une limite devant les énormités les plus terribles et de dire : de l'autre côté commence ce qui était absolument inévitable. » (p. 85).

« D'une part, à l'Ouest la propriété privée est niée dans les structures relatives monopolistes d'Etat de telle sorte que la deuxième vague du mouvement organisé a déjà commencé la « marche au travers des institutions », se rencontrant ainsi avec la première. Il paraît toujours de plus en plus impossible de simplement détruire la machine étatique et ce non vraiment à cause de son armature. D'autre part, dans les pays du socialisme réellement existant la machine étatique a, pendant une période décisive, à jouer un rôle créateur prédominant. L'appareil de Staline a « organisé économiquement » et a « éduqué culturellement », faisant les deux dans la mesure la plus grande. » (p. 39).

Autrement dit, il n'y a pas eu de révolutions socialistes à l'Ouest, il ne pouvait pas y en avoir et il ne peut y en avoir maintenant où s'y pose la « marche au socialisme à travers les institutions ». Les pays arriérés industriellement ne pouvaient pas sortir de leur arriération sans procéder aux révolutions qui se sont produites, comme celle de la Chine. Les dirigeants de la Révolution russe croyaient faire une révolution de type considéré comme classique par les marxistes, en fait ils ont fait une révolution d'un autre type, celui qu'on a vu ultérieurement être valable pour les pays arriérés. Pour industrialiser ces pays — ce qui n'était possible essentiellement que sur leurs propres moyens — il fallait forcer les masses à travailler et, le travail n'étant pas naturel à l'homme, il fallait une bureaucratie disposant de moyens despotiques pour les y contraindre. Le « socialisme réellement existant » était donc une phase historiquement indispensable, inévitable, sur la voie du socialisme tel que le conçut Marx et qui, pour Bahro, garde toute sa validité. Marx et Lénine se sont, selon lui, trompés non sur les possibilités effectives dans leurs périodes respectives :

« Au début du XXe siècle Lénine a surestimé le degré de développement capitaliste de la Russie tout comme Marx et Engels l'avaient fait au milieu du XIXe siècle pour l'Europe occidentale. » (p. 81).

Sans sous-estimer l'importance politique de l'accord avec Bahro sur les problèmes et les tâches actuelles dans les pays du « socialisme réellement existant », on ne saurait considérer comme neutres les divergences sur l'interprétation du passé, car elles impliquent des divergences théoriques sérieuses. Une première remarque s'impose à la fin de la lecture du livre de Bahro : ce dernier ne propose rien quant au passage au socialisme dans les pays capitalistes, si ce n'est cette « marche au travers des institutions » indéfinie qui est plus ou moins aujourd'hui celle des partis euro-communistes... et des partis socialistes. Une marche de toute évidence dans une impasse pour ces derniers et qui n'aboutira nulle part ailleurs pour les partis euro-communistes. Autre remarque : Bahro prend en fait comme un point de départ figé, comme une donnée quasiment immuable, la division actuelle du monde entre les pays de capitalisme développé et les pays qui ont suivi ou qui suivront la voie du « socialisme réellement existant ». Nous sommes littéralement surpris qu'il n'ait pas mentionné dans son livre le problème de l'unification de l'Allemagne, un problème qui s'est trouvé mis au réfrigérateur depuis plus de vingt ans mais qui n'en existe pas moins et qui en sortira inévitablement un jour.

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de révolutions à l'Ouest. Il y en a eu — notamment en Allemagne et en Espagne, pour ne pas parler de la Hongrie et d'autres crises révolutionnaires ; ce qu'il n'y a pas eu, ce sont des révolutions victorieuses, encore que la révolution ait triomphé essentiellement sur ses propres forces en Yougoslavie, un pays intermédiaire entre l'Ouest et l'Est, un peu plus à l'Ouest que la Russie tsariste. L'absence de révolutions victorieuses à l'Ouest ne signifie pas qu'il dut en être inévitablement ainsi. Dans plusieurs pays, la classe ouvrière s'est engagée dans de grands combats où le pouvoir capitaliste se trouvait objectivement mis en cause ; le fait que ces combats n'aient pas toujours été poussés assez loin et qu'ils aient été défaits n'était pas inscrit comme une inévitabilité historique. Les carences ou les trahisons des directions bureaucratiques et réformistes ont joué un rôle considérable, ainsi que l'intervention contre-révolutionnaire de la direction soviétique (accords de Yalta, Téhéran, Potsdam). L'accession de la classe ouvrière

à la conscience de ses objectifs historiques ne suit pas un chemin rectiligne. Que d'échecs et de défaites avant d'avoir imposé la reconnaissance de ses syndicats et de ses partis, les droits démocratiques ou le suffrage universel ! Combien plus tourmentée s'avère être la voie qui la conduit à la conquête du pouvoir !²

Il est dangereux et faux de penser que tout ce qui s'est produit dans l'histoire était historiquement inévitable : on peut ainsi aisément passer du déterminisme historique au fatalisme. Faudrait-il penser que Hitler et Franco étaient eux aussi inévitables et, ainsi, absoudre Staline de sa politique de la « troisième période » et de sa politique du « Front populaire » ? Le rôle des directions ouvrières (partis socialistes et partis communistes) a été considérable et, dans plusieurs cas, décisif quant à l'issue des luttes de la classe ouvrière.

En fait, Bahro considère que la bureaucratie a été un facteur indispensable et même, pour une certaine période, positif. En ce qui concerne les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratisation se produisit du fait que ces pays se sont transformés socialement en raison de la présence des armées soviétiques. Si leur intervention en Tchécoslovaquie en août 1968 montre que cette bureaucratisation ne se maintient que par la force, l'exemple de la Yougoslavie témoigne que là où les masses travailleuses ont été l'élément principal de la libération sociale du pays et où l'Union soviétique n'a pas pu intervenir, la direction a été obligée, en dépit de l'énorme confusion politique où elle se trouvait à l'égard du Kremlin, à recourir à des formes édulcorées, bâtarde, de démocratie ouvrière. Il ne peut y avoir le moindre doute qu'une classe ouvrière qui accéderait au pouvoir en Europe occidentale irait extrêmement loin sur la voie du socialisme, comme en témoigne Mai 68 que Bahro salue avec chaleur.

La bureaucratisation de type stalinien a son origine en Union soviétique, ce que Bahro reconnaît dès les premières pages de son livre :

« Le « système socialiste mondial » et le mouvement communiste mondial sont déchirés par des contradictions internes fondamentales qui ont leurs racines principalement dans l'histoire non maîtrisée de l'Union soviétique. »
(p. 10).

Ainsi se pose la question : le pouvoir bureaucratique était-il une nécessité historique inévitable ? Bahro apporte dans cer-

taines de ses appréciations sur ce qui s'est passé en Union soviétique à partir de la révolution des points de vue qui vont à l'encontre d'une telle conception. Il reconnaît par exemple que si l'on avait suivi les propositions de l'Opposition de gauche, on n'aurait pas perdu cinq années, un retard que l'on eut à payer ultérieurement matériellement et politiquement fort cher (p. 95).

Il reconnaît aussi que les dirigeants comme Trotsky, Zinoviev, Boukharine, etc. étaient inassimilables au régime bureaucratique. Nous faut-il ajouter que, même après l'épouvantable collectivisation à outrance, le parti, déjà domestiqué par Staline, a montré des velléités d'apaisement, de libéralisation ? Pour opérer ses « purges » sanglantes, Staline a dû s'appuyer sur les éléments les plus arriérés et les plus vils de la société.

Tout cela n'était pas inévitable : ce fut l'aboutissement de luttes qui durèrent près de dix années. Ce qui pesa quant à l'issue, ce fut en premier lieu la succession de défaites de la révolution dans le monde, ce fut aussi la sous-estimation du danger bureaucratique par la majorité du parti bolchevik, y compris par la majorité de sa direction. Le développement de l'Union soviétique, en l'absence de révolution victorieuses en Europe, ne se serait certes pas produit sans de grandes difficultés économiques ; mais les difficultés avaient été également énormes durant les premières années de la révolution, ce qui n'empêcha pas les dirigeants bolchéviques de faire de leur mieux dans cette période pour associer les masses aux tâches à accomplir, aux sacrifices à consentir ; ils n'imposèrent pas un régime où toute liberté, tout droit était supprimé, même le droit à un poète ou à un peintre de s'exprimer à sa guise.

Nous sommes d'accord avec Bahro que les pays économiquement arriérés ne peuvent se libérer que par des révolutions du type de la Chine, de Cuba, etc., c'est-à-dire qu'ils ne suivront pas le chemin des pays avancés, ne connaîtront pas une période de floraison du capitalisme et, dans celui-ci, de développement relatif à la démocratie bourgeoise. Ils suivront la voie mentionnée par Trotsky sous le nom de « révolution permanente », c'est-à-dire d'une révolution dirigée par la classe ouvrière, commençant par accomplir les tâches démocratiques bourgeoises que les bourgeoisies indigènes ne peuvent résoudre, mais passant sans solution de continuité à des tâches appartenant à la révolution socialiste proprement dite.

Nous ne reprendrons pas ici toute l'histoire du problème de la Révolution russe, depuis Marx qui, en 1881, envisageait que la Russie tzariste pourrait ne pas avoir à passer par une étape

capitaliste à condition d'une victoire de la révolution socialiste en Europe, jusqu'à Lénine et Trotsky au lendemain de la révolution de 1905 qui, tout en ayant des divergences entre eux, comprirent que la révolution russe future n'aboutirait pas à un régime bourgeois de type classique en Europe. Nul — et certainement pas Bahro — ne leur reprochera de n'avoir pas prévu la bureaucratie ou, plus exactement, la forme qu'elle a prise depuis Staline. Même après 1917, Trotsky n'étendit pas sa théorie de la révolution permanente à d'autres pays coloniaux ou semi-coloniaux avant juillet 1927, au cours de la deuxième révolution chinoise. Il la généralisa alors parce que la révolution d'Octobre avait mis un terme à l'ère des révolutions bourgeoises en privant le système capitaliste de la domination sur un sixième du globe. Mais la Révolution russe devait-elle nécessairement déboucher dans le « socialisme réellement existant » de Staline ?

Avant d'aborder le problème de la bureaucratie, il faut examiner la position de Bahro sur la notion de parti. Il est partisan d'un parti communiste, différent du SED, auquel il donne le nom de *Bund der Kommunisten*. Mais sa notion de parti ouvrier, y compris pour les Etats capitalistes, n'est pas celle couramment adoptée par les marxistes. Selon lui, il n'y a pas exactement de parti qu'on pourrait appeler « parti ouvrier » :

« Les partis socialistes, et pas seulement en Russie, étaient dès le début de façon tout à fait ambivalente aussi bien des partis du prolétariat que des partis pour le prolétariat. »
(p. 181).

Ce qu'il justifie ainsi :

« Sauf des exceptions individuelles, les ouvriers n'ont jamais été marxistes dans un sens quelque peu strict. Le marxisme est une théorie qui se base sur l'existence de la classe ouvrière, mais il n'est pas la théorie de celle-ci. »
(p. 184).

Le marxisme ne serait donc qu'une conception formulée par des intellectuels sur la marche de l'humanité et ceux-ci auraient pris la classe ouvrière comme objet de l'histoire pour la réalisation de cette théorie (correcte) ; mais la classe ouvrière, sauf des exceptions individuelles, ne saurait s'élever au-dessus de la défense de ses intérêts immédiats dans la société capita-

liste. Le socialisme lui viendrait de l'extérieur et de ce fait les partis ouvriers se revendiquant du marxisme sont plutôt des partis *pour* le prolétariat que des partis *du* prolétariat. Dans *Que faire ?*, Lénine dit bien que le socialisme est apporté de l'extérieur à la classe ouvrière qui ne peut s'élever au-dessus du trade-unionisme, mais il n'allait pas aussi loin que Bahro : quelques années plus tard, il reconnaissait que c'était de sa part une outrance polémique qui n'était pas correcte. Le marxisme n'est pas né *ex nihilo* dans la tête d'aucun intellectuel, pas même dans celle de Marx. Ce dernier a montré que le capitalisme industriel encore peu développé s'étendrait au monde entier et que l'aspiration au socialisme n'était pas une illusion mais serait le résultat des luttes prolétariennes encore embryonnaires à l'époque, en tout cas limitées à quelques villes ou quelques rares régions en Europe : ce n'est pas Marx qui est allé chercher un objet pour sa théorie, ce sont les luttes ouvrières qui ont conduit Marx au marxisme. Il est vrai que le mouvement ouvrier a commencé un peu partout avec des intellectuels et des ouvriers fortement intellectualisés, mais il ne pouvait en être autrement : comment la grande majorité des travailleurs n'ayant ni l'instruction ni les loisirs nécessaires auraient-ils pu comprendre le mécanisme de la société qui les exploite ? La grande majorité des travailleurs n'y parvient que dans la lutte de classe ; les partis ouvriers de masse n'ont pas été formés par une addition d'individus ayant compris les analyses du *Capital*, mais au travers des combats de classe de tous ordres. Ajoutons aussi qu'il y a à présent des centaines de milliers, peut-être même des millions de militants ouvriers dans le monde qui ont une assez bonne connaissance du marxisme et qui sont à la pointe des luttes de leur classe pas seulement pour améliorer les conditions de travail et de vie dans la société capitaliste, mais pour renverser celle-ci.

Il est un autre point dans le livre de Bahro concernant le parti et la classe que nous devons examiner. Il écrit :

« Au-delà du capitalisme, la notion de classe ouvrière perd son sens opératoire... Tout comme la bourgeoisie, le prolétariat perd son identité socio-économique spécifique. » (p. 172-173).

De là, Bahro conclut au « parti unique », les organisations de défense des intérêts immédiats des diverses catégories ayant d'autre part leur raison d'être. Bahro défend le point de vue que

des minorités peuvent exister dans le « parti unique », y défendre leurs positions, les conserver même après avoir été battues à un congrès. Mais est-on sûr que, même dans de telles conditions, la coexistence dans un même parti de deux positions largement divergentes reste possible et, dans la négative, que peut-il rester du « parti unique » ?

Laissons cette question et revenons à ce que Bahro dit de la classe ouvrière dans le « socialisme réellement existant ». Il est certain que, dans la période de transition au socialisme, la classe ouvrière elle-même se transformera et fera place à une association de producteurs libres et égaux entre eux. Nous ne possédons pas la connaissance du « socialisme réellement existant » de Bahro, mais nous sommes incapables à la lecture de *Die Alternative* et de ce qui s'y trouve sur les rapports dans les entreprises de discerner l'existence actuelle d'une réelle tendance à une telle transformation de la classe ouvrière. Les différences sociales sont énormes entre les travailleurs et les appareils de l'Etat du parti. Ces différences sont suffisamment grandes pour justifier non seulement l'existence de syndicats indépendants de ces appareils défendant les intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi d'un parti politique de ces travailleurs luttant pour aboutir à ce « socialisme réellement existant » et réaliser le programme de la « révolution culturelle » préconisé par Bahro³.

Avant de développer ce point, revenons aux rapports entre les partis ouvriers et la classe ouvrière dont ils sont issus et dont ils sont ou devraient être les porte-parole politiques des intérêts. Ces rapports ne sont ni simples ni fixés une fois pour toutes. L'histoire montre que par deux fois (la première avec les partis socialistes d'avant 1914, la deuxième avec les partis communistes), les partis créés comme partis de la révolution socialiste se sont bureaucratisés et transformés en partis réformistes.

Pourquoi et comment ? Ces partis ont été créés par des minorités de la classe ouvrière dans des luttes souvent fort âpres. Ils ont dû former des permanents pour fonctionner régulièrement, créant ainsi des « spécialistes » dans des tâches données, c'est-à-dire un « appareil ». Celui-ci a eu, en raison des conditions de la société capitaliste, tendance à se situer au-dessus du parti et, par conséquent, au-dessus de la classe, devenant ainsi plus vulnérable aux pressions de cette société capitaliste. Là où le parti a rempli sa fonction de dirigeant de la lutte révolutionnaire et renversé le capitalisme, c'est-à-dire en Russie, il s'est trouvé déchiré comme parti ouvrier par le nouvel Etat qu'il avait créé,

et noyé du fait de l'existence de dizaines de milliers de « spécialistes » qui ont tendance à se placer au-dessus de la société⁴. Le développement culturel de la classe ouvrière ne se fait pas au même rythme que son développement politique ; le programme de la « révolution culturelle » établi par Bahro a précisément pour objet de réduire ce décalage, de donner aux travailleurs le temps et l'éducation nécessaires pour supprimer l'existence de « spécialistes » susceptibles de dominer la société toute entière.

Il n'y a pas de doute que des conditions objectives donnant naissance à des déformations bureaucratiques dans une société où le capitalisme vient seulement d'être renversé existent et que ces conditions sont plus contraignantes dans les sociétés jusque-là arriérées où l'analphabétisme est encore répandu, où le nombre des « spécialistes » — plus ou moins capables d'ailleurs — est minime, et où les problèmes de l'industrialisation et plus généralement du développement économique occupent une énorme place. Mais faut-il en conclure, comme Bahro, à la nécessité historique d'une couche sociale jouant un rôle progressiste, celui d'imposer aux masses la contrainte du travail et, par suite, à la nécessité historique du « socialisme réellement existant » ? Nous ne pouvons absolument pas suivre Bahro sur ce plan. Tout d'abord, disons nos doutes sur l'hostilité naturelle de l'homme au travail : nous ne croyons qu'à l'hostilité au travail contraint, imposé, tandis que le goût du bricolage pour soi est extrêmement répandu. En outre, même dans les sociétés du « socialisme réellement existant », on a souvent vu les masses faire des efforts de travail prodigieux chaque fois qu'elles croyaient qu'elles travaillaient pour elles — que ce fut vrai ou faux. Par exemple dans les premières années de la Révolution russe et même au cours du premier plan quinquennal, et aussi dans plusieurs pays au lendemain de la guerre avec la libération. Le travail forcé, par contre, n'a jamais été particulièrement productif.

Le véritable problème posé à la société n'est pas celui d'éliminer les « spécialistes » aussi longtemps qu'ils sont nécessaires, mais de les dominer, de contrôler leur efficacité, de réduire les avantages qu'ils peuvent tirer de leur rareté, de réprimer les abus qu'ils pourraient commettre. Ce problème, l'a exprimé en ces termes dans son *Adresse la Guerre civile en France — 1871* au lendemain de la défaite de la Commune de Paris :

« Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter »

et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. »

Marx s'est-il trompé sur ce point ? Faut-il donc posséder une instruction supérieure pour pouvoir contrôler et choisir les « spécialistes » dont une société qui a aboli le capitalisme a besoin ? Non, mille fois non ! Même si l'on adopte pour un instant le point de vue de Bahro que la classe ouvrière ne peut aller au-delà de la défense de ses intérêts immédiats et ne peut accéder aux problèmes généraux de la société, on ne peut en tirer la conclusion qu'elle n'est pas capable de choisir, de contrôler et, si besoin est, de mettre au pas la bureaucratie. A une époque où la classe ouvrière était loin d'avoir les connaissances et les qualifications qu'elle possède généralement aujourd'hui, elle s'est montrée capable de tenir tête et de réduire les prétentions des capitalistes et de la maîtrise dans l'organisation du travail à l'entreprise et d'obtenir des garanties dans ce domaine. Serait-elle donc incapable d'agir de même et de savoir juger les bureaucrates dans un Etat où il n'y aurait plus de capitalistes ? De tout temps, les opprimés ont su juger les capacités de leurs maîtres dans leurs fonctions dirigeantes. Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsqu'il n'y a pas de classe dirigeante et qu'il n'existe plus qu'une hiérarchie héritée du passé de l'humanité et condamnée à disparaître dans le temps ? Le choix d'abord, le contrôle ensuite des « spécialistes » sont à la portée des travailleurs, même dans les pays économiquement arriérés, et il n'y a aucune donnée objective qui rende inévitablement historiquement le « socialisme réellement existant ». Ce dernier s'explique par un concours de circonstances connu depuis longtemps. Il est un accident — évidemment très prolongé — de l'histoire, il n'en n'est pas une nécessité inévitable.

Qui fera la « révolution culturelle » ? Bahro est vraiment sceptique sur les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière sans toutefois apporter une réponse précise à la question posée. L'exemple de ce qui s'est passé en Tchécoslo-

vaquie en 1968, de ce qu'il voit dans la DDR, pèse très certainement dans sa pensée. Il est clair que l'on n'assiste pas de prime abord à un mouvement de masse des travailleurs et que ce sont des couches sociales périphériques qui sont les premières à passer à l'action. Mais cela n'est pas particulier au « socialisme réellement existant » ; on assiste à des phénomènes du même genre dans les pays capitalistes. Là aussi des couches périphériques (étudiants, etc.) se meuvent les premières parce qu'elles sont précisément les premières à ressentir l'instabilité croissante dans la société, qu'elles ont aussi une plus grande mobilité d'action et, aussi, parce qu'elles sont souvent les plus vocales. Mais en fin de compte, de tels mouvements ne peuvent aboutir en tant que mouvements révolutionnaires que s'ils débouchent sur des interventions massives de la classe ouvrière. Mai 68 en France, ce ne fut pas seulement et pas surtout une révolte étudiante, mais essentiellement une grève générale de dix millions de travailleurs — probablement le plus large mouvement de la classe ouvrière dans son histoire.

En Tchécoslovaquie, le printemps de Prague n'a pas commencé avec la classe ouvrière, mais à la suite d'une crise au sein de la bureaucratie. Le Kremlin a pris peur quand, dépassant les réformes initialement envisagées à la direction, une puissante intervention de la classe ouvrière amenait l'équipe Dubcek à céder au lieu de la réprimer. Le Kremlin a compris où était pour lui le vrai danger en Tchécoslovaquie, et — cela, Bahro l'affirme aussi — ensuite hors des frontières de ce pays, jusques et y compris en Union soviétique. D'ailleurs Bahro reconnaît aussi la crainte des travailleurs qu'ont les bureaucrates quand il signale que, dans la DDR, ceux-ci ont renoncé à en donner une définition qui pourrait la distinguer dans les statistiques.

Le fait est que, dès que la classe ouvrière entre en action dans le « socialisme réellement existant », la bureaucratie est rendue autrement impuissante que les capitalistes le sont dans leur société. Sur ce point, l'exemple ou plutôt les exemples polonais sont frappants et le Kremlin n'a pas manqué d'aider Gierek sur le plan économique pour apaiser les revendications des travailleurs. Malgré la durée du « socialisme réellement existant », il n'a été qu'un régime de crise. La répression bureaucratique n'a pas du tout été le produit d'une soi-disant nécessité historique, mais le résultat de l'instabilité interne considérable du régime politique dont la vie est en danger dès lors même qu'apparaîtrait publiquement une division dans les rangs du pouvoir

par laquelle trouverait à s'insérer l'hostilité des masses. C'est d'ailleurs pour cela que les dirigeants de ces Etats ouvriers bureaucratisés sont incapables de résoudre leurs problèmes dans des débats publics et qu'ils sont obligés de régler leurs comptes en catimini avant de présenter les choses publiquement d'une façon mensongère. Les dirigeants de ces pays sont les derniers à penser que la classe ouvrière ne constitue pas le plus grand danger révolutionnaire pour eux.

Concluons en quelques mots. Quand Bahro pense que les partis ouvriers ne sont pas exactement des partis ouvriers, que la classe ouvrière ne peut parvenir à la compréhension des problèmes généraux de la société, que le marxisme est une production d'intellectuels, il ne commet pas seulement, comme nous l'avons dit, une erreur importante sur les rapports du marxisme et de la classe, il commet aussi sans le vouloir une erreur sur lui-même. Il n'est pas seulement l'intellectuel Bahro qui analyse avec force le « socialisme réellement existant » et définit un programme pour construire une véritable société socialiste. Il est, quoi qu'il puisse penser, un produit de la classe ouvrière allemande et de ses riches traditions révolutionnaires théoriques et politiques. Nous avons mentionné plus haut le problème de la réunification de l'Allemagne. Est-il nécessaire de rappeler que le problème de l'unité de la réunification de l'Allemagne était inscrit dans le programme des révolutionnaires dès les origines du mouvement ouvrier de ce pays ? Il n'y a pas deux traditions du mouvement ouvrier allemand, une à l'Ouest et l'autre à l'Est ; il n'y en a qu'une seule. C'est aussi pour cela que de très nombreux militants ouvriers de la RDA se sont identifiés avec *Die Alternative* de Bahro, où ils ont vu non seulement les aspirations des travailleurs de la DDR mais aussi les leurs, c'est-à-dire les aspirations à une Allemagne réunifiée socialiste. En raison du développement industriel du monde entier, la classe ouvrière allemande n'est plus aujourd'hui le centre du monde ouvrier mondial qu'elle a été pendant plus d'un demi-siècle, mais elle a encore une énorme contribution à apporter à la construction d'une société socialiste à l'échelle du globe. De ce point de vue, la lutte pour la libération de Bahro n'est pas seulement la lutte pour la libération d'un homme, c'est aussi la lutte pour la libération de la classe ouvrière allemande tout entière, artificiellement divisée et de ce fait considérablement paralysée par les volontés à la fois

conjuguées et opposées des Etats-Unis et de l'Union soviétique, c'est la lutte pour la révolution socialiste allemande à la fois à l'Ouest et à l'Est.

Pierre Frank
28 août 1978

NOTES

1. Editions Stock, Paris. Le présent essai a paru dans le recueil *Sozialismus debatte*, publié à Berlin pendant l'automne 1978.
2. Dans sa conception, Bahro pense en fait que les masses des pays arriérés ne pourront accéder au socialisme sans révolution, nécessairement sanglante, tandis que les travailleurs des pays capitalistes développés y parviendront « au travers des institutions », c'est-à-dire à peu de frais. C'est une erreur grave : comment s'expliquer le nazisme, sinon par la volonté de la grande bourgeoisie d'arrêter à n'importe quel prix la naissance d'une société socialiste ? Une réédiction immédiate du fascisme n'est pas dans les possibilités actuelles du capitalisme, mais il peut trouver d'autres formes brutales pour défendre son pouvoir, et il le fera.
3. Il va de soi que ce parti ne comprendra pas que les ouvriers proprement dits mais aussi des membres d'autres catégories sociales se plaçant sur des positions communistes ; mais ce parti doit avoir sa base essentielle dans la classe ouvrière des entreprises.
4. Voir notamment la lettre de Ch. Rakovsky à Valentinov connue sous le titre *Les « dangers professionnels » du pouvoir*.

Lucien Sfez ou le purgatoire autogéré

A propos de « l'Enfer et le Paradis »

Jean-Pierre Garnier fut un militant de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) avant 68, à Toulouse, puis de l'OCT jusqu'en 1974. Aujourd'hui inorganisé, il reste lié à l'extrême gauche et collabore à la revue Parti-pris.

Il a publié, en collaboration avec Denis Goldschmidt le Socialisme à visage urbain, essai sur la locale-démocratie aux éditions Rupture, et la Comédie urbaine, aux éditions Maspero. On lui doit encore un bref pamphlet le Marxisme lénifiant, aux éditions Sycomore.

Des petits maîtres du prêt-à-porter « néo-philosophiques » aux chantages bien en cour de la « nouvelle culture politique », sans parler de quelques gourous de renom qui daignent quitter les hautes sphères de la culture élitiste où ils planent d'ordinaire pour venir dire leur mot sur ce qui se passe sur terre, c'est à qui fera preuve de plus d'imagination pour nous convaincre que marxisme rime avec totalitarisme.

Le refrain est connu, direz-vous, puisqu'il a servi de leitmotiv, à la belle époque de la guerre froide, aux propagandistes du Plan Marshall et autres croisés de l'Occident : la reconstruction de l'Europe du Capital allait alors de pair avec son « réarmement moral ». Aussi, tout intellectuel qui se voulait « progressiste » devait-il se garder de mêler sa voix à celle des défenseurs attitrés de l'ordre bourgeois. Or voilà qu'aujourd'hui,

l'antimarxisme fait fureur dans les salons de l'intelligentsia. A quelques variations près, les têtes pensantes de la droite éclairée et de la gauche dans le vent reprennent la même chanson. Bien plus, ils chantent à l'unisson. Le couplet est toujours le même : le Goulag gîte au sein du marxisme comme le vers dans le fruit et le socialisme qui s'en inspire ne peut que conduire à la barbarie. Peu importe que les versions douteuses qu'en propose la bureaucratie ne servent en réalité à celle-ci qu'à couvrir ses infamies. Le marxisme, à cet égard, ne bénéficie pas du privilège des appellations contrôlées : à force d'être apposé sur des marchandises avariées, le label a fini par recevoir son sens de ce qu'il camouflait. De-là à imputer à l'étiquette le contenu du flacon, il n'y avait qu'un pas. Rares sont ceux qui ne l'ont pas encore franchi.

Entre deux conseils à Michel Rocard sur le meilleur moyen de faire coïncider, dans les esprits sinon dans les faits, l'âge de la Trilatérale avec celui de « l'autogestion » cher à son compère Rosanvallon, Jacques Julliard reprend à son compte l'assimilation habituelle du marxisme à ce qui est présenté comme tel dans les pays où règne cet étrange « socialisme » que l'on qualifie par antiphrase de « réel ». « *Que cela plaise ou non, le Goulag est passé par là*, opine Julliard, *et l'on ne voit pas au nom de quel privilège extra-historique, au nom de quelle « Immaculée Conception », le marxisme resterait la seule théorie innocente de la praxis à laquelle elle a, bon gré mal gré (sic), donné naissance* »¹. Marx aurait donc accouché des massacres perpétrés sous l'égide de Staline ou de Pol-Pot, comme jadis sans doute, si l'on s'en tient à cette vision idéaliste, le Christ engendra à son insue l'entreprise d'extermination des mécréants menée par la très sainte Inquisition. A ce compte, le catholicisme devrait être crédité de méfaits auprès desquels ceux commis au nom du communisme paraissent être encore loin du compte. Il est vrai que ces derniers ont été accomplis par des régimes qui ne sont pas encore séculaires. Quoi qu'il en soit, depuis que le monde est monde, ce sont les idées qui le font tourner, et gare aux matérialistes qui osent encore en douter : leur incrédulité à l'égard de cette vérité première prouve tout simplement qu'en définitive, les véritables esprits religieux, ce sont eux.

C'est en effet ce qui ressort des discours d'un nouveau venu sur le marché des idées reçues, Lucien Sfez, pour qui les distinguos que d'aucuns s'entêtent à effectuer entre ces « figures imaginaires » que sont le capitalisme et le socialisme, la bour-

geoisie (ou la bureaucratie) et le prolétariat, les exploités et les exploités, les dominants et les dominés, le réformisme et la révolution... ne font que renvoyer à la « mythologie manichéenne des oppositions réglées », au « sempiternel dispositif de l'Enfer et du Paradis », en un mot à la « théologie politique »².

Malgré son incroyance proclamée, ce grand prêtre du « décodage » n'a rien trouvé de mieux, pour exorciser le démon de la lutte des classes, que de forger un *deus ex machina* de rechange et de l'ériger en moteur de l'histoire : la « politique symbolique, dont la « critique » doit désormais prendre le pas sur celle de l'économie politique capitaliste. Avec un effet en retour surprenant, bien réel celui-là : fournir à la politique que les apologues de la néo-social-démocratie française préconisent, pour sortir l'économie capitaliste de la crise, le rideau de fumée qui leur manquait.

I. Un penseur en état de grâce

Dans la constellation des idéologues qui s'affairent à redonner quelque lustre à une pensée bourgeoise que l'on avait un peu trop vite cru déclinante, une étoile montante brille d'un éclat insolite : Lucien Sfez. La fulgurance de son ascension au firmament du *star-system* intellectuel était pourtant passée inaperçue, malgré les efforts de son bénéficiaire pour la rendre spectaculaire à grands coups de colloques et autres « séminaires » dont les résultats scientifiques importaient d'ailleurs moins que leur impact publicitaire. A l'époque, il est vrai, le rayonnement des thèses d'un Michel Foucault dans le ciel de l'idéologie dominante ou la « formidable explosion de pensée libre » que nous aurait valu l'éclatement de la « fusée Castoriondis », aux dires de Jacques Julliard, avaient contribué à éclipser, voire à rejeter dans les ténèbres de l'« obscurantisme marxiste », tout ce qui ne participait pas directement à la remise sur orbite des « valeurs » éternelles de l'Occident. Or, à la différence des innombrables croque-morts et fossoyeurs qui dansent la sarabande autour du cerceuil d'un Marx qu'ils n'en finissent pas d'enterrer, Lucien Sfez avait eu la prudence de ne pas imiter ces « orphelins d'idéologie » qui s'empressement d'aller exhumer du panthéon bourgeois quelques cadavres théoriques, pour les réembaumer à l'aide des divers « apports » des disciplines à la mode qui feront croire à leur résurrection³. Pour Sfez, au contraire, les « idoles » que les élites manipulent pour établir ou

consolider leur pouvoir méritent toutes d'être déboulonnées, comme si la seule image de marque qui vaille pour un « clerc », en ces temps de désenchantement et de scepticisme, était celle de l'iconoclaste.

De fait, Sfez se garda bien, pendant toute l'interminable campagne électorale des années soixante-dix, de s'engager ouvertement dans l'un ou l'autre camp. Il voulait faire figure de « franc-tireur », mais non de partisan. Tandis que les chevaux-légers de la « dissidence » libérale-avancée allaient caracolier du côté de l'Elysée, au grand dam des jeunes turcs de la gauche moderniste qui piaffaient d'impatience en attendant d'en faire autant lorsque les lieux du pouvoir auraient changé d'occupant, Sfez faisait part de son intention de « prendre le maximum de distance critique par rapport aux compromis de l'an 2000 » et de « tourner en dérision les hommes de pouvoir, y compris ceux de la gauche »⁴.

A première vue, cette profession de foi « anarchiste » pourrait susciter la sympathie des révolutionnaires, pour qui la lutte contre l'ordre établi implique le refus de toutes les compromissions auxquelles nous invitent les thuriféraires de la collaboration de classes et de la « concertation » entre « partenaires sociaux ». A une époque où les partis « socialiste » et « communiste » incitent les travailleurs à « *confondre libertés démocratiques des masses avec institutions démocratiques bourgeoises, opposition à la dictature bureaucratique et au régime du parti unique avec opposition au pouvoir des conseils ouvriers, et, à la limite, « austérité » imposée par un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie pour restaurer le taux de profit capitaliste avec « étape de transition vers le socialisme* »⁵, le rôle des « intellectuels critiques » qui, bien que non marxistes, démasquent ces impostures visant à restabiliser l'ordre bourgeois, ne saurait être tenu pour quantité négligeable. Hélas Lucien Sfez n'est pas Leonardo Sciascia ni Noam Chamski. Ce dernier a d'ailleurs parfaitement défini le genre dont relève le « discours décapant » que Sfez pratique sous les applaudissements des représentants de l'*establishment* : la « tactique de la feinte dissension »⁶. Reconnaissons toutefois que dans cet art, Sfez est passé maître.

A la manière de Michel Jobert, Lucien Sfez ne se veut ni de droite ni de gauche mais « ailleurs ». Là s'arrête cependant la ressemblance. Sa volonté d'« échapper, en les désamorçant, aux contraintes des clivages »⁷, l'a en effet conduit à adopter une tactique destinée à décourager ceux qui cherchent à le

« situer » : l'ubiquité. Comme la politique dont il prétend renouveler la « science », Sfez est la la fois « nulle part... et partout ».

Ce qui vaut pour la collectivité vaut, en effet, pour l'individu : aucune grille de lecture, aussi sophistiquée soit-elle, ne saurait rendre compte à elle seule des « processus complexes à multilignes entrecroisées » qui composent le réel. Dans une société où les décisions des dirigeants, soumises au jeu « pluriel » de « rationalités multiples et enchevêtrées », tantôt convergentes tantôt divergentes, sont « latéralisées » par rapport aux buts officiels des gouvernants et aux intérêts du Capital, il est vain, selon Sfez, d'imputer à une causalité surdéterminante l'explication des faits sociaux. De même, étant donné la diversité des influences qui modèlent la personnalité de chacun et son « irréductibilité » aux approches unilatérales qui n'en retiennent que certaines facettes, toute tentative pour cataloguer un individu à partir de sa situation et sa position de classe est vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle il faut résolument rejeter les catégorisations simplistes et normatives de la « macro-politique, celle qui prétend du haut de l'histoire, nous dire le beau, le vrai, le bien ». La sainte horreur qu'éprouve Sfez pour les classifications ne l'empêche pas, cependant, de passer le plus clair de son temps à séparer le bon grain de l'ivraie et d'envoyer sans rémission ceux qui, à ses yeux, pèchent par « dogmatisme » dans l'enfer qu'il a créé à leur intention, celui de la « théologie ». Parmi ces damnés, figurent en première place les marxistes coupables d'accorder une importance excessive à la division en classes, jugement qui autorise Sfez à s'auto-proclamer « inclassable ». Dès lors, point n'est besoin pour lui de préciser ses positions politiques : leur « fluidité » — pour utiliser un euphémisme — ne serait que l'effet de l'entrelacs des « flux » qui le traversent.

Tel le furet de la chanson, Sfez ne cesse de courir d'un arbre à l'autre dans la forêt des signes, croyant par là se rendre insaisissable. On le croyait juriste, il se montre aussi sociologue. D'autres le prenaient pour un philosophe, il lui arrive de jouer aux anthropologues. Certains l'imaginaient quelque peu historien, il parvient à persuader les naïfs qu'il maîtrise aussi l'économie. Quant à la sémiologie, elle n'aurait plus de secrets pour lui. Et foin de sectarisme ! Pour tous ceux qui ont compris l'inanité des « visions totalisantes » face à un monde qui se révèle de plus en plus « éclaté », l'éclectisme est, si l'on peut dire, de rigueur. Faisant flèche de tout bois, les traits qu'il décoche

contre les « fabricants d'images symboliques » proviennent d'un arsenal des plus hétéroclites : Foucault, Lacan, Baudrillard, Guillaume, Le Roy Ladurie, Clastres, Attali, Deleuze, Duvignaud, Castoriadis et compagnie. Il arrive même que Marx soit mis à contribution, avec de sérieuses réserves, comme il se doit, sur lesquelles nous reviendrons. Pour légitimer ces emprunts tous azimuts aux succès de librairie du moment, Sfez invoque le « brouillage des codes, des fonctions, des acteurs », comme si le recours à des fragments épars de théorisations disparates garantissait une compréhension non mystifiée de l'« hypercomplexité de la machine sociale ». En fait, il s'agit d'abord, pour ce touche-à-tout, de brouiller les pistes. Car ses « dérives » interdisciplinaires et son « errance » entre les divers courants de pensée suivent une direction bien précise, qui se trouve être, comme par hasard, celle prise par bon nombre de gens qui restent convaincus que l'on peut « rompre avec le capitalisme » sans faire la révolution. Comme quoi on peut rejeter la « théologie politique » tout en continuant de croire aux miracles !

II. La « politique éclatée » ou le Capital en miettes

Les « itinéraires juxtaposés en vadrouille, quelquefois connectés, quelquefois sans liens », que Sfez nous dit emprunter, se révèlent à l'usage des chemins plutôt fréquentés. Ce *hippie* de la théorie n'a rien d'un marginal. Et si l'on quitte le champ du « symbolique » où il aime à nous entraîner pour retrouver l'espace institutionnel et idéologique du capitalisme français dans sa phase actuelle de développement, on s'apercevra bien vite que le combat « sans répit » que Sfez prétend livrer aux « illusionnistes du pouvoir » s'avère n'être en réalité qu'une incessante partie de cache-cache derrière les piliers de l'ordre établi.

Les divagations de Sfez sur le ou les pouvoirs ne sont pas le fait d'un promeneur solitaire : s'il lui arrive de rêver, c'est en fort bonne compagnie. Très paradoxalement, ces « illusionnistes » dont il affirme vouloir démasquer les mystifications et dénoncer les manipulations constituent aussi son public de prédilection. Serais-ils masochistes ? Evidemment non : ils décèlent en Sfez, comme en beaucoup d'intellectuels « critiques » de la « génération perdue », moins un censeur qu'un bouffon.

Grand pourfendeur de « mythologies », cet éminent profes-

seur de sciences politiques soucieux de « décaper et corroder », de « trouver et au besoin de provoquer les fissures, les brèches, les contradictions internes aux appareils », officie le plus souvent en des lieux qui effectivement auraient grand besoin d'être subvertis. Du moins si l'on est assez naïf pour imaginer qu'en l'absence de poussée populaire de grande ampleur leurs occupants seront assez suicidaires pour scier la branche sur laquelle ils sont confortablement assis. Toujours est-il que l'université de Paris-Dauphine où Sfez enseigne d'ordinaire, connue jusqu'en Chine pour la qualité des « gestionnaires » qui en sont issus⁸, de même que l'École nationale d'administration, berceau d'une technocratie dont la réputation n'est plus à faire, ou l'École normale supérieure, pépinière de penseurs de haut rang indispensables au prestige de la France, où Sfez est invité de temps à autre à faire quelques conférences, comptent parmi ces institutions étatiques dont le rôle dans la reproduction du système capitaliste n'a rien de symbolique. Or, il ne semble pas que la stabilité de leurs assises ait eu, jusqu'ici, beaucoup à souffrir du « travail de sape » que Sfez déclare exercer sans relâche pour miner les certitudes sur lesquelles s'appuient les dirigeants pour continuer à diriger. Au contraire, tout laisse à penser qu'il s'emploie consciencieusement à reboucher ce que la « taupe » chère à Marx s'évertue de creuser ! Il est vrai que, selon Sfez, « ni Marx, ni personne n'ont jamais rompu avec quoi que ce soit », et que croire possible une rupture avec l'ordre existant participe précisément d'une vision « théologique »⁹. Dommage que ce discours, somme toute rassurant, s'adresse principalement à ceux qu'une telle rupture pourrait inquiéter : il y perd beaucoup en crédibilité.

Le mandarinat universitaire, en effet, ne constitue qu'une partie du public auquel Sfez s'adresse d'ordinaire. Une grande partie de son activité est également consacrée à mettre sur pied des rencontres où nulle place n'est laissée au hasard. L'objectif est de faire « dialoguer » des personnalités qui incarnent ces différents niveaux de rationalité dont le « télescopage », par les « effets de latéralisation infinis » qu'il produit, est à l'origine de cette fameuse « irréductibilité » du réel à une « lecture à sens unique » : en termes de « lutte des classes », par exemple. C'est ainsi que l'on a pu voir « plancher, lors de colloques et de séminaires où Sfez jouait les maîtres de cérémonie, d'anciens ou de futurs ministres, des politiciens de renom, des hauts fonctionnaires, des bureaucrates syndicaux placés suffisamment haut dans la hiérarchie pour ne pas rabaisser les débats au niveau des

préoccupations terre-à-terre où les militants de base les confinent d'habitude ; le tout, « couvert » par des plumitifs représentatifs de la presse bien pensante de « droite » et de « gauche », catégories dont ces manifestations confirment plus que jamais la non-pertinence. Si ces séances de *brain-storming* mondain donnent lieu à des échanges de vue courtois qui plongent en général l'assistance dans un état parfois proche de l'assoupissement, certaines interventions viennent néanmoins témoigner de l'existence de ces effets seconds auxquels Sfez accorde tant d'importance dans ses argumentations. Mais, fonctionnant un peu à la manière d'un boomerang, ils frappent d'invalidité ce qu'ils devaient attester.

Au cours d'un colloque traitant du « pouvoir » et des « décisions », ou la « traduction » des secondes dans le langage du premier avait été définie par Sfez comme l'essence même du politique, Alain Cotta, économiste que l'on ne saurait suspecter de marxisme, rappela comme s'il s'agissait d'une évidence, que si les décisions des dirigeants capitalistes étaient « émietées » et « ponctuelles », voire contradictoires entre elles, toutes participaient cependant d'un processus unique et global : la mondialisation du Capital, sous sa forme financière aussi bien que productive et technologique¹⁰. Bien sûr cette représentation unificatrice de la réalité allait à l'encontre de la vision « éclatée » que Sfez en présentait, vérification de la thèse bien connue de la convergence de vues entre les descendants de Ricardo et ceux de Marx unis, comme dirait l'ineffable Castoriadis, dans une même « adoration de la « rationalité » capitaliste, de la technique et de l'organisation »¹¹.

Autre moment fort de ce colloque, une réponse du PDG de Kodak qui, avec le vice-président de Creusot-Loire, figurait en tant que « décideur » dans cette rencontre « au sommet ». Elle s'adressait à Jacques Chérèque, secrétaire national de la métallurgie CFDT, apparemment plus à l'aise dans ce face-à-face serein avec des représentants — et non des moindres — du Capital que sur le terrain des affrontements concrets qui opposent le prolétariat lorrain aux forces de l'ordre bourgeois. Au bonze syndical qui lui reprochait de ne guère s'occuper du sort des travailleurs français dans ses stratégies de délocalisation à l'échelle internationale, le « patron en chef » de Kodak rétorqua tranquillement que, dès lors qu'une ouvrière philippine pouvait pour 1,50 F de l'heure effectuer un travail identique à celui qu'accomplit une ouvrière bretonne pour 20 F de

l'heure, il faudrait être « complètement fou » pour ne pas transférer la production là où les coûts salariaux sont plus de 10 fois moins élevés. Quant aux « retombées » des fermetures d'établissements sur le personnel, c'était à l'Etat de s'en occuper. « Ce qui compte c'est la prospérité de l'entreprise », ajoutait le vice-président de Creusot-Loire dans la foulée, « même si elle ne coïncide pas avec les intérêts des travailleurs » (*sic*). Réponse pleine de bon sens qui oblige en revanche à s'interroger sur le sens de la remarque « critique » de Jacques Chérèque.

Contrairement à ce qu'avait avancé Sfez en introduction, les « grands absents » du colloque n'étaient pas les « gouvernants, chargés directement, à main nue, du travail de symbolisation » — la « politique symbolique » a, elle-aussi, ses travailleurs manuels ! — mais les gouvernés. Jacques Chérèque n'était donc pas obligé de faire la leçon aux exploiters pour conforter son image de marque de défenseur des exploités. Mais voilà, ce cacique de la CFDT s'est, lui aussi, converti à la foi en un monde « éclaté » soumis à plusieurs logiques simultanées et imbriquées, où la rationalité du profit aurait cessé d'être déterminante. Il refuse l'idée d'un « centre unique de décision qui s'appellerait capitalisme monopoliste d'Etat ou multinationales, et qui structurerait l'ensemble des décisions », version « poujado-marxiste » du pouvoir. Chérèque suggérerait à son tour de prendre en considération l'existence de « centres de pouvoirs pluriels qui gouverneraient des décisions plurielles, elles aussi »¹². D'où, sans doute, son interpellation des PDG sur leurs « responsabilités » à l'égard des prolétaires : il espérait faire vibrer en eux autre chose que la fibre des profiteurs, titiller peut-être ces « rationalités de l'inconscient qui laissent toujours des traces dans nos décisions les plus positives, les plus prétendument réalistes ». Pour le prochain colloque, il faudra prévoir des divans.

Sans doute, est-ce cette difficulté à « cerner » le pouvoir capitaliste qui devait conduire, quelques semaines plus tard, les fédérations syndicales de la métallurgie à refuser de prendre la moindre initiative centrale d'envergure à la suite de la « réunion bidon » du 23 février 1979 entre les directions de la CFDT et de la CGT, et le ministre de l'Industrie qui s'était contenté de les renvoyer devant les patrons de la sidérurgie. A quoi bon, en effet, une marche nationale sur la capitale ou une grève générale puisque « l'ennemi est devenu introuvable » et que la direction des affaires est assurée à partir d'une pluralité de centres difficiles à « localiser » ? Contraint d'aller au charbon, si l'on peut dire, Chérèque aurait dû expliquer aux ouvriers en colère ce

qu'il racontait peu avant devant un auditoire, il est vrai, plus complaisant. Après avoir abondé dans le sens de Sfez sur l'existence de « centres de pouvoir pluriels », il avait émis l'hypothèse — ô combien audacieuse pour un porte-parole de la classe ouvrière selon laquelle il existerait des « centres de pouvoir plus importants que d'autres, des filières structurantes »¹³. Le bien-fondé d'une telle supposition demandait évidemment à être vérifié. Ce qui exigera du temps. D'ici là, il ne restera plus aux prolétaires qu'à attendre, pour passer à l'action, que le capitalisme ait achevé sa « restructuration » !

3. L'idéalisme ressuscité

Les prestations « théoriques » de Lucien Sfez s'inscrivent dans une offensive idéologique contre l'usage du concept de totalité qui est loin d'être innocente. Elle prend place, en effet, au moment où l'intégration de l'économie capitaliste atteint une dimension planétaire, et où la coordination entre les Etats bourgeois ne cesse de se renforcer, alors que les aspects de la vie sociale qui échappaient encore à l'emprise directe du mode de production capitaliste sont en passe d'être à leur tour absorbés. En affectant de confondre la « totalité » avec le « système », c'est-à-dire un ensemble homogène, cohérent et clos, on l'identifie à une représentation totalisante et totalitaire qui aura tôt fait de discréditer un outil théorique, pourtant indispensable à la saisie de la réalité sociale. « *Privée du concept de totalité, la connaissance de la praxis perd tout ordre interne et finit par se dissoudre, en se dispersant et s'éparpillant. Elle se fragmente en de multiples descriptions et analyses du « réel » social dont elle reproduit alors aveuglément les scissions et les séparations, qu'elle entérine par conséquent.* »¹⁴ Désintégrer la théorie sociale, n'est-ce pas là, en fin de compte, le propos de tous ceux qui, aujourd'hui, s'efforcent de convaincre les marxistes-révolutionnaires de rendre les armes de la critique radicale en échange de gadgets « subversifs », tout juste bons à amuser la galerie ? Sous couvert de « politique éclatée », ce que cette mise en pièce vise à masquer, à une époque où l'économie devient véritablement mondial et total au sein du capitalisme¹⁵, entraînant le politique dans son mouvement, c'est la montée d'un totalitarisme d'autant plus pernicieux qu'il en sera moins ressenti. Quant aux effets concrets de ce processus, ils seront autonomisés par rapport aux conditions de leur production

grâce à une opération idéologique proprement renversante : mettre le « symbolique » au poste de commande.

N'en déplaise aux admirateurs de Lucien Sfez, s'il a ouvert des « perspectives nouvelles » dans le domaine des « sciences politiques », c'est sur un territoire déjà très balisé. Quant aux « transversalités » auxquelles il se réfère pour passer d'un registre à un autre, elles lui servent le plus souvent à prendre la tangente face à des contradicteurs assez « intolérants » pour le pousser dans ses retranchements. Une chose est de sortir des sentiers battus, une autre est de les emprunter tous à la fois, surtout quand ils mènent, comme c'est le cas, au même endroit.

Prises une à une, les diverses « rationalités » qui fondent l'approche « multilinéaire » que Sfez propose pour rendre compte des phénomènes sociaux ne se distinguent guère du tout-venant que nous offre la panoplie des idéologies post-soixante-huitardes : psychologisme, sémiologisme, systémisme, écologisme, biologisme... sans oublier les « nouveautés » anthropologiques, philosophiques, linguistiques ou philosophiques de ces dernières années. Aussi, n'est-il guère besoin de s'y attarder.

On apprend, par exemple, sans surprise que l'« État totalitaire » a été enfanté par un « délire de la raison » et non par son « sommeil », comme le voulaient les idéalistes de la vieille école. « Devenue à elle-même son propre surnaturel », à la suite de la laïcisation inachevée du siècle des Lumières — c'est la faute à Rousseau ! — elle « fabrique une abstraction qui tient lieu de métaphysique » et qui, « de la Terreur de 1793 au Goulag », vouera les révolutions à accoucher de « doubles monstrueux des lendemains qui chantent ». Bien d'autres, avant Sfez, avaient souligné les effets pervers de la raison, tel ce penseur qui s'insurgeait contre les « hommes abstraits du Contrat social », « pures entités écloses sous la baguette de la métaphysique », à qui l'on avait « retranché expressément toutes les différences qui séparent un homme d'un autre ». Emise peu après l'écrasement de la Commune, cette opinion d'Hyppolite Taine, normalien de renom, fit à l'époque sensation. Les Versaillais avaient eux-aussi leurs « nouveaux philosophes ».

Pour comprendre cet empire de la raison sur le destin des peuples, il faut remonter à la source matricielle : Port-Royal. De ce lieu, maléfique en un sens, puisque c'est là où s'ancre historiquement l'opération symbolique du gouvernement des hommes par la manipulation des signes, Sfez fait la clef de voûte des « enfers » et des « paradis » imaginaires qui peupleront par

la suite la mémoire des gouvernés des « valeurs mythiques » qui serviront à les tromper : volonté générale, nation, peuple, prolétariat... Premier maillon d'une « chaîne représentative composée de signes arbitraires se renvoyant les uns aux autres jusqu'à composer un équivalent de la nature », le dieu que les « messieurs » de Port-Royal opposent à la toute-puissance de la monarchie absolue, va unifier de l'extérieur, par le biais du symbole de l'Eucharistie, un monde politique désormais cuirassé par la théologie.

Certes, Dieu devra céder la place à la Raison, au XVIII^e siècle, mais l'avènement du règne de celle-ci ne met pas fin à celui de la théologie : « la politique tout entière devient sacrée, la Démocratie, un culte de la Raison déesse ». Tout le reste en découle : le « discours de croissance, de rentabilité, de profit, d'utilité, d'efficacité » et aussi « de normalité répressive », discours qui « ne s'est pas modifié depuis Adam Smith, Ricardo et Marx ». Inutile, donc, d'évoquer la logique du Capital : Sfez nous renverra illico à la « logique de Port-Royal ».

Avec cette machinerie véritablement diabolique mise en place par les jansénistes il y a trois siècles, Sfez tient son principe explicatif ultime, l'événement premier générateur d'histoire. Au regard de ce dispositif politico-symbolique qui, en établissant un lien mystificateur entre ce qui est et ce qui est représenté, érige le symbole en instrument de domination appuyé sur l'exigence de rationalité, l'exploitation, l'impérialisme, la lutte des classes n'apparaissent que comme des dérivés de ce modèle initial, des péripéties, en quelque sorte, ou mieux : des imageries. Marx lui-même, auquel Sfez rend hommage pour sa « vigilance critique » à l'égard des « appareils économique-politiques de pouvoir de toute obéissance », n'est cependant pas allé assez loin dans son analyse démystificatrice de la représentation. Faute de la prolonger par une critique de la politique symbolique, il n'a pu mettre au jour le « moteur invisible qui réanime le cadavre » du système représentatif. La preuve : Lénine, Staline, Mao et les autres, « prêtres marxistes de l'identité », ont pu confisquer à leur profit, en se réclamant de lui, les opérations de réunification magique qui allaient ouvrir aux foules crédules les portes de l'enfer bureaucratique.

Le parallèle entre la religion chrétienne et la « religion marxiste » n'est pas chose nouvelle. La tradition lancée par le *Reader's Digest* et le *Figaro* a été depuis reprise par les gauchistes repentis, notamment ceux qui ont jeté leur froc maoïste aux orties. Leur prose regorge d'images pieuses « détournées » :

l'Eglise moscovite, les icônes de la sainte Russie stalinienne, les papes du Kremlin, gardiens de l'orthodoxie idéologique, le catéchisme (ou le bréviaire) léniniste, les diverses hérésies, trotskystes ou titistes, les confessions-autocritiques et les excommunications, les sectes qui de par le monde se disputent sur l'interprétation des Ecritures, etc. Sfez n'innove donc guère, de ce point de vue et, si l'on doit accuser d'un péché, ce n'est assurément pas de celui d'originalité. Dommage, toutefois, que pour échapper au « cadre hiérarchique et consensuel » dans lequel la « logique de Port-Royal » nous tient « encore enfermés », il faille nous en remettre à l'un de ces athées qui, comme disait l'autre, « croient qu'ils ne croient pas ».

Sous quelle forme, en effet, se présente l'« information décapante » que Sfez prétend opposer aux « faux-semblants » de la politique symbolique ? On l'a vu : elle résultera d'une approche « plurielle » de la réalité qui, au lieu d'en ramener les divers aspects à un processus de développement social unique, s'attachera à dégager les diverses rationalités qui la constituent. Or, il ne s'agit là que d'une version « pluraliste » de la vision idéaliste du monde qui n'apparaîtra nouvelle qu'à ceux qui aiment être abusés. Au début de ce siècle, les idéologues de l'Ecole formaliste de poésie avaient repris à leur compte la vieille conception selon laquelle les pratiques sociales n'étaient pas tributaires d'un processus de développement historique unique, mais d'un « croisement, une combinaison ou une interaction de certains principes indépendants : les substances religieuses, politiques, juridiques, esthétiques et éthiques qui trouvent leur origine et leur explication dans leur dénomination même ». Sfez ne parle pas de « substances » mais de « codes » : le sémiologisme est passé par là ! Mais la démarche demeure la même que celle des formalistes qui, face à la « complexité » de la réalité sociale, s'empressaient pour l'analyser de la décomposer et de « donner des noms aux éléments, immédiatement transformés en essences, en sous-absolus sans père ni mère ». Pour caractériser cette « fétichisation des divers aspects du processus universel, sans compréhension de leur déterminisme interne », où « la multiplicité de *facteurs* indépendants, sans commencement ni fin », suppose implicitement l'intervention de plusieurs divinités au lieu du Créateur unique, quelqu'un proposa une définition qui conviendrait parfaitement à la vision « éclatée » du monde de Lucien Sfez : « Ce n'est rien d'autre qu'un polithéisme camouflé ». Le nom de l'auteur de cette heureuse formule ? Léon Trotsky¹⁶.

4. Une divine surprise : la microrévolution permanente

D'ordinaire mieux inspiré, Roland Barthes avait cru bon de glisser un jour, entre un sermon de Jean Daniel et une homélie de Maurice Clavel, cette mise en garde à l'intention des fidèles du *Nouvel Observateur* : « *Derrière la rationalité des grands systèmes occidentaux, tel le marxisme (sic), peuvent se tenir des logiques, des tours, des protections, des astuces qui appartiennent à un tout autre univers. Sous le discours de l'homme politique, toujours établir l'origine religieuse*¹⁷. Comme on le voit, le propos de Barthes rejoint celui de Sfez. Dans le cas des ministres du culte rocardien qui préparent fébrilement la venue du Messie dans les colonnes du « *Nouvel'Obs* », la tâche des lecteurs est relativement aisée... à condition de ne pas être déjà eux-mêmes aveuglés par la foi. Sous les odes entonnées à la gloire de « l'expérimentation sociale » par la « bande des quatre » (Viveret, Touraine, Rosanvallon, Julliard) qui gravite autour du futur président, il n'est pas bien difficile de déceler les accents bien connus des cantiques du christianisme social. Mais Sfez, nous le disions au début, adore jouer les impies. Est-ce à dire qu'il échappe, comme il le proclame *urbi et orbi*, à la dichotomie réversible des « enfers » et des paradis » ? En un sens oui, puisqu'il a trouvé refuge en ce lieu dont Chateaubriand disait qu'« il surpasse en poésie le ciel et l'enfer, ce ce qu'il présente un avenir qui manque aux premiers », et qui n'est autre que le purgatoire. Lieu « symbolique », mais qui ressemble furieusement à cette mystérieuse « société autogérée » qui aurait déjà trouvé sur terre un début d'accomplissement.

Sfez, pourtant, se montre très incrédule à l'égard des possibilités de réalisation de l'« utopie autogestionnaire ». Ne serait-ce que parce qu'elle est devenue le fourre-tout où s'emmagasinent les illusions compensatoires aux espoirs déçus par les révolutions avortées. « *L'auberge espagnole était probablement autogérée*, écrit Sfez, *puisque l'autogestion est auberge espagnole.* »¹⁸ Mais elle abrite aussi, en lui servant de couverture idéologique, un projet très réaliste de restructuration de l'Etat qui n'annonce en rien un dépérissement de ce dernier : « la greffe *auto* est prônée parce qu'elle assure la survie du système *hétéro* ». Sfez rappelle à ce propos que « *le système de représentation exige que l'on soit deux : le représentant a « besoin » du représenté dans la mesure où le premier a précisément pour fonction de représenter les besoins du second.*¹⁹ Or qu'arrive-t-il lorsque, comme cela s'est produit en France avec le renforcement

constant de l'Etat technocratique au cours de ces dernières années, « le central, le représentant, le national, a phagocité la périphérie, le représenté, le local » ? Sa fonction disparaît, répond Sfez, car les deux acteurs tendent à se fondre en un seul. D'où la quête incessante par les instances centrales de remèdes miracles pour « ressusciter le local défaillant, le réanimer, afin de créer à nouveau le jeu à deux qui fonderait à nouveau la légitimité du centre ». Tel est le sens de ces deux voies où s'engagent avec mille précautions les gouvernants, au nom de la « démocratisation des institutions » : la déconcentration et la décentralisation. Voies non dangereuses pour eux, précise Sfez qui s'étonne de leur réticence à aller plus avant, c'est-à-dire à adopter sans tarder cette « grande formule intégrative, consensuelle, recodante, de l'avenir » qu'est l'autogestion. Sur ce dernier point, ce n'est pas nous qui le démentirons²⁰. Reste à savoir si les clefs du « code », autrement dit des « rapports productifs, économiques et intellectuels », doivent demeurer entre les mêmes mains.

Pour un « théologien » marxiste, révolutionnaire de surcroît — ce qui, aux yeux de Sfez, ne peut qu'aggraver son cas, la réponse ne fait pas de doute. Les rapports représentant/représenté, central/local, dominant/dominé, ne transcendent pas les rapports sociaux. Mais, plutôt que de reconnaître que les relations conflictuelles entre ces deux niveaux de la réalité sociale ont quelque chose à voir avec les antagonisme de classes, Sfez préfère les transmuier en oppositions idéalistes dont les termes, métamorphosés en entités, se renvoient l'un à l'autre dans un perpétuel jeu de miroirs. Cela lui permet d'évacuer une perspective qui rendrait très difficile la satellisation par le pouvoir central bourgeois des « contre-pouvoirs » qu'il aurait « récupérés » voire suscités, alors qu'ils étaient censés se dresser contre lui. Parce qu'il serait le pouvoir d'une « autre » classe, un deuxième pouvoir fondé sur la démocratie des conseils de travailleurs aurait peu de chances de se subordonner au premier : il s'y substituerait car « le système des conseils ne peut survivre qu'en tant que nouvelle structure de pouvoir »²¹. Autant dire que le cercle vicieux des « ruses recodeuses du système central » ne sera pas brisé par la vertu du Saint Esprit, mais par le bris de l'Etat lui-même. Mais la révolution, comme chacun sait, n'est pas en odeur de sainteté par les temps qui courent. « *L'idée de la révolution, comme événement absolu, fondation d'un monde dans lequel les hommes domineraient entièrement les institutions (...) cette idée a partie liée secrètement avec la représenta-*

tion totalitaire », écrit Claude Lefort autre ex-marxiste repentant auquel Sfez emprunte volontiers. Aussi, ce dernier n'est-il pas le dernier, malgré ses professions de foi irrégieuses, à jeter l'anathème contre ces fanatiques et ces illuminés qui n'ont pas encore compris qu'il fallait « en finir avec cette illusion meurtrière d'un pouvoir central » à détruire. Ainsi, tout s'explique : c'est pour avoir voulu combattre une chimère, une vue de l'esprit que les révolutionnaires auraient, tout au long de l'histoire, pavé de leurs bonnes intentions l'enfer bien réel de leurs hypothétiques paradis. Avouons, n'en déplaise à Lucien Sfez, que cette « vérité » participe moins de la « démystification » que de la révélation, donc de la théologie. Confrontée aux implications pratiques qu'il en tire, elle nous apparaît même comme une escroquerie.

Sfez, en effet, se veut « loin, très loin, des hiérarchies pompeuses et programmatiques dont la symbolique embraye sur le vide ». On a vu pourtant que les gens qu'il côtoyait, la plupart du temps, n'étaient autres que les notables et les « personnalités » qui forment l'entourage de ceux qui gouvernent ou aspirent à gouverner, quand ce ne sont pas les gouvernants eux-mêmes. Drôle de manière, en tout cas, d'« aider les associatifs en tous genres, les autonomistes de tout poil, les localistes tous azimuts », comme il proclame vouloir le faire. Sa « mission » ne serait-elle pas plutôt d'aider les premiers à contrôler les seconds et de dissuader ceux-ci de s'en prendre à ceux-là ? A y regarder de plus près, cette « politisation du quotidien », cette « prise en charge par chacun de sa propre existence », cette « solidarité locale », dont Sfez salue l'avènement, a des airs de famille avec la fameuse « nouvelle culture politique », « décentralisatrice et conviviale » prêchée par les grands prêtres de l'autogestion hétérogérée. Bien sûr, l'aversion de ces derniers pour « la politique professionnelle » ne les dissuade pas de consacrer leurs efforts à mettre (ou remettre) en selle les jeunes loups et les vieux renards du PS susceptibles d'opérer la jonction des « mouvements sociaux » et de la politique institutionnelle, enfin débarrassée de ses « archaïsmes ». Sfez, au contraire, se tient jusqu'ici à l'écart des « joutes politiciennes ». Mais cela ne l'empêche pas, loin de là, d'intervenir dans le débat qui met aux prises les partisans d'une rupture du système avec ceux qui ne préconisent que des ruptures dans le système. Or, c'est de leur côté que Sfez a décidé de se ranger. Car ces « micro-révolutions » qui doivent s'effectuer « ici et mainte-

nant », sans attendre le « grand soir et ses lendemains qui déchantent », ne se situent pas « loin des macro-régulations des masses et des partis de masse », ainsi que Sfez feint de le croire. De plus en plus, le nouveau mode de gestion de la société civile capitaliste par l'État bourgeois va justement reposer sur ces « petits déplacements de rationalité des mini-groupes dynamiques », dont Sfez dit d'ailleurs qu'ils « dégrifferont le système, avec une nouvelle conception des besoins, du travail, des loisirs ». Selon Sfez, les organisations doivent « s'effacer » pour ne devenir que « le support des expériences locales ». A quand un ministère de l'Autogestion, un secrétariat à l'Expérimentation sociale ?

On ne s'étonnera pas, dès lors, que Sfez prenne pour cible favorite de ses attaques ceux qui, à tort ou à raison, revendiquent des positions anticapitalistes. Il faut croire qu'à ses yeux, le capitalisme constitue un mode de production indépassable puisqu'un « au-delà » socialiste relève, selon lui, de la théologie. « Le ciel peut attendre. Le quotidien, lui, ne le peut. » Effectivement ! le socialisme étant repoussé aux calendes grecques, il s'avère urgent d'aménager ici-bas le purgatoire capitaliste si l'on veut que les pécheurs, dorénavant appelés à y séjourner à perpétuité, prennent leur mal en patience ; quitte à le déclarer en état de micro-révolution permanente !

Installé dans une marginalité de pacotille qui n'est que la transfiguration de la place privilégiée qu'il se figure occuper, en tant qu'« intellectuel critique » dans son exil imaginaire hors de la « politique symbolique », Sfez se pose en pourvoyeur de sens disposant souverainement des « codes ». Ce sémiocrate se prendrait-il pour Dieu ? Dommage que les lumières qu'il dispense sur ce bas monde de la politique concrète ressemblent fort à cette « obscure clarté qui tombait des étoiles » dont parlait le poète.

Confusion de la théorie, la chose est courante en ces temps de régression politique où, dans la nuit obscurantiste qui s'avance tous les chats tendent à devenir gris. Théoriser la confusion, en revanche, il fallait y songer. Sfez est effectivement l'un des premiers à vouloir explicitement ériger le confusionnisme en théorie. Et peut-être est-ce là, finalement, le titre de gloire qui lui vaudra de laisser quelque trace dans l'histoire de la pensée politique, encore que le terme de « traînée », pour user d'un langage moins « symbolique », soit sans doute plus approprié,

Jean-Pierre Garnier

NOTES

1. Jacques Julliard, « La fusée Castoriadis », *le Nouvel Observateur*, 26 janvier 1976.
2. Lucien Sfez, PUF, 1978.
3. Parmi les momies récemment redécouvertes, les plus prisées sont Tocqueville pour le XIXe et Camus pour le XXe siècle.
4. « Discussion avec Lucien Sfez », *Dialectiques*, n° 22.
5. Ernest Mandel, *Critique de l'Eurocommunisme*, éd. Maspero, 1978.
6. Noam Chomski, « La restructuration idéologique aux Etats-Unis », *le Monde diplomatique*, mars 1979.
7. « Entretien avec Lucien Sfez », *le Monde*, 4 et 5 mars 1979.
8. C'est dans cet établissement que seront formés quelques-uns des *managers* chargés de mettre en œuvre les « quatre modernisations » dans la Chine « communiste » du camarade Deng.
9. *Le Monde*, entretien cité.
10. *Décision et Pouvoir dans la société française*, éd. Christian Bourgois, 10/18, 1979.
11. C. Castoriadis, « Les crises d'Althusser », *Libre* n° 4, 1978.
- 12.
12. *Le Monde*, entretien cité.
13. *Décision et Pouvoir...*, *op. cit.*
14. Alain Bihr, « Essai sur le concept de théorie sociale », *l'Homme et la Société*, n° 45/46, 1977.
15. Osons rappeler qu'en définissant le capitalisme comme le mode de production où prédomine l'économique, Marx ne sombrait pas dans l'« économisme ». Au contraire, le dépassement de ce mode de production impliquait la fin de cette prédominance.
16. Léon Trotsky, *Littérature et Révolution*, Christian Bourgois, 10/18, 1971.
17. *Le Nouvel Observateur*, 29 janvier 1979.
18. Lucien Sfez, « Autogestion et pierre philosophale » in *Qui a peur de l'Autogestion ?*, Christian Bourgois, 10/18, 1978.
19. Lucien Sfez, *l'Objet local*, Christian Bourgois, 10/18, 1977.
20. Voir « Faux prophètes et bons apôtres », *Critique communiste* n° 26.
21. H. Weber, « Eurocommunisme, socialisme et démocratie », *ibid.* n° 22.

La formation de la théorie de l'Etat chez Karl Marx

Nous publions ci-dessous un débat entre Jean-Marie Vincent et Blandine Barret-Kriegel, ancienne dirigeante de l'Union des jeunes marxistes-léninistes (UJCml), chargée de recherche au CNRS, sur la genèse de la théorie marxiste de l'Etat. Cette question se trouve au cœur de l'offensive néo-libérale en cours visant à assimiler marxisme et totalitarisme, droits de l'homme et Etat démocratique bourgeois.

B.B.-K. — Il me semble qu'il faudrait aujourd'hui essayer de pratiquer vis-à-vis de Marx, la critique telle que lui-même l'a toute sa vie appliquée à autrui. Pas la critique sous sa forme immédiate et brutale, celle qu'il appelle « critique dans la mêlée ». Comme il le disait dans la *Critique du droit politique hégélien*, « dans la mêlée, il ne s'agit pas de savoir si l'adversaire est noble, s'il est intéressant, il s'agit de l'atteindre ». Il ne s'agit pas, pour nous, d'atteindre Marx ou encore de le salir basement, comme on a essayé de le faire en fouillant dans son lit — Althusser a fait remarquer naguère que les concepts, en général, ne se trouvent pas dans les lits — mais il s'agit de comprendre et de critiquer le fonctionnement de cette machine infernale par quoi le système socialiste, qui se réclame de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat, de la réconciliation de la société divisée entre le politique et le social, a instauré des institutions politiques de répression et de massacre sans précédent.

Cette question-là est urgente, même si la critique doit être soigneuse et rigoureuse.

On ne se débarrasse pas de cette question en disant que Marx est mort (car c'est trop facile de signer un certificat de décès alors que le cadavre bouge encore), ou qu'il n'y a pas de théorie politique de Marx. En fait, Marx a consacré un grand nombre d'œuvres aux questions de doctrine politique proprement dites, non seulement des œuvres de jeunesse, mais même des œuvres d'histoire. A l'intérieur du *Capital*, s'il n'a pas eu le temps, effectivement, de rédiger la partie consacrée à la lutte de classe et à l'Etat proprement dit, il y a de nombreuses notations les concernant.

La philosophie politique de Marx existe, mais sa réalisation a été sombrement paradoxale.

Le paradoxe est le suivant : Marx a annoncé le dépérissement de l'Etat, sa volonté de briser la machine d'Etat, et sa philosophie politique est cependant à l'origine de la construction d'Etats formidables, de telle sorte qu'elle semble réaliser la prophétie nietzschéenne : « *Le socialisme est ce frère cadet du despotisme, il vaincra aux cris de : le plus d'Etats possible.* »

Par quelle infernale mécanique, les mêmes causes produisant invariablement les mêmes effets, le discours anti-étatique a-t-il pu abriter les manœuvres d'un fantastique renforcement de l'Etat ? C'est, me semble-t-il, ce qui reste à expliquer. Il reste également à expliquer qu'un autre discours anti-étatique, le discours libéral, n'ait pas produit exactement les mêmes effets.

J.-M.V. — Je suis persuadé qu'il y a de la théorie politique chez Marx, mais, comme d'ailleurs tu le laissais entendre, cette théorie politique n'est pas élaborée, elle n'est pas achevée. Tu signales que, dans *le Capital*, il y a toute une série d'indications sur ce domaine, mais on peut dire que c'est le cas également dans *la Contribution à la critique de l'économie politique*, sans que cela soit vraiment élaboré. De plus on peut se poser une autre question. Est-ce qu'il n'y a pas contradiction ou opposition entre la théorie politique telle qu'elle se manifeste dans les œuvres de jeunesse (c'est-à-dire aussi bien dans *la Question juive* que dans *la Critique de la philosophie de l'Etat d'Hegel* ou dans d'autres textes de cette époque) et la théorisation implicite ou non achevée de la maturité. Personnellement, je le pense. Je pense que dans les œuvres de jeunesse, Marx reste encore très marqué par la conception hégélienne de

l'Etat. Et, dans cette conception hégélienne de l'Etat, il reprend en particulier l'idée, que l'Etat est expressif de la société.

Chez Hegel, l'Etat est saisi comme résolution des contradictions de la société, Marx corrige en disant qu'il en est l'expression. Dans cette optique, on a donc un Etat qui est une sorte d'entité non questionnée, qui est là comme expression de la société civile ou de ses contradictions. Or, le rapport entre société civile et Etat, Marx le verra de façon beaucoup plus complexe dans les œuvres de la maturité. Il ne dira plus aussi facilement qu'on a d'une part une société civile avec sa dynamique totalement autonome et un Etat qui lui est superposé et ne fait qu'exprimer ses contradictions ou les contenir. Il va essayer de faire une analyse dans laquelle le rapport Etat/société civile n'est plus vu simplement sous l'angle du discontinu, mais à la fois sous l'angle du continu et du discontinu. Dans les œuvres de maturité de Marx, l'Etat est présent *dans* le rapport social. Il n'y a plus extériorité de l'Etat par rapport à la société civile, mais pénétration, complémentarité de l'Etat, ou des formes étatiques, si on veut, et des relations civiles bourgeoises.

Ceci amène d'ailleurs à se dire (et on en vient à un autre aspect de ce que tu as traité) qu'il est difficile de se poser le problème du marxisme de l'Etat, face au problème de l'évolution des régimes actuels se réclamant du marxisme, en le réduisant à celui d'une responsabilité linéaire, comme s'il y avait rapport de cause à effet, entre marxisme et goulag. Les marxistes ont très largement laissé, il est vrai, la problématique de l'Etat inachevée. Ils sont même revenus en arrière, en simplifiant de façon outrancière des choses qui, pour Marx, semblaient quand même assez complexes : le problème du dépérissement de l'Etat, par exemple.

Il y a des formules relativement simplistes chez Engels dans *l'Anti-Düring*, mais ces formules n'avaient pas la prétention d'être une théorisation définitive du dépérissement de l'Etat. Chez Marx, il y a des remarques extrêmement ponctuelles, conjoncturelles même, sur la Commune. Il y a aussi les gloses qu'il a faites au programme de Ghota, mais tout cela était quand au fond assez prudent. Il ne faut pas oublier que Marx a, de surcroît, posé des problèmes particulièrement complexes tels le dépérissement du droit, le dépérissement de la marchandise, comme liés au dépérissement de l'Etat. Rien de tout cela ne s'est retrouvé pris en compte par la plupart des marxistes.

C'est ce qui explique, finalement, que l'hégélianisme dont Marx était arrivé à se dégager soit revenu de façon galopante

chez les marxistes, particulièrement chez Staline. Pour Staline, par exemple, l'Etat devient une sorte de démiurge ; chez lui le problème du dépérissement de l'Etat n'offre pas de difficulté particulière : il n'y aura plus d'Etat quand l'Etat sera tout, quand l'Etat aura absorbé toute forme sociale. C'est une utopie réactionnaire extraordinaire. Il y a là une logique, qui, au fond, est supra-hégélienne et qu'Hegel lui-même aurait récusée. C'est un peu ce que je voulais aborder à propos de ce que tu as dit. Poser la question de la responsabilité du marxisme dans le goulag n'est pas dénué de sens et de pertinence, mais il s'agit, à ce moment-là, de se demander comment les rapports théorie/pratique, achèvement/inachèvement de la théorie et aveuglement ou myopie de la pratique, comment ces rapports emmêlés ont pu jouer de la mort de Marx jusqu'à aujourd'hui. On est en présence d'un problème de relation extrêmement complexe entre théorie et pratique du mouvement ouvrier. Sans innocenter le marxisme ou les marxistes, au contraire, il s'agit d'éviter de tomber sur ce point de vue particulièrement plat qui fait que c'est la faute aux idées si les choses se passent mal. C'est au fond un idéalisme de la plus belle eau et l'on ne s'étonne plus que cela aboutisse, chez certains, à la caricature selon laquelle le goulag c'est la faute à Platon.

B.B.-K. — Tu abordes ici des questions de méthode : où, et d'abord sur quel terrain, chercher la responsabilité des perversions de la politique socialiste ? ensuite l'analyse des éléments de la culpabilité supposée de Marx. Je retiens tes questions. Il ne faut sans doute pas attribuer à un système de pensée *toute* la responsabilité de l'évolution historique d'un phénomène social. De cette façon de procéder, la caricature la plus achevée est en effet celle qui, remontant de système de pensée en système de pensée aboutit à la source de la réflexion occidentale et attribue au ... platonisme les méfaits du goulag ! A ce compte « la soupe primitive » était déjà entachée du péché originel.

Cela dit, je crois néanmoins qu'il y a *dans la réalité*, une efficacité des systèmes de pensée ; comme Marx qui savait qu'on peut passer « de l'arme de la critique à la critique des armes », comme Lénine qui prévoyait « que de la moindre nuance, de la moindre virgule du débat idéologique » dépendait l'avenir de la Russie, je crois que les combats idéologiques ne sont pas desserrés des rapports de forces, que l'implantation d'une doctrine ici et, là, d'une autre, n'est pas sans conséquences sur le développement historique. Lorsque les mots deviennent des forces maté-

rielles ils influent sur les choses. Je maintiens donc que c'est d'une certaine façon *dans Marx* qu'il faut chercher et analyser le destin de sa doctrine politique. J'en viens maintenant au fond : la doctrine politique du jeune Marx est-elle distincte de celle du Marx de la maturité ? Le marxisme pêche-t-il par soumission à l'hégélianisme ? C'est ici que nos réponses divergent et que porte mon désaccord avec toi. Je voudrais expliquer pourquoi.

D'abord en ce qui concerne la doctrine politique de Marx, on la définit mal, me semble-t-il, lorsqu'on dit : « il n'y a pas de théorie politique de Marx ». Il faudrait plutôt observer : il y a une théorie politique de Marx selon laquelle *la politique n'est pas et n'a pas d'existence propre*. Elle n'exista que comme illusion, apparence, aliénation. Sur ce point, entre les expressions utilisées par Marx dans sa jeunesse et les formules retenues dans la maturité, la continuité est fantastique. J'en relève quelques-unes plus significatives et révélatrices que l'antienne de la superstructure devenue incompréhensible pour avoir trop servi. Dans *la Question juive*, pour définir donc la politique, Marx parle « du ciel religieux de la politique », dans *la Sainte-Famille*, il parle de « superficie politique » ; dans *la Critique du droit politique hégélien*, il dit que « la vie politique, au sens moderne du mot, est la scholastique de la vie d'un peuple » et, dans *le Capital* enfin, il parle « des régions nuageuses... de la politique supra-terrestre... »

Nous voici donc en présence d'une série de définitions par lesquelles Marx calque consciemment la division de la sphère politique et de la sphère sociale sur la division théologique et augustinienne de la cité terrestre et de la cité céleste. Ce calque présent dans ses œuvres de jeunesse, il le reporte dans *le Capital*. Dès sa jeunesse, Marx a eu la conviction que la politique s'oppose à la société comme le ciel s'oppose à la terre et, dès sa jeunesse, il a dit que la division de la société et de l'Etat était une division périmée. Il conçut l'Etat politique moderne comme la parfaite incarnation de l'Etat chrétien, une incarnation du dualisme religieux dans la société bien plus adéquate que celle du pouvoir féodal où le christianisme était religion d'Etat. Très tôt, dans *la Question juive*, Marx a affirmé que l'émancipation humaine, c'est la fin du politique, la fin de la séparation entre la société et l'Etat, c'est l'homme réconcilié avec le citoyen, l'homme abstrait réconcilié avec l'homme concret, le travail avec le civil. « L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme

aura reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales, sous la forme de la force politique. »

Il reprend cette même idée dans *la Guerre civile en France*. Lénine, quelques mois avant l'insurrection d'Octobre, reprend aussi à son compte dans *l'Etat et la Révolution* cette même conception de la réconciliation entre la société et le politique. Voici une tradition qui n'est pas seulement marxiste mais qui est aussi léniniste.

A mon avis, la doctrine politique de Marx s'est constituée précocement par une liquidation de l'hégélianisme autour de trois négations que je voudrais exposer et sur lesquelles *il n'est jamais revenu*. La politique de Marx est l'œuvre du *jeune Marx*, parce que c'est jeune qu'il a décidé de transformer, comme il le dit lui-même dans *la Critique du droit politique hégélien*, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique, pour passer à la critique de la guerre, pour passer à l'économie ; c'est-à-dire, d'abandonner comme une sphère *sui generis* la réflexion politique.

Il explique, d'ailleurs, dans *l'Idéologie allemande*, qu'il n'y a pas d'histoire de la politique en tant que telle, pas plus qu'il n'y a d'histoire de l'idéologie en tant que telle. A Hegel, Marx adresse trois critiques fondamentales : il le juge étatiste, juriste et individualiste.

L'anti-étatisme, l'anti-juridisme, l'anti-individualisme, cette triade forme le fil conducteur de toute sa conception politique.

L'anti-étatisme de Marx, repris par Lénine dans *l'Etat et la Révolution*, ne l'oublions pas ! — est bien connu. Il l'a conduit à reprocher aux Communards de ne pas avoir été assez loin dans la destruction de l'appareil d'Etat, (*la Guerre civile en France*), finalement, sur le dépérissement de l'Etat, Marx a rallié les anarchistes. Le débat dans l'AIT, entre les bakouniniens et lui, montre assez son embarras sur la *théorie* de l'Etat, Marx n'a rien à opposer à Bakounine.

Qu'est-ce qui nourrit son anti-étatisme, sinon cette conviction que l'Etat n'est rien parce que la société est tout, conviction que Marx a exprimée en quelques formules lapidaires remarquables ; dans *la Critique du droit hégélien*, il a dit : « Familles et sociétés civiles bourgeoises apparaissent comme le sombre fond de nature d'où s'allume la lumière de l'Etat. » Il a dit encore : « l'Etat est un terme abstrait, seul le peuple est concret. » Il a dit enfin : « l'Etat est une pure représentation. » Ce qu'il reproche à Hegel, c'est de partir de l'Etat et de faire de l'Homme, l'Etat subjecti-

vé. Alors qu'il faudrait avoir la démarche inverse, c'est-à-dire partir de l'Homme et faire de l'Etat, l'Homme objectivé. C'est cet anti-étatisme qui a conduit consciemment Marx, par une démarche absolument rigoureuse, à consacrer sa vie, sa vie scientifique et sa vie intellectuelle, à la sphère des besoins, à la société civile, aux rapports de production. Par là, non seulement il rompt avec l'hégélianisme, mais il rejoint une idée fondamentale de la philosophie romantique allemande.

Deuxième conviction de Marx : *l'anti-juridisme*. « L'Homme n'est pas du fait de la Loi, mais la Loi du fait de l'Homme ». Marx a dénoncé le constitutionnalisme hégélien, l'idée de la transcendance de la Loi, inspirée de la Révolution française (la Constitution de 1791 stipule encore qu'aucune autorité n'est au-dessus de la Loi) comme une illusion juridique. Ce thème existe dans les œuvres de jeunesse mais aussi dans *le Capital* où il se réfère plusieurs fois à Simon-Nicolas Linguet, adepte et défenseur du despotisme asiatique, dans le livre I, tome III. « Linguet a renversé d'un seul mot l'échafaudage illusoire de *l'Esprit des lois* de Montesquieu ; l'esprit des lois, a-t-il dit, c'est la propriété. »

Marx reprochait à Hegel de ne pas saisir pleinement et justement le rapport entre la puissance de l'Etat politique et la puissance de la propriété, entre le droit politique et les rapports de production, les rapports de propriété. Il écrit dans la *Critique du droit politique* : « Quelle est, par conséquence, la puissance de l'Etat politique sur la propriété privée ? La propre puissance de la propriété privée. Son essence promue à l'existence, que reste-t-il à l'Etat politique en opposition à cette essence ? L'illusion que c'est lui qui détermine, alors que c'est lui qui est déterminé. Il brise assurément la volonté de la famille et de la société, mais c'est au service de la propriété privée. » Marx défenseur de l'idéal démocratique rapproche cet anti-juridisme du Nouveau Testament, avec un flair qui prouve qu'il n'a pas été un si mauvais élève, après tout, de Bruno Bauer. Pour lui « *La démocratie se rapporte aux (autres) formes d'Etat comme à son Ancien Testament.* » La démocratie est une abolition de cette conception de la loi de l'Ancien Testament.

Troisième aspect, *l'anti-individualisme* qui est aussi un point fondamental. Marx reproche à l'Etat politique moderne de séparer l'homme abstrait de l'homme concret, c'est-à-dire de faire que la citoyenneté politique n'ait pas de rapport avec la sphère

des rapports de production. Finalement cet Etat ne requiert l'homme que comme individu coupé de tous les autres. La fonction législative, et par conséquent l'Etat de Droit, est nécessairement fondé sur l'individualisme. *« La seule existence en effet que le bourgeois trouve par sa citoyenneté politique est son individualité pure et nue. L'existence de l'Etat comme gouvernement est fin prête sans l'Etat ... Ce n'est que dans la contradiction avec les seules communautés existantes, ce n'est qu'à titre d'individu qu'il peut être citoyen de l'Etat. Son existence comme citoyen est une existence qui a son lieu en-dehors de ces existences communautaires, qui est, partant, purement individuelle. »*

Marx a essayé de dénoncer cet individualisme bourgeois dans ses œuvres de maturité comme dans ses œuvres de jeunesse.

Voilà trois points qui sont trois critiques fondamentales de la philosophie politique classique. Marx les a élaborées entre 1837 et 1843, et les a conservées toute sa vie.

J.-M.V. — Cette argumentation ne me convainc pas. Je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il y a chez Marx une permanence fondamentale de l'anti-étatisme, de l'anti-juridisme, de l'anti-individualisme — et on pourrait même ajouter de l'anti-économisme. — On peut retrouver, effectivement, tous ces aspects, de sa jeunesse à sa maturité. Notamment l'anti-étatisme, qui fait partie de ses préoccupations fondamentales jusqu'à la fin de sa vie. Mais du point de vue catégoriel, du point de vue de l'analyse et de la théorisation, il y a des déplacements très importants de sa jeunesse à sa maturité sur toutes ces questions.

Par exemple, dans les œuvres de jeunesse, on retrouve un peu partout la dénonciation de la politique comme illusion, du droit comme illusion. Mais dans les œuvres de maturité, la notion d'illusion disparaît. Par contre une notion fondamentale apparaît : celle de forme. Formes qui sont très souvent définies comme des « abstractions réelles ». La vie politique comme abstraction réelle c'est quelque chose qui s'affirme par toute une série d'automatismes, par-dessus la volonté et la conscience des participants au jeu politique ou à la vie étatique. Par conséquent, pour le Marx de la maturité, le problème n'est plus simplement de combattre une illusion, quelque chose qui serait la captation des consciences par un phénomène de faux-fuyants, ou de miroirs. Il est bien de lutter contre quelque chose qui est devenu une abstraction réelle, c'est-à-dire un ensemble de

formes sociales autonomisées qui s'intègrent les unes aux autres dans un jeu permanent d'autoreproduction. Un jeu qui échappe, bien entendu, aux individus. Nous pouvons percevoir cela à travers l'importance qu'il attribue à la théorie du fétichisme de la marchandise, théorie qui doit être étendue à l'Etat. Pour Marx, en effet, le caractère fétiche de l'Etat est fondé sur un fonctionnement pervers des formes sociales réelles qui emprisonnent l'activité des individus. Pour simplifier, disons que les hommes ne contrôlent pas leurs rapports sociaux. Ce sont au contraire ces derniers et l'ensemble des formes qui concourent à leur solidification, qui contrôlent les individus. Il y a une domination objective des formes économiques, des formes politiques, voire, d'une certaine façon, des formes logiques (ce qui reflète le jeu de l'ensemble des formes sociales au niveau de la théorisation).

Henri Lefebvre, dans son ouvrage récent sur l'Etat, dit très justement que la logique est unilatéralement considérée du point de vue épistémologique, alors qu'en réalité, on devrait la considérer aussi du point de vue politique. Dans cette perspective beaucoup plus large, l'affirmation de la non-contradiction ou de l'identité fait partie de ce jeu réducteur qu'est le jeu des formes politiques et économiques où tout passe par l'aune de l'équivalence, de l'égalité formelle, de la réduction politico-marchande.

Il y a chez Marx une élaboration en filigrane, virtuelle, extrêmement riche à propos des formes politiques. De ce point de vue, on peut faire une objection à Lénine et à un certain nombre de marxistes qui ont voulu maintenir, contre le révisionnisme de la II^e Internationale, contre le réformisme, la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat. Ils ont fait l'économie de l'analyse de la complexité des formes politiques, de leur rapport aux formes économiques, de leur enchaînement avec l'ensemble des formes sociales.

Chez Lénine, le dépérissement de l'Etat est beaucoup plus *postulé* que montré ou démontré comme *processus* réel (c'est l'un des grands points sur lesquels on a aujourd'hui à travailler). Lénine affirme qu'il *faut* — il est à ce niveau normatif — mais il ne dit pas les chemins qui mènent à la transformation des formes politiques. La notion du dépérissement de l'Etat est saisie à travers des thèmes d'un grand intérêt, mais sans lien organique les uns avec les autres, sans que soit vraiment posée la question des mécanismes politiques adaptés à la transformation sociale. Lénine, en un certain sens, fait trop confiance au tissu social, aux relations sociales issues de la destruction des

relations bourgeoises, à leurs capacités à se régénérer sans qu'apparaissent de nouvelles formes de guidage politique. Il ne suffit pas de conjurer la créativité de la cuisinière, d'invoquer les conseils ouvriers, pour faire face à toutes les difficultés. Lénine au pouvoir recourt à bien des moyens qu'il critiquait antérieurement et pratique la politique par en-haut, par-dessus la tête des masses, malgré sa volonté de ne pas recommencer la politique bourgeoise. A la fin de sa vie, il doit constater qu'il a chevauché un monstre bureaucratique.

Tout cela est, bien sûr, en contradiction avec ce qui est écrit dans *l'Etat et la Révolution*. Concédonsons-le, la guerre civile, les difficultés énormes d'un pays ruiné l'expliquent en grande partie. Mais en même temps, on voit très bien que toute une série de problèmes que Lénine croyait résolus en théorie réapparaissent. Comment faire fonctionner une économie qui n'est plus directement sous l'impact des rapports de production capitalistes, et qui commence à se transformer ? Les théoriciens les plus sérieux en Union soviétique dans les années vingt (quelqu'un comme Pasukanis par exemple) ont bien vu que le dépérissement de l'Etat n'était pas séparable de choses aussi importantes que le dépérissement de la marchandise, et celui des formes juridiques. On ne peut pas considérer, tant la question est complexe, que Marx avait une théorie politique complètement développée à ce sujet.

B.B.-K. — Je suis parfaitement d'accord pour reconnaître la contradiction que tu soulignes entre le discours marxiste-léniniste et la pratique marxiste-léniniste, mais je dis que cette contradiction est l'effet d'une logique infernale qui se trouve dans la doctrine politique de Marx. Pourquoi cette logique infernale ? Les trois grands aspects de l'œuvre de Marx (anti-étatisme, anti-juridisme, anti-individualisme) procèdent de la remise en cause des axes principaux de la doctrine politique classique, selon laquelle il n'y a aucune autorité au-dessus de la loi.

Cette remise en cause, Marx ne l'a pas inventée, mais empruntée à la philosophie politique allemande du début du XIX^e siècle. Précisons sommairement ce que nous entendons par doctrine politique classique. Elle se caractérise par l'étatisme, le juridisme, l'individualisme. On la date trop tardivement lorsqu'on l'identifie avec l'Ecole philosophique du droit naturel, avec les théories dites bourgeoises du Contrat social. Plus précocement, on la rencontre déjà chez les légistes royaux, chez Bodin et Charles

Loyseau par exemple ; elle accompagne l'établissement en Angleterre, en France et en Hollande de ce que j'appellerais l'Etat de Droit.

La théorie classique du pouvoir s'y résume sous un concept assez connu mais généralement mal interprété, le concept de souveraineté. Concept d'abord polémique que des penseurs et des acteurs du service de l'Etat comme Bodin, Loyseau ou Domat utilisent pour révoquer une autre et archaïque conception du pouvoir, la conception *seigneuriale*. La théorie de la souveraineté est une théorie antiseigneuriale du pouvoir. La seigneurie, explique les légistes, est d'une part fondée sur *l'imparium*, c'est-à-dire le droit de guerre et de conquête, d'autre part sur le *dominium*, c'est-à-dire sur la maîtrise qui autorise le seigneur à s'approprier la vie et les biens de ses sujets. Dans la seigneurie, concluent-ils, il n'y a pas de paix, il n'y a que la guerre, il n'y a pas de liberté, il n'y a que de la servitude. On n'y trouve ni citoyen, ni « franc sujet », mais seulement des serfs et des esclaves. En revanche, la doctrine politique de la souveraineté récuse le droit du plus fort et évacue le *dominium*. En haut et en bas le pouvoir y est limité par la loi. En haut parce que la fonction suprême de la souveraineté est la fonction législative, c'est-à-dire la soumission à la loi. En bas parce que le pouvoir n'a pas comme le pouvoir seigneurial et le pouvoir despotique le droit de vie et de mort sur les citoyens. Même Hobbes, le plus absolutiste des théoriciens classiques a proclamé : « Tous les droits ne sont pas aliénables », et exposé qu'aucun citoyen n'était tenu d'immoler sa vie. La sécurité, propriété du corps propre est la première des libertés garanties par le Contrat social. Assujettie à la loi, la souveraineté est aussi bornée par une doctrine implicite des droits du citoyen. De-là le caractère juridique et individualiste de cette doctrine étatiste.

Ces trois aspects ont été remis en cause par les doctrines libérales, et d'une façon beaucoup plus profonde, par la philosophie romantique allemande qu'il est important d'évoquer car elle a joué un rôle majeur dans la formation de la pensée de Marx. D'ordinaire, en effet, on explique que Marx a été hégélien dans sa jeunesse puis feuerbachien. Il serait donc le produit d'un rationalisme idéaliste (Hegel) d'une part et d'un matérialisme toujours rationaliste (Feuerbach) d'autre part. Le produit, par conséquent des effets différés de la philosophie des lumières en Allemagne.

Ceci est faux. Il suffit de lire attentivement les patientes études d'Auguste Cornu. Certes Marx a été élevé dans un milieu libéral et voltairien, mais sa formation intellectuelle *personnelle* s'est effectuée d'abord à l'Université de Bonn, foyer du romantisme, puis à Berlin aux cours de Savigny, chef de file de l'École du droit historique, un des astres du romantisme politique. Il écrit en 1837 son premier grand traité philosophique qu'il a perdu, mais dont on connaît le plan grâce à une lettre envoyée à son père. C'est une tentative de conciliation de la philosophie du droit savigniste et de celle de Gans — disciple de Hegel — au profit de la philosophie romantique.

Je suis frappée de constater que, dans la *Critique du droit politique* (pour revenir à ta question), les critiques que Marx adresse à Hegel sont inspirées de la philosophie romantique allemande. L'hégélianisme n'est qu'une parenthèse dans la vie politique de Marx, sa doctrine est pénétrée par la philosophie romantique allemande.

Je ne puis, bien sûr, résumer la philosophie romantique allemande. C'est un mouvement très complexe. Mais je voudrais faire cette parenthèse à propos des réflexions de Glucksman sur le sujet : celui-ci, avec son formidable flair idéologique, a bien senti qu'il fallait s'intéresser à la philosophie allemande pour analyser la genèse du marxisme. Cela dit, il pratique des amalgames absolument scandaleux, au mépris d'une connaissance élémentaire des grands développements de cette philosophie ; en particulier l'amalgame entre Hegel et tous les autres. Hegel a été le seul à résister au grand élan romantique, à tenir bon les axiomes de la philosophie politique classique et notamment sur l'étatisme, le juridisme et l'individualisme. Même si sur certains points, par exemple la guerre, il n'a pas résisté à l'instar de l'aîné des Schlegel à faire l'apologie de la guerre — ce dont Marx ne lui fait hélas pas grief — il a résisté sur tout le reste. On ne peut donc faire figurer Hegel et Fichte dans le même box des accusés.

Quant au « rationalisme » des romantiques allemands qui pratiquaient comme un sport favori le culte du sentiment et la dépréciation de la raison, il faut laisser répondre, dans une bibliothèque immense, les conclusions convergentes de Brunschwig, Droz, Ayrault, etc.

Le mouvement romantique allemand est un mouvement foisonnant. Il a eu des aspects multiples, littéraires, historiques, linguistiques mais aussi, et c'est ce qui nous intéresse, juridiques et philosophiques. Juridiques avec l'École du droit historique, celle de Hugo, mais surtout celle de Savigny, dont Marx a suivi

les cours. Philosophiques avec les frères Schlegel, Schelling et Fichte.

Ce mouvement juridique et philosophique qui a d'abord influencé Marx et, dans la *Critique du droit politique hégélien*, il n'est pas étonnant qu'il reprenne les grands thèmes de l'anti-étatisme, de l'anti-juridisme et l'anti-individualisme spécifiques à la philosophie romantique allemande.

Un mot cependant sur l'évolution de cette philosophie romantique. Le *primum movens* de celle-ci sont les théories libérales et contre-révolutionnaires. Il y a deux grandes sources : d'une part les considérations de Burke sur la Révolution française (reprises par Rehberg et Brandes dans l'Ecole de Göttingen) et d'autre part Adam Fergusson avec son *Essai sur la société civile* qui a été lu par tout le monde et en particulier par Hegel. C'est l'anti-étatisme, l'exaltation de la société civile qu'on retrouve dans les raisonnements de la philosophie romantique, mais totalement subvertis. Le discours anti-étatique libéral, qui s'est développé dans les sociétés où il y avait déjà un Etat de droit n'a pu eu les mêmes effets qu'un discours anti-étatique qui se développe dans une société où il n'y a pas d'Etat de droit.

Marx n'a pas été seulement romantique philosophiquement et juridiquement, il a aussi été — le sait-on ? — un littérateur romantique, écrivant des vers, rédigeant un drame et un morceau de romans.

L'anti-étatisme « must » de la philosophie romantique allemande, a pris ces deux formes : les uns, nationalistes, comme Fichte, estiment que la patrie dépasse l'Etat ; les autres, comme Marx ou Röser, pensent que c'est le peuple.

Dans tous les cas, la société civile, patrie ou nation, prime sur l'Etat. Cela n'aurait pas, à mon avis, une importance trop grande, si l'anti-juridisme, l'anti-constitutionnalisme qui en découlait ne reportait aux calendes la construction de l'Etat de droit en Allemagne. « *On ne fait pas une constitution, disait Savigny, elle se fait.* » Ce slogan est d'ailleurs devenu le mot d'ordre de tous les réactionnaires hostiles à toute forme de constitution. L'Ecole historique du droit de Savigny, en se prononçant pour le droit coutumier, parce qu'il était un droit vivant et émanait spontanément de l'esprit du peuple, a manifesté une hostilité à l'égard de la législation et de la codification qui ne s'est jamais démentie. Elle n'a trouvé qu'une seule opposition, celle de Hegel et de ses élèves. C'est Hegel qui a dit : « *La loi est le shibboleth qui permet de reconnaître les faux frères et les faux amis de ce qu'on appelle le peuple.* » L'un de ses élèves,

Gans (dont Marx a suivi les cours) disait que la doctrine fondamentale, le commencement et la fin de tout le savoir de l'École du droit historique consistait en son hostilité envers la loi, ce qui était lié à sa haine de l'Etat.

Cet anti-individualisme, cet anti-étatisme, cet anti-juridisme, cette exaltation de la culture (le *Volksgeist*) débouche sur l'idée que, finalement, le citoyen n'a pas de droit. Il doit se soumettre à la patrie ou au peuple et céder, sur requête, sa vie, sa liberté, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de droit de l'homme et du citoyen. L'horizon de ce primat de la société sur l'Etat, c'est finalement que la société se construit dans la lutte et dans la guerre.

Résumons : Les grands axes de la philosophie politique classique, celle qui avait soutenu la construction de l'Etat de droit, d'un pouvoir soumis à la loi ont imposé pour cela le primat de l'Etat sur la société. A l'inverse, la philosophie politique allemande énonce le primat de la société sur l'Etat, du collectif sur l'individu. Utilisant et détournant Montesquieu, ces philosophes allemands opposent l'esprit des lois aux lois, la culture collective et communautaire née des profondeurs, le peuple ou la patrie... Ce primat de la société sur l'Etat, primat de la communauté sur la société, annonce au bout de la route, la société totalitaire.

Un autre aspect dont je voudrais parler est le primat de la guerre. Contrairement au primat de la pacification, qui est l'un des grands axes de la philosophie classique. On peut se référer au *Discours à la nation allemande* de Fichte, dans lequel il oppose la notion de nation à celle d'Etat : « *En dirigeant l'Etat, c'est encore le patriotisme qui doit assurer des fins plus hautes que le maintien de la paix intérieure.* » Le primat de la guerre sert à justifier que les droits de l'homme ne valent pas la peine. Sur ce point-là, Marx est muet, dans la *Critique du droit politique hégélien*, sur tout le reste, ce que j'ai voulu montrer, c'est que c'est un alignement sur la philosophie romantique allemande.

J.-M.V. — Je ne voudrais pas nier qu'il y ait eu une influence des romantiques allemands sur Marx, mais je pense que tu simplifies considérablement et la pensée romantique allemande et l'influence qu'elle a eu sur Marx. La pensée romantique allemande n'est pas *une*, ni du point de vue de ses thèses, ni de celui de ses affirmations. On peut très bien montrer, par exemple, qu'il y a un courant démocratique et politique dans la pensée romantique allemande (l'une des œuvres les plus typiques de ce point de vue étant celle de Jean-Paul). Il faudrait donc examiner de très près

les textes de Marx lui-même pour voir très précisément quel courant a pu l'influencer à tel ou tel moment. A mon sens l'influence du romantisme chez Marx a été passagère. Contrairement à ce que tu dis, je ne pense pas que l'hégélianisme n'ait été qu'une parenthèse chez lui. Je renverserais les affirmations. Il faut en effet tenir compte d'un texte de jeunesse très important de Marx, même s'il est court, et qui s'intitule justement la *Critique de l'Ecole historique du droit*. Il montre l'opposition radicale de Marx à l'organicisme romantique et à l'esprit réactionnaire, passéiste qui l'inspire. Marx s'est fondamentalement opposé à la conception romantique de l'anti-étatisme, de l'anti-juridisme et de l'anti-individualisme qui est placé sous le signe de la tradition, l'organicisme étant justement la référence à une tradition organique qui ignore la discontinuité. De plus, sur le plan du droit, il s'oppose à la conception savigniste du droit qui est justement de donner, au niveau de la loi, la présence aux droits et aux privilèges anciens. Marx défend en réalité une conception juridique qui est une conception égalitaire et le met en opposition avec la pensée romantique allemande et le rapproche de l'«Aufklärung».

Autre point de rupture fondamental entre Marx et la pensée romantique, c'est la Révolution française. En effet, la pensée allemande la plus réactionnaire a comme pierre de touche l'attitude par rapport à la Révolution française et à la démocratie. Savigny, Hugo, les juristes qui les suivent, les frères Schlegel, Schleiermacher, Jacobi... Schelling — même si certains d'entre eux ont été à un moment donné partisans de la Révolution — ont comme caractéristique principale sur le plan politique leur attitude hostile vis-à-vis de 1789.

Marx n'a pas du tout, lui, participé à ce mouvement. Il a été en totale opposition avec lui. Il faudrait aussi parler d'Engels, ce qui n'est pas du tout secondaire. Ainsi ses œuvres de jeunesse comportent une critique virulente du romantisme, que Marx connaissait parfaitement bien. Il faut rappeler, en particulier, le pamphlet d'Engels (*Schelling et la Philosophie de la révélation*) qui était une critique des cours faits par celui-ci à Berlin pour contrecarrer l'influence de Hegel.

A mon sens, Marx s'est dégagé du romantisme, et plus précisément de la condamnation morale de l'Etat et de la politique, à travers le combat qu'il a mené avec et contre Hegel, pour aller au-delà de la synthèse que ce dernier a produite. Ceci fait que sont anti-étatisme, son anti-juridisme et son anti-individualisme

ne peuvent être affectés du même signe que l'anti-étatisme, l'anti-juridisme et l'anti-individualisme de la pensée romantique.

Il y a d'ailleurs des passages dans Marx qui sont l'éloge d'un *autre* individualisme. Galvano della Volpe, par exemple, a essayé de montrer, et je pense qu'il a raison sur ce point, que Marx s'était peu à peu intéressé à une conception de l'individualisme socialisé, de l'individu social, radicalement opposé à l'organicisme romantique qui, lui, nie l'individu. Il s'agit, pour les romantiques, en effet, d'une sorte de fusion dans le corps social, voire d'un anéantissement dans le cosmos. Cette conception dégènera d'ailleurs, par la suite, chez toute une série de penseurs fascistes et nazis, en une obéissance inconditionnelle au Führer. Marx est à mille lieues de tout cela.

R.D. — Je voudrais seulement vous mettre en garde contre une vision très idéaliste de l'unicité du texte de Marx, autrement dit, le fait qu'il y ait *un* Marx. Et dire qu'il y en a deux successivement, c'est dire la même chose. De fait, il y a plusieurs Marx simultanément. On a toute une vision des corpus unitaires, avec une âme unitaire. Par exemple, sur la guerre... Il y a un texte de Marx de 1864, au moment de la guerre de Crimée, où il exalte la guerre comme un moment de vérité. Et c'est très vrai, la guerre permet de révéler ce qui est mort et ce qui est vivant. Ça secoue les momies, et on voit ce qui reste. Il prend la guerre comme crible, et moi je crois que c'est une idée tentante.

On pourrait montrer qu'il y a un Marx darwinien évolutionniste et en même temps un Marx stratégique et léniniste. Il faut absolument casser cette représentation d'un Marx. Althusser ne l'a pas cassée du tout parce qu'il la rend chronologique, il y a un bon Marx et un mauvais Marx. Non, il y a plusieurs Marx.

Je crois que la défaite de Marx est qu'il n'a pas été assez romantique. Car s'il n'y a pas de théorie de la nation chez Marx, c'est par défaut de compréhension de ce qu'est l'organisme social, la culture et la tradition. C'est-à-dire que c'est parce qu'il n'y a aucune théorie de la nation chez Marx que Marx n'a pas été romantique. Fondamentalement. Et on pourrait même dire que c'est parce qu'il n'a pas saisi la vérité dangereuse et ambiguë du romantisme qu'il n'y a pas chez lui une théorie du politique, de l'organisation, de l'organisé ; qu'il n'y a pas de théorie du parti.

B.B.-K. — Bien sûr, le mouvement romantique est un mouvement multiple et c'est une gageure, je l'ai dit, de vouloir le résumer.

Mais on peut lui donner une identité en le définissant par ce qu'il a détruit, critiqué, combattu : l'Aufklärung. Dès la fin du XVIII^e siècle, un combat très violent, qui se situe même quelquefois à l'intérieur d'une seule conscience, a été mené en Allemagne contre l'Aufklärung. Pour ne prendre que l'exemple de Herder, il a accredité un Spinoza de contrebande en Allemagne et a rendu le plus mauvais service aux Allemands. Il a présenté les idées d'un Spinoza mystique et a transplanté son monisme métaphysique sur le plan politique, alors que sur le plan politique Spinoza était un libéral.

Le romantisme a été un ennemi acharné, léonin de l'Aufklärung. Sans doute, de même que dans la postérité de Hegel, il y a une gauche et une droite, des hégéliens de gauche et des hégéliens de droite, il y a eu un romantisme progressiste et un romantisme réactionnaire. Mais je ne dirais pas avec toi que l'antirévolutionnarisme est un axiome du romantisme. Prenons les frères Schlegel, l'aîné, Auguste s'est toujours opposé à la Révolution française mais tel n'est pas le cas du cadet, Frédéric, qui en fut transporté ; ou, évoquons Fichte : si au terme de son évolution politique, il a conservé une idée de sa fameuse *contribution destinée à rectifier le jugement du public sur la Révolution française*, c'est bien celle que la révolution n'est pas une mauvaise chose en soi. Le révolutionnarisme que je distingue de l'approbation du cours français de la révolution, est certainement l'un des aspects fondamentaux du romantisme.

Marx, il est vrai a eu des mots très durs contre l'Ecole du droit historique, mais Engels a bien chahuté les cours du vieux Schelling. Cela n'a pas empêché le premier de reprendre au romantisme politique des idées fondamentales ni le second de développer une dialectique de la nature d'inspiration Schellingienne.

Il faudra bien un jour reconnaître que la philosophie romantique est le socle commun du double destin intellectuel de l'Allemagne et comprendre que l'air de famille entre le système nazi et le système stalinien vient d'un ascendant identique : le romantisme politique qui, en reniant les options de la philosophie politique classique, a, ce faisant, détourné les révolutionnaires de gauche et de droite de l'Etat de droit.

J.-M.V. — Je ne suis toujours pas convaincu par ces conclusions et par ta démonstration. Il y aurait beaucoup de choses à dire sur la façon dont tu fais la généalogie du romantisme, mais je voudrais dire que tu passes très vite sur un maître de Marx,

Eduard Gans, disciple de Hegel. J'ai été frappé par l'influence qu'il a eu sur Marx. Gans est tout à fait opposé à l'Ecole historique du droit, c'est même son adversaire principal et l'on ne peut faire abstraction de son hégélianisme de gauche, quand on voit les positions de Marx sur certains problèmes juridiques, divorce, censure, etc. , dans ses écrits des années quarante. La philosophie de la révolution que Marx commence à développer à partir de 1843 ne peut donc être comparée à un quelconque révolutionnarisme réactionnaire, à celui qui veut revenir sur 1789.

B.B.-K. — C'est une question de période. Dans la *Critique du droit politique hégélien*, il a un coup de patte terrible contre l'Ecole historique. Il dit que ce sont des réactionnaires. Mais cela ne l'empêche pas de reprendre toutes leurs thèses, à gauche.

J.-M.V. — Reprendre leurs thèses à gauche, ce n'est pas dire la même chose. Tu postules l'identité des positions de Marx et du romantisme parce qu'il y a le même opposant, le même adversaire dans la ligne de mire des deux protagonistes. Quand le jeune Marx a produit ses textes les plus importants, il n'était pas un adversaire de l'Aufklärung. L'attitude qu'il a par rapport à Kant est un bon discriminant. Il est assez ouvert et le considère comme un des plus grands penseurs de l'époque. Son attitude par rapport aux matérialistes français est significative également (et totalement opposée au romantisme). Fondamentalement, il refuse de se laisser aller à la nostalgie du passé précapitaliste.

Pour toi, malgré tout ce qu'on peut accorder à Marx sur ce plan, il faut qu'il soit tombé victime de la pensée romantique dans la mesure où il a fait la critique de l'Etat de droit. C'est-à-dire d'une théorie parfaitement située, limitée par ses conditions mêmes d'apparition comme théorie allemande de la Révolution française.

B.B.-K. — D'accord, tu as raison, il est matérialiste, mais sur quoi ? En économie ?... Il n'y a pas de critique du rationalisme des Lumières en économie, puisque l'économie est l'Etat. Marx est forcément rallié à ça. Mais la critique des Lumières, elle, se fait toujours du point de vue de la politique, elle ne peut se faire du point de vue de l'économie. Du point de vue de l'économie, bien sûr que Marx est matérialiste mécaniste, il ne peut être rien d'autre.

J.-M.V. — Je n'ai jamais dit que Marx était matérialiste mécaniste. Je faisais référence aux matérialistes français, tout simplement en fonction de leurs tendances politiques qui sont à cent lieues du romantisme français.

Pour reprendre ton argumentation, Marx a préparé les futurs Etats sans garantie juridique par sa critique de l'Etat de droit. Il a été une victime de la logique infernale mise en branle par la pensée romantique. Je pense qu'il y a là contresens sur la critique qu'a fait Marx à l'Etat de droit. Ce contresens a été fait, il est vrai par beaucoup de marxistes, notamment d'obédience stalinienne. Mais, quand on l'examine de façon très précise, la critique que fait Marx à l'Etat de droit repose essentiellement sur deux choses dans les œuvres de jeunesse (par la suite ce sera plus complexe) :

1. Sur la critique du lien Etat/propriété privée, et à ce niveau sa critique ne peut être assimilée à celle des romantiques. Marx critique l'Etat de droit en ce qu'il est basé sur la propriété privée et sur l'isolement social des individus qui en découle.

2. Sur la critique de la représentation, et là l'influence qui s'exerce sur lui n'est pas à proprement parler romantique, c'est plutôt celle de Rousseau. Bien sûr, cette critique, qu'on trouve dans les œuvres de jeunesse, est tout à fait insuffisante, voire trompeuse. Elle ouvre la porte à beaucoup d'impasses, car elle présuppose la transparence de la société et des affirmations sociales. Mais on ne peut trouver cette critique de la représentation, telle quelle, dans la pensée romantique. Les romantiques critiquent au contraire la représentation politique, parce qu'elle est fondée sur l'égalité et la suppression des privilèges. Pour Marx, ce qui est problématique, c'est que les formes capitalistes de la représentation politique empêchent la majeure partie de la société de s'exprimer vraiment. Il s'agit d'une critique qui vise la même cible que les romantiques, l'Etat selon Kant ou Hegel, mais à partir d'arguments et de perspectives qui sont radicalement différents.

En conclusion, il ne faut pas oublier que Marx, contrairement aux romantiques, n'a jamais dit qu'il fallait priver les citoyens d'un certain nombre de garanties, même si certains passages de *la Question juive* peuvent être mal interprétés. Dans *la Critique du programme de Gotha*, il prend bien soin de souligner qu'on ne peut supprimer le droit d'un trait de plume. Et ce n'est qu'au bout d'un processus très long de dépérissement de l'Etat, de la marchandise et des rapports juridiques qu'il

prévoit une situation où le droit aura cessé d'être une réalité nécessaire. Cela dit, pour lui, l'essentiel c'est que les classes opprimées ou exploitées puissent s'exprimer sur le plan politique, et briser le monopole de la classe dominante.

On devrait se poser une question, à propos de ta thèse : est-ce que le fait d'affirmer que le droit est indispensable protège suffisamment contre les goulags. En Union soviétique, depuis la mort de Staline, il est sans cesse fait référence à la légalité socialiste, au rôle créateur des rapports juridiques, cela n'empêche pas le maintien du goulag. Ça montre que le problème du droit et de l'Etat de droit ne peut être présenté de façon aussi simple que tu le fais. Y a-t-il une garantie pour les individus et leur intégrité, quand le droit de résistance des classes dominées n'est pas reconnu ?

B.B.-K. — Montrer en quoi le sel nourricier de la doctrine politique de Marx est la doctrine romantique en général ne signifie pas faire de Marx un romantique. Mais, je crois avoir établi que sur des points fondamentaux. Marx est pensé par la doctrine romantique, politique, plus qu'il ne la pense.

Cette identité, on le vérifiera une fois encore, dans la très curieuse ressemblance de fonctionnement qui existe entre les systèmes d'Etats despotiques issus de la philosophie romantique, c'est-à-dire la Nation-Etat de type nazi et le Parti-Etat de type soviétique.

Si on ne fait pas l'effort de repérer la logique qui nourrit cette formidable contradiction entre l'idéal proclamé du dépérissement de l'Etat et la réalité de la construction d'Etats-molochs, on ne comprendra pas comment fonctionne les effets réels de la philosophie politique de Marx. Elle commence par anéantir toute réflexion sur un Etat séparé de la société et par conséquent c'est un point fondamental sur un Etat clôturé, limité, juridifié... A la place, elle investit la société ; c'est la démarche romantique par excellence qui déferle en vagues de réflexions pédagogiques, en lames de doctrine de la communauté, etc. Je reconnais avec toi que c'est au nom du populisme que Marx mène sa critique du droit, au nom des intérêts du peuple et des droits du peuple. Mais, précisément, « le Volksrecht », c'est l'orientation même de Savigny. Populisme fondamental, foncier, entêté qui le conduit à assimiler *comme les romantiques* toute forme d'Etat à une forme parasite. Sans doute, dans *le Capital*, les formulations qui analysent l'Etat sont souvent complexes et consistantes parce que tout discours

est travaillé par la réalité des choses ; mais Marx cependant a continué d'affirmer, *ne varietur* et Lénine après lui, que l'Etat était une force d'inertie et un parasite.

J.-M.V. — Je regrette, ils ont raison !

Je ne pense pas que le mouvement ouvrier, ou le marxisme aient souffert de trop d'anti-étatisme. Je pense qu'ils ont souffert de trop d'étatisme. Si tu regardes la situation à l'échelle mondiale aujourd'hui, le concert des Etats, comme on dit, est la catastrophe majeure pour la plus grande partie de l'humanité. C'est lui qui se nourrit des souffrances de la majeure partie des hommes peuplant cette planète.

B.B.-K. — Il y a Etat et Etat.

J.-M.V. — Oui, bien sûr, mais la différence entre l'Etat d'Amin Dada et l'Etat de Brejnev et celui de Carter est une différence de degré, même s'il n'est pas indifférent de savoir à qui l'on a affaire, même si l'on ne peut considérer comme secondaire la question des libertés démocratiques.

B.B.-K. — Non, de nature.

J.-M.V. — Pense au fait que l'Etat de Carter n'est pas seulement l'Etat de droit aux Etats-Unis, qu'il signifie aussi l'Etat des multinationales, l'Etat qui a un rôle d'appui aux dictatures en Amérique latine et dans une grande partie du monde. Tu ne peux poser le problème comme tu le fais et faire abstraction des chaînes de complicité qui relient les Etats du monde entier.

B.B.-K. — L'Etat de droit est antérieur au capitalisme, par conséquent, la critique du capitalisme et des impérialismes est une chose, — sur laquelle je te rendrais volontiers les armes — la critique de l'Etat de droit en est une autre.

J.-M.V. — L'Etat de droit, il faudrait reprendre les textes de Marx là-dessus, est aussi celui qui organise, aujourd'hui et très systématiquement, l'atomisation de la classe ouvrière, c'est en effet l'Etat qui conditionne et reproduit la force de travail pour le capital.

B.B.-K. — Je dis que cette thèse est tout à fait romantique allemande...

J.-M.V. — Mais ce n'est pas romantique du tout, ça !

La reproduction de la force de travail renvoie à toute une série d'interventions précises dans le domaine de l'emploi, de la qualification qui dépassent les considérations libérales. L'Etat de droit a précédé le capitalisme, c'est vrai d'une certaine façon. Mais il est intégré maintenant dans le fonctionnement du capitalisme et l'on ne peut faire abstraction du capitalisme quand on traite de l'Etat. Il est vrai que je suis d'accord avec toi pour dire que les marxistes, et Marx lui-même, n'ont pas suffisamment élaboré le problème du développement des libertés politiques. Car finalement, beaucoup plus que la garantie de type juridique, séparation des pouvoirs, etc., c'est le problème des libertés politiques qui est fondamental. Je pense effectivement que c'est un point aveugle du marxisme que de ne pas l'avoir abordé avec plus de sérieux.

B.B.-K. — En tout cas, je constate qu'on ne peut garantir historiquement les libertés politiques en l'absence de l'Etat de droit. Quand un Etat estime qu'il a une fonction transcendante dans la société, quand un Etat est théocratique, il est forcément despotique ou totalitaire et il ne respecte plus la vie individuelle ; il est impossible qu'il en soit autrement. Lorsque Marx réclame la réconciliation du social et du politique, c'est une société transparente qu'il demande. Il réclame alors, *volens volens*, la sécularisation de la transcendance, il demande à l'institution politique d'être gérante du destin de l'humanité et propriétaire du *jus vitae necisque*, du droit de vie et de mort sur les individus. Ce faisant, Marx hérite d'un lieu commun de la philosophie romantique qu'il dévie : la nécessité de séculariser la foi. Dans la mesure où la politique représente la foi, la cité céleste séparée de la cité terrestre, il faut abolir cette séparation, investir la politique dans la société, apprendre à la cuisinière, dira Lénine, à gouverner l'Etat. Séculariser la foi, socialiser la politique, abolir l'Etat, même combat ! Séculariser la foi, Fichte l'avait demandé et Feuerbach aussi ; passer du Christ à la patrie puis au peuple puis au prolétariat !

Lorsque la vie politique est conçue comme un successeur et un succédant, les libertés politiques sont forcément mises en question.

J.-M.V. — Il y a chez toi une tendance à concevoir un modèle unique de la garantie des libertés. Il y a à mon sens tout un

autre système possible que celui de l'Etat de droit qui garantisse les libertés politiques et les libertés individuelles.

C'est, bien entendu, un Etat en voie de dépérissement et un Etat qui repose sur la codification d'un certain nombre de libertés. On trouve la garantie, non pas dans une opinion publique largement contrôlée qui s'exprime par les canaux habituels de la représentation politique, mais qui s'exprime justement par l'activité politique permanente de toute une série de cellules de la société.

B.B.-K. — Je n'y crois pas. Le dépérissement de l'Etat, ça donne l'Etat despote. Nous avons cette expérience : le dépérissement de l'Etat équivaut au dépérissement de l'Etat de droit. De ce point de vue-là, Lénine, et Staline, et les bolcheviks ont en un sens fait dépérir l'Etat de droit.

J.-M.V. — L'Etat tsariste n'était pas un Etat de droit !

B.B.-K. — Non, mais l'Etat kérenskéen oui, il y avait un parlement.

J.-M.V. — Pas un parlement élu, un pré-parlement désigné ou nommé.

B.B.-K. — Ils ont fait dépérir la portion d'Etat de droit qui, je te l'accorde, était fort peu développée, mais qui était en développement. Il ne s'agit pas de faire dépérir l'Etat mais de changer la définition des rapports politiques, des rapports de pouvoir.

R.D. — Cette discussion baigne dans l'idéalisme pour la simple raison que l'Etat est fondamentalement un rapport social cristallisé. Or il est dans la nature des rapports entre hommes que d'avoir pour objet et enjeu des rapports aux choses. Un rapport de pouvoir est un rapport social dont l'enjeu est le rapport aux richesses existantes et au partage de l'excédent social. Donc, tant que vous n'avez pas économisé votre discours, vous êtes à mon sens dans l'abstraction juridique. Autrement-dit, je te reproche, Blandine, de n'avoir pas un rapport marxiste à Marx.

J.-M.V. — Ce qui ne veut pas dire que tu ne poses pas des problèmes vrais. Mais, les rapports de pouvoir, d'où viennent-ils,

comment se manifestent-ils ? Et bien, les rapports de pouvoir ont effectivement quelque chose à voir avec les moyens de subsistance et le partage du produit social. Tant que tu ne prends pas cela en compte, tu te meus dans le même élément que l'abstraction juridique bourgeoise. L'Etat est un rapport social qui renvoie aussi à l'économie. Tu présupposes à l'évidence que l'homme est un « animal religieux » ; quand tu parles de « l'Etat comme Foi sécularisée » ou de « l'Etat comme transcendance incarnée », mais le religieux ne s'explique pas sans faire référence aux structures sociales et aux structures symboliques qui les sous-tendent.

R.D. — Tu reproches à Marx de faire l'imputation philosophique qui consiste à imputer aux doctrines, comme il y a des imputations politiques qui consistent à imputer aux individus, ce qui est simplement imputable aux choses. Cette imputation philosophique est de type idéaliste.

B.B.-K. — Toute société est religieuse, nous sommes d'accord sur ce point, mais toutes les sociétés ne donnent pas le même statut au religieux. L'Etat de droit par exemple est un Etat civil, laïc qui laisse la transcendance au religieux.

J.-M.V. — Mais ton Etat de droit, selon Bodin, il fonctionne parce qu'il y a le prêtre pour s'occuper de ce qui n'est pas juridique et politique ! Une fois que tu liquides l'Eglise et Dieu, la transcendance se reporte sur l'Etat, parce que les conditions d'une transcendance du lieu social par rapport aux individus ne sont pas vraiment mises en question.

B.B.-K. — Pourquoi veux-tu qu'elle se reporte sur l'Etat ?

J.-M.V. — Parce qu'il faut qu'elle se reporte de toute façon sur ce qui incarne le mieux l'extériorité de la société par rapport à ses composantes.

B.B.-K. — Quand elle reporte sur l'Etat, quand la Foi est sécularisée, quand c'est l'Etat qui devient effectivement religieux, ça donne des choses abominables.

J.-M.V. — Nous sommes d'accord, mais ce n'est pas parce que Marx a voulu qu'il en soit ainsi ! Marx n'a pas prévu qu'il pouvait en être ainsi.

B.B.-K. — Marx n'a pas vu que le destin de l'Etat-religion était d'engendrer l'Etat totalitaire ; sans aucun doute. Mais voici ce qu'il a dit dans la *Critique de la politique hégélienne* en 1843 : « *La démocratie se rapporte aux formes d'Etat comme à l'Ancien Testament.* » C'est-à-dire que la démocratie, telle qu'il l'imagine, c'est le Nouveau Testament, c'est l'existence de l'homme, tandis que dans les autres, l'homme est l'existence de la Loi.

J.-M.V. — Je vais plus loin que toi. Parce que Marx n'a pas fait de théorie achevée de la religion, le marxisme est devenu trop souvent une religion pour ses adeptes.

B.B.-K. — Oui, mais il y a une théorie de la religion chez Marx. C'est le Nouveau Testament, sécularisé en politique.

J.-M.V. — Non, elle est très embryonnaire. Il n'a pas pu saisir que le politique mythifié pouvait être la religion moderne, il n'avait pas sous les yeux les éléments d'une telle analyse.

B.B.-K. — Il a voulu que le politique absorbe le religieux, il a dit qu'il fallait transformer la critique de la théologie en critique de la politique et passer à la critique de la terre. Ca a donné ce que ça a donné. Il l'a voulu, il ne savait pas ce que cela donnerait...

J.-M.V. — Oui, mais il pensait dissoudre le religieux dans un politique vraiment libérateur. Marx était un laïc, fondamentalement, c'est-à-dire un matérialiste au sens le plus noble, le plus épicurien du terme ! Mais il l'a peut-être été un peu trop ; je crois qu'il a trop fait confiance au matérialisme spontané de l'homme. Une des limites de Marx est de n'avoir pas compris que les racines de la religion sont beaucoup plus profondes qu'il ne le pensait. Ce qui s'explique par des raisons matérialistes, il ne faut pas tomber de notre côté dans le mysticisme. Les instruments modernes que nous donne la psychanalyse nous permettent de faire une théorie plus achevée de la religion, intégrant tout un irrationnel ignoré de Marx qui ne pouvait être un philosophe vitaliste, puisqu'au fond le romantisme, c'est la philosophie de la vie.

B.B.-K. — Mais il était entièrement cela ! Il était darwinien ! et la réflexion sur la question juive ? Il a suivi les cours de théologie de Bruno Bauer pendant deux ans, il était assis sur sa chaise, il n'écoutait que cela ! Tu dis que Marx était matérialiste, eh bien non ! En matière d'histoire de la pensée, on est souvent travaillé par les pensées autant qu'on les travaille. Il a été travaillé par les pensées, par la pensée religieuse dominante de son temps qui était effectivement l'absorption, la résolution du religieux dans le politique que l'on peut très bien analyser — pour ma part en tout cas — comme une forme de religiosité nouvelle. Tout le monde a voulu cela : c'est ce qu'a voulu Fichte, c'est ce qu'a voulu Feuerbach, c'est ce qu'ils ont tous voulu. Ils ont fait une nouvelle religion, les Allemands ! Il ont fait une religion de la Nation, une religion de la Politique, une religion du peuple, une religion du prolétariat. Ce qui me frappe, c'est la manipulation de la référence au Nouveau Testament. Toute la philosophie politique classique est adossée à la méditation sur l'Ancien Testament, la Loi, la Loi, la Loi, les classiques n'ont que ce mot à la bouche ! Tandis que la philosophie romantique allemande, luthérienne et piétiste est adossée au Nouveau Testament, elle vit Foi et Amour ! Pas tout, certes... Et un Nouveau Testament séparé, coupé de l'Ancien, c'est frappant !

La différence entre l'Ancien et le Nouveau Testament, surtout lorsque l'on sépare l'un de l'autre (ce que n'a pas fait par exemple la contre-réforme en Occident) est que la religion de l'Ancien Testament est la religion qui véhicule une morale de la Loi, ce qui produit des effets moraux d'un certain type: une morale de la collectivité, une morale où est sacrifiée la pulsion de mort ; on n'a pas le droit de tuer son voisin, c'est une morale de la paix, une morale archaïque, une morale de la ritualisation de la vie... C'est une morale collective, la morale de la Loi.

Quant à la morale du Nouveau Testament séparé de l'Ancien, elle est une morale de la Foi, il n'y a qu'à lire l'*Épître aux Romains*, il suffit de le lire pour en être illuminé. C'est une morale qui abolit la Loi en lui substituant la Foi. C'est une morale individuelle, c'est la loi du cœur, c'est une morale de la Mort qui explique que désormais il faut désinvestir la vie parce qu'il y a quelque chose qui est au-dessus et qui est la cité céleste. A ce sujet, je te renvoie aux très belles pages que Nietzsche a écrites sur Paul et qui sont d'autant plus justes que Nietzsche les a comprises comme le comprenaient les piétistes et les ro-

mantiques. La morale de la Foi, c'est une morale strictement individualiste, c'est une morale où l'on désinvestit complètement la politique ? Dans le *Discours à la nation allemande*, Fichte fait du peuple allemand, et il le dit, le nouveau peuple-Christ. Il dit : « *La nouvelle Foi est la Foi patriotique, le peuple allemand maintenant est le vrai peuple élu* », ce ne sont pas les Juifs — et il ajoute entre parenthèses que ce ne sont pas les Judéo-chrétiens, mais les Germains qui ont fait la peau aux Romains dans l'Antiquité. Cette foi est individuelle, elle s'affirme *contre* la politique, c'est une foi privée.

J.-M.V. — Si tu dis que le marxisme est du côté du Nouveau Testament, je te fais une objection fondamentale. On pourrait en réalité affirmer l'inverse. A savoir qu'il n'y a pas chez Marx de théorie de l'incarnation, ni de l'image. Or s'il y a un point fondamental sur lequel le Nouveau et l'Ancien Testament diffèrent, c'est quant au rôle de l'image et de l'incarnation dans la vie sociale. Marx ne peut pas rendre compte du culte de la personnalité, le Nouveau Testament peut, lui, rendre compte tout au moins du culte du Christ et des christes modernes, Mao, Staline, Fidel, Ho chi Minh, etc.

B.B.-K. — Parce que Marx s'est rallié au Nouveau Testament malgré lui...

J.-M.V. — Certainement pas. Il n'y a pas chez Marx de théorie affirmative de la Foi ni du sacré.

B.B.-K. — Il s'est rallié au Nouveau Testament, à la morale de la foi et amour. Ce qu'il y a, c'est qu'en même temps, il est juif, profondément.

J.-M.V. — Marx est en effet beaucoup plus judaïque que chrétien, il n'a pas de culte de l'image, c'est un iconoclaste qui déteste les idoles. Alors que, malheureusement, beaucoup se fait encore par l'image et par le mythe, que l'idée ne s'empare des masses que par les symboles-fétiches. Il se dresse explicitement contre tout cela.

B.B.-K. — Dans sa doctrine politique, Marx invoque explicitement le Nouveau Testament, il le dit : « Moi, je suis pour la démocratie, contrairement à Hegel qui est pour la monarchie :

la démocratie c'est le Nouveau Testament (...). C'est pas moi qui l'ai inventé. Pour le reste, nous entrons dans une histoire beaucoup plus compliquée, mais sur ce point-là, Marx est dans la lignée de Fichte, il est comme tous les philosophes romantiques allemands, il a brandi une morale de la foi comme ressort de la politique à venir.

« L'Etat absolutiste » de Perry Anderson

L'analyse de l'Etat absolutiste a toujours été l'une des croix du marxisme. Engels avait écrit : « La monarchie absolue des XVII^e et XVIII^e siècles maintint la balance égale entre la noblesse et la bourgeoisie » (*l'Origine de la Famille, de la Propriété et de l'Etat*, Paris, 1954, p. 157). Son analyse suffisait à ranger derrière Boris Porchnev toute une génération d'historiens dans la conviction que l'Etat était une mer morte, un espace vide, un degré zéro de l'histoire. Récemment, avec Hill, Althusser et aujourd'hui Anderson, cette perspective s'est renversée : redécouvrant à la politique une autonomie, on a transformé la définition de l'Etat absolutiste qui est devenu « un Etat seigneurial, une carapace de la noblesse ». Cette analyse, Perry Anderson s'efforce de l'étayer dans son livre avec une méthode renouvelée : l'étude comparative des Etats d'Europe de l'Ouest et d'Europe de l'Est, sur une période pluriséculaire. Une hirondelle ne fait pas le printemps mais l'œuvre d'Anderson est incontestablement le signe d'un redéploiement de l'histoire politique que le succès, depuis bientôt cinquante ans, de l'histoire économique et sociale avait condamnée à faire un peu longuement antichambre. Du coup, la voici bousculant les habitudes admises, car le rythme propre à l'histoire de l'Etat, le « trend » comme disent les Anglo-Saxons, s'étale sur plusieurs siècles de même que son territoire déborde les frontières nationales. Anderson se promène ainsi du XV^e siècle au XVIII^e siècle en Espagne, en France, en Angleterre, en Italie,

en Suède, en Prusse, en Pologne, en Autriche et en Russie, et sans même dédaigner pour mieux établir ses comparaisons, une incursion au Japon et en Turquie. Un programme considérable dont la perspective sociologiste demeure dominée par une histoire de classes. Dans un champ aussi vaste, il n'était, sans doute, pas question d'entreprendre, à propos de chaque Etat, une recherche de première main, et l'étude d'Anderson est essentiellement une synthèse réfléchie des travaux disponibles.

Quelles sont ces caractéristiques de l'Etat absolutiste ? Sa gerbe n'étant point avare, l'auteur les livre d'emblée dans le modèle — on dirait presque l'idéal-type — que dessine son introduction. L'Etat absolutiste, Etat seigneurial, est organisé au service de la classe féodale dominante dans le but d'extraire de la nation la rente féodale — non plus locale mais centrale ; il est *militariste, mercantiliste, et patrimonial*.

Militariste : « Au plus profond de leurs structures, les Etats absolutistes reflètent cette rationalité archaïque. C'étaient des machines faites principalement pour les champs de bataille » (tome I, p. 33) Mercantiliste, car « le mercantilisme représentait exactement les conceptions d'une classe dirigeante féodale qui s'était adaptée à un marché intégré et avait cependant préservé la vision essentielle de l'unité de ce que Francis Bacon appelait « les considérations d'abondance et les considérations de puissance » (p. 41). Patrimonial : « L'Etat était considéré comme le patrimoine du monarque et en conséquence les titres de propriété pouvaient s'acquérir par l'union de deux personnes » (p. 41). Les forces du capitalisme qui travaillent le monde féodal demeurent d'après l'auteur des forces dominées.

Les avantages d'une telle problématisation ? Rien moins que négligeable : elle autorise, en effet, dans l'unité d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, l'observation, à travers le déplacement d'Ouest en Est de la forme étatique absolutiste, de l'unité de la civilisation qui a présidé à l'émergence des sociétés industrielles, elle rend compte de l'état permanent de conflit armé virtuel, caractéristique de la période ; elle explique la perpétuelle rémanence des aristocraties et la prolifération des sociétés de cour ; et elle aboutit finalement, en conclusion, à une interprétation de l'Etat absolutiste comme prolongement de la féodalité. Le capitalisme s'expliquerait à partir de sa forme antérieure, de son origine féodale. Bénéfice secondaire d'une telle proposition : le développement capitaliste du Japon, l'un des rares pays non européens qui ait connu une organisation féodale comparable à la nôtre, s'en trouverait éclairé. L'interprétation

d'Anderson retrouve donc celle des historiens allemands du XIX^e siècle qui attribuaient à la germanité féodale la responsabilité du développement original du monde occidental. L'auteur répugne cependant à la description d'une évolution endogène ; la souveraineté morcelée et la propriété échelonnée du monde féodal n'aurait donné qu'un élan initial à l'essor du capitalisme émergeant dans les interstices vacants ou à la périphérie incontrôlée du féodalisme. Le capitalisme, conclue-t-il, est né de la rencontre de la féodalité et du monde antique par réactivation à la marge des Cités-Etat.

Mais les inconvénients ? ce modèle de l'Etat absolutiste qui, sous un même concept, rassemble des formes politiques très diverses opère un effet de rabattement : rabattement des Etats d'Europe occidentale anglais et français sur l'espagnol, rabattement des Etats occidentaux sur les Etats orientaux. L'opération serait bénigne si elle ne laissait finalement échapper l'intelligibilité de certains régimes au nombre desquels l'Angleterre. Anderson l'avoue volontiers : « L'Angleterre ne connut qu'une variante curieusement contractée à tous les sens du terme de « l'Etat absolutiste » (tome I, p. 118). Autant dire que le modèle ne s'y applique pas. Mais, et c'est là la question, le concept d'Etat absolutiste-seigneurial s'applique-t-il à des régimes politiques qui ont supprimé le servage ? Notre auteur ne disconvient pas du fait que la disparition du servage en Europe de l'Ouest et sa pérennisation en Europe de l'Est fait une différence appréciable, mais il s'abstient d'en tirer toutes les conséquences.

En vérité, la destruction du servage réalisée précocement en Europe de l'Ouest par les édits d'affranchissement royaux a ruiné le régime *politique* seigneurial, car elle ne transforme pas seulement les conditions économiques d'extorsion de la plus-value, elle modifie les conditions politiques entre dominants et dominés, puissants et faibles. La seigneurie, c'était « l'unité organique de l'économique et du politique » comme le dit justement Anderson. Plus joliment, le légiste Loyseau avait défini la seigneurie comme « la puissance en propriété ». L'Etat souverain sépare, quant à lui, le pouvoir de la propriété et détruit la politique seigneuriale fondée sur l'*impérium* et le *dominium*. Aux francs sujets, l'émancipation réalisée par les rois affranchisseurs apporte, en effet, avec la sécurité juridique, un *statu libertatis* sensiblement différent de celui du citoyen romain, par lequel le pouvoir central s'engage à garantir pour

chacun la libre appropriation de son corps propre et établit en quelque sort le premier droit de l'homme. Dès lors, le pouvoir renonce à exercer le *jus vitae nescisque*, le droit de vie et de mort du maître sur l'esclave ou du chef militaire sur les soldats. Il est donc limité.

L'Etat de droit où l'on prend peu à peu l'habitude de régler les litiges sociaux par le droit au lieu de les trancher par la guerre, cet Etat limité en haut par la loi et borné en bas par les droits individuels ne se développera qu'en Europe de l'Ouest et demeurera introuvable en Europe de l'Est. Plus tard, seulement plus tard, l'Europe de l'Est a inventé d'autres formes étatiques, la nation-Etat allemande, le parti-Etat russe...

Il est possible au demeurant que l'Etat absolutiste, ou ce qu'il y a d'absolutiste dans l'Etat soit seigneurial et soit, nous le penserions volontiers, une rémanence de la seigneurie. Mais voilà, l'absolutisme n'est pas le tout de l'Etat classique ou, pour parler plus clair et prendre un exemple comme celui de la France, ce qu'il y avait d'absolutiste dans l'Etat, de seigneurial, de mercantiliste, de militariste et de patrimonial a été sans cesse contesté, mis en déséquilibre par ce qui relevait de l'Etat de droit : ainsi la souveraineté contre la suzeraineté, l'inaliénabilité des biens de la couronne contre leur patrimonialité (elle s'impose définitivement sous Henri IV), etc. Bref, ce que manque Anderson avec son Etat-absolutiste-seigneurial, c'est justement l'Etat de droit qui l'a vaincu — et, pour commencer, justement en Angleterre, cas concret qui justement échappe à l'auteur — cet Etat de droit qui n'est pas militariste, qui n'est pas mercantiliste et qui n'est pas patrimonial, cet Etat qui seul a donné naissance aux démocraties libérales.

Reste alors une question : pourquoi Anderson fait-il cette impasse sur l'Etat de droit ? Parce que, peut-être, la perspective économiste et sociologiste qu'il a adopté l'incline à demeurer définitivement indifférent à *l'histoire des Etats*.

Blandine Barret-Kriegel

* 2 volumes, traduction française, éditions Maspero, Paris 1978.

4 raisons de s'abonner à Critique communiste

1. Vous le paierez beaucoup moins cher : 10 F le numéro au lieu de 15 et 20 F.
2. Vous soutiendrez la revue et les éditions la Brèche.
3. Si vous êtes en province, vous le recevrez plutôt qu'en l'achetant en librairie.
4. Vous bénéficierez des offres exceptionnelles de réduction sur les livres la Brèche, réservées aux abonnés de *Critique communiste*.

----- **Abonnez-vous !** -----



Je m'abonne à *Critique communiste* pour 1 an (10 numéros)

- Je verse⁽¹⁾ 100 F : abonnement France TOM-DOM
 120 F : abonnement pays étrangers
 150 F : abonnement pays étrangers par avion
 150 F et plus : abonnement de soutien

Nom

Prénom

Adresse

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 99, rue de l'Ouest,
75014 Paris. Tél. : 543.85.74 accompagné d'un chèque (ou man-
dat) à l'ordre des éditions la Brèche.

(1) - Cocher la case correspondante

Numéros parus :

| | | | |
|--------------------------|--------|--|----------|
| <input type="checkbox"/> | 1. | Politique des blocs et révolution permanente — Le CERES — Sur le centrisme — L'althussérisme | 8 F |
| <input type="checkbox"/> | 2. | Trotsky et la vie quotidienne — Idéologie et psychanalyse — Sur un épouvantail nommé Désir — Interview d'Ariane Mnouchkine — Rétro et antirétro | 8 F |
| <input type="checkbox"/> | 3. | Le bonapartisme à notre époque — De De Gaulle à Giscard — Armée — MFA — La classe ouvrière soviétique | 8 F |
| <input type="checkbox"/> | 4. | Le féminisme | (épuisé) |
| <input type="checkbox"/> | 5. | Les partis communistes et le stalinisme | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 6. | Ligue et léninisme — Débats sur le PCF — Perversion, amour et révolution — La crise de l'armée française | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 7. | Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines | 10 F |
| | | Stratégie révolutionnaire en Europe | 15 F |
| <input type="checkbox"/> | 8/9. | Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 10. | Militantisme et vie quotidienne | 15 F |
| <input type="checkbox"/> | 11/12. | Les municipales — PSU — 1936 et 1978 | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 13. | Les révolutionnaires et l'Union de la gauche | 15 F |
| <input type="checkbox"/> | 14/15. | Les communistes, la transition socialiste et l'Etat | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 16. | Contrôle ouvrier — Nationalisation — Arme nucléaire — | |
| <input type="checkbox"/> | 17. | Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara | 10 F |
| <input type="checkbox"/> | 18/19. | L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Glucksman et démocratie — La Yougoslavie | 18 F |
| <input type="checkbox"/> | 20/21. | Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier | 20 F |
| <input type="checkbox"/> | 22. | Le PCF, la gauche et la crise | 15 F |
| <input type="checkbox"/> | 23. | Mai 68 — 1958-1968 — La bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme | 20 F |
| <input type="checkbox"/> | 24. | La rentrée politique — Nouveaux mouvements sociaux — Relations entre les sexes — A propos de « la Civilisation surréaliste » | 12 F |
| <input type="checkbox"/> | 25. | L'actualité de Léon Trotsky par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau. Documents : manifeste des trotskystes de Buchenwald | 20 F |
| <input type="checkbox"/> | 26. | L'année 1978 : un tournant ? — Perspectives du giscardisme — De l'emprise des « directions traîtres » — Grève générale, front unique, dualité de pouvoir — Les nouvelles alliances de classes — Voyage à l'intérieur de l'OCI. | 15 F |

Vous pouvez vous procurer tous les anciens numéros (sauf le numéro 4, épuisé) au prix indiqué en envoyant un chèque aux éditions la Brèche. Les numéros cochés vous seront envoyés Franco de port.

OFFRE EXCEPTIONNELLE

La collection de Critique communiste

du n° 1 au n° 18/19

(sauf n° 4 épuisé)

60 F au lieu de 157 F

Franco de port

..... **BON DE COMMANDE**

Je désire recevoir les numéros
au prix de

Je désire recevoir la collection (sauf n° 4), numéros 1 à 18/19
au prix de 60 F.

Nom

Prénom

Adresse

.....

A retourner affranchi à : éditions la Brèche, 99, rue de l'Ouest,
75014 Paris. Tél. : 543.85.74) accompagné d'un chèque (ou man-
dat) à l'ordre des éditions la Brèche.

dialectiques

Revue trimestrielle

Au sommaire du n° 27...

Avril 1979

LA GAUCHE DEVANT LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Robert FOSSAERT : les frontières du socialisme.

Jean RONY : quelques notes pour ajouter à la confusion ambiante.

Patrick VIVERET : sur la social-démocratie.

Serge LEWISH & Yves ROUCAUTE : histoire de mots.

Christine BUCI-GLUCKSMANN : staliniens et social-démocratie.

Henri LEFEBVRE : à propos d'un nouveau modèle étatique.

Jean-François CORALLO : Lefebvre/Fossaert, Etat/société :
sur un dialogue possible.

Anne CAUQUELIN : la métaphore hurlante.

Etienne BALIBAR : Etat, parti, transition.

Jean-Marie VINCENT : sur Rudolf Bahro —
les contradictions du socialisme réel.

CE NUMERO 27 - 112 pages - 30 F

Directeur de Publication : David Kaisergruber

DIALECTIQUES

77 bis, rue Legendre, 75017 PARIS

229-41-22 & 263-55-76

- Denis Berger
La forteresse lézardée
(A propos du XXIII^e Congrès du PCF)
- Alain Brossat
Coucou, le revoilà : l'Homme
- Roland Lew
La Chine aujourd'hui, les comptes ne sont pas apurés

Documents

- Salut de la LCR au III^e Congrès de l'OCT
- Lettre à l'OCT
- Réponse de l'OCT

Débat : « L'emprise du réformisme »

- Antoine Artous et François Ollivier
A trop vouloir prouver...
- Michel Lequenne
A propos de l'influence réformiste
- Henri Weber
Encore une fois sur l'emprise des appareils réformistes
- Pierre Frank
Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ?
- Jean-Pierre Garnier
Lucien Sfez ou le purgatoire autogéré
(A propos de « l'Enfer et le Paradis »)
- Blandine Barret-Kriegel, Jean-Marie Vincent
Débat sur « La formation de la théorie de l'Etat chez Karl Marx »

